

# ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

ET

L'APPLICATION DU CONCORDAT

TOME I

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES  
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

JEAN LEFLON

*Curé de Saint-Nicaise de Reims*











ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER  
ÉVÊQUE D'ORLÉANS  
ET  
L'APPLICATION DU CONCORDAT

ETIENNE-ALEXANDRE BERNIER  
EVEQUE D'ORLEANS  
ET  
L'APPLICATION DU CONCORDAT

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1938.







ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

Miniature d'ANDRÉ BOISSIER. — Château-Gonthier, 1803.

ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

ET

L'APPLICATION DU CONCORDAT

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ  
DE PARIS

TOME I

PAR

JEAN LEFLON

CURÉ DE SAINT-NICAISE DE REIMS

---

*Avec un frontispice*



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

---

*Tous droits réservés*

42400.

ETIENNE-ALEXANDRE BERNIER

AVOUE DORLANS

ET

L'APPLIQUÉ DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE

DE L'ORDRE

DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE



DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE

DE L'ORDRE DE L'ORDRE

Droits de reproduction et de traduction réservés  
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

## AVANT-PROPOS

---

Je dois à M. le chanoine Pichard, professeur à l'Institut catholique de Paris, la première idée de cet ouvrage et à M. le chanoine Bindel la révélation de l'importante correspondance du cardinal Caprara et de Bernier, source féconde de ma documentation. Je leur offre ma reconnaissance respectueuse.

Dans toutes les Archives et dans toutes les Bibliothèques, j'ai rencontré, d'autre part, des guides aussi compétents que dévoués : aux Archives Nationales, Mlle Vieillard, MM. Cellier et Caillet ; Mlle Villeneuve aux Archives des Affaires étrangères ; MM. Soyer et Lavergne aux Archives du Loiret ; Mgr Angelo Mercati aux Archives Vaticanes ; à la Bibliothèque Vaticane, dont il était alors pro-préfet, Son Éminence le cardinal Tisserant ; M. Lévêque à la Bibliothèque du séminaire Saint-Sulpice ; enfin, à la Bibliothèque de l'Institut catholique de Paris, M. le chanoine Langlois et le R. P. Rouziès.

Des historiens réputés et des érudits locaux m'ont prêté un concours précieux ; à Rome, M. Chéramy, professeur d'Archéologie sacrée, à Orléans, M. le chanoine Chenesseau, professeur à l'Institut catholique de Paris. J'ai pu consulter à loisir les notes et les fiches réunies sur le clergé orléanais par M. l'abbé Crépin, vicaire à Montargis et par M. Perchelet, à Paris ; presque toute ma documentation sur la situation religieuse et le clergé du Loir-et-Cher m'a été gracieusement communiquée par M. le chanoine Gallerand, à Blois ; M. le professeur Latreille, de la Faculté des Lettres de Poitiers, a complété mes informations et heureusement redressé quelques-uns de mes points de vue sur le sacre impérial et le concordat germanique, A Angers, enfin, m'attendait en M. le chanoine Uzureau, une véritable providence ; j'ai reçu de lui une documentation de valeur



unique sur les insurrections de l'Ouest ; de plus, il m'a guidé sur les champs de bataille de la Vendée militaire, dans les Mauges, à la Morozière, au Lavoir, à la métairie de la Saugrenière, où Stofflet fut capturé ; il a bien voulu revoir mes chapitres sur les guerres vendéennes ; il m'a rendu le service de rectifier quelques erreurs et d'adoucir la sévérité de quelques jugements.

Je ne saurais oublier sans ingratitude la bienveillance qui me fut témoignée en Sorbonne ; M. le professeur Sagnac approuva mon dessein et soutint mes premiers efforts ; M. le professeur Lefebvre m'a rendu un service inappréciable en me conseillant de ne pas restreindre mon travail à l'application du Concordat, mais de l'élargir à toute la carrière de Bernier. Les débuts de sa carrière, en effet, conditionnent toute son existence ; les négliger, c'était faire une œuvre tronquée, mais aussi laisser dans l'ombre ou fausser bien des perspectives. Je resterai l'obligé de M. le professeur Lefebvre qui m'a épargné cette erreur, car les négociations concordataires sont étroitement liées à la pacification de la Vendée, et, d'autre part, les difficultés que rencontra l'application du Concordat s'expliquent mal, sans une étude préalable de sa laborieuse négociation.

J'exprime ma reconnaissance respectueuse à Son Éminence le cardinal Suhard, mon archevêque, qui encouragea et facilita ce travail, et s'intéressa à sa publication ; à M. Madelin, de l'Académie française, dont la haute intervention a préparé son accueil à la librairie Plon, qui reçoit cette biographie de Bernier dans la collection historique, dont elle s'honore à juste titre ; à M. le vicaire général Ponsin, dont l'érudition et la science théologique furent pour moi un secours apprécié ; à tous ceux enfin qui, silencieusement, ont collaboré à mon travail, en désirant rester inconnus.

Complexe, énigmatique, Bernier ne se livre jamais entièrement. Ce livre n'a donc pas la prétention de tout éclairer ni de tout dire ; il s'est efforcé seulement d'être sérieux, équitable et très loyal.



# ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

## ÉVÊQUE D'ORLÉANS

---

### LIVRE PREMIER

### LES GUERRES ET LES PACIFICATIONS DE LA VENDÉE. — LE CONCORDAT

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### LES ÉTUDES. — LE DOCTORAT. — LE CURÉ DE SAINT-LAUD

- I. La famille. — Les études. — Le doctorat en théologie et le gallicanisme de Bernier.
- II. Le professeur de théologie et le curé de Saint-Laud. — Bernier et la Constitution civile. Il se prête à la nouvelle circonscription et propose pour sa paroisse un plan avantageux. — L'obligation du serment le jette dans l'opposition active. — Bernier et le curé constitutionnel de Saint-Laud. — Mesures prises par le département contre les réfractaires. — Protestations au roi. — Arrestations et déportations. — Bernier se réfugie à Orléans.

#### I

Étienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie Bernier naquit, le 31 octobre 1762, à Daon-sur-Mayenne. Ses origines furent des plus modestes ; il essaiera plus tard de les relever, en invoquant sa parenté avec le « médecin Bernier connu par ses voyages au Mongol et ses ouvrages de médecine » (1). En réalité, son père Étienne Branchu,

(1) Arch. Nat. AF iv 1044. Bernier rédigea lui-même sa propre fiche lorsque furent constitués en 1801 les dossiers des futurs évêques pour les prochaines nominations épiscopales.

dit Bernier, exerçait le métier de tisserand et les fonctions de sacristain ; sa mère Marie Deslauriers donnait quelques leçons de lecture, écriture et calcul. De cette famille honorable et laborieuse il sera l'unique enfant.

Sur ses études au collège ecclésiastique de Château-Gonthier et à l'Université d'Angers, les détails nous manquent ; nous savons seulement que l'intelligence de l'élève éblouit maîtres et condisciples, mais que son esprit remuant inquiète les Messieurs de Saint-Sulpice, chargés de sa formation cléricale. Au grand séminaire, M. Emery, M. Duclaux, demeurent avec lui sur la réserve ; leur sagesse redoute les qualités exceptionnelles qui ne sont pas garanties par un fonds solide d'honnêteté, de désintéressement, de vertu. Faute de réaliser cet équilibre moral, qu'ils apprécient par-dessus tout, Bernier ne leur semble pas sûr ; ils redoutent sa précocité, sa suffisance, son ambition. Qu'à dix-neuf ans leur séminariste fût déjà professeur de philosophie au petit séminaire d'Angers, ils ne s'en étonnent pas trop ; ils n'admirent pas non plus. Chez eux, on devine le souci de ramener à une notion plus exacte de ses limites cette jeune science qui s'illusionne, pour maintenir dans une juste modestie une inquiétante vanité.

Rien de plus significatif à cet égard que l'attitude de M. Duclaux lorsque Bernier soutint, le 12 juin 1786, ses thèses de doctorat devant la Faculté de théologie. Habitué à de faciles succès, le récipiendaire ne manquait pas d'assurance ; il demanda même au supérieur, docteur en Sorbonne et membre du jury, s'il avait préparé ses objections ; à quoi celui-ci répondit finement par le conseil de bien préparer ses réponses. Le conseil était bon, mais Bernier se garda de le suivre ; trop présomptueux, il ne se méfie nullement d'un examinateur qu'il estime peu redoutable ; en quoi il se trompe, car, à la soutenance, l'ancien sorbonniste lui opposa des objections si inattendues et si solides que le pauvre candidat fut incapable de répondre. Heureusement, après lui avoir infligé cette petite leçon, M. Duclaux déclara avec beaucoup d'esprit, qu'il s'agissait seulement d'une première passe, que la véritable discussion allait seulement s'ouvrir ; il reprit alors le débat de telle manière qu'une défense brillante fit oublier le premier insuccès (1).

Les neuf thèses soutenues par le diacre Bernier devant la Faculté

(1) G. LETOURNEAU, *Histoire du séminaire d'Angers, depuis 1695 jusqu'à nos jours*, p. 194.

d'Angers sont dédiées au Christ, « époux de l'Église et auteur de la grâce, » *Christo Ecclesiæ sponso et gratiarum auctori*; elles portent sur l'institution de l'Église et la nature de la grâce, sujets brûlants entre tous. Les quatre dernières sont dirigées contre le jansénisme et reproduisent les formules traditionnelles; elles condamnent en droit comme en fait les quatre propositions, défendent contre la prédestination absolue la liberté, adoptent même, pour expliquer le rôle de la volonté dans la coopération au secours divin, la théorie de Suarez; on ne pouvait suivre des principes plus opposés à ceux de l'Augustinus. La théologie de Bernier se réfère donc sur ce point à la plus stricte orthodoxie (1).

On ne saurait dire la même chose des cinq thèses relatives à la constitution de l'Église, car deux d'entre elles, la quatrième, la cinquième relèvent nettement du gallicanisme doctrinal. Si l'Église romaine est une (thèse I), catholique et infaillible dans le corps de ses pasteurs (thèses II et III), le pape inférieur au concile général (thèse IV) ne jouit pas de l'infaillibilité personnelle; la juridiction des évêques ne découle pas de lui (thèse V) (2); enfin, le concile et le pape n'ont aucune autorité ni directe, ni indirecte, sur les états; les deux pouvoirs temporel et spirituel sont parallèles, suprêmes chacun dans leur ordre et jouissent par conséquent d'une indépendance réciproque (thèse IV) (3). Telles sont les propositions que Bernier formule et défend. Or, sauf les deux premières, elles se trouvent formellement contraires à la doctrine définie au dix-neuvième siècle par le Concile du Vatican. Que le jeune récipiendaire les ait admises la chose n'a rien d'étonnant; en dépit de certaines

(1) « *Christo Ecclesiæ sponso et gratiarum auctori. Questio theologica. Quænam est civitas supra montem posita? Matth., c. V., v. 14. — Has theses, Deo duce et auspice Deipara, praeside S. M. N. Ludovico Michæle Arnoul, minorita sacræ theologiæ facultatis Parisiensis doctore, Andegavensi aggregato... tueri conabitur M. Stephanus Joannes Baptista Maria Bernier, diaconus Andegavensis, sacræ facultatis bascalaureus theologus, licentiæ prior, necnon in seminario Andegavensi philosophiæ professor academicus, die lunæ 12 mensis junii, anno Domini 1786. Andegavi, typis Mame, (s. d.) in-fol. plano. Bibl. Nat. D., 2793.*

(2) « *Ceterorum episcoporum jurisdictionem ab eo tanquam a fonte dimanare negat traditio, negant concilia Constansiensis et Basiliense, negamus et nos Cleri Gallicani declarationi subscribentes.* »

(3) « *Quamvis tanta sit Ecclesiæ auctoritas, limites tamen agnoscit. Nihil omnino valet in temporalia regum, nec a fortiori Summus Pontifex. Parallela est utraque potestas, utraque in suo ordine suprema et ab altera prorsus independens.*

résistances (1), elles étaient professées à cette époque dans les facultés françaises ; celle d'Angers ne faisait pas exception (2) ; la fameuse *Théologie de Lyon* (3), rédigée par les oratoriens, les enseignait catégoriquement ; elles avaient pénétré jusque dans les séminaires, les congrégations, les ordres religieux, l'épiscopat. Mais tandis que d'autres, avec une logique passionnée, les pousseront jusqu'à leurs dernières conséquences et franchiront les limites du schisme, Bernier, qui ne méconnaît nullement les points faibles de cette doctrine gallicane (4), saura les tempérer par des principes scrupuleusement orthodoxes. Malgré certaines préventions contre la cour pontificale, malgré une défiance toujours en éveil contre ce

(1) Ces doctrines n'étaient pas seulement combattues outre-monts par les théologiens romains ; elles étaient encore condamnées par un certain nombre de théologiens français. A la Faculté de Théologie de Toulouse où avait été instituée une chaire des libertés gallicanes, le titulaire de cette chaire, M. Hélot, qualifiait les quatre articles « d'introduction à l'hérésie. » L. MAHIEU, *Mgr Belmas*, I, 21.

(2) Mgr CROSNIER, dans son livre sur le *Bienheureux Noël Pinot*, 43, essaie de prouver que cette doctrine n'était pas enseignée à la Faculté de Théologie d'Angers. Si les quatre articles de 1682 étaient enseignés chaque année par un professeur, qui s'engageait par écrit à exposer la doctrine gallicane, « la Faculté en elle-même, écrit-il, dans son ensemble garda sa robe intacte, malgré cet accroc pour lequel on a le droit d'invoquer les circonstances atténuantes, et resta immaculée dans son enseignement. Elle protesta toujours de son indéfectible attachement à Rome. » De fait, ses docteurs, sauf quelques rares exceptions, refusèrent le serment constitutionnel. Voir à ce sujet : *Les docteurs de la Faculté de Théologie d'Angers pendant la Révolution. Andegaviana* XXVI, 172-181. Il n'en est pas moins vrai qu'elle accorda le bonnet de docteur, puis une chaire, à Bernier qui soutenait devant elle des thèses spécifiquement gallicanes et qu'elle le chargea à son tour du cours annuel sur les principes gallicans et la Déclaration de 1682.

(3) Discutée à l'oratoire lui-même, puisque en 1784, à la Dalbade, le Père Beaudoux la remplace, non sans luttes, par la théologie d'Habert, la *Théologie de Lyon* fut mise à l'*Index* en 1792. L'oratorien Tabaraud, qui sera proposé par Bernier pour l'épiscopat en 1802, avait collaboré à sa rédaction. Sur le gallicanisme doctrinal de ce manuel, voir : L. MAHIEU, *Mgr Belmas*, I, 23.

(4) On conserva longtemps à Angers le souvenir de l'objection suivante faite à l'abbé Tardif par Bernier lors d'une argumentation : Une opinion soutenue par une seule église, en opposition à l'enseignement des autres églises et sur laquelle elle a varié, peut et doit être regardée au moins comme une opinion téméraire.

Or, telle est l'opinion insérée dans la déclaration du Clergé de France en 1682. Donc, cette opinion est au moins téméraire.

Cette objection, qui avait fait grosse impression dans les milieux universitaires d'Angers, se trouve consignée dans un manuscrit de la bibliothèque de l'évêché d'Angers datant de 1820. M. le chanoine Uzureau, qui l'avait relevée dans ce manuscrit, a eu l'obligeance de me la communiquer.



qu'il appelait les ingérences ultramontaines, fidèle à Rome, il lut-tera, Pie VII lui-même l'a reconnu dans un document officiel, pour maintenir et sauver l'unité (1).

## II

Ordonné prêtre en 1786, docteur en théologie le 21 juin 1787, Bernier devenait vicaire à Saint-Michel-de-la-Palud en mai 1787. Le 2 juillet 1787, il obtint une chaire de théologie à l'Université d'Angers. Si les renseignements nous manquent sur les débuts de son ministère sacerdotal, nous savons que ses cours firent l'étonnement de ses élèves ; grâce à une mémoire prodigieuse qui lui permettait de répéter mot à mot un sermon qu'il venait d'entendre, il dictait, qu'il s'agisse de mathématiques ou de philosophie, sans aucun livre et sans aucune note, dans une langue très pure, avec une rigoureuse précision (2). Sur les tendances de sa pensée, ses préférences intellectuelles, l'orientation de sa doctrine, ses procédés et ses méthodes d'exposition, nous ne possédons aucune donnée ; l'abbé Duval qui nous a transmis quelques souvenirs sur son ancien maître, reste muet sur tous ces points ; comme il arrive parfois chez certains élèves, l'extérieur de l'enseignement l'avait sans doute frappé beaucoup plus que le fonds.

La réputation du jeune et brillant professeur attira sur sa personne l'attention du chapitre de Saint-Laud-les-Angers qui le présenta, le 26 février 1790, pour la cure de Saint-Laud ; muni du visa épiscopal, le nouveau curé prit possession de son bénéfice le 23 mars suivant.

Son action pastorale ne sera pas longtemps paisible. Votée le 12 juillet 1790, approuvée par le roi le 22, promulguée le 24 août,

(1) Bref de Pie VII, 23 juin 1802. « Pro cujus unitate servanda, tantopere laborasti, » écrit le Pape. THEINER. *Histoire des Deux Concordats*, II, 198.

(2) V. LEPELLETIER, *Notice sur l'abbé Duval*. Originaire de Limoges, Duval fit ses études à Angers ; il se réfugia à Orléans pendant la Révolution, rejoignit après thermidor M. Duclaux à Paris. Ordonné en 1795 par l'évêque de Saint-Papoul, il exerça à Chaussy. Bernier le nommera vicaire à Recouvrance, puis à Saint-Paterne. Il retrouvera à Orléans son ancien condisciple le docteur Fouré, qui lui offrira de la part de leur ancien maître la cure des Aydes ; mais Duval refusa cette proposition.

la Constitution civile du Clergé, « erreur capitale de la Révolution » (1), allait provoquer dans sa paroisse, dans la ville d'Angers, dans toute la future Vendée, en attendant la révolte armée, une agitation croissante. Avec elle, le rôle historique de Bernier va commencer.

Il ne semble pas que, dès l'abord, le curé de Saint-Laud ait combattu les essais de réforme, les projets de réorganisation ecclésiastique, ni même la Constitution civile. Loin de s'opposer à la nouvelle délimitation des paroisses ordonnée par celle-ci, il reconnaît que cette nouvelle délimitation a pour objet « le bien du peuple, la simplicité et l'économie ». Non seulement il se prête volontiers, pour ce qui le concerne, à cette opération, mais il prend les devants et, de sa propre initiative, présente le 10 octobre 1790, aux autorités départementales un projet. Il est vrai qu'à cette époque, l'évêque d'Angers, Mgr de Lorry, autorisait cette circonscription, réserve faite des règles canoniques, et que Bernier espérait profiter des circonstances pour arrondir son territoire et accroître le chiffre de ses ouailles. Les deux plans qu'il propose trahissent l'un et l'autre cette préoccupation intéressée ; naturellement, les préférences du curé vont à celui qui lui assure le maximum d'avantages, le premier ; aussi fait-il ressortir tout ce que la ville d'Angers gagnerait à son adoption ; d'abord une population supplémentaire « d'au moins 4 000 âmes par la réunion de Lesvière, de la majeure partie de Saint-Martin et de Saint-Michel-de-la-Palud-campagne, de Saint-Augustin, de Saint-Gemmes, du Port-Thibault et d'Empiré », en outre « une étendue territoriale de trois quarts de lieue de largeur sur une lieue de longueur, le seul village d'Empiré et de la Cornouaille exceptés, puisqu'ils sont à cinq quarts de lieue d'Angers, mais déjà ils appartiennent à la ville qui peut et doit les réclamer, et d'ailleurs, leurs vœux et leurs intérêts tendant à les en rapprocher et les conduisent naturellement à Saint-Laud ». En toute hypothèse, la conservation de la paroisse de Saint-Laud ne peut être mise en question ; sa population, « son étendue, ses commodités, sa situation, ses agréments, l'emplacement de l'église, sa solidité, sa grandeur, son antiquité, la possession d'un des plus précieux trésors que la religion nous offre, la vénération et le concours des peuples, la politique même, assurent à l'une et à l'autre une existence durable » (2).

Cette attitude conciliante ne dura guère. A Angers, comme ail-

(1) DEBIDOUR, *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat de 1789 à 1870*, 68.

(2) Arch. Maine-et-Loire, L 966.

leurs, le décret du 27 novembre qui rendait obligatoire le serment constitutionnel, rejeta dans l'opposition beaucoup de prêtres d'abord sympathiques, sinon favorables aux réformes. Que cette mesure législative ait été la cause première des troubles dans l'Ouest de la France, malgré les aveux de certains rapports officiels (1), on a pu le discuter. Mais si les thèses continuent à s'opposer sur les origines politiques ou religieuses des guerres vendéennes (2), pour Bernier

(1) C'est le cas en particulier pour le rapport des commissaires Gallois et Genonné, en juillet 1791. Voir à ce sujet : P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, II, 10.

(2) On trouvera dans l'ouvrage de M. E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, I, 199 et sq., l'exposé et la discussion de ces thèses. M. Gabory s'applique à démontrer que le premier soulèvement fut un soulèvement populaire dont la cause déterminante fut la conscription et la cause profonde une cause religieuse. Il fait justice de la thèse qui explique le soulèvement par le complot de la Rouerie. « Le plan de la Rouerie, écrit-il, était de soulever les nobles pour soulever le peuple, c'est le contraire qui se réalise. » Dans les notes qu'il a rédigées, avant de mourir, sur la guerre de Vendée, pour redresser certaines erreurs de Beauchamps dont *l'Histoire de la guerre de Vendée* venait de paraître, Bernier, écrit dans le même sens : « L'auteur déraisonne tout à son aise sur les causes de la guerre de Vendée. Il suppose un concert entre l'Angleterre et les princes d'un côté et les nobles du pays d'autre part. Ce fait est faux. Les nobles restés dans la Vendée n'avaient aucune relation avec les princes et l'Angleterre. Bonchamps avait acheté des biens nationaux. Sapinaud l'avait imité. Charette lui-même avait donné dans la Révolution et tout le monde sait, excepté l'auteur, quelle haine et quel mépris on avait voulu déverser sur les nobles et les émigrés auxquels on envoyait alors des quenouilles et qu'on menaçait de dégradation. Tous les chefs de la Vendée furent forcés le pistolet sur la poitrine de prendre part à l'insurrection. Ils en auguraient tous très mal, parce qu'aucun d'eux ne se dissimulait l'inconstance des mouvements populaires. Les seules causes de l'insurrection furent la persécution contre la religion, la haine contre les innovations révolutionnaires, les vexations que leur firent éprouver des clubs ambulants et la levée de 200 000 hommes. » Quant à la conspiration de la Rouerie, « elle ne consista que dans un repas très imprudent donné par ce chef à plusieurs nobles de Bretagne, où l'on but et parla trop chaud... Cette conspiration n'avait rien de commun avec la Vendée qui n'en a eu connaissance que quand il a plu à M. de Puisaye d'en parler dans ses *Mémoires* et d'y donner de l'importance. » *Andegaviana*, I, 441-442. Cette mise au point trahit sans doute une certaine nervosité ; elle n'en concorde pas moins, pour le fond, avec ce qu'écrit Joseph Clémanceau, un patriote, qui fut, sept mois durant, captif des Vendéens et qui rapporte « sans passion les faits dont il fut témoin et parfois acteur pendant sa longue captivité. » (*La Révolution française*, décembre 1907.) Son *Histoire de la guerre de Vendée* a été publiée par M. le chanoine UZUREAU. Son témoignage est des plus nets. « Il est bien certain que si le serment n'eût pas été exigé par les décrets, ou bien qu'il eût été prêté par tous les membres du clergé, la France aurait de grands malheurs de moins à déplorer, la religion n'eût pas été exposée à des atteintes aussi violentes,

aucun doute ne semble possible ; son action antirévolutionnaire commence incontestablement avec son refus de jurer. Sans doute, cette action comportera de 1791 à 1799 bien des modalités, elle connaîtra bien des fluctuations, elle revêtira en cours de route bien des caractères ; mais, dans son principe, à son point de départ, elle est d'abord une résistance aux mesures qui atteignent, parce qu'il est réfractaire, le curé de Saint-Laud ; c'est pour échapper aux conséquences de son insoumission qu'il lutte et plus ces conséquences s'aggravent, plus il se trouve menacé ou frappé, plus aussi son ardeur belliqueuse intensifie son action.

Sa paroisse fut son premier champ de bataille. Malgré les dispositions de la loi qui exige son remplacement par un assermenté, Bernier essaie de s'y maintenir et, lorsque l'élection populaire désigne son successeur, pied à pied, il lui dispute le terrain. Successivement, deux pétitions signées de ses ouailles réclament de l'Assemblée

et le sang des Français n'eût pas coulé dans les champs de la Vendée.

« Telle fut la cause principale et la plus active de l'insurrection des Vendéens. Sans les troubles religieux qui les exaltèrent, sans leur dévouement à leurs prêtres, aucune puissance sur la terre n'eût été capable de les mouvoir ni de placer dans leurs mains les armes avec lesquelles ils prétendaient se faire les vengeurs de la religion. Les prêtres furent donc, avec ou sans intention, les premiers moteurs de la guerre civile.

« Une autre cause plus rapprochée des événements et qui fournit l'occasion et le prétexte pour éclater, fut le décret du 5 mars 1793, qui ordonnait une levée de 300 000 hommes.

Tous ceux qui ont connu la Vendée avant la guerre, qui ont vu de près et suivi les mouvements de la population à cette époque, attestent la vérité de ces assertions. Si on eût laissé aux Vendéens les prêtres insermentés, qu'ils appelaient leurs bons prêtres, et qu'on ne leur eût pas demandé leur contingent dans la levée de 300 000 hommes, il n'y aurait eu ni troubles, ni insurrection, ni guerre civile. Le royalisme n'y était pour rien ; à peine ce mot était-il connu des habitants des campagnes avant la guerre ; il ne fut question de royauté et de royalisme que quand les chefs prirent le commandement des insurgés, et qu'ils nommèrent leurs troupes : armées catholiques et royales. Mais il est de fait que jamais le royalisme ne fut un des mobiles de l'insurrection.

« Ce furent donc la persécution, la déportation des prêtres réfractaires, et l'envoi pour leur remplacement des prêtres assermentés nouvellement institués, qui furent les causes principales de l'insurrection de la Vendée. Les royalistes n'y furent pour rien ; ils furent entraînés eux-mêmes par le torrent, plutôt qu'ils ne dirigèrent son cours. Dans la suite, ils adoptèrent et favorisèrent de tous leurs moyens un système qui était conforme à leurs vues. Les royalistes réunis aux enthousiastes dont je viens de parler, et à toute la population insurgée pour la défense de la religion et des prêtres, essayèrent de marcher avec elle au même but par la guerre civile. » *Andegaviana*, X, 152-153-156.



Constituante, puis du département, « la conservation d'un pasteur chéri que ses vertus leur rendent infiniment précieux » ; l'une et l'autre reprennent en termes différents un thème identique ; l'une et l'autre assurent que sa présence est nécessaire au bonheur de son peuple. Sans doute, il a préféré « les sacrifices » à « l'observation de la loi » ; mais sa conduite est celle d'un bon citoyen ; « il a toujours pratiqué les vertus civiques et religieuses propres à son état », prêché « avec larmes » la douceur, la charité chrétienne, l'obéissance et la soumission ; son départ laisserait ses fidèles inconsolables ; « tant que l'Éternel prolongera ses jours, assurent-ils, nul autre n'aura notre confiance et l'instant qui nous le ravirait serait pour nous celui du désespoir (1). » Les dames ajoutèrent à ces pétitions une adresse particulière, avec l'expression des mêmes vœux et des mêmes sentiments.

Les autorités ne firent aucun droit à ces touchantes requêtes et, sur le gouvernement, ces protestations demeurèrent sans effet. Mais dans la paroisse, dans la ville d'Angers, elles provoquent une certaine agitation ; l'opinion est saisie, les partisans du curé légitime se remuent, sa cause trouve dans la société des avocats ; les passions s'échauffent, les résistances se groupent ; un parti se constitue. L'arrivée de Bernier, écrivent à la Constituante les dames de Saint-Laud, « a été le signal de la paix. Jamais nous n'avons été plus tranquilles ». Ces beaux jours sont finis ; son départ va être le signal de la lutte, en attendant la guerre.

L'attitude résolue de Bernier, son obstination à se maintenir, les campagnes entreprises en sa faveur, découragent les candidats et personne ne tient à recueillir une aussi laborieuse succession. Mais l'évêque constitutionnel Hugues Pelletier et les autorités départementales voulaient absolument écarter de sa paroisse ce réfractaire inquiétant ; ils engagent donc Yves Besnard, docteur en théologie, curé de Nouans, à accepter Saint-Laud ; sur leurs instances, Yves Besnard, qui ambitionnait un poste de vicaire épiscopal, faute de mieux, se résigne. Il est élu le 13 mars 1791.

Soit courtoisie, soit espoir de désarmer une dangereuse opposition, le nouveau curé se crut bien inspiré de faire visite à son prédécesseur. Il fut très mal reçu. Avec une ironie froide, Bernier lui exprima tout l'étonnement qu'il éprouvait de sa conduite ; un docteur en

(1) Arch. Maine-et-Loire, L 960. Voir le texte des pétitions dans F. UZUREAU, *M. l'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, 8-10.

théologie ne pouvait ignorer les principes de l'Église, méconnaître le caractère impie des lois cultuelles, se prétendre en matière de censures ecclésiastiques non contumace. Dans ces conditions, le serment constitutionnel demeurerait inexplicable, inexcusable ; il entraînait l'excommunication. Yves Besnard, après cet entretien et cet accueil, savait à quoi s'en tenir ; tout laissait prévoir qu'à Saint-Laud, le conflit ne restait pas purement doctrinal.

L'installation du nouveau curé en apporta la preuve évidente. Non content de menacer des foudres célestes (2) ceux de ses paroissiens qui assisteraient à cette cérémonie, Bernier et ses partisans la transformèrent « en foire et en mascarade » (3). Lorsque l'intrus, escorté de la garde nationale, arriva en grande pompe, il fut impossible de sonner les cloches, impossible d'allumer les cierges, impossible de trouver les vases sacrés, impossible de revêtir les ornements ; les cordes avaient été remontées et enfermées dans le clocher, les mèches mouillées, les calices soustraits, les ornements cousus par le milieu. Ce fut dans l'église « un grand tumulte » (4), et dans le parti réfractaire un immense éclat de rire. A Saint-Laud, comme dans un certain nombre de paroisses vendéennes, la lutte commençait par une farce d'un goût douteux (5).

Exclus de son église et de sa maison curiale, Bernier se retire chez M. Gautreau, chanoine et chantre du chapitre Saint-Laud. Dans les chapelles des couvents ou des communautés religieuses, il continue comme les autres réfractaires, à exercer le ministère, à administrer les sacrements et à prêcher ; la « hardiesse et la franchise de ses paroles en font bientôt « la bête noire » (6) des patriotes : ceux-ci lui reprochent d'exciter le peuple contre les prêtres constitutionnels, de soutenir la résistance au serment, de provoquer la rétractation des jureurs (7). Un incident, qui trouble le 17 avril une procession conduite par Yves Besnard, met le comble à leur exaspération. Comme le curé constitutionnel de Saint-Laud se rendait au cimetière,

(1) YVES BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 44.

(2) *Journal du département de Maine-et-Loire*, 30 mars 1791.

(3) A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 11.

(4) YVES BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 44.

(5) On attribue aux Muletins, lors des installations des constitutionnels dans les campagnes, des procédés analogues. CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, I, 199.

(6) GRUGET, *Histoire de la Constitution civile du Clergé dans le Maine-et-Loire*, 175.

(7) CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, I, 369, note 1.

le jour des Rameaux, pour bénir les tombes, une pierre fut lancée, devant la maison du sieur Boumard, qui atteignit l'un des membres du cortège. Les passions aidant, l'affaire se transforma en attentat. Tandis qu'on arrête chez Boumard deux domestiques présumées coupables, les patriotes crient à la conspiration et dénoncent hautement le vrai responsable, Bernier. C'est lui, assurent-ils qui a tout machiné. « La fureur s'empare de leur esprit ; ils s'échauffent, s'animent les uns les autres contre lui » (1) et, après avoir délibéré, décident son incarcération ; on s'emparerait en même temps de ses deux séides, le vicaire Bâtard et le chantre Gautreau, chez lequel il se trouvait logé. Trois cents hommes de la garde nationale cernent donc la maison du chantre, forcent portes et fenêtres, perquisitionnent partout en proférant les pires menaces. Mais toutes leurs recherches demeurent inutiles. Furieux de ne pas trouver le réfractaire de Saint-Laud, ils fouillent alors toutes les maisons où ils soupçonnent sa présence ; même insuccès. Pendant ce temps, on court en hâte, dans l'église des Chanoines réguliers de Toussaint, où Bernier s'était rendu aux vêpres avec un grand nombre de fidèles. Prévenu du danger qui le menace, celui-ci se réfugie avec le chantre, chez les frères de Gautreau ; puis, « voyant que les esprits étaient toujours prévenus contre lui, et qu'il ne pourrait plus se montrer sans courir les plus grands dangers pour sa vie, il se décide, d'après les conseils de ses amis, à quitter la ville ; après s'être travesti pour échapper à la surveillance de ses ennemis, il part pour la campagne (2). »

Cette retraite ne l'empêcha pas cependant de continuer la lutte ; il la pousse au contraire si activement que, bientôt, la situation d'Yves Besnard devient impossible ; découragé, le curé constitutionnel de Saint-Laud, donne, en mai 1791, sa démission. Avec le ci-devant génovéfain Pierre Lambert qui hérite de la paroisse, le calme est loin de revenir ; si même on s'en rapporte à une dénonciation grandiloquente et apeurée du nouvel élu, il semblerait que la tension s'accroît jusqu'à devenir alarmante. « Dans le bourg et les campagnes de Saint-Laud, écrit-il le 17 juin 1791 aux autorités départementales, la fermentation est à son comble, le fanatisme y fait toujours les plus grands ravages. Les ci-devant curé et vicaire y continuent sans cesse leurs manèges perfides. Semblables à des bêtes

(1) GRUGET, *Histoire de la Constitution civile du Clergé dans le Maine-et-Loire*, 175.

(2) ID., *Ibid.*

fauves, ils ne semblent sortir de leurs saintes retraites pendant la nuit que pour aller exalter les têtes et enflammer les imaginations de nos concitoyens égarés. Déjà les murmures éclatent publiquement ; on ne craint point de nous insulter et la nuit et le jour ; on n'attend que le plus petit signal d'une contre-révolution pour se déclarer traître envers la patrie ; enfin, les ennemis de la chose publique, bien supérieurs en nombre aux bons citoyens dans le canton et bourg de Saint-Laud, immolent, dans leur accès de rage et de fureur, les partisans d'une révolution qui doit à jamais fixer l'époque de leur bonheur comme de celui de tout l'empire français. » Chose plus grave, presque tous les habitants du bourg Saint-Laud sont munis d' « une quantité prodigieuse d'armes » et l'administration départementale frémirait, comme Lambert lui-même, si elle réfléchissait « à l'usage infernal qu'ils se proposent d'en faire ». « Les Barbares, écrit le pauvre intrus aussi épouvanté qu'indigné, les infâmes ! C'est dans notre sang, disent-ils hautement, qu'ils veulent laver leurs affronts et leurs injures... Notre vie est en péril à chaque instant de la nuit. » Lambert réclamait donc les mesures les plus promptes, les plus efficaces et les plus secrètes, pour empêcher l'éclat d'un incendie qui peut avoir les suites les plus dangereuses (1). Cette dénonciation demeura sans effet ; le département la renvoya au district, le district à la municipalité ; entre temps fut publiée l'amnistie du 14 septembre, accordée par le roi, et l'affaire n'eut pas de suite (2).

Mais bientôt les choses s'aggravèrent. L'intervention de Couthon à l'Assemblée Législative, le rapport des deux commissaires Gallois et Gensonné sur les causes de l'agitation vendéenne, la pression des clubs, certains attentats dont les assermentés furent victimes à Caen et dans le Maine-et-Loire, provoquèrent de nouvelles mesures contre les réfractaires. Un décret du 29 novembre les assimilant aux suspects, les soumit à la surveillance des autorités (3). De son côté, l'administration de Maine-et-Loire sous prétexte de protéger leur personne et d'enrayer leur action, décida, le 1<sup>er</sup> février 1792, que tous les insermentés du département devraient se rendre dans les huit jours au chef-lieu, sous peine de poursuites et d'internement (4).

(1) Arch. Maine-et-Loire, L 365.

(2) F. UZUREAU, *M. l'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, 14.

(3) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, II, 9 à 38.

(4) *La Persécution religieuse en Maine-et-Loire (1789-1792)*. *Andegaviana*, XXVI, 348.



Ces mesures vexatoires provoquèrent en Maine-et-Loire une protestation que Michelet a qualifiée de « terrible » de « sanglante », et dans laquelle il a cru reconnaître la main et le « poignard » de Bernier (1). Après avoir assuré le roi de leur soumission aux lois, invoqué les droits sacrés de l'homme, les décisions du Garde des Sceaux, la liberté, dénoncé enfin les agissements des commissaires officiels, les prêtres réfractaires suppliaient Louis XVI de casser l'arrêté injuste pris par le département. L'adresse se terminait sur des menaces à peine voilées. « Jusqu'ici nous avons contenu le peuple et, honorés de sa confiance, nous l'avons jusqu'ici empêché de franchir les bornes d'une résistance passive (2). Mais, Sire, si on nous éloigne de lui, si on l'abandonne à l'indignation et au désespoir, que peuvent lui causer la nouvelle persécution qu'on nous prépare et une plus longue privation de tous les secours de la religion, qui peut prévoir et qui peut calculer les excès auxquels il peut se porter? Vous ne savez que trop, Sire, ce dont est capable un peuple qui croit n'agir que par patriotisme. De quoi ne serait-il pas capable, quand il croira ne suivre sa conscience et n'agir que pour conserver ou recouvrer ses temples, ses autels et sa religion (3)? » L'avertissement demeura, comme la protestation, inutile; loin de rapporter les mesures prises contre les réfractaires, le gouvernement les aggrava. Le 17 juin, en Maine-et-Loire, la garde nationale arrête et interne les insermentés et le 12 septembre commencent les déportations.

Presque à la même date, le 21 août, les paroisses voisines de Châtillon, pour la première fois, se soulèvent et la guerre civile, en diverses régions de l'Ouest, s'annonce par des soubresauts précurseurs. Quelques mois plus tard, dans ce pays surexcité par les luttes religieuses et la persécution croissante, la levée de trois cent mille hommes trouva les esprits mûrs pour la révolte et ce fut, en mars 1793, l'explosion.

Si Bernier, alors réfugié à Orléans (4), ne fut pas comme on l'a

(1) MICHELET, *Histoire de la Révolution*, 2<sup>e</sup> édition, I, 313.

(2) La lettre suivante écrite le 15 février 1792 par M. Courjaret, curé de Botz, arrondissement de Cholet, correspond à cette affirmation : « Les habitants de nos contrées se plaignent hautement des prêtres, de ce qu'ils les empêchent de s'opposer à toutes les innovations qui se font et qui les révoltent beaucoup. Je ne suis pas éloigné de croire que s'ils voient disparaître tous les prêtres auxquels ils ont confiance, ils ne se portent à des extrémités fâcheuses, et je le crains, ce serait un grand malheur. Prions pour la paix. » (*Anjou historique*, I, 210.)

(3) CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, I, 370-377.

(4) Bernier se réfugia à Orléans chez le citoyen Lelarge auquel il témoigna plus

prétendu la cause directe et immédiate de cette insurrection (1), il n'en est pas moins vrai qu'avant son départ, son opposition violente aux constitutionnels ses rivaux et aux patriotes leurs protecteurs, avait préparé les voies à la guerre civile en accumulant dans les âmes des énergies impatientes. Mais, pour efficace qu'elle fût, son action demeurerait encore restreinte ; elle ne faisait que prolonger, dans la région angevine, celle des Beauregard à Luçon (2), celle des Mulotins dans le Poitou et dans les Mayes (3), celle des insermentés ruraux luttant pour évincer l'intrus et maintenir dans leur paroisse le culte réfractaire ; elle se rattachait à un mouvement général commun à tout l'Ouest, sans que la personnalité de Bernier réussît encore à émerger. Le moment ne tardera pas où, à la faveur de l'insurrection vendéenne, cette personnalité s'affirmera. Dès lors, aux armées catholiques et royales, le curé de Saint-Laud tiendra parmi les chefs un rôle de premier plan.

tard sa reconnaissance en faisant de lui le secrétaire de son évêché. (Th. COCHARD, *Mgr Bernier*, 5). On ignore à quelle date exactement Bernier se rendit dans cette ville. Une lettre qu'il écrit, le 2 septembre 1792, à l'imprimeur angevin Clambart, paraît indiquer qu'à cette date il se trouvait encore à la campagne dans les environs d'Angers. « La retraite des Brigands, écrit-il, ne nous laisse ce semble respirer que pour craindre de nouvelles entreprises. » (Papiers Dugast Matifeux, Bibl. Nantes, VII, 4.) Une autre lettre du 14 septembre 1792, relative aux massacres de septembre, précise qu'il est caché au fond d'une campagne dans une métairie à peu près inaccessible. « Mes frères en sacerdoce viennent de tomber sur les poignards des assassins, aux Carmes et partout. On les déporte à Nantes. Le château de cette ville en contient plus de 400 prisonniers, plus de 400 qui n'ont voulu trahir ni leur Dieu ni leur foi. Qu'en fera-t-on ? Je l'ignore ; mais leur avenir est affreux. Je suis caché au fond d'une campagne, dans une métairie à peu près inaccessible. J'entends le grondement de l'orage amoncelé sur l'Église de Jésus-Christ, mais je n'entends que cela ; car sous le toit de ces bons paysans, je suis à l'abri de toute crainte. Ces gens si purs sont exaspérés de toutes les persécutions auxquelles sont soumis leurs prêtres. Une étincelle jetée sur ce foyer de mécontentement produirait, je crois, un vaste incendie. Prions Dieu que la Révolution n'aille pas jusque-là. Son contre-coup serait affreux. » *Histoire des généraux vendéens*, par Créteineau JOLY, 251. M. le chanoine Uzureau pense que Bernier se cacha dans la future Vendée, au sud de Nantes, en 1791 et 1792, et qu'il se réfugia à Orléans sur la fin de 1792 ou au début de 1793.

(1) Voir à ce sujet la notice sur Bernier rédigée par le préfet Hély d'OISEL, *Anjou historique*, septembre 1902, 208-209.

(2) CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, I, 199, note 1.

(3) Sur l'action des Mulotins, voir SAVARY, *Guerre des Vendéens et des chouans*, I, 51, et P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, II, 354-356.

## CHAPITRE II

### LA PREMIÈRE GUERRE DE VENDÉE

- I. Bernier et la Grande Armée (mai-décembre 1793). — Bernier s'introduit au Conseil supérieur de Châtillon. — Dans quelle mesure il favorisa la supercherie de l'évêque d'Agra. — Son influence croissante ; son rôle dans l'organisation du pays insurgé et des pays conquis ; les mesures rigoureuses qu'il inspire. — Le passage de la Loire et les prisonniers de Saint-Florent. — La marche sur Grandville. — Bernier essaie de passer à Jersey avec Talmont. — La retraite sur la Loire.
- II. La reprise de la lutte (février-décembre 1794). — Évincé par Charette, accueilli par Stofflet, Bernier s'oppose à la nomination d'un généralissime et fait échouer la candidature de Charette. — Le plan fédératif de la Boulaye. — Destitution, condamnation, exécution de Marigny.
- III. L'organisation administrative du Haut-Anjou et la division des chefs. — Rôle de Bernier dans cette organisation ; ses tentatives pour l'étendre à tout le pays insurgé et se faire décerner le titre de commissaire général. — L'assemblée de la Morozière. — Opposition croissante entre Bernier, Stofflet et Charette. — L'affaire du papier-monnaie. — Le conseil et l'arrêté de Beaurepaire. — La réplique de Bernier. — La rupture. — La politique de Bernier.
- IV. La première pacification. — Charette conclut la paix à la Jaunaye. — Stofflet et Bernier se prononcent pour la guerre. — L'arrêté de Jallais et les proclamations bellicieuses du curé de Saint-Laud. — Bernier devient partisan de la paix et la négocie avec les républicains. — A-t-il vendu son concours aux représentants du peuple ? — Le traité de Saint-Florent-le-Vieil. — La soumission de l'armée d'Anjou et du Haut-Poitou.

## I

M. de Beauchamps nous assure que le curé de Saint-Laud ne rejoignit les armées vendéennes qu'après la prise de Saumur (1). Ce témoignage concorde avec celui de Bernier : « Il fut conduit dans la Vendée par les insurgés trois mois après le soulèvement, » écrit

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, I, 270.

de lui-même le futur évêque d'Orléans, dans son dossier épiscopal (1). Or, il concorde, en outre, avec le silence des documents ; nulle part, ni en mars, ni en avril, ni en mai, on ne signale parmi les combattants sa présence ; il n'était certainement pas à Fontenay, le 26 mai ; quand cette ville tombe au pouvoir des rebelles, les fonctions d'aumônier se trouvaient exercées par Ferré et Barbotin, et ce fut Barbotin qui, le 26 mai, chanta dans l'église Notre-Dame une messe d'actions de grâces, pour célébrer la victoire remportée la veille sur les républicains. Enfin, le curé de Saint-Laud ne figure au Conseil supérieur de Châtillon que dans la seconde moitié de juin. Tel que nous le connaissons, il ne pouvait passer inaperçu ni demeurer inactif ; s'il avait pris part au soulèvement avant cette date, nul doute qu'il ne se fût aussitôt signalé par ses entreprises et par ses discours.

Or, s'il n'arrive au camp vendéen qu'après la prise de Saumur, les thèses de Janvrot et de Chassin, qui lui attribuent « l'invention de l'évêque d'Agra », croulent par la base et deviennent insoutenables. Le 9 juin, l'évêque d'Agra n'avait plus besoin d'être inventé, puisque Guyot de Folleville, capturé le 5 mai devant Thouars, exerçait déjà depuis plusieurs semaines à l'armée catholique ses fonctions pontificales ; son caractère épiscopal et sa mission apostolique, admis officiellement par les chefs, ne faisaient aucun doute pour les soldats. Pour imaginer cette mystification et pour accréditer cette supercherie, on n'avait pas attendu le curé de Saint-Laud qui ne fut aucunement mêlé au début de cette aventure.

D'autant plus que l'invention de l'évêque d'Agra ne précède pas seulement l'arrivée de Bernier et la capture de Guyot ; elle est antérieure au soulèvement lui-même. Bernier l'affirme dans ses *Notes sur la guerre de Vendée*. « L'évêque d'Agra, caché à Poitiers, écrit-il, avait été reconnu pour évêque dans cette ville. Les vicaires généraux l'avaient annoncé comme tel à ceux de la Rochelle et c'est en vertu de ce témoignage qu'il fut reconnu évêque (2). » L'abbé Jaunet, dans son *Eloge funèbre des Vendéens*, publié en 1816, n'est pas moins explicite ; nous savons par lui, qu'en février 1793, Guyot faisait à Poitiers acte de juridiction épiscopale ; par l'intermédiaire des sœurs de la Sagesse, il était en relations avec les Mulotins de Saint-

(1) Arch. Nat. AF<sup>iv</sup> 1044. Le soulèvement de Machecoul est du 11 mars 1793, celui de Saint-Florent, du 13 mars 1793.

(2) *Notes de Bernier sur la guerre de Vendée. Anjou historique*, III, 359.



Laurent et, de cette région, les fidèles recouraient à son autorité. « M. Boutillier du Côtéau, de Mortagne, rapporte Jaunet, fut marié avec sa cousine germaine en vertu de dispenses accordées par le prétendu évêque d'Agra. Moi-même qui n'étais pas prêtre alors, je reçus l'avis de me préparer à recevoir les ordres de sa main. » Et il ajoute : « Tout cela s'est passé avant l'insurrection (1). »

Que Guyot de Folleville, curé constitutionnel rétracté de Dol, affilié aux jacobins de Paris, clubiste assidu et violent, ait capté la confiance des religieuses de la Sagesse, qu'avec leur recommandation il se soit insinué dans les bonnes grâces des Mulotins, que les vicaires généraux de Poitiers, traqués par la police, se soient prononcés trop facilement en sa faveur, faute de liberté suffisante pour les enquêtes nécessaires, que ses fables aient trouvé foi auprès des Vendéens qui le capturèrent devant Thouars avec ses compagnons de combat, la chose s'explique sans trop de peine, l'exaltation des âmes, le tragique des circonstances, l'enivrement de la victoire, favorisant chez le peuple toutes les crédulités. On admit donc sa consécration secrète à Saint-Germain, ses titres de vicaire apostolique et de délégué du Saint-Siège dans tout l'Ouest ; on trouva de bonne guerre qu'il ait feint, pour donner le change, des convictions républicaines et revêtu, pour rejoindre le pays où l'appelait sa mission, l'uniforme et l'équipement des bleus. Dans leur joie de posséder un évêque, les paysans vendéens oublièrent l'invraisemblance de son attitude et celle de ses propos.

Quant aux chefs, on a discuté et on discute encore pour savoir dans quelle mesure ils furent complices ou victimes de cette mystification. Dans la grande armée alors dépourvue d'organisation et de commandement hiérarchique, leur bonne foi s'est-elle vue au premier moment surprise ? On a pu le soutenir (2) en invoquant la droiture et la ferveur religieuse des uns, l'inexpérience et l'arrivée toute fraîche des autres, le manque de liaison et de coordination entre les services encore rudimentaires ; abusés par Guyot, entraînés par l'assentiment enthousiaste de leurs hommes, ils auraient soumis trop tard à une froide critique les histoires de cet évêque qui leur arrivait en droite ligne des armées révolutionnaires et se prétendait titulaire d'un siège *in partibus infidelium*, par crainte de se déconsi-

(1) *Anjou historique*, XXVII, 150.

(2) Voir à ce sujet : Mme DE LA ROCHEJACQUELIN, *Mémoires*, 158-159. E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, II, 29, et DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée* II, 50-51.

dérer en avouant leur grossière méprise, par crainte d'affaiblir le moral de leurs troupes, ils auraient alors renoncé à découvrir l'imposture et par leur silence, leur respect officiel, maintenu Guyot en possession de son titre usurpé. Ont-ils au contraire, dans un but politique, exploité systématiquement les inventions d'un malheureux ecclésiastique pris les armes à la main et qui cherche à sauver sa tête? On l'a également prétendu. La question, il faut l'avouer demeure, en dépit de discussions parfois ardentes et de recherches soigneuses, assez obscure. Mais si les conditions dans lesquelles Guyot fit reconnaître par les chefs son caractère épiscopal restent mystérieuses, on peut tenir pour certain que l'invention de l'évêque d'Agra n'est point imputable à Bernier.

Le curé de Saint-Laud ne tarda pas à découvrir pour son compte la supercherie du curé de Dol; pour un prêtre averti (1), tout invitait à la défiance, le jeune âge de cet évêque de vingt-neuf ans (2), l'absence de tout acte susceptible d'authentifier son caractère et sa mission, ses allures peu ecclésiastiques (3), ses complaisances pour les jureurs (4), sa piété douteuse, car il ne disait point de bréviaire et, sous prétexte d'une fluxion qui l'obligeait à se tenir la tête enveloppée, ne célébrait la messe que rarement (5); enfin, le peu d'envergure de son esprit le désignait mal pour une si grave et si difficile mission (6). Moins que personne, Bernier pouvait se méprendre sur un personnage qu'il avait eu comme condisciple au Séminaire d'Angers.

Cela ne l'empêche pas cependant de reconnaître d'abord son titre et sa dignité; il figure à ses côtés dans les offices pontificaux qu'il rehausse de son éloquence; il siège sous sa présidence au Conseil supérieur de Châtillon qui administre civilement les pays conquis; il l'assiste enfin dans le conseil ecclésiastique qui s'arroge l'administration spirituelle des diocèses insurgés; à son exemple, il usurpe même un titre et une juridiction ecclésiastique en s'intitulant

(1) A Poitiers, l'abbé Coudrin, très en défiance, avait fait subir à Guyot un interrogatoire auquel celui-ci avait répondu de façon équivoque. JANVROT, *Monseigneur d'Agra. La Révolution française*, XXVI (1894), 363.

(2) *Ibid.*, 431.

(3) Ce même prêtre l'ayant surpris à danser en joyeuse compagnie, Guyot lui expliqua qu'il se donnait cette liberté pour mieux dissimuler son caractère. CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, III, 562.

(4) E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, II, 28.

(5) DOM PIOLIN, *Histoire de l'Eglise du Mans*, VII, 384.

(6) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, I, 134.

vicaire général d'Angers, comme si M. de Lorry lui eût délégué ses pouvoirs (1).

Comment et dans quelles conditions le curé de Saint-Laud réussit-il à se glisser au Conseil supérieur de Châtillon, il est impossible de le savoir. Nul doute que son éloquence et son exceptionnelle valeur ne l'aient rapidement imposé à l'attention des généraux comme à celle des soldats. « Dans un pays où les prêtres se faisaient remarquer plutôt par la simplicité de leurs mœurs que par les qualités brillantes qui subjuguèrent, Bernier, rapporte Beauchamps, fut bientôt regardé comme un phénomène. Sa facilité de travail, sa rédaction aisée lui acquirent un ascendant marqué (2). » Par ailleurs, il n'était pas homme à se contenter auprès des combattants d'un ministère simplement sacerdotal ; avec un extérieur « tel qu'il devait l'être et avec l'air le plus modeste », il se trouvait travaillé d'ambition, poussé par un besoin d'agir qui le rendait infatigable, et par « un désir insatiable de tout gouverner (3) ».

Une fois admis aux délibérations, il ne tarde pas à prendre dans le conseil une place prépondérante, au point d'éclipser jusqu'au président. C'est que, malgré sa belle prestance, « ses manières distinguées, son air de douceur et de dévotion qui captivait les âmes pieuses, » Gabriel, évêque d'Agra, avait l'esprit borné ; prisonnier d'une situa-

(1) Le 10 vendémiaire an IV, Mgr de Lorry dans une lettre au constitutionnel Rangeard, protesta contre cette usurpation de pouvoirs : « M. Bernier, curé de Saint-Laud, écrit-il, n'a aucun pouvoir de moi. Je n'ai eu même aucun rapport avec lui depuis ma sortie d'Angers et il ne peut tenir de personne autre la juridiction dans le diocèse d'Angers. Je le crois trop instruit pour abuser et tromper les fidèles en exerçant un pouvoir qu'il n'a pas. » LETOURNEAU, *Histoire du séminaire d'Angers*, 242. Bernier signe comme vicaire général d'Angers, en juin 1793, la circulaire de l'évêque d'Agra concernant les prêtres rétractés (*Anjou historique*, XVII, 187), en juillet 1793, la lettre pastorale de l'évêque d'Agra (*Anjou historique*, XVII, 194) ; en juillet 1793 au Conseil militaire à Laval, il signe également vicaire général d'Angers. Dans toutes les autres signatures au Conseil supérieur, il ne prend que le titre du curé de Saint-Laud. Le 2 décembre 1794, il signe à Neuvy, une ordonnance du Conseil militaire concernant les bons, « Bernier, curé et chanoine de l'église royale de Saint-Laud » ; de même les registres paroissiaux de 1794 et de 1795 de Mortagne-sur-Sèvres (Vendée) sont « cotés et paraphés par Étienne-Jean-Baptiste-Marie Bernier, curé et chanoine de l'église royale de Saint-Laud d'Angers, commissaire général pour le roi dans l'Anjou et le Haut-Poitou, 19 août 1794, l'an II<sup>e</sup> du règne de Louis XVII. Donnée à Neuvy. » Ainsi des autres paroisses de la Vendée angevine. Bernier n'était que curé de Saint-Laud, il n'était pas chanoine de cette collégiale.

(2) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, I, 270.

(3) MME DE LA ROCHEJACQUELIN, *Mémoires*, 167.

tion créée ou acceptée par lui, il se trouve lié vis-à-vis des chefs qui le regardent « comme un instrument propre à exalter la multitude crédule et grossière (1) ; il se trouve également lié vis-à-vis de Bernier qui le perce à jour ; combattre l'influence grandissante du curé de Saint-Laud ne va pas sans risques pour l'imposteur, que l'effacement seul pouvait sauver d'un auxiliaire averti et dangereux ; la résistance qu'il essaya dans une situation fausse, avec des armes inégales, était condamnée à l'impuissance ; son rôle devint de plus en plus un rôle d'apparat, en attendant que Bernier, par un recours à Rome, démasque officiellement le faux évêque qui n'avait pas su, au prix d'une renonciation, acheter un silence nécessaire à son salut. D'autre part, si le vice-président, Michel Dessessarts, ne manquait pas de droiture ni de connaissances, son esprit pesant et opiniâtre, son incompétence radicale en matière administrative, l'empêchaient de jouer un rôle bien actif. Enfin, le secrétaire général, le bénédictin Jagault, en raison de sa modestie et de son désintéressement, ne tenait pas dans les délibérations une place en rapport avec son mérite ni avec ses fonctions ; chez lui, l'ambition n'égalait pas les lumières (2) ; il n'était pas homme à entraver les initiatives envahissantes de Bernier. Le reste du conseil ne comptait guère que pour opiner du bonnet (3).

Le champ s'ouvrait donc librement ou presque au curé de Saint-Laud qui s'y donna largement carrière ; en peu de temps, « il fut l'âme de l'administration civile de la Vendée. Sous la direction nominale de Guyot de Folleville et sous l'impulsion de Bernier, le Conseil supérieur de Châtillon prit, coup sur coup, une série de mesures pour établir en Vendée, puis dans les pays conquis, les bases d'une organisation administrative. Le principe de tout le système fut l'institution de conseil de paroisse. Nommés par le Conseil supérieur, contraints d'accepter sous peine de bannissement cet honneur et cette fonction, les membres de ces conseils de paroisse se voyaient chargés des attributions les plus diverses ; ils devaient maintenir l'ordre, exercer une police, désarmer tous les partisans de la Révolution, arrêter les voyageurs non munis de passeports et les personnes qui répandraient des nouvelles alarmantes, faire le recensement des hommes pour la formation des compagnies de paroisses, répartir

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, I, 269.

(2) ID., *Ibid.*

(3) E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, II, 32.



vivres, armes et munitions assurer des secours aux blessés, aux veuves, aux femmes des combattants, transmettre les ordres par courriers toujours disponibles, contrôler enfin, avec la gestion des biens dits nationaux, la répartition et la perception des impôts.

Il ne suffisait pas en effet de lever et d'équiper des troupes, il fallait en outre se procurer les ressources indispensables à la trésorerie de l'armée, comme à la vie économique du pays. Le numéraire faisant défaut, le Conseil supérieur donna cours forcé aux assignats qui portaient l'effigie du roi ; puis, ces assignats se raréfiant, il réglementa, le 2 août, la circulation des assignats « marqués au coin de la prétendue république ». « Leur refus presque général, » par une suite naturelle de l'horreur qu'inspire à tous les Français la destruction de la monarchie et de tout ce qui porte l'empreinte du républicanisme et de l'irrégion, » portait préjudice aux royalistes du pays conquis, en les privant injustement d'une partie de leur fortune ; il ne portait pas moins préjudice à l'armée, en rendant inutilisables les caisses militaires prises à l'ennemi. D'autre part, comme la circulation illimitée des assignats républicains surchargeait les habitants d'un papier monnaie dont l'hypothèque demeurait fort incertaine, « on décida que pour bénéficier du cours obligatoire, ceux-ci devraient être estampillés et signés par des officiers du Grand Conseil désignés à cet effet. » Un supplément de ressources fut demandé enfin à la mise en régie des biens nationaux. La vente qui en avait été faite, en vertu des décrets de « la soi-disant assemblée nationale », fut d'abord annulée ; puis on stipula que ceux dont les titulaires ne résidaient pas dans le pays conquis ou ne s'y trouvaient pas représentés par des fondés de pouvoir, seraient administrés sous le contrôle des conseils de paroisse, par des commissaires régisseurs. Leurs revenus seraient affectés à l'entretien des ecclésiastiques et aux caisses de l'armée.

Une organisation judiciaire compléta, le 1<sup>er</sup> août, cette organisation administrative et financière. Un siège royal de justice fut établi dans chaque arrondissement, pour juger au civil comme au criminel, et une cour royale supérieure constituée, qui se prononcerait en appel. Les sentences seraient rendues d'après les lois et coutumes en usage avant 1789.

Enfin, pour assurer la sécurité de ses troupes et se réserver des gages sur l'ennemi, le Conseil supérieur prit contre les patriotes et les réfugiés des mesures sévères : défense à tout Français, sans distinction d'âge ni de sexe, qui ne voudrait pas soutenir la cause de la

religion et demeurer soumis au roi, de rester dans les pays conquis par les armées catholiques et royales ; défense d'y revenir, sous quelque prétexte que ce soit, sous peine de prison et de châtement plus grave suivant l'exigence des cas ; défense à tout Français qui, à l'approche des armées royales catholiques, aurait fui du lieu de sa résidence, pour se cacher en pays ennemi ou suivre les armées républicaines, de rentrer dans son domicile ni dans aucun pays soumis au roi, sous peine de prison et de punition exemplaire : « confiscation des biens, meubles et immeubles » des personnes comprises aux articles précédents ; obligation pour tous les républicains demeurés en Vendée de prêter serment de fidélité au roi ; enfin, garantie des propriétés foncières et mobilières, appartenant aux royalistes et « mises sous la sauvegarde du droit des gens ». Dans le cas où elles seraient violées, dilapidées, incendiées, ou autrement détruites et endommagées, les personnes qui auront fui le pays conquis, l'auront volontairement abandonné ou en auraient été chassées, celles qui sont connues pour nos ennemies, en répondront, décrétait le Conseil supérieur, sur leur tête et sur leurs biens (1). »

Non content d'inspirer ces mesures, Bernier veille à leur application ; il parcourt toutes les paroisses de Vendée, organise les conseils civils, reçoit délégation pour estampiller les assignats républicains. En même temps, il se charge de la propagande, rédige les proclamations officielles et le *Bulletin de la Religion et de la Monarchie*, prêche la guerre sainte avec une ardeur infatigable. A cette campagne, le curé de Saint-Laud apporte une fougue et une vigueur qui « vont de pair avec celles des révolutionnaires les plus ardents » (2).

Dès lors, on commence à discuter et sa personne et sa politique. Vis-à-vis du Conseil supérieur, une opposition se dessine parmi les chefs ; Beauchamps qualifie ses actes « d'intempestifs » (3) ; on critique hautement l'esprit persécuteur que le curé de Saint-Laud imprime à ses décisions et les mesures vexatoires qu'il conseille. C'est à lui qu'on attribue les arrêts de proscription contre les autorités républicaines et leurs familles, l'odieux serment de fidélité au roi qui les forçait au parjure, les emprisonnements de patriotes, sans même excepter « les femmes, ni les vieillards, ni les infirmes » ; on lui reproche enfin comme une insigne maladresse le rétablissement

(1) SAVARY dans *la Guerre des Vendéens et des Chouans*, I, 437 et sq. publie le texte de tous ces règlements.

(2) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, I, 274.

(3) ID., *Ibid.*, 273.

des dîmes, qui empêche plusieurs paroisses de se prononcer contre la Révolution, et son hostilité vis-à-vis de protestants auxquels il voudrait interdire le culte. Certains officiers, avec Beauchamps, eussent souhaité plus de libéralisme et moins de représailles. Mais Bernier, autoritaire et diplomate, réussissait généralement à s'imposer (1).

Bernier ne limite pas son activité aux questions administratives et religieuses ; on le voit aussi mettre sur pied à Coron une organisation militaire et paraître sur les champs de bataille, non seulement pour enflammer par son éloquence le courage des soldats et pour absoudre les combattants, mais aussi pour prendre part aux opérations ; le 18 juillet 1793, à Vihiers, c'est lui qui, en l'absence des grands chefs, dirige avec Piron, les Vendéens encadrés seulement par des officiers subalternes ; le 14 août, à Luçon, il suit « d'une hauteur assez considérable » le mouvement des deux armées, relève les erreurs de tactique, explique par les fautes de Marigny, l'immobilité de l'aile droite commandée par La Rochejacquelin et la défaite générale (2) ; bientôt même, il donne en matière stratégique ses avis, conseille le passage de la Loire et, lorsque le désastre de Cholet oblige les Vendéens à franchir le fleuve, la marche sur Grandville. Il est vrai qu'à cette époque pour des raisons qui restent mystérieuses, il avait étroitement adopté le parti et les conceptions militaires du prince de Talmont.

C'est au moment de cet exode que se place l'affaire des prisonniers de Saint-Florent. Quel était leur nombre ? Il est difficile de le dire. Bernier donne le chiffre de 5 700 (3), d'autres parlent de 6 000 hommes que l'armée en déroute avait amenés à sa suite et parqués dans l'église et l'abbaye du haut bourg. Impossible, faute de moyens de passage de les transporter sur l'autre rive que l'immense cohue des fugitifs avait déjà tant de peine à gagner ; il fallait donc ou leur rendre la liberté ou les mettre à mort. Un Conseil de guerre fut alors réuni où ne figuraient que des officiers

(1) C'est ainsi que le 31 juillet, malgré l'opposition de M. de La Remollière, il fit adopter le règlement sur le séquestre des biens des ennemis de l'État, de leurs auteurs complices et adhérents. BOUTILLER DE SAINT-ANDRÉ, *Une famille vendéenne pendant la grande guerre*, 110-111. Par contre, il échoua lorsqu'ils voulut enlever aux protestants les avantages que l'Édit de 1788 leur reconnaissait. BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, I, 275.

(2) BERNIER, *Notes sur l'Histoire de la Vendée. Anjou historique*, III, 362.

(3) Arch. Nat. AF IV, 1044.

de second rang, les principaux chefs se trouvant blessés ou retenus par l'évacuation laborieuse de l'armée en déroute. « Gens d'âme dure, exaspérés par la défaite, » ces officiers représentèrent « la longue clémence des Vendéens, tant de captifs relâchés et retrouvés bientôt dans les rangs ennemis, au contraire l'impitoyable rigueur des républicains tuant les prisonniers, égorgeant même les blessés, brûlant les villages, les métairies, les moissons » (1). Ils décidèrent que les bleus seraient impitoyablement fusillés. Mais cet arrêt une fois porté, personne ne voulut donner les ordres nécessaires, et, malgré les cris farouches de certains soldats qui exigeaient une vengeance éclatante, on recula devant pareille exécution. Lescure blessé, Bonchamps frappé à mort réclamèrent la grâce des prisonniers qui furent en définitive épargnés.

Quel fut dans cette tragique affaire le rôle de Bernier? Des témoignages d'origine républicaine prétendent qu'il aurait poussé au massacre, comme tous les prêtres du conseil et comme l'évêque d'Agra (2). D'après son propre témoignage, au contraire, « par ses efforts en se jetant aux genoux des chefs, le 18 octobre 1793, » il aurait contribué au salut des captifs (3); telle est du moins la première version qu'on trouve dans le dossier épiscopal qu'il s'est lui-même établi en 1801. Dans les notes qu'il rédige en 1806, pour rectifier l'histoire de Beauchamps, il en donne une seconde. « Si les prisonniers de Saint-Florent ont été sauvés, écrit-il, ils durent la vie à tous les chefs et à l'armée entière; quelques étrangers qu'on y avait incorporés firent seuls entendre quelques cris de fureur et comme ils suivaient généralement l'armée de Bonchamps, on se servit de son nom pour les apaiser. On était sûr du vœu de son cœur. Il était alors sans parole. Il n'est point un chef qui n'eût horreur d'un pareil massacre, et vouloir attribuer à un seul la gloire de l'avoir empêché, c'est supposer aux autres des sentiments et une faiblesse qu'ils n'eurent jamais (4). »

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, II, 186-187.

(2) CHASSIN, *la Vendée patriote*, III, 215, cite le témoignage de Mocquereau la Barrie, capitaine des volontaires de la Sarthe, assurant qu'au conseil de guerre « les membres prêtres et l'évêque d'Agra du nombre » votèrent la mort des prisonniers. La chose est peu vraisemblable, les membres du Conseil supérieur ne siégeant pas dans le Conseil militaire.

(3) Arch. Nat. AF IV, 1044.

(4) BERNIER, *Notes sur l'Histoire de la guerre de Vendée. Anjou historique*, III, 365.



Si Bernier, jaloux de se réserver pour une part, le salut des prisonniers bleus ne tenait pas à ce que Bonchamps en gardât le mérite exclusif, si des préoccupations personnelles ont pu influencer sa mise au point jusqu'à supprimer le rôle attribué en la circonstance au général mourant, il ne faut pas oublier que son témoignage concorde avec celui de Mme de La Rochejacquelin dans la première édition de ses Mémoires, que Poirier de Beauvais (1), lui aussi, attribue à l'ensemble des chefs vendéens cette conduite magnanime. Mais il était réservé à Bonchamps de personnifier devant l'histoire les sentiments de ses officiers comme ceux de ses soldats et le geste que lui prête dans l'abbatiale de Saint-Florent l'admirable monument de David d'Angers, réunit dans l'expression de sa volonté dernière la volonté même des Vendéens fugitifs (2).

Tandis qu'on délibérait sur le sort des prisonniers, la grande armée traversait la Loire avec des moyens de fortune, dans une confusion et une angoisse inexprimables. Pour cette foule entassée sur la plage de Saint-Florent et qui s'écoulait sur une trentaine de barques avec une lenteur désespérante, l'irruption de l'ennemi eût été une horrible catastrophe. Cette catastrophe lui fut épargnée. Retenus par le manque de vivres et par la fatigue des hommes, incertains de la direction prise par les rebelles et de leurs projets, les républicains arrivèrent trop tard pour empêcher le passage; les fugitifs avaient eu le temps de mettre le fleuve entre eux et leurs vainqueurs.

Une fois à l'abri sur la rive droite, ils songèrent à se réorganiser et, à Varades, un conseil de guerre réunit, autour de Lescure grièvement blessé, quelques membres du Conseil supérieur et les principaux chefs.

C'est au milieu de cette réunion qu'arriva le bref par lequel le Pape Pie VI, répondant aux dénonciations de Bernier, condamnait les usurpations sacrilèges du pseudo évêque d'Agra. La lettre pontificale ne pouvait surprendre le curé de Saint-Laud qui avait, par le canal de Maury, transmis au Saint-Siège un manifeste de l'im-

(1) « Nous ne pûmes nous déterminer à les livrer froidement à la mort, » écrit POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 154.

(2) Voir cette question : CHASSIN, *la Vendée patriote*, III, 212-219, *les Prisonniers de Saint-Florent et Madame de Bonchamps*, *Anjou historique*, 3<sup>e</sup> année (1902), 178-184, et sur la polémique engagée en 1867 entre M. Claretie et M. Bouillé relativement à la prière *in extremis* de Bonchamps : A. ALLIÉ, *la Grande Armée vendéenne et les prisonniers de Saint-Florent*.

posteur avec un rapport circonstancié (1). En démasquant le malheureux Guyot qui avait essayé, si imprudemment, de traverser ses desseins, cette condamnation, en d'autres conjonctures, eût favorisé ses entreprises. Dans la situation présente, elle devenait inopportune. Quant au conseil, auquel Bernier dut communiquer et traduire le document romain, il se trouva cruellement embarrassé. Si le bref de Pie VI rectifia chez les chefs de l'insurrection des connaissances géographiques fort inexactes sur les sièges épiscopaux de l'Hindoustan, il ne semble pas qu'il leur ait appris grand'chose sur la supercherie du curé de Dol ; mais les termes sévères, employés par le Pape pour qualifier cette comédie sacrilège, étaient de nature à les impressionner. Comment invoquer, après un avertissement aussi net, l'ignorance et l'incertitude ? Comment endormir sa bonne foi ? Comment se faire plus longtemps les complices de l'imposteur ? Mais d'autre part, détromper les soldats leur paraissait une entreprise singulièrement dangereuse. Le moral des troupes se trouvait déjà ébranlé par les dernières défaites et par cet exode outre Loire qui les arrachait à leurs foyers. Leur dire la vérité sur cet évêque qui les avait enflammés pour la défense du trône et de l'autel, absous sur les champs de bataille, impressionnés par ses cérémonies, ses insignes, son caractère pontifical, ce serait provoquer l'indignation de ces âmes religieuses, ce serait en outre, à un moment où la situation s'avérait très critique, soumettre à une dure épreuve la confiance qu'ils mettaient dans la loyauté de leurs chefs (2). Le conseil résolut en conséquence de tenir secret le bref pontifical et Bernier, qui avait provoqué la condamnation de Guyot, fut le premier à conseiller un silence qui lui paraissait imposé par la gravité des conjonctures. Il fallut que, plus tard, Rome et les évêques vendéens envoient d'autres copies de la lettre ainsi subtilisée (3) ; mais celles-ci, quand

(1) DUBREUIL, *Histoire de l'Insurrection de l'Ouest*, I, 260, note 3. Bernier adressa au Pape un écrit intitulé : *Manifeste de l'armée chrétienne et royale au peuple français*, à Clisson 1<sup>er</sup> juin 1793, où Guyot était qualifié d'évêque d'Agra et de vicaire apostolique du Saint-Siège.

(2) CHASSIN, *la Préparation de la guerre de Vendée*, III, 561. *La Vendée patriote*, III, 235, note 2.

(3) L'abbé de Beauregard, en particulier, apporta en Vendée avec des dépêches des ministres anglais le bref relatif à l'évêque d'Agra. M. de la Marche, évêque de « Saint-Pol-de-Léon », l'avait chargé de cette mission, malgré les émigrés revenus de Vendée, qui s'opposaient à la publication de cette lettre comme funeste au moral des troupes. M. de Beauregard promit de la notifier avec prudence. Voir à ce sujet : BRUMAULT DE BEAUREGARD, *Mémoires*, II, 30-31.

elles atteignirent les chefs se trouvèrent sans objet, Guyot ayant terminé alors sa brillante carrière ; après avoir abandonné sur les champs de bataille sa ceinture violette, sa chapelle, ses ornements, ses vases sacrés, il tomba lui-même au pouvoir des républicains et paya de sa tête son équipée.

Pour le moment, « gardé à vue par ordre de l'état-major (1) », il continuait à suivre « comme un prisonnier plus que comme un pontife » (2), les troupes vendéennes marchant sur Grandville. Quant à Bernier, de plus en plus influent, de plus en plus actif, il s'occupe d'émettre des bons royaux revêtus de sa signature, siège au conseil, fait prévaloir la politique du parti anglais auprès des chefs et auprès des hommes. Avec le prince de Talmont, Beauvillier, Jagault, il insiste pour qu'on gagne la côte normande, car l'Angleterre sera bientôt maîtresse de Saint-Malo et il faut s'assurer une base navale qui permettra avec les alliés d'outre-Manche, les émigrés, les princes, des communications sûres. Le conseil se range à cet avis ; quant aux soldats, atteints par le mal du pays, inquiets de se voir entraînés si loin, le curé de Saint-Laud leur prêche la discipline et la soumission.

La résistance courageuse de Grandville fit échouer tout ce plan. Après un assaut infructueux, il fallut renoncer, faute du matériel nécessaire, à un siège en règle. Talmond et ses amis proposèrent alors l'attaque de Cherbourg où l'on donnerait la main aux Anglais ; mais la grande armée, travaillée par des influences contraires, refusa par deux fois de se mettre en marche vers le nord et, de son propre mouvement, prit la direction du sud. C'est alors que se place la tentative de Talmont, de Bernier, de Beauvillier et de leurs amis, pour abandonner les troupes catholiques et royales et s'enfuir à Jersey, avec la caisse, soit un millier de bons royaux et cinquante mille livres « offertes par quelques personnes zélées (3) ». Stofflet a vent de la chose ; un interrogatoire habile arrache au fils du pêcheur, soudoyé par le prince pour assurer le passage, les confidences voulues ; une troupe de cavaliers est lancée à la poursuite des fugitifs et ceux-ci, renonçant à leur entreprise, rejoignent, avec Mme et Mlle de Fays, Mme et Mlle de Cuissart l'armée catholique et royale (4).

(1) « J'étais, déclara-t-il dans son procès, toujours gardé à vue par ordre de l'état-major. » JANVROT, *Monseigneur d'Agra. La Révolution française*, XXVI, 504.

(2) A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 40.

(3) CHASSIN, *la Vendée patriote*, III, 311, note 2.

(4) B. POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 186-187.

Talmont essaya bien d'expliquer qu'il s'agissait seulement d'embarquer des dames, désireuses de rejoindre en émigration leur famille. Personne ne le crut et sa conduite, comme celle de ses amis, fut l'objet, de la part des chefs, d'appréciations sévères. Toutefois, « on apaisa cette affaire, afin de ne pas justifier la nouvelle, qui s'était répandue dans l'armée, que des chefs voulaient passer à l'étranger (1). » Grâce au prestige de Stofflet, grâce à un sermon de Bernier dans la cathédrale d'Avranches, tout rentra dans le calme (2).

Il faut reconnaître, que dans la retraite lamentable qui ramène sur la Loire les Vendéens, poursuivis par les efforts concertés de troupes républicaines, Talmont et Bernier se firent « pardonner leur passagère défaillance à force de zèle et d'intrépide courage (3) ». E. Stofflet lui-même leur rend cette justice, qui n'est point suspect de partialité en leur faveur. Tandis que le premier se bat avec la bravoure qu'il réserve pour les grandes circonstances (4), le second « par ses exhortations pathétiques (5) » relève les âmes abattues, ramène au feu les soldats qui se débandent, essaie enfin le rétablir un peu d'ordre dans ce chaos. Nous savons qu'il suit l'armée jusqu'à la Loire, que Beauvollier lui remet la caisse avant d'abandonner la lutte, qu'après le désastre de Savenay, le 22 décembre, il réussit à se tirer d'affaire dans des conditions que Mme de La Rochejacquelin qualifie de miraculeuses, en tournant à quatre pattes autour d'un rocher dont les bleus faisaient eux-mêmes le tour. Il trouve alors refuge chez Mme Dumoutiers, au Dréneuc, commune de Fégréac, sur la route de Blain à Redon. C'est là que, pendant quelques semaines, il se terre en attendant que l'heure sonne où, pour la religion et le roi, la guerre se rallumera en Vendée.

(1) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 188. On trouvera le récit de cette tentative dans CHASSIN, *la Vendée patriote*, II, 310-311 ; dans DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, II, 217 ; dans E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, II, 219.

(2) Bernier prétend que « le but de M. de Talmont n'était que de faire passer à Jersey M. Richer, jeune homme qu'il s'était attaché, et afin de presser les secours vainement promis par l'Angleterre ». *Notes sur la guerre de Vendée. Anjou historique*, III, 366.

(3) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 142-143.

(4) Talmont se distingua en particulier à la bataille de Dol. « Le prince de Talmont, a écrit Poirier de Beauvais, ne jouissait pas d'une considération aussi grande qu'il aurait pu se l'attirer ; ce n'est pas qu'il ne fût brave ; il s'est bien conduit à cet égard dans toutes les occasions, mais il en prenait à son aise et, fort occupé de ses plaisirs, il déplaisait par ses mœurs un peu trop relâchées. *Mémoires inédits*, POIRIER DE BEAUVAIS, 29.

(5) MME DE LA ROCHEJACQUELIN, *Mémoires*, 396.



## II

Lorsqu'il apprit dans sa cachette que les Vendéens, révoltés par la répression implacable des colonnes infernales, se soulevaient à nouveau, Bernier, qui brûlait de reprendre la lutte, rejoignit les combattants.

Sur la date exacte où il réussit à franchir la Loire, les données ne concordent pas ; tandis que la comtesse de la Bouère parle du mois de février (1), Chassin parle du mois d'avril (2) et, pour se prononcer avec certitude, les renseignements font défaut.

Par contre, il semble bien établi par un ensemble de témoignages, qu'avant d'offrir ses services à Stofflet, le curé de Saint-Laud s'adressa en premier lieu à Charette. Mais Charette qui redoutait l'esprit entreprenant de cet ecclésiastique, sinon ses mœurs « très familières (3) », déclina ses avances en lui proposant une paroisse, à son choix (4). Bernier, qui voulait autre chose, passa donc chez Stofflet qui accepta, le 10 avril « son ministère », l'invitant à célébrer la messe « dès le lendemain » (5). Ainsi commencèrent entre les deux hommes des relations qui devaient les unir chaque jour plus étroitement l'un à l'autre.

« Convaincu de l'insuffisance de sa propre éducation, » l'ancien garde-chasse fut en effet littéralement subjugué par la haute intelligence, la vaste culture, les manières onctueuses, l'extraordinaire habileté de cet aumônier qu'il « considérait comme un génie envoyé du ciel pour éclairer son autorité, conseiller et diriger la Vendée dans les voies du succès (6) ». Il lui accorda toute sa confiance. Celui-ci d'autre part utilisait merveilleusement pour ses desseins cette rude et simple nature dont il possédait tous les ressorts et

(1) Mme DE LA BOUÈRE, *Souvenirs*, 150-151.

(2) CHASSIN, *la Vendée patriote*, III, 492.

(3) Mme DE LA BOUÈRE, *Souvenirs*, 150-151.

(4) LEBOUVIER-DESMORTIERS, *Vie de Charette*, 287.

(5) Stofflet fit tenir cette invitation à Bernier par M. Quesson, commandant de la garde nationale à Launay. Ce billet a été publié par CHASSIN, *la Vendée patriote*, IV, 492.

(6) STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 239.

laissait soigneusement au chef vendéen tout le mérite et tout l'honneur de la conduite qu'il lui dictait (1). De là son influence et son crédit. « Bientôt, assure Beauchamps, rien ne se fit que par son ordre... Tel était son ascendant que, même dans le conseil militaire, on ne déférait qu'à son avis. Aussi, ajoute cet historien, est-il responsable devant le tribunal de l'histoire des fautes et même des crimes qu'on impute à Stofflet (2). »

C'est ainsi qu'en premier lieu, par son opposition à l'unité de commandement, Bernier serait cause de cette dispersion d'efforts qui perdit les insurgés de l'Ouest. Lorsque au château de la Boulaye, où les commandants des quatre armées, Charette, Stofflet, Sapi-naud, Marigny, s'étaient donné rendez-vous pour une conférence, Charette proposa la nomination d'un généralissime et réclama pour lui ce titre et ces fonctions, ce fut, rapporte Beauchamps, le curé de Saint-Laud qui se mit à la traverse. Charette eut beau montrer les avantages de cette mesure, invoquer en faveur de sa candidature la supériorité de ses effectifs, les droits de la Basse-Vendée qui devait après l'Angevin Cathelineau, après d'Elbée, après la Rochejacquelin, exercer à son tour le commandement suprême, Bernier trouva, pour indisposer Stofflet, des arguments d'une simplicité si efficace que le garde-chasse prêt à consentir, changea immédiatement de dispositions et répondit par un refus. « Quoi donc, lui dit Bernier en le tirant à part, vous avez commandé en chef dans votre région et vous n'y seriez plus désormais, sous les ordres d'un autre, qu'un simple divisionnaire ! Y pensez-vous ? Est-ce donc l'infériorité de votre naissance qui vous prive des droits, incontestablement supérieurs à tous les titres de noblesse, que vous tenez de vos services et de vos actions d'éclats ? » Ce langage produisit sur l'amour-

(1) *Notes de Pataud*. Bibl. Orléans, ms 572, f° 421.

(2) DE BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, II, 54. On trouve la même appréciation dans le *Mémoire* du marquis de Rivière au comte d'Artois, 11 décembre 1795, publié par le comte de CALANS, *Documents inédits sur les royalistes bretons. Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, V, 2<sup>e</sup> partie, 203 et sq.

« Monsieur Bernier est l'ami et le conseil de Messieurs Stofflet et Scépeaux. Ils ne font rien sans son avis et quand il dit je veux, il est ponctuellement obéi... Ce Monsieur Bernier a beaucoup d'esprit, une élocution facile ; il veut faire jouer à Stofflet le premier rôle dans le parti royaliste... Il est très dissimulé, déteste Charette, mais cache mieux sa haine que Stofflet... C'est un homme à ménager qui a du génie, qui donne souvent de bons conseils et si Monsieur a l'air de l'apprécier, il lui sera bientôt acquis. »

propre et l'orgueil plébéiens de Stofflet la réaction voulue (1).

Quant aux motifs qui dictèrent à son artificieux conseiller cette attitude, on convient généralement qu'ils s'inspiraient plus de son intérêt personnel que de l'intérêt bien entendu de la cause vendéenne. Sans doute, la candidature de Charette prêtait à de sérieuses critiques et l'on pouvait se demander si, en dépit de sa bravoure, de ses qualités séduisantes, de son air chevaleresque, il serait vraiment l'homme de la situation. Brillant improvisateur, il se plie difficilement à une méthode suivie et professe pour les organisations administratives un aristocratique dédain ; la continuité manque souvent à ses vues comme à ses efforts ; des sursauts d'énergie alternent chez lui avec des périodes d'indolence et son prestige souffre de la mondanité de ses mœurs ; enfin, l'indépendance avec laquelle, en marge de la grande armée, il avait conduit sa propre campagne, ne l'autorisait guère à réclamer sous un commandement unique la coordination des efforts.

Que Bernier, mieux que personne, ait discerné la valeur de ces objections, la chose n'est pas douteuse et l'on peut même présumer qu'elles déterminèrent en partie son opposition (2). Toutefois, si elles entrèrent en ligne de compte, il semble bien que, dans son esprit, les ressentiments tenaces et des calculs égoïstes l'emportèrent en l'occurrence sur les vraies raisons ; éconduit par Charette, il n'oubliera jamais que le général vendéen a repoussé ses services ; tout-puissant auprès de Stofflet qu'il mène à sa guise, il ne tient nullement à ce que celui-ci abdique son autorité pour descendre au rang de divisionnaire ; mal en cour auprès du général poitevin qui perçoit ses calculs, l'estime peu, résiste à son action envahissante, il craint de perdre son influence et son crédit ; car le titre et les fonctions d'aumônier ne suffisent point au curé de Saint-Laud ; il entend siéger dans les conseils et tenir, parmi les chefs, un rôle de premier ordre. Aussi, pour évincer une candidature qui le gêne, fait-il échouer les projets relatifs à l'unité de commandement.

Cependant, une combinaison qui sauvegarderait l'autonomie des généraux, en coordonnant leurs efforts, est immédiatement imaginée par ce diplomate, soucieux de pallier les échecs et d'assouplir les refus. Il s'agit d'un plan fédératif qui laisserait à chacun des chefs la

(1) Les autres généraux auraient-ils d'ailleurs accepté comme généralissime Charette, contre lequel les préventions étaient fort vives ? On a pu en douter. Voir à ce sujet L. DUBREUIL, *Histoire de l'Insurrection de la Vendée*, II, 31.

(2) LÉBOUVIER-DESMORTIERS, *Vie de Charette*, I, 291.

maîtrise de son armée, mais lui interdirait de rien entreprendre sans l'assentiment de ses collègues. Ce plan fut agréé de Marigny, de Sapinaud et de Stofflet, heureux de concilier leur indépendance avec les nécessités de l'action commune. Quant à Charette, faute de mieux, il accepta le projet. « Un serment solennel vint, rapporte Poirier de Beauvais, cimenter la foi qu'on s'était jurée les uns aux autres. C'est au milieu des ruines incendiées du château de la Boulaye que ce serment se fit, plusieurs d'entre nous tirant leur sabre haut, comme pour prendre à témoin le reste des voûtes de ce lieu sacré. Dans ce moment, il fut juré de n'avoir qu'une âme, qu'une volonté, de ne rien faire dans une armée sans avertir préalablement les autres armées qui donneraient leur opinion, et dans ce cas, le résultat du vœu général serait ce qu'on suivrait; que celui qui se conduirait d'une manière contraire quel que fût son grade, fût-il général en chef, on sévirait contre lui, et qu'il encourrait la peine de mort, punition à laquelle on se soumettait (1). »

Marigny, sans qu'il s'en doutât, venait de signer son arrêt de mort. Cet officier ne se contentait pas en effet du commandement général de l'artillerie qui lui avait été attribué, ni du commandement de la division de Cerisais à l'armée d'Anjou et Haut-Poitou; il voulait se constituer une armée à lui. Dans ce but, il faisait « sans ménagement » (2) des rassemblements sur le territoire de Sapinaud et travaillait à rendre sa division de Cerisais indépendante de Stofflet. Cela lui valut l'hostilité de deux de ces chefs dont il désagrégeait les troupes. Quant à Charette, « plus inquiet encore que ses deux collègues, » il mit en œuvre tous les ressorts de sa politique (3) « pour enrayer les entreprises de l'ambitieux et remuant général ». Quelques jours après l'accord de la Boulaye, l'attaque manquée d'une colonne républicaine à Saint-Florent fournit aux chefs vendéens, qui rendirent Marigny responsable de cet échec, l'occasion voulue pour le destituer. Une fois de plus, « suivant sa coutume », il avait dérangé tout le plan puisque « chargé de couper la retraite à l'ennemi pendant qu'on l'attaquerait de front », il lui avait donné l'éveil « se montrant trop tôt ». Celui-ci, averti par cette indiscretion qu'on lui coupait la retraite sur un point, se retira bien vite sur Saint-Florent par un autre chemin. « Stofflet eut beau dans ce combat montrer

(1) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 287.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 274.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 285.



avec Charette « un accord parfait », l'indiscipline de leur collègue avait tout perdu. Le lendemain de cette affaire, le conseil réuni au château de Jallais, fit donc à celui-ci « les plus vifs reproches » ; on décida qu'il n'aurait plus d'armée et qu'il perdrait même son titre de divisionnaire pour rester, purement et simplement, général d'artillerie à l'armée du centre (1). Marigny « répondit avec cette fougue qui le caractérisait toujours. Il déclare en termes indécents qu'il se moque des autres chefs, sort du conseil, fait battre la générale, invite l'armée à se désorganiser et part avec ses soldats. Le conseil, instruit du désordre, l'envoie prier de revenir dans son sein ; il refuse. On envoie auprès de lui le chevalier Dulac, et quatre officiers pour le retenir. Il se détourne, menace Dulac, le couche en joue et le force à s'éloigner. Celui-ci et ses officiers font leur rapport au conseil, et, le lendemain, sur les conclusions de M. de Charette, Marigny fut condamné à mort (2) ».

Telle est du moins la relation que Bernier rédigea, douze ans après, pour rectifier le récit de Beauchamps. Si certains détails de ce récit ne concordent pas exactement avec la version de Poirier de Beauvais, si l'évêque d'Orléans, avec une concision sereine, accumule soigneusement tout ce qui est susceptible de charger le général, il n'est pas moins vrai qu'en l'occurrence le départ de Marigny constituait un acte de grave indiscipline, et qu'il provoqua entre ses partisans, ceux de Charette, ceux de Stofflet une bagarre, presque une

(1) BERNIER, *Notes sur l'Histoire de la Vendée. Anjou historique*, III, 370. Bernier dans ses *Notes sur la guerre de Vendée* se montre on ne peut plus sévère pour la conduite de Marigny. M. DE BARANTE, dans ses *Études historiques et biographiques*, reconnaît que cette sévérité n'est point particulière à Bernier ; les notes de Bernier, écrit-il, « empreintes d'un caractère de haine et d'acrimonie contre M. Marigny, sont presque entièrement conformes à d'autres mémoires que nous avons entre les mains, bien qu'écrits par des hommes qui lui étaient très opposés. » 47.

(2) BERNIER, *Notes sur l'Histoire de la Vendée. Anjou historique*, III, 370. POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 289-290, donne une version différente et tend à rejeter la révolte sur les gens de Marigny. « Celui-ci, mécontent, est sorti du Conseil et a dit à ses soldats qu'on ne voulait plus qu'il fût général, puis montant à cheval, il est parti. Beaucoup de gens ont couru après lui, l'ont arrêté, jurant qu'ils périraient plutôt que de souffrir qu'on lui fît la moindre insulte ; le général les a remerciés, ne voulant pas, disait-il, être la cause d'une guerre civile parmi les royalistes. Quelques-uns de ses cavaliers sont retournés au camp enlever leurs drapeaux, quoiqu'on eût fait pour les en empêcher, et après des propos vifs et des menaces entre un nombre de cavaliers de M. de Charette et les gens du général de Marigny, ces derniers ont repris le chemin de leur pays. »

bataille. On put accuser « le chef vendéen d'avoir continué d'agir comme général d'une armée malgré l'arrêté du conseil qui lui en faisait défense, de s'être mis de nouveau au milieu de ses soldats et d'avoir envoyé prendre de force les drapeaux, ce qui était vouloir exciter l'armée qu'il commandait à une insurrection contre l'arrêté du conseil et provoquer la guerre entre royalistes (1) ». Sur le réquisitoire de Charette, qui faisait office de procureur du roi, il fut, malgré l'opposition de quelques officiers, condamné à mort. Le curé de Saint-Laud prit-il part à ce vote? Dans quel sens se prononça-t-il? Nous l'ignorons.

Marigny avait réussi à s'enfuir; parvenu « jusqu'au territoire de ceux qui l'avaient reconnu comme général... il trouva aisément à s'y cacher, confiant dans l'affection qu'on lui portait (2) » et, en dépit de toutes les perquisitions, on ne put d'abord découvrir sa retraite. Ce fut seulement quelques mois plus tard, au début de juillet, que des chasseurs de Stofflet, battant la campagne, eurent connaissance de l'endroit où il s'était réfugié. Ils avertirent leur général et celui-ci fit exécuter la sentence portée par le conseil.

Dans quelles conditions Stofflet donna-t-il cet ordre? Bernier demeura-t-il, comme il voudrait le laisser croire, absolument étranger à cette décision rigoureuse? L'a-t-il, au contraire, imposée à force d'instances, comme l'assurent Beauchamps (3), Bournisseaux (4), Béjarry (5), E. Stofflet (6)? D'autres chefs ont-ils, en même temps que lui, pesé sur la volonté hésitante du général? Entre ces hypothèses, il est difficile, vu la contradiction des témoignages, de se prononcer avec une réelle certitude. S'il paraît bien établi qu'un revirement se produisit chez le commandant en chef de l'armée d'Anjou, les influences qui modifièrent ses dispositions ne se dégagent pas avec évidence.

Que celui-ci ait d'abord voulu faire grâce à son collègue, Bernier et Beauchamps s'accordent à le reconnaître. Ses officiers lui représentèrent en effet qu'une condamnation par contumace ne pouvait être exécutée sans audition du coupable et sans révision du procès; ils le supplièrent en outre avec tant d'insistance que Stofflet enjoit-

(1) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 290.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 292.

(3) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, II, 176-180.

(4) BOURNISEAUX, *Histoire des guerres de Vendée et des Chouans*, II, 283.

(5) A. DE BÉJARRY, *Souvenirs vendéens*, 149, note 2.

(6) E. STOFFLET, *Stofflet et la guerre de Vendée*, 251-254.

gnit au capitaine Barbot de conduire le général à Saint-Florent. Ce délai pouvait être le salut. Or, quelques heures plus tard, Stofflet revint sur sa première décision et envoya, sous les ordres du capitaine Savary, un second détachement pour fusiller Marigny.

A quelle intervention faut-il attribuer ce revirement? Beauchamps met en cause Bernier (1). Tirant Stofflet à l'écart, il aurait eu avec lui un entretien animé, qui détermina chez son interlocuteur une agitation sensible et qui aboutit à l'envoi du second détachement. François Soyer donne une version identique (2). Bernier, par contre, rejette la responsabilité sur les chefs militaires qui entouraient le général et « lui firent une loi de l'exécution de la sentence (3) ». Le témoignage de la comtesse de la Bouère (4), celui de Poirier de Beauvais, concordent sur ce point avec celui du curé de Saint-Laud; Poirier de Beauvais précise même par quel officier fut tenu ce langage; il s'agit, affirme-t-il, de R... (Rostaing), lequel d'ailleurs opposa à cette assertion un énergique démenti (5).

On a prétendu également que Charette, par des lettres pressantes, aurait insisté auprès de Stofflet pour qu'il hâtât l'exécution. Ces lettres, le capitaine Barbot jure les avoir lues (6) et Coulon dépose dans le même sens, mais en ajoutant que Bernier aurait transmis cette correspondance, ce qui engagerait sa complicité (7). Enfin, on invoque en sa faveur un alibi (8) qui a été, à son tour, mis en doute, puis expliqué comme une feinte. Dans ces conditions, que conclure sinon que les témoignages et les documents dont nous disposons rendent impossibles une accusation ferme et une entière justification. Ajoutons cependant que, pour innocenter complètement Bernier, il faudrait que la question suivante pût être écartée ou recevoir une réponse satisfaisante : étant donné l'ascendant presque illimité du curé de Saint-Laud qui dictait à Stofflet toutes ses déci-

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, II, 24.

(2) Th. MURET, *Histoire des guerres de l'Ouest*, II, 177-178.

(3) BERNIER. Notes sur l'*Histoire de la Vendée*. *Anjou historique*, III, 371.

(4) COMTESSE DE LA BOUÈRE, *Souvenirs*, 174-178.

(5) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 300-301, et DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 534.

(6) Notice sur Stofflet par LANDRIN, *Revue de la Révolution*, XV (1889), 47-48.

(7) DENIAU, *Histoire de la guerre de la Vendée*, IV, 534-543.

(8) GIBERT, *Précis des guerres de Vendée*, Arch. Guerre. *Mémoire* 503, f° 87, « C'est une calomnie inventée à plaisir, écrit Gibert; il n'était pas dans ce moment à l'armée et n'arriva que six heures après pour assister à un conseil qui était indiqué à Cerisaie. »

sions, le général vendéen aurait-il exécuté Marigny, s'il avait rencontré chez son conseiller une réelle opposition (1)?

### III

La mort de Marigny laissant à Stofflet et à Bernier le champ libre, ceux-ci organisèrent en Anjou et Haut-Poitou une sorte de principauté où ils exerçaient au nom du roi un pouvoir discrétionnaire.

Dès le 11 mars 1794, le général avait jeté les bases de tout un système militaire qui lui assurerait dans le pays, avec la conscription obligatoire, une armée permanente. Tout homme de quinze à quarante-cinq ans devait, sous peine de mort, porter les armes pour la cause vendéenne ; chaque paroisse lèverait, sous les ordres de deux capitaines et de deux lieutenants nommés par leurs hommes, une compagnie, qui maintiendrait continuellement à l'armée la moitié de ses effectifs ; le territoire se diviserait en huit arrondissements, commandés chacun par un divisionnaire qui organiserait et conduirait les rassemblements ; enfin, chaque division comprendrait une compagnie de chasseurs, un peloton de cavalerie toujours en service, ainsi qu'un groupe de courriers pour le transport des dépêches. On créait en même temps des magasins, des moulins, des fours, des hôpitaux et, dans les bois, dans les carrières, en prévision de revers possibles, des refuges et des réduits habilement dissimulés.

Parallèlement à cette organisation militaire, une organisation civile était mise sur pied par le curé de Saint-Laud qui reprenait sur un terrain plus limité, mais avec des pouvoirs accrus, l'œuvre ébauchée par lui au Conseil supérieur de Châtillon ; en matière économique, financière, législative, politique, il arrête une série de mesures, réglemente l'habillement et la chaussure, détermine l'uniforme de l'armée et de ses employés, fixe le nombre de bêtes à tuer par paroisse, organise des tanneries, des tissages, assure des secours aux veuves et aux orphelins, promulgue un code militaire, contrôle

(1) « Je crois, écrit l'abbé Deniau, pour accorder tous les témoignages pour et contre, qu'on peut dire qu'il n'a pas paru coupable extérieurement, mais qu'au fond il est difficile de le proclamer tout à fait innocent. » *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 342, note 1.



le paiement des rentes par les particuliers, réparti sur la Loire, le Layon, à l'intérieur du pays, une série de postes pour le contre-espionnage et la sécurité; bref, il s'applique à constituer sur tout le territoire de Stofflet une administration et un gouvernement régulier (1).

Que la chose fût nécessaire, que Bernier ait réussi à faire régner en Anjou et dans le Haut-Poitou un certain ordre, personne ne le conteste; les historiens les moins favorables au curé de Saint-Laud reconnaissent eux-mêmes, avec ses talents, les résultats obtenus par ses soins (2). Malheureusement, il semble bien que dès lors, dans cette âme aussi impérieuse qu'ambitieuse, l'exercice du pouvoir ait accru l'appétit de domination et qu'à partir de cette date, ses tendances profondes se soient trahies assez nettement pour qu'on puisse parler d'un nouveau Bernier. Jusque-là, en effet, le curé de Saint-Laud avait gardé « une sorte de décence et de retenue », dissimulant, sous des dehors modestes et des airs onctueux, son esprit autoritaire et ses vues intéressées. Mais à mesure que sa situation s'affermait et que le succès couronne ses efforts, son caractère et ses desseins progressivement se démasquent. « Entouré de prévenances et de soins par M. de La Paumelière et plus encore si on en croit la chronique scandaleuse, par Mme de La Paumelière, » il règne en maître au château du Lavoir, son quartier général (3), et joue au

(1) Sur l'organisation administrative de la Vendée voir : BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, II, 54-61.

(2) Voir à ce sujet : BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 61; DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 68; DE MALLERAYE, *Les cinq Vendées*, 118-119.

(3) Tandis que le château de la Morozière a été complètement reconstruit, le château du Lavoir est resté dans l'état où il se trouvait lorsque Bernier y avait son quartier général. On y montre, au premier, la chambre où il couchait, le balcon du haut duquel il haranguait les troupes, la cachette où il se dissimulait sous l'entablement d'une fenêtre de mansarde dans l'épaisseur du mur, le salon où il célébra, le 28 décembre 1795, le mariage de Louis-Charles-Emmanuel de Jous-selin, officier supérieur de l'armée de Stofflet, avec Marie-Louise Hunault de la Chevalerie; dans une vitrine de ce salon sont conservés de précieux souvenirs, le ciboire en étain dont se servait Bernier pour distribuer la communion aux troupes, la griffe de Stofflet, l'alliance, la montre, la fourchette que M. de la Paumelière fit remettre à sa femme avant son exécution. Le long séjour de Bernier au Lavoir a donné lieu à de fâcheuses interprétations : « La chronique scandaleuse, écrivait en 1811 à M. de Barante, qui travaillait à la rédaction des *Mémoires* de Mme de La Rochejacquin, le préfet de Maine-et-Loire, Hély d'Oisel, veut que pendant les troubles, il ait eu avec plusieurs femmes et surtout avec une, des liaisons plus

premier ministre ; il a son personnel, restreint, mais sûr ; « un secrétaire et quelques affidés » ; il a sa garde et sa police particulière ; jamais il ne sort que précédé et suivi d'une escorte de chasseurs ; jamais on ne l'aborde sans « passer par les épreuves d'une ombra-

intimes qu'il ne convenait à son caractère ; mais celle qui est particulièrement désignée, existe encore et a des enfants ; on ne peut donc la faire connaître. » *Notice sur l'abbé Bernier*, par M. Hély d'OISEL. *Anjou historique*, III, 209. Yves BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 212 et sq., rapporte les déclarations que lui aurait faites Michel Milscent à ce sujet et se fait même l'écho d'une accusation plus grave. « Lorsque j'appris quelques mois après que M. de X... (M. de la Paumelière) avait été surpris et fusillé par un détachement de républicains, il me vint cette idée, qui depuis a été confirmée par plusieurs indices, que c'était l'abbé Bernier qui avait livré l'infortuné mari. » Cette accusation, reprise par CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 329, a été écartée par le cardinal Mathieu ; cet historien ne croit pas que Bernier ait été pour un nouvel Urie un nouveau David. *Le Concordat de 1801*, 49. Elle a été écartée également par A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 51. « La dénonciation n'est pas prouvée, encore moins le motif de basse jalousie qui l'aurait provoquée. Ces suppositions gratuites, basées sur des hypothèses incontrôlées ou sur des légendes, ne doivent pas suffire à faire condamner un homme, quels que soient par ailleurs ses défauts. » Il est certain que la moralité de Bernier a été très attaquée ; mais il est certain aussi que la passion politique et les haines se sont acharnées contre lui ; l'in vraisemblance de certaines calomnies conseille enfin la plus grande réserve, quand il s'agit d'accueillir les accusations déshonorantes portées contre le curé de Saint-Laud. Le général vendéen Jean Soyer n'écrivait-il pas, en 1800, au futur Charles X : Bernier « a même tellement perdu de vue les bienséances qu'il doit à son caractère et à sa religion qu'il a eu, dans le pays où la moindre faiblesse choque également le peuple et les soldats, une fille travestie en homme pour valet de chambre. » *Andegaviana*, III, 423. Voici, à côté de ces bruits, des faits certains. M. de la Paumelière avait émigré et fait partie de l'armée de Condé ; il rentre au Lavoir la nuit de Noël 1795. « Le 24 décembre 1795, au soir, la fête de Noël avait attiré au Lavoir une foule nombreuse. Stofflet et ses officiers devaient assister à la messe de minuit célébrée par l'abbé Bernier. Réunis dans le grand salon, ils s'entretenaient des événements du jour, quand tout à coup un inconnu demande Mme de la Paumelière. Il venait, disait-il, de l'armée de Condé lui donner de bonnes nouvelles de son mari qu'il avait quitté depuis peu, se disposant à rentrer en France ; peut-être même avait-il déjà franchi la frontière. En attendant, il lui envoyait une bague, souvenir de temps plus heureux. C'était l'anneau de mariage que M. de la Paumelière avait séparé en deux le jour de son départ, il y avait déjà quatre ans. A sa vue, Mme de la Paumelière jette un cri indicible de joie. Toutes ses angoisses et ses douleurs étaient oubliées. Un instant après, elle tombait dans les bras de son mari... Dès le 14 février 1796, le baron de la Paumelière fut arrêté dans sa ferme de la Guigneraie, près du Lavoir, par les soldats de Hoche. Le 22 février, il était fusillé sur le Champ-de-Mars à Angers. Trois jours après, Stofflet était également fusillé à Angers, au même endroit. » *Anjou historique*, XXII, 21. Or, la lettre d'adieu que M. de la Paumelière adressa à sa femme après son arrestation et qui est conservée dans les archives du château du Lavoir, la pensée qu'il

geuse précaution (1) ». Bientôt même, il voulut étendre à tout le pays insurgé son administration en se faisant reconnaître par toutes les armées catholiques et royales le titre et les pouvoirs de commissaire général. Dans ce but, il convoqua pour le 29 juin, au château de La Morozière, les commissaires particuliers de chaque paroisse. Bien que Charette et Sapinaud eussent fait tous leurs efforts pour retenir les représentants de la Basse-Vendée et du Centre, la réunion fut nombreuse et comprit huit cents délégués. Stofflet, qui présidait sur l'estrade, en grand costume de général, ouvrit la séance ; puis, le curé de Saint-Laud exposa que la venue prochaine du comte d'Artois, l'intérêt de la cause, la nécessité de prévenir le désordre et la confusion, exigeaient la constitution d'un gouvernement provisoire, assis sur les bases de la monarchie et de l'ordre public ; à cet effet, il proposait donc la création d'un conseil militaire et d'un commissariat général. Tout acte d'autorité et tout exercice du pouvoir émaneraient directement de ce conseil ; il lui appartiendrait d'entretenir, au dedans comme au dehors, toutes les relations nécessaires, de rendre les ordonnances arrêts et règlements, d'établir des commissaires et des inspecteurs ; il posséderait le droit de vie et de mort ; enfin, il ne rendrait de comptes qu'au régent et au roi (2). C'était, pratiquement, revendiquer un pouvoir discrétionnaire, le seul contrôle prévu demeurant fort illusoire, aussi longtemps que le comte de Provence se trouverait à Venise, Louis XVII au Temple et que le comte d'Artois, leur mandataire à tous deux, tiendrait sa personne à l'abri du péril (3).

Pour surprendre les suffrages de l'assemblée, le curé de Saint-Laud proposa un vote par acclamation et le subterfuge allait réussir, lorsqu'un délégué angevin, appelé Dupuis, se prononçant contre ce mode de scrutin, se mit à discuter, « avec les formes oratoires du

eut de lui faire remettre comme derniers souvenirs, son alliance, sa montre, la fourchette dont il se servait dans sa prison, ne s'accordent guère avec les explications que l'on a donné sans preuve de sa capture. En conclusion, on ne peut que reproduire le mot de Cantiteau, curé du Pin-en-Mauges : « Je n'ai rien à dire de ses liaisons avec Mme de la Paumelière, ni de la division qu'on l'accuse d'avoir soufflée entre MM. Charette et Stofflet. Sur des points aussi graves, il faut, pour avouer quelque chose ou l'accréditer, avoir des données plus sûres que je n'en ai. » (*Archives du château de Barot, à la Salle et Chapelle Aubry*) *Notes de Cantiteau*, curé du Pin-en-Mauges.

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 54-55.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 57.

(3) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 66.

temps (1), » certaines dispositions du projet. Mal lui en prit. Tandis que Bernier, en hâte, levait la séance et que Stofflet proclamait la nouvelle organisation adoptée par les commissaires paroissiaux, Dupuis était jeté en prison ; traduit en conseil de guerre, il n'échappa que de justesse à une condamnation capitale (2). Peut-être même eût-il été exécuté sans l'intervention de M. de la Bouère?

Cette entreprise du curé de Saint-Laud sur l'administration générale des pays insurgés eut pour effet d'accentuer entre les armées vendéennes l'opposition déjà existante. Car, si Bernier exerçait sur le territoire de Stofflet les fonctions de commissaire général, ni Charette ni Sapinaud ne lui reconnurent ce titre ; il ne leur pardonna ni les obstacles qu'ils avaient mis à la réunion de la Morozière en retenant chez eux les députés du centre et ceux de la Basse-Vendée, ni les limites qu'ils apportaient à sa juridiction. D'autre part, la rivalité des chefs s'accrut avec le dépit des nobles, évincés par Stofflet des hautes charges militaires ; mécontents de ce que le général vendéen réservât à des plébéiens le commandement de ses divisions, ils passèrent au parti de Charette où ils entretenaient contre leur ancien chef et son conseiller l'hostilité la plus violente. Enfin, les soldats du Bas-Poitou reprochaient aux Angevins leurs violations du pacte fédératif ; fiers de leurs succès de Frérigné et de la Rouillère, ils les accusaient d'abord de mollesse et d'inaction ; au lieu du concours solennellement promis, ils préféraient « sous la tutelle de l'abbé Bernier un honteux repos aux chances des combats (3) ». De plus, alors que le pacte lui interdisait d'étendre son territoire, sans accord préalable avec ses collègues, Stofflet s'était annexé le pays attribué primitivement à Bernard de Marigny, et, aux observations de Charette, le curé de Saint-Laud avait répondu en termes artificieux et ambigus. Dans les deux camps, les esprits s'échauffaient. Une émission de papier monnaie fit éclater ouvertement le conflit.

Depuis le début du soulèvement, le manque de numéraire avait considérablement gêné non seulement la trésorerie de l'armée, mais aussi la vie économique du pays. Les mesures prises par le Conseil supérieur de Châtillon pour donner cours légal aux assignats royaux,

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 58.

(2) M. Meyer suppose « qu'il ne s'agissait pas d'une simple opposition, car le conseil de guerre convoqué n'acquitta Dupuis que par sept voix contre cinq ». A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 65.

(3) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 69-70,



puis aux assignats républicains dûment estampillés par ses mandataires, ne répondaient plus aux nécessités actuelles ; on était réduit, faute d'argent, à délivrer pour les réquisitions des bons remboursables sur le trésor royal : or, ces bons ne constituant pas une monnaie d'échange, les porteurs se trouvaient dans l'impossibilité absolue de « se procurer aucune chose dont ils avaient besoin et le commerce intérieur était arrêté, faute de monnaie courante (1) ». D'autre part, pour attacher plus étroitement à Stofflet des éléments stables et sûrs, Bernier fit décider que, dorénavant, à l'armée d'Anjou, les officiers, chasseurs et cavaliers en activité de service recevraient une solde, ce qui accroissait d'autant le déficit. Comment résoudre cette crise financière ?

Bernier voulut d'abord fabriquer des assignats. Ces assignats permettraient le remboursement des bons de réquisition et le paiement des troupes ; ils ranimeraient en outre le marché intérieur en créant une nouvelle circulation de valeurs négociables (2).

Ce projet souleva des critiques au sein même de l'armée d'Anjou ; si Stofflet, comme d'habitude, se range docilement à l'avis de son conseiller, La Bouère, Rostaing, Bérard et Richard s'accordent à le combattre. Dans les armées voisines, l'opposition est encore plus forte. Charette surtout se montre hostile à une mesure qui doublement l'inquiète. Il redoute en effet que cette émission n'assure à son rival la prépondérance financière et militaire tout ensemble, en lui attirant, par la perspective d'une solde, les contingents des autres partis (3). Sur la proposition de Poirier de Beauvais, l'armée du centre, soucieuse de limiter l'extension de ce papier, « proposa qu'on ne mît en circulation que des bons sur lesquels seraient inscrits la date, les noms du propriétaire et de sa paroisse, pour empêcher la falsification et qu'on pût les confronter sur les registres (4) ». Mais Bernier tenait à son idée ; sous sa pression, le conseil de l'armée d'Anjou décréta que des bons d'une valeur de dix sous à cent livres seraient émis avec cours forcé, pour être échangés contre les bons de réquisition et servir à la solde des troupes. Le vote fut acquis sans difficulté, Stofflet ayant eu la précaution de ne pas convoquer les opposants ; ce qui ne l'empêcha pas d'imprimer au bas de l'arrêté les noms de La Bouère, de Rostaing, de Bérard, comme

(1) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 312.

(2) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 279-280.

(3) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, III, 73.

(4) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 312.

s'ils eussent pris part à la délibération et approuvé le projet (1).

Les conséquences de cette émission, peut-être inévitable, en tout cas malencontreuse, ne tardèrent pas à se faire sentir. Au point de vue économique, elle connut le sort généralement réservé aux expédients de ce genre ; malgré le cours forcé, les « bons commerciables », se déprécièrent vite ; de là, chez les paysans, chez les fournisseurs de l'armée, une plainte générale. Quant aux chefs, « plus aigris que jamais (2) », ils entrèrent à ce sujet en lutte violente ; jusqu'alors, entre eux, le conflit était demeuré latent ; à cette occasion il éclata. Charette cita Stofflet à comparaître devant le conseil des armées du Centre et du Bas-Poitou pour s'expliquer sur les mesures financières qu'il avait prises, contrairement aux stipulations de Jallais, en dehors des autres armées vendéennes. Mais Bernier détourna son général de répondre à cette convocation. « C'est moins, lui dit-il, pour vous faire rendre des comptes de votre conduite que Charette vous adresse cette insolente injonction, que pour vous punir d'avoir plus de soldats et plus d'autorité que lui (3). » Stofflet se laissa persuader ; sous prétexte que des concentrations républicaines devant ses postes du Layon le retenaient à son quartier général, il pria ses collègues de l'excuser et resta chez lui.

Son absence n'empêcha pas ceux-ci de tenir à Beaurepaire, le 6 décembre 1794, la réunion prévue ni de porter contre lui, par un acte officiel et dans les termes les plus désobligeants, une condamnation publique. « Considérant : l'émission de papier-monnaie contre la protestation qu'en avaient faite les autres armées, au mépris de l'arrêt de Jallais et autres lieux, où il fut convenu qu'aucune chose concernant le bien public et l'intérêt de l'État ne serait admise et n'aurait lieu sans leur concours et consentement ;

« Le soudoiement des soldats qui ne combattent que pour leur Dieu et leur roi, obligés, d'ailleurs, de faire la guerre pour leur propre intérêt, moyen suborneur inventé par le plus orgueilleux et le plus vain despotisme ;

« La profusion avec laquelle vous avez répandu et répandez une monnaie fictive et illusoire, qui lèse l'intérêt public et l'induit dans une erreur qui lui est préjudiciable ;

« Les moyens de violence employés pour lui donner cours, l'abus

(1) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 311.

(2) Id., *Ibid.*, 312.

(3) BEAUCHAMPS, III, 74.

et l'emploi pour l'accréditer du nom des autres généraux protestant contre ;

« L'aveu sincère et publiquement émis que vous ne faites la guerre que pour vous ;

« Le refus d'entendre la justification des chefs de division arbitrairement condamnés ;

« L'infraction de votre parole d'honneur et de tout ordre ; »

le conseil annulait les accords de Jallais, « déclarait non avenues les qualités prises indûment, rétablissait chaque armée dans sa forme première », promettait force et protection contre tout ambitieux qui chercherait à s'élever de sa propre autorité, supprimait toute émission de papier-monnaie « autre que celui généralement admis » ; enfin, un dernier article, de tous le plus irrémédiable, car il portait le trouble dans l'âme des combattants (1) et renseignait les bleus sur les divisions intestines de leurs adversaires, stipulait que le décret du conseil serait « publié et affiché dans toute l'étendue du pays conquis (2) ».

A cet arrêté, Bernier, au nom de Stofflet, répondit par une déclaration fière et vigoureuse. Le commandant de l'armée d'Anjou ne doit de compte qu'à son Dieu et à son prince. Il pourrait donc, « comme chef », garder le silence et attendre en paix pour se justifier que les événements l'aient conduit, comme ses collègues, « au tribunal de l'Éternel ou devant le trône de nos rois. » « Mais il est, ajoute-t-il, avec une ironie hautaine, des juges, censeurs bienveillants de ma conduite, aux yeux desquels, je serai toujours jaloux de paraître innocent. Ce sont mes amis, je vous regarde comme tels et c'est à ce titre que je vais vous répondre. »

Après ce préambule, le général angevin reprenait successivement les accusations portées contre lui ; il démontrait la nécessité du nouveau papier monnaie, « gage des créanciers de l'État, » prix du sacrifice des propriétaires et des cultivateurs, salaire de l'artisan ; il légitimait la solde de ses soldats, démentait les propos tenus par « je ne sais quelle bouche mensongère » sur les buts intéressés qui lui mettaient les armes à la main, puis, selon un procédé qui deviendra courant dans les notes diplomatiques de Bernier, la défensive faisait place à l'offensive et l'apologie à la menace ; Stofflet s'élevait contre

(1) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 287-288.

(2) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République*, IV, 201-202.

ceux qui favorisaient les républicains en semant la division dans le camp royaliste, car les républicains, écrit-il, ont « dans l'intérieur, des émissaires pour la souffler, des agents pour l'entretenir » ; il déclarait que si, par malheur, il existait un Français assez coupable pour « lancer au milieu de nous de nouveaux brandons si propres à susciter les feux d'une discorde intestine », celui-ci paierait « de sa tête son aveugle témérité (1) ».

Loin d'apaiser la querelle, cette réponse faillit mettre le feu aux poudres. On parla de destituer Stofflet et des intrigues se nouèrent pour le remplacer par l'oncle de Charette, Fleuriot. Il fut même question que l'armée du Bas-Poitou marcherait sur l'Anjou, pour imposer de force ce nouveau général. Mais Charette, qui ambitionnait toujours le titre de généralissime, se froissa, rapporte Poirier de Beauvais, du peu d'empressement avec lequel Fleuriot soutint, à Beaurepaire, ses prétentions ; il ne se pressa pas de mettre son armée en mouvement et « donna prétexte qu'elle faisait quelque difficulté ». Faute de cet appui, Fleuriot ne put aller prendre son commandement et Stofflet resta à la tête de ses troupes (2).

Celles-ci d'ailleurs bien organisées, bien encadrées, bien aguerries, se préparaient à reprendre leurs opérations militaires avec le printemps. C'est que, sur le territoire de Stofflet, on ne songeait nullement à déposer les armes ; partout les campagnes pacifistes, inaugurées sur la fin de 1794 par les républicains, se heurtent à une opposition vigilante ; dans les villages, les chasseurs arrachent immédiatement toute affiche suspecte et menacent d'incendie, de pillage et même de mort, quiconque entrerait en relation avec les bleus (3). L'ordre que, par son heureuse administration, Bernier réussit à faire régner, « le contraste entre cette tranquillité et la désolation des pays occupés par les troupes, l'effet déplorable causé par les dernières campagnes de Huché, éloignaient les esprits de toute soumission (4) ». Enfin les proclamations, les prédications du curé de Saint-Laud entretenaient dans les âmes les ardeurs bellicieuses.

Peu de Vendéens en effet montrèrent autant d'obstination à

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République*, IV, 203-207.

(2) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 314.

(3) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 100.

(4) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 68. DE MALLERAY, *les Cinq Vendées*, 118-119.



soutenir la lutte que ce prêtre, devenu par son adresse, son courage, ses intrigues, comme par la faveur des circonstances, l'un des principaux chefs de l'insurrection ; il semblerait même que sa passion guerrière s'accroisse avec le pouvoir qu'il s'arroe et que son zèle s'enflamme à mesure que la cause catholique et royale s'identifie davantage avec ses intérêts. Toutefois, malgré les services rendus à son parti par sa tenacité, ses lumières, son écrasant labeur, on ne peut se défendre d'une certaine surprise lorsqu'on voit chez un homme aussi intelligent, aussi prodigue de son travail, une pareille activité souffrir à ce point d'une contradiction radicale qui stérilise tous ses efforts ; car si, d'une part, en dépit de tous les obstacles, il prétend contre l'ennemi commun unir dans une action commune, non seulement tous les combattants vendéens, mais aussi tous les combattants de Bretagne, s'il s'applique à créer dans tout le pays une organisation rationnelle qui mettrait en valeur, pour le bien général, toutes ses ressources, d'autre part, entre les chefs, il provoque, entretient, exploite les divisions. Ceux qui l'adoptent et suivent docilement ses vues bénéficient sans limites de son inlassable dévouement ; il s'inféode à leur parti, épouse leurs querelles, milite contre leurs rivaux ; de toutes ses forces, de tout son talent, il les soutient ; car en travaillant à leur élévation, c'est sa propre élévation qu'il poursuit ; sa fortune, solidaire de la leur, marche avec elle du même pas. Ceux au contraire dont l'indépendance, la méfiance ou la hauteur écartent sa collaboration, se heurtent continuellement à son insidieuse et sourde hostilité ; il traverse les voies qui ne coïncident pas avec la sienne, et s'applique à supprimer toute influence qui s'exercerait en dehors de lui.

C'est pourquoi, toutes ses tentatives pour unir étroitement les forces insurgées ne réussirent qu'à augmenter la division entre les chefs. Son ambition, sa passion du pouvoir, son esprit de parti rétrécissent, au point de les fausser, des vues générales extrêmement justes. La grande idée de l'action commune dans l'intérêt commun fait place chez lui à une préoccupation étroite : assurer la prépondérance d'un clan où, éminence grise d'un général subjugué, le curé de Saint-Laud, sous le pavillon de Stofflet, exercerait une sorte de dictature et conduirait l'insurrection vendéenne à la victoire. Tel est son objectif, et tout son talent, tous ses efforts, toute sa diplomatie, au lieu de se consacrer dans le désintéressement à un ministère de conciliation, exigé par l'intérêt général et compatible avec son caractère, se gaspillent dans des luttes intestines d'où les géné-

raux sortent meurtris et rabaissés, en attendant la défaite, inévitable conséquence de pareils désaccords.

Aussi, tout en rendant à son œuvre administrative l'hommage qu'il mérite, les historiens les moins sévères pour sa mémoire ont-ils pu qualifier de « déplorable » (1) l'action qu'en cette année 1794 Bernier exerça. Si d'autres partagent avec lui la responsabilité de ces divisions funestes, qui aboutissent à la rupture de Beaurepaire et séparent en deux camps les défenseurs de la religion et du roi, il n'en reste pas moins l'une des causes principales d'une situation si grave que bientôt elle ne comportera plus de remède ; entre les deux frères ennemis, Charette et Stofflet, jamais une réconciliation réelle ne s'opérera ; les négociations de paix qui vont s'ouvrir en les rapprochant des républicains, les sépareront encore, s'il est possible, d'une façon plus profonde ; après la reprise des hostilités, leur détresse même ne réussira pas à les unir dans le malheur.

#### IV

Depuis thermidor, l'apaisement était dans l'air. Tandis qu'à Nantes, l'exécution de Carrier marquait la nouvelle orientation de la politique républicaine, en Vendée, les bleus suspendent leur action militaire ; des proclamations circulent en faveur d'un rapprochement ; entre les pays insurgés et l'« intérieur » (2), grâce à cette détente, le commerce reprend et multiplie les contacts ; bientôt, par le canal de Bureau de la Bâtardière et de Mme Gasnier, Charette reçoit des ouvertures, des pourparlers s'engagent et un armistice est conclu. Mais Stofflet, mécontent des républicains qui s'étaient adressés à son rival, comme s'il était le chef de tout le parti royaliste (3), et de Charette qui l'avait tenu à l'écart des tractations, se déclare ouvertement pour la guerre ; le 6 janvier il attaque, sans succès d'ailleurs, le camp de Beaulieu ; le 28, son commissaire général, Bernier, ordonne dans toutes les paroisses de l'armée d'Anjou et Haut-Poitou l'affichage et la lecture d'une proclamation

(1) A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 77.

(2) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 316.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 317.

hautaine et belliqueuse ; composé par le curé de Saint-Laud, signé par le général et par tous ses divisionnaires, ce manifeste le prend de très haut avec les « Français égarés » qui annoncent des paroles de paix, comme si, au lieu d'offrir le pardon, ils ne devaient pas au contraire le demander. Quelle confiance avoir dans les promesses insidieuses de bourreaux « teints du sang de nos rois, souillés par le massacre d'un million de victimes ? Si, par malheur, les Vendéens se laissaient circonvenir par leurs fallacieuses paroles, du sein de leurs tombeaux, leurs parents, leurs amis se lèveraient pour leur dire : « Défiez-vous du venin caché sous ces dehors. C'est en nous promettant le salut et la vie qu'on nous égorge. Le même sort peut-être vous attend. » La paix ne serait donc jamais conclue, si on ne rendait « à l'héritier de nos rois son sceptre et sa couronne, à la religion son culte et ses ministres, à la noblesse son antique et respectable condition, dégagée des abus que le malheur des temps y avait introduits ». Sans cela, les insurgés mépriseraient « une amitié que le crime ne doit jamais offrir à la vertu » ; ils combattraient jusqu'à la mort et la république ne règnerait que sur leur tombeau (1).

En dépit de ses apparences, cette proclamation, œuvre d'un diplomate, ne fermait pas toutes les issues. N'avoue-t-elle pas en passant que les Vendéens partagent les désirs pacifiques de leurs adversaires et sa conclusion décidée peut-elle faire oublier la déclaration engageante qui précède : Si les vœux des républicains sont sincères, dans leurs vues, s'ils tendent vraiment vers la paix, s'ils acceptent enfin les restaurations exigées, « alors, écrit Bernier, oubliant vos torts, nous volerons dans vos bras et confondrons avec nos cœurs, nos sentiments et nos désirs ».

De fait, les conventionnels ne se laissèrent pas décourager par la proclamation méprisante et belliqueuse de Stofflet ; ils chargèrent M. Esnault de lui proposer une entrevue et le général n'osa se dérober, car une partie de ses officiers et de ses soldats aspirant à la paix, il craignait d'indisposer ses troupes s'il répondait purement et simplement par une fin de non recevoir. L'entrevue n'aboutit d'ailleurs qu'à un armistice de douze jours, Stofflet exigeant avec une inflexible ténacité, le rétablissement du roi. Ce délai écoulé, la lutte reprit à Chiché, le 14 février, par une violente attaque du

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République*, IV, 261-262.

camp républicain. La veille, s'étaient ouvertes, entre Charette et les représentants du peuple, les fameuses conférences qui devaient aboutir à un accord.

Lorsque Stofflet, tenu à l'écart de ces négociations, arriva le 20 février à La Jaunaye, tout était conclu. Son dépit fut grand. Circonvenu par les partisans de la guerre, rebuté par les républicains qui lui refusaient un armistice de plusieurs mois, exaspéré par l'abandon de son divisionnaire Prudhomme, il saute à cheval et part au galop au cri de : « Vive le Roi » ! Une lettre de son major général Trotouin ne réussit pas à le ramener. Bernier d'ailleurs, plus hostile que jamais à Charette, partage son mécontentement ; dans une vigoureuse réponse qu'il adresse au major général, le curé de Saint-Laud réfute l'un après l'autre les arguments des pacifistes et passe au crible d'une implacable critique toutes les clauses de l'accord. Jamais, affirme-t-il, Stofflet ne reconnaîtra la République, jamais il ne renoncera au rétablissement de la royauté, jamais il ne se contentera pour le culte d'une liberté précaire, sans distinction de ministres, sans cérémonies extérieures, sans signes de catholicité (1).

En même temps, pour soutenir l'ardeur belliqueuse de Stofflet, le curé de Saint-Laud flatte l'amour-propre de son chef en lui faisant entrevoir que bientôt son autorité s'étendra sur toute la Vendée (2). Dans l'armée de Charette, dans celle de Sapinaud, nombreux sont les officiers et les soldats qui refusent de s'associer à la trahison de leurs chefs ; le premier n'a-t-il pas dû réprimer par les armes, à Belleville, une sédition de ses troupes ? Unique défenseur de la Royauté et de la religion, abandonnées par ses collègues, le commandant en chef de l'armée d'Anjou pourrait efficacement sous ses ordres rallier tous les combattants fidèles et, avec ces forces, reprendre la lutte avec succès. C'est pour réaliser ce plan que, le 2 mars, une conférence est tenue à Jallais. Après avoir stigmatisé « le lâche abandon qu'ont fait de leur poste MM. Charette, de Coüetus, Sapinaud, Fleuriot, de Bruc, Béjarry et Prudhomme » ainsi que « leur réunion aux ennemis de l'État », après avoir déclaré les accords de Jallais « également contraires au bien général, aux intérêts des peuples et aux droits imprescriptibles et sacrés de l'autel et du trône, les 55 membres de l'assemblée prirent un arrêté en neuf

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 170.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 99.



articles qui invitait tous les officiers fidèles à Dieu et au roi à les rejoindre, leur garantissant les mêmes grades, les mêmes prérogatives et mêmes dignités que celles dont ils jouissaient précédemment. Il annulait tous les actes contraires à cette mesure, édictait des punitions exemplaires contre les républicains ou les royalistes coupables de publier des arrêtés et proclamations ou de dissocier les forces vendéennes, décrétait enfin que ces décisions seraient lues ou publiées au prône de toutes les messes paroissiales dans tout le pays conquis, et maintenues par la force des armes « contre ceux qui en tenteraient, conseilleraient ou favoriseraient l'infraction ou l'inexécution » (1).

Pour compléter l'effet de cette publication, de nouveau, Bernier fait placarder son manifeste du 28 janvier ; puis, en réponse aux affiches de Charette qui exerce sur le territoire même de Stofflet une inquiétante influence (2), il lance, le 4 mars, une seconde proclamation ; c'était une attaque violente contre ces hommes qui se laissèrent séduire par « les trésors de la République » et qui, « pour sauver leurs jours, jouèrent le rôle infâme de séducteurs et d'ambitieux » ; c'était également, une critique sévère du « honteux traité » conclu à la Jaunaye, le 13 février, avec les ennemis de la religion et du roi (3).

Appuierait-on par une démonstration militaire les mesures arrêtées le 2 mars par la conférence des chefs ? Certains officiers l'eussent voulu, proposant qu'on entrât en force dans l'armée du centre et dans l'armée du Haut-Poitou, afin de ramener leurs contingents (4). Mais Stofflet, soit qu'il craignît de provoquer entre les Vendéens une guerre intestine, soit qu'il manquât des moyens nécessaires, ne suivit pas leurs conseils ; il se contenta de quelques incursions pour s'emparer de Prudhomme qu'il fit exécuter, de Sapinaud et de Richard qui réussirent à lui échapper, de Martin qu'il condamne à mort et que Bernier sauva.

La situation d'ailleurs devenait de jour en jour plus grave ; tandis que Charette protège leurs convois, les troupes républicaines rendues disponibles par la pacification de la Jaunaye, se concentrent de toutes parts ; les munitions manquent, les combattants se raréfient et se lassent, enfin, les Bretons à leur tour entament des négocia-

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, IV, 386-389.

(2) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 339.

(3) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, IV, 391-393.

(4) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 340.

ciations et convient aux conférences de la Mabilais les représentants de l'Anjou.

Stofflet néanmoins, avec son habituel entêtement, s'obstine à lutter envers et contre tout.

Bernier n'était pas moins ardent à soutenir par les armes la cause catholique et royale ; mais, plus perspicace que son chef, il aperçoit bientôt l'inutilité de ses efforts et se résigne, pour éviter un désastre irrémédiable, à une paix provisoire. Il entre alors en contact avec les délégués de la Convention, qui doublent leur action militaire d'une action diplomatique non moins méthodique et non moins efficace. Le 15 avril, avec Sapinaud, de Couëtus et plusieurs officiers de Charette, il prend part à Cholet au somptueux dîner offert aux chefs royalistes par les représentants du peuple (1), au cours duquel on assure au représentant Dornier que le chef de l'armée d'Anjou est résolu à la paix (2). Par ailleurs, au château du Lavoir, dans des conditions qui restent assez mystérieuses, le curé de Saint-Laud s'abouche avec le général Humbert. A-t-il, comme le prétendent certains historiens (3), vendu aux républicains son concours ? Il est certain qu'une somme de 100 000 livres lui a été promise ; il est également certain qu'aux yeux du gouvernement il passe pour vénal : « On assure, écrit en date du 1<sup>er</sup> septembre (15 fructidor, an III), le comité du Salut public, que Bernier est un homme à tout faire pour de l'argent. Il faut le faire sonder, tirer provisoirement des caisses publiques une somme pour lui donner, lui promettre davantage par la suite (4). » Cette assurance du gouvernement permettrait de croire qu'il ne s'agit pas d'un premier essai. Le procédé était familier aux représentants du peuple et il faut avouer que les chefs vendéens ne se montraient pas toujours indifférents à ces propositions généreuses. Une formule honorable couvrait ce commerce, en inscrivant sous le titre d'indemnités les paiements consentis ; sans doute, il arrivait parfois que les indemnités correspondent réellement aux dommages ; mais parfois aussi elles cachaient « un trafic occulte, sur lequel la lumière n'a pu et ne pourra jamais se faire » (5).

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 281.

(2) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, IV, 458.

(3) ID., *Ibid.*, V, 12 à 14. E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 335. CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 28.

(4) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 365-366.

(5) A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 88.

Que Bernier ait monnayé son concours, la chose n'est pas impossible. Toutefois, à supposer, ce qui n'est pas établi, que ces avantages matériels ne l'aient pas trouvé insensible, on ne pourrait y voir la cause déterminante de sa nouvelle orientation politique ; la guerre devenait impossible, la paix inévitable ; les plus opiniâtres, comme Poirier de Beauvais, se rendaient à l'évidence. Stofflet lui-même, à la fin se résignerait. Pour ne pas tirer de cette soumission forcée les profits qu'elle pouvait procurer, il eût fallu, dans ces conjonctures, un absolu désintéressement. Si certains chefs et non des moindres, après tant d'héroïsme sur les champs de bataille, faiblirent devant les assignats républicains, le curé de Saint-Laud devait à ses hautes fonctions, comme à son caractère, une conduite plus ferme et, pour son honneur, on voudrait affirmer qu'il repoussa énergiquement les 100 000 livres promises à sa collaboration.

Quoiqu'il en soit des motifs qui la déterminèrent, cette collaboration ne fut pas longue à porter ses fruits ; la pression des circonstances s'ajoutant aux bons conseils de Bernier, Stofflet enfin se décida à traiter ; le 2 mai, à Saint-Florent, avec le curé de Saint-Laud et ses principaux officiers, il signa une convention qui reproduisait pour l'essentiel les clauses consenties par Charette à la Jaunaye : exercice libre et paisible du culte, dispense de la conscription et formation d'une garde territoriale aux frais de la République, remboursement des bons royaux, indemnités de guerre payées par le gouvernement. A ces conditions, il promettait de se soumettre aux lois de la République et de déposer les armes pour toujours (1).

Un dîner, offert aux officiers vendéens par les représentants du peuple, scella, le soir même, la réconciliation ; tout s'y « passa avec beaucoup de prévenances de part et d'autre. On ne but point à la République, mais beaucoup à la paix et à l'union entre les Français » (2). Presque aussitôt, tandis que les Républicains promettaient d'évacuer le pays angevin, où, sous les ordres de Stofflet une garde de 2 000 hommes exercerait la police au nom et aux frais de l'État, le général vendéen licenciait ses troupes ; puis, il adressait aux habitants de son territoire une proclamation qu'on a pu trouver « on ne peut plus embarrassée et, comme style, peu digne de la

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 314-315.

(2) POIRIER DE BEAUVAIS, *Mémoires*, 380.

plume du curé de Saint-Laud » (1), mais qui parut très caractéristique de la situation nouvelle. Chose plus significative encore, un rapprochement s'opérant entre les trois armées de l'Anjou, du Centre et du Poitou, Charette, Sapinaud, de Bruc, Fleuriot, de Couëtus, Stofflet et Bernier se réunissaient à Beaurepaire le 21 mai ; là, dans une lettre commune aux représentants du peuple à Nantes, ils affirmaient leur soumission à la République et leur adhésion, « en toute confiance possible », aux mesures que les représentants et le Comité de Salut public croiraient devoir prendre pour l'application des accords (2). C'était donc enfin, et avec le gouvernement, et entre les chefs royalistes eux-mêmes, la paix.

Cette paix malheureusement demeurerait fragile, et resterait éphémère ; dans le camp vendéen bientôt les divisions reparaîtraient et, avec les bleus, la guerre civile se rallumerait sans tarder.

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 317.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 172.



## CHAPITRE III

### LA SECONDE GUERRE DE VENDÉE

- I. L'application des traités de pacification (mai 1795-janvier 1796). — Les républicains et les royalistes s'accusent réciproquement de violer les accords. — Bernier en Haut-Anjou. — Tentatives de conciliation : la conférence de la Jaunaye et la mission de Béjarry à Paris. — Charette reprend la guerre (26 juin). — Politique pacifiste de Bernier ; ses interventions auprès de Charette, des Vendéens, de Stofflet, des républicains, de Hoche, du comte d'Artois. — Entrevue du May entre Hoche, Stofflet et Bernier (12 décembre) ; le rapport de Hoche, ses conditions. — Mémoire de Bernier au comte d'Artois. — Hoche s'aperçoit qu'on le joue, Stofflet craint pour sa sécurité, le comte d'Artois ordonne la reprise de la lutte.
- II. La dernière campagne et la mort de Stofflet. — Le général vendéen réduit à l'impuissance. — Bernier le convoque à la Saugrenière pour une conférence. — La désignation de l'agent général des armées catholiques et royales ; désaccord entre Stofflet et Bernier. — Stofflet capturé à la Saugrenière par la colonne du commandant Loutil. — Stofflet a-t-il été trahi par Bernier ?
- III. Bernier, agent général des armées catholiques et royales. — Il donne à d'Autichamp le commandement en chef de l'armée d'Anjou et se fait nommer agent général. — Pourquoi Bernier, au lieu de rejoindre son poste à Londres, se maintient en Vendée. — Tentative manquée de grève ecclésiastique. — La politique de Hoche et celle de Bernier. — L'attente d'une solution. — Le 18 Brumaire.

## I

La paix était signée, mais outre les incidents multiples que provoquent sans cesse les déserteurs, les maraudeurs, les soldats indisciplinés de chaque parti, outre les représailles individuelles contre les réfugiés ou les traîtres, l'application des accords prête à de graves dissentiments. Tandis que Charette et Stofflet, sous prétexte d'organiser la garde territoriale, maintiennent sur pied de guerre leurs formations, les républicains ne se pressent pas d'évacuer le pays et

retirent seulement quelques postes avancés ; tandis que les Vendéens se plaignent amèrement de ce qu'on laisse en fonctions des municipalités terroristes, les patriotes dénoncent comme inadmissible les prétentions de leurs adversaires à l'autonomie administrative ; tandis que, dans certaines villes comme Cholet, les curés protestent contre les entraves mises à la liberté du culte, dans certains districts ruraux comme Saint-Florent-le-Vieil, le procureur signale comme un péril l'agitation cléricale ; à l'occasion des « ci-devant jours de l'Ascension et de la Pentecôte », des rassemblements ont eu lieu et, par le moyen des confessionnaux, « le fanatisme fait des progrès considérables ; c'est qu'on assure aux rebelles, à leurs femmes, à leurs enfants qu'il ne faut souffrir aucune autorité constituée, parce qu'elle nuirait aux prêtres et les empêcherait de célébrer leurs offices (1). » Si l'on en croit le citoyen Le Paudry, auteur de ce dernier rapport, l'inspirateur de cette campagne serait le curé de Saint-Laud, qui sous couleur religieuse, poursuit des visées autonomistes et veut assurer l'indépendance politique du pays. « Toutes les ramifications du désordre » parviennent au château du Lavoir, où il tient « palais épiscopal » ; d'une part, « il fait mouvoir » d'après ses principes Stofflet, sur lequel il exerce le plus grand ascendant ; d'autre part, les prêtres du district de Saint-Florent suivent ses ordres et ces prêtres sont nombreux, « quarante-deux... célèbrent les offices... dans les différentes communes... sans comprendre ceux qui parcourent les campagnes pour y semer la discorde (2). » On répand des copies « collationnées et certifiées » d'un prétendu traité « par lequel on voit : 1<sup>o</sup> Que les ministres du culte catholique sont réintégrés dans l'exercice de tous leurs droits, sans être assujétis à aucun serment ; 2<sup>o</sup> qu'il n'y aura ni district ni municipalité dans ces communes ; 3<sup>o</sup> que les districts de Vihiers, Cholet et Saint-Florent-le-Vieil sont un pays conquis, qu'il appartient à ceux qui l'habitent à présent, et qu'ils s'y feront gouverner par des hommes à leur choix (3) ».

Si les préventions antireligieuses du procureur de Saint-Florent paraissent évidentes, si sa perspicacité reste en défaut lorsqu'il at-

(1) Arch. Maine-et-Loire, L 256. Publié par F. UZUREAU, *Anjou historique*, XIV, 495-499.

(2) Arch. Maine-et-Loire, L 256.

(3) « Les chefs des rebelles qui ont signé le traité de paix, sont dans ce moment sans aucun pouvoir. Le fanatisme a pris la place des mesures de pacification qu'ils se proposaient d'employer. » *Ibid.*

tribue aux chefs vendéens les dispositions les plus pacifiques et les plus loyales, pour rejeter sur les prêtres seuls la responsabilité de cette situation (1), il n'en est pas moins vrai que Bernier exerçait en Anjou une sorte de juridiction ecclésiastique et civile tout ensemble. Se prévalait-il encore, comme jadis au conseil de Châtillon, du titre de vicaire général que lui aurait décerné son évêque? Les plaintes du clergé constitutionnel et le démenti adressé, le 2 octobre 1795, par Mgr de Lorry à Rangeard (2) le laisseraient croire. En tout cas, il exerce sur ses confrères une autorité effective, dicte leur attitude, leur passe des consignes ; on le voit en outre visiter les paroisses, reconstruire les églises, prélever la dîme sur les habitants ; en même temps, il contrôle la culture, réserve à ses partisans la répartition des récoltes et celle des vivres, veille au bon ordre, prêche la tranquillité. Mais tout insigne tricolore est proscrit. Quant aux représentants du gouvernement, on ne tolère point leur ingérence et on les tient soigneusement à l'écart. Sous l'autorité de la République, l'Anjou doit demeurer, comme avant la pacification, une sorte de principauté où Bernier, sous le nom de Stofflet, exerce le pouvoir (3).

Naturellement, ni les conventionnels en mission dans l'Ouest, ni les généraux bleus ne pouvaient favoriser une attitude qui ne correspondait guère à la soumission aux lois promise par le traité. Par ailleurs, en raison des incidents de toute sorte qui se multipliaient dans l'Ouest, la Convention crut devoir prendre des mesures énergiques ; le 9 prairial (28 mai 1795), le Comité de Salut public décida que toute contravention aux arrêtés de pacification serait réprimée, que tout citoyen formant des corps armés ou acceptant quelque grade dans ces corps, que tout chef continuant de porter son ancien titre ou d'en exercer les fonctions, serait poursuivi, jugé et puni et il invoquait pour motiver sa décision les infractions au traité commises par les Vendéens.

Soit qu'il désirât réellement justifier son parti, soit que, déjà décidé à reprendre la guerre, il voulût cacher son jeu et ses préparatifs, Charette pria Stofflet de rédiger, au nom de tous les royalistes, un mémoire qui répondrait aux reproches des Conventionnels et formulerait les revendications vendéennes ; puis, d'accord avec le

(1) LETOURNEAU, *Histoire du séminaire d'Angers*, 242.

(2) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 221. BÉJARRY, *Souvenirs vendéens*, 245-247. CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 524-525.

chef angevin, il demanda aux représentants du peuple Ruelle, Jarry et Dornier, une entrevue.

De cette conférence qui se tint le 20 prairial (8 juin) à la Jaunaye, « comédie assez bien jouée, » assure le représentant Ruelle, « Bernier fit tous les frais (1). » Après avoir pris connaissance d'un arrêté que lui communiquèrent les représentants, le curé de Saint-Laud donna lecture du mémoire qu'il avait composé à la demande de Charette. Affirmant une fois de plus leur soumission aux lois de la République et leur adhésion aux mesures prises pour l'exécution des accords, les chefs vendéens s'élevaient « contre les inculpations que paraît contenir l'arrêté du 28 mai », et dont les ennemis de la paix pourraient tirer parti « pour calomnier nos démarches et nos intentions, qui furent et sont toujours franches et aussi loyales qu'on peut le désirer ». Ces inculpations, le curé de Saint-Laud les abordait l'une après l'autre pour les détruire : il ne se faisait chez les Vendéens ni embauchage de troupes républicaines, ni rassemblements, ni manœuvres guerrières ; si « un petit nombre d'amis » entourait encore les chefs, seul l'attachement voué à leur personne les retenait en leur compagnie et cette persévérance dans l'attachement constituait même pour les républicains, « un pur garant de la confiance » due à pareille fidélité. Quant aux pillages et aux meurtres, ou bien les rapports qui les dénoncent sont, affirme Bernier, exagérés, voire faux et calomnieux, ou bien ils sont dus à des vengeances partielles qu'expliquent la rentrée impolitique de quelques terroristes, l'audace de quelque factieux, les menaces d'un désarmement général ou l'attitude guerrière que la République conserve toujours, en maintenant ses troupes dans un pays épuisé, en étendant même son occupation. Cette attitude guerrière, exaspérante pour un peuple « au caractère soupçonneux », permettait à Bernier, par une adroite transition de passer à l'offensive, et d'introduire avec leurs demandes les reproches des Vendéens. S'ils voulaient épargner aux chefs « la douleur dont quelques excès de ce genre ont pénétré nos cœurs et la pénible tâche de vous les dénoncer », les représentants du peuple devaient de toute nécessité, sur deux points, modifier leur politique et prendre en conséquence les mesures suivantes : éloigner en premier lieu « ce petit nombre de terroristes et d'hommes de sang » que le cri public leur désigne ; retirer en second lieu « d'une contrée malheureuse de nombreux bataillons, dont les bras et le courage pourraient être plus

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 406.



utilement employés pour la sûreté générale ». A ces conditions, concluait le curé de Saint-Laud, « les ennemis de la paix ne sèmeront plus d'alarmes, les haines et les soupçons s'évanouiront, la confiance s'affermira ; la garde territoriale fera respecter les personnes et les propriétés et le peuple, oubliant ses malheurs, bénira les auteurs de la paix (1). »

C'était en fait, moyennant une soumission nominale au gouvernement de la République, réclamer, sous le titre de garde territoriale, la disposition des forces militaires, et, sous prétexte d'écarter les provocateurs, exclure les municipalités et les fonctionnaires républicains ; ainsi, les Vendéens en général et le curé de Saint-Laud en particulier deviendraient pratiquement les maîtres du pays (2). Le ton modéré du mémoire ne pouvait donner le change sur ces prétentions, qui consacraient tout simplement l'autonomie des provinces insurgées et laissaient aux généraux royalistes toute latitude pour préparer sans aucun contrôle un retour offensif. Les représentants du peuple répondirent par un refus. La discussion se prolongeant, le curé de Saint-Laud produisit alors un exemplaire du *Courrier de l'Egalité* qui annonçait la prochaine arrestation de Charette et de Stofflet. Laissa-t-il soupçonner que ceux-ci regardaient la conférence de ce jour comme un guet-apens, machiné par les républicains pour s'emparer de leur personne ? En tout cas, les précautions prises par les chefs royalistes et les cent cinquante officiers d'élite qui leur servaient d'escorte, trahissaient suffisamment leurs appréhensions. Les républicains s'élevèrent contre une telle supposition et protestèrent de leur loyauté ; les Vendéens répondirent par l'assurance de leurs intentions pacifiques et tout se termina par « des marques réciproques de confiance et d'affection », mais sans aucun résultat positif, et, tandis que les représentants du peuple, en dépit de leurs déclarations solennelles, écrivaient à Paris : « Nous sommes bien décidés à l'arrestation de tous les chefs, mais il faut pour réussir dans le même jour au moins quarante mille hommes (3) », Charette, en grand secret, prenait ses dispositions pour la reprise de la guerre fixée dans son esprit au début de juillet (4).

Toutefois, pour mieux dissimuler ses préparatifs et ses desseins, le commandant de l'armée poitevine proposa qu'une délégation fût

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 122-124.

(2) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 140.

(3) CHASSIN, *les Pacifications de la Vendée*, I, 406.

(4) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 282.

envoyée à Paris, qui transmettrait au gouvernement les doléances vendéennes et proposerait de nouveaux accords. Il désigna pour cette mission Amédée de Béjarry. Stofflet accepta le projet. Quant à Bernier, il fit adjoindre à Béjarry son homme de confiance, M. de Scépeaux, et, cette fois encore, il rédigea le mémoire que transmettraient à la Convention les deux ambassadeurs.

Daté du 3 messidor an III (21 juin 1795), ce mémoire reprenait sous une forme plus développée celui que, à la Jaunaye, le 8 juin, le curé de Saint-Laud avait déjà lu aux représentants du peuple ; les chefs y justifiaient de la même façon leur conduite et reprenaient contre l'occupation du pays, le maintien des terroristes, le retard des indemnités, les arrestations arbitraires, les mêmes protestations (1). Après Bernier, Barré, Scépeaux, Fleuriot, Béjarry, Brin, les Bossard, Stofflet, Chalon, L'Huillier, Nicolas, Cady, Cesbron apposèrent sur la pièce leur signature ; celle de Charette n'y figure pas.

Cinq jours après, le 26 juin, le commandant de l'armée du Poitou, lançait, contre la mauvaise foi des représentants qui avaient promis de rétablir le roi et ne tenaient pas leurs engagements, son fameux manifeste ; aussitôt, les hostilités reprenaient par une attaque foudroyante du camp des Essarts. Charette n'avait prévenu de sa détermination ni Stofflet, ni Sapinaud, ni surtout les ambassadeurs vendéens députés à Paris. Entravés dans leur mission pacifique par ce réveil belliqueux, ceux-ci chargèrent le général angevin d'intervenir auprès de son collègue pour qu'il désavouât son « prétendu manifeste » (2), Bernier et Stofflet leur répondirent aussitôt qu'ils mettraient « tout en œuvre pour la conservation d'une paix à laquelle nous tenons, assuraient-ils, par sentiment et par principe » ; ils espéraient de Charette une réponse immédiate qui dissiperait « les imputations calomnieuses qui lui sont imputées (3) ». Mais Charette, avec hauteur, rappela à Béjarry qu'il était « trop connu pour qu'on puisse croire un seul moment qu'il fasse une marche rétrograde et déshonorante » et, simultanément, avisa Béjarry, le Comité de Salut public et Stofflet qu'il renouvelait « le serment à jamais irréfragable de ne déposer les armes que lorsque l'héritier présomptif de la couronne de France serait sur le trône de ses pères, que lorsque la religion catholique sera reconnue et protégée (4) ».

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 432-438.

(2) *Id.*, *Ibid.*, I, 523.

(3) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 213.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 221-222, et *Correspondance secrète des chefs vendéens*, I, 23.

Stofflet était absent lorsque arriva cette altière réponse ; en son nom, de suite, le curé de Saint-Laud envoie à Béjarry et à Scépeaux les instructions nécessaires ; il n'entend pas que cette conduite d'une « tête exaltée » compromette le caractère dont ils sont revêtus et mette fin à leur mandat. « Vous êtes, leur écrit-il, les envoyés des armées dites d'Anjou et du Centre ; le territoire de ces deux armées est en paix et celui de Charette en agresseur, même avant votre départ, preuve certaine que votre mission était celle d'agents des deux premières armées, et de médiateurs par rapport à la troisième. » Cette tentative de médiation n'aurait peut-être pas de succès par la faute de celui « qui avait un intérêt majeur à la ménager » ; néanmoins, il ne fallait pas l'abandonner. Quant à la méfiance dont les députés vendéens étaient l'objet, Bernier ne la concevait point. Que prouvait la conduite de Charette, sinon qu'il avait trompé ses collègues, comme il avait trompé la République ? « Si cette conduite rejaillissait sur nous, concluait le curé de Saint-Laud, ce serait « un coup désespérant », et il réclamait plus de justice envers « des êtres qui n'ont en vue que le bien de leur pays (1) ».

Bernier prend donc nettement position contre la guerre et contre Charette, et ses déclarations pacifiques ne sont pas seulement des assurances verbales destinées à endormir la vigilance républicaine ; elles correspondent à l'action qu'il exerce réellement sur les Vendéens et sur Stofflet. Car si, dans l'ensemble, pour avoir goûté les avantages de la pacification, les Vendéens se montraient peu disposés à la lutte, un certain nombre de chasseurs, voire d'officiers, regrettaient les profits de fructueuses campagnes. Quant au chef de l'armée d'Anjou et Haut-Poitou, indépendamment de la solidarité, il semblait que son propre intérêt exigeât de sa part une immédiate intervention. Tandis que ses forces, unies aux forces de son collègue, pouvaient encore se permettre quelque espoir, la division des deux chefs, l'un après l'autre les perdrait. Tout indiquait que Charette une fois réduit, les bleus se retourneraient contre l'armée d'Anjou, la tiendraient entièrement à leur merci et ce serait pour elle l'écrasement définitif. Pour échapper à ce dénouement funeste que fatalement son abstention entraînerait, ne valait-il pas mieux courir avec les Poitevins sa dernière chance et jouer son va-tout ?

Jointes aux instances du Comité royaliste de Paris et aux consignes des princes, ces raisons politiques et stratégiques auraient

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 222-223.

peut-être entraîné la décision de Stofflet. Mais Bernier veille, qui ne renonce pas encore à tirer des conventions souscrites les avantages qu'il se promet ; prolongeant sa tentative de Jallais par les pourparlers de Paris, il escompte de méthodes pacifiques une avantageuse exploitation des traités, qui faciliterait la réalisation de ses plans. De là, auprès des Vendéens, de Stofflet, du gouvernement, une action continuelle et convergente.

Aux premiers, il prêche et fait prêcher par les prêtres à sa dévotion, le calme et la tranquillité ; de belliqueuse, l'éloquence ecclésiastique se fait conciliante ; certains orateurs démontrent même l'impossibilité de la résistance et prônent le ralliement (2). Au second, il représente les devoirs de l'honneur : « Restez, lui dit-il, dans la position où vous êtes ; les démêlés de Charette avec les républicains ne vous regardent pas. S'ils ont enfreint les articles du traité qu'ils ont conclu avec lui, ils n'ont pas violé ceux qu'ils ont signés avec vous, ou, du moins, leurs empiètements jusqu'à ce jour sont de peu d'importance. Tenez à votre parole (3). »

Cela ne l'empêchait pas en même temps de faire appel à des sentiments moins élevés ; une fois de plus, il exploite pour ses desseins la jalousie et les rancunes de son chef. « Cet homme, ajoute-t-il, vous fera donc faire la guerre et la paix comme il lui plaira ? Il ne vous a pas consulté pour conclure les accords de la Jaunaye ; il a déclaré la guerre sans votre coopération. Laissez-le déployer ses moyens. » Enfin, dernier grief, Charette accapare les subsides de l'étranger et la faveur du roi ; tandis que Stofflet ne reçoit ni secours, ni poudre, tandis que sa roture doit se contenter du titre de maréchal de camp et de la croix de Saint-Louis, son noble collègue garde pour lui tout ce qu'envoie l'Angleterre et Louis XVIII le nomme lieutenant général de l'armée catholique et royale (4).

Quant aux républicains, par le canal de Béjarry et de Scépeaux (5), par des lettres personnelles (6), par divers entretiens (7), Bernier les

(1) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 323.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 153.

(3) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 323, et LE-BOUVIER-DESMORTIERS, *Vie de Charette*, 404-406.

(4) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, V, 202-203.

(5) Id., *Ibid.*, V, 129-213, 316 et 317.

(6) A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 101-102.

(7) *Affiches d'Angers* n° 170, cité par DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 504, note 2.



assure de ses dispositions loyalistes, de ses efforts pour la paix. Ni le débarquement de Quiberon, en juillet, ni la présence du comte d'Artois à l'île d'Yeu, en septembre, ne modifient son attitude ; l'exécution des émigrés, qui se rendirent sur parole dans la presque île où Hoche les avait « enfermés ainsi que des rats (1) », ne lui arrache aucune protestation. C'est même, remarque Chassin, au plus fort de ces massacres que Stofflet et lui affectent le plus grand dévouement à la République et s'offrent comme médiateurs entre les Conventionnels et les insurgés (2). Aux Chouans, à Sapinaud, le curé de Saint-Laud offre ses bons avis et conseille la soumission (3).

Cependant, le roi déplorait de plus en plus l'inaction des Angevins. Soupçonnant qu'elle s'expliquait partiellement par le dépit de son chef, il s'efforce d'atténuer le mécontentement de Stofflet ; sans doute, il ne pouvait rapporter la nomination de Charette aux fonctions de généralissime ; mais, pour pallier l'effet de cette mesure, il invita du moins le commandant de l'armée poitevine, à user modérément de ses pouvoirs, décerna à son collègue le brevet de lieutenant général et le cordon rouge, chargea enfin le marquis de la Ferrière de se rendre sur place pour rétablir, en son nom, l'entente entre « ces frères ennemis (4) ».

Ces relations avec Louis XVIII ne pouvaient échapper à la police. Averti en outre que Stofflet et Bernier entretenaient également avec les chouans, avec les émigrés et les Anglais une correspondance régulière, que Bourmont et Colbert avaient offert au commandant de l'armée d'Anjou et Haut-Poitou le bâton de maréchal pour « le faire réinsurger », Hoche conçut les plus graves soupçons ; mécontent et inquiet, il menaça de les faire arrêter l'un et l'autre et de désarmer leur territoire (5). Le plan et la situation du curé de Saint-Laud se trouvaient par là même compromis. Pour esquiver le coup et dis-

(1) Hoche à Chérin, 19 messidor an III. Arch. de la Guerre, *Armée des Côtes de Brest*, B<sup>5</sup> 29.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, I, 586-587.

(3) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 499, note 1.

(4) Voir à ce sujet et au sujet des rapports Stofflet-Charette, le curieux récit de Mgr BEAUREGARD dans ses *Mémoires*, III, 73. Beauregard apportait à Charette des dépêches de la part des ministres anglais. Charette « inquiet » lui demanda s'il en avait également pour Stofflet et Bernier. Beauregard répondit qu'il n'en avait pas. « Irez-vous voir Stofflet ? » ajouta Charette, d'un air inquiet. Beauregard, n'en voyant point la nécessité, se contenta de rédiger quelques mots à leur adresse. Charette n'ajouta rien à ce billet.

(5) CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 197.

siper ce qu'il appelait un malentendu, Bernier proposa donc, le 5 frimaire an IV (26 novembre), une conférence qui permettrait de loyales explications.

Cette conférence eut lieu le 21 frimaire suivant (12 décembre), au May, près de Beaupréau. Du rapport très précis et très nuancé que le général républicain rédigea pour le Directoire, deux conclusions se dégagent ; Hoche fut séduit par le curé de Saint-Laud ; Hoche aperçut très nettement le rôle que celui-ci prétendait se réserver dans la pacification et le gouvernement de l'Ouest.

Jusqu'alors, il se trouvait ballotté entre deux impressions contraires ; d'une part, il se réjouissait des facilités que lui laissait, pour réduire Charette, l'inaction de Stofflet, d'autre part, il s'inquiétait de cette inaction même ; pareille attitude ne lui disait rien qui vaille ; faute de pouvoir se l'expliquer, il y flairait un calcul, sinon un piège. Aussi, à plusieurs reprises, exigea-t-il avant tout le désarmement. C'est la condition préalable qu'il pose dans ses lettres, les 2 et 15 frimaire an IV (23 novembre et 6 décembre 1795) ; « Messieurs, écrivait-il à Stofflet et à Bernier, j'ai l'honneur de vous le répéter, la remise des armes est indispensable. Vous le savez, tous les hommes ne vous ressemblent pas. Les trop confiants républicains ont été trompés une fois ; ils ne sauraient donc prendre trop d'assurance (1). »

Pour rassurer sur ses intentions le général républicain, Stofflet lui avait donc adressé « du meilleur style de Bernier », un long mémoire justificatif (2). « Si je fus le dernier à conclure la paix, écrivait-il, je suis le plus fidèle et le seul constant à en observer les conditions. » Rien d'exact dans les accusations qu'on élève contre lui ; il ne reçoit pas de poudre, ne provoque aucune désertion, n'entretient aucune émissaire dans la flotte ; quant à ses prétendues relations avec Charette et les émigrés, ce sont absurdités pures ; le tribunal du premier l'a condamné à mort ; son inimitié à l'égard des seconds lui était reprochée avant la paix. « Je ne sais, ajoutait-il, ce qui aurait pu me les faire aimer depuis cette époque. » De ce dernier aveu, on ne pouvait suspecter la sincérité.

L'entrevue du May compléta heureusement l'effet de ce mémoire. Comme d'habitude, tandis que Stofflet gardait une attitude effacée, ce fut Bernier qui porta la parole ; son discours à la fois émouvant et serein, impartial et mesuré, nuancé et ferme ne laissa pas insen-

(1) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 503.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 212-216.

sible le général républicain qui exprima, avec quelques réserves, sa satisfaction. « Ses dispositions sont parfaites, écrit-il au gouvernement. C'est un prêtre comme il en faudrait beaucoup. L'abbé Bernier juge les choses de haut. Il n'a pas l'air de tenir beaucoup au parti royaliste qui s'en va ; je crois donc utile de l'employer. Il connaît le fort et le faible de chacun ; je lui accorde toutes ses demandes, il n'en fait que de raisonnables ; mais dans ces circonstances difficiles, je crois que le gouvernement pourrait compter sur son autorité plus que sur son zèle. »

Le curé de Saint-Laud dans un préambule insinuant commença par faire ressortir « avec grand soin... l'état heureux comparative-ment aux habitants de la Vendée, dont jouissaient ceux du pays qu'il administre encore ». Toutefois, en dépit de leurs efforts et de leur bonne volonté, « ce même pays ne pouvait rester tel qu'il était... il fallait qu'il fût organisé constitutionnellement comme le reste de la France ; » suivaient, de sa part et de la part de Stofflet, des protestations de fidélité ; tous deux « désiraient prouver à la République entière combien ils lui étaient attachés et l'horreur qu'ils concevaient pour les parjures ».

De ce discours et de la discussion qui suivit, Hoche conclut « qu'ils n'aimaient pas infiniment les nobles ; qu'ils craignaient de voir désarmer le pays ; qu'ils ne seraient pas fâchés de jouer le rôle de médiateurs entre la République et les insurgés de tous les pays, et que, soit défiance ou envie de conserver une ombre d'autorité, ils ne se décideraient pas à quitter le pays auquel d'ailleurs ils se croyaient infiniment nécessaires ». Hoche leur laissa entrevoir alors, sans pourtant s'engager, « qu'on pourrait les y employer convenablement sous les ordres d'autorités légitimes » et cette proposition reçut de leur part un accueil des plus favorables. « Ils promirent, » rapporte le général, de se conformer entièrement aux lois, de les faire exécuter, non brusquement et par des moyens violents, mais bien au contraire, par la persuasion, la douceur et la fermeté, qu'il convenait de mettre à un sujet aussi important. Le curé de Saint-Laud proposa même d'envoyer à ce sujet « un petit travail » qui contiendrait d'autres suggestions (1).

Comme conséquence de cet entretien, Hoch conseillait à son gouvernement d'utiliser, dans une certaine limite et à certaines conditions, les services de Bernier et de Stofflet. « Si le gouvernement

(1) E. CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 198-199.

écrit-il le 1<sup>er</sup> nivôse an IV (22 décembre 1795), m'ordonnait de lui faire connaître quelle est mon opinion sur l'opération à faire, je lui déclarerais franchement que je désirerais voir ces hommes ne pas jouir d'une haute considération, mais employés cependant, sous la direction d'autorités supérieures, l'un, par exemple, comme commissaire du Directoire exécutif pour mettre les lois en vigueur de concert avec un homme bien patriote, fort éclairé, aussi sage qu'humain, l'autre, comme militaire, à la tête de 600 gardes territoriales, faisant sous les ordres d'un officier général la police du pays, le premier correspondant avec le Directoire et l'administration du département, le second avec les chefs. Les uns et les autres pourront toujours être punis s'ils s'écartent de leur devoir et, sans prétendre donner aucune suggestion au Directoire, ce n'est pas s'écarter de la politique ou avilir la dignité nationale que d'attacher au char de la Révolution ceux qui en furent les ennemis ; par ce moyen, vous les séparez de l'aristocratie qui les compte encore au nombre de ses défenseurs et comme les pouvoirs et la considération dont vous les investissez sont très limités, ils ne peuvent être dangereux. Je pense même qu'il est prudent de mettre à profit la confiance dont les habitants de ce pays les honorent, confiance que d'autres individus n'acquerront pas facilement (1). »

Sans doute, et Hoche s'en rendait compte, le curé de Saint-Laud aurait désiré une mission plus étendue et assumé volontiers au nom du gouvernement, l'organisation entière de tout le pays insurgé. Mais, bien qu'il lui reconnût les talents « convenables » pour cette tâche, le général républicain déconseillait pareille extension de son autorité. « L'importance que cela lui donnerait dans un pays où sa réputation est déjà bien établie, serait peut-être dangereuse, et il me paraît préférable de ne pas le sortir de son petit cercle (2). »

Pour ce qui concernait sa situation personnelle, cette conférence du May avait donc obtenu le résultat visé par Bernier ; Hoche, sur ce point, s'était laissé circonvenir. Par contre, malgré l'insistance et les prières du curé de Saint-Laud, qui voulait se porter médiateur et obtenir une paix avantageuse, il resta inébranlable dans son attitude vis-à-vis des révoltés ; comme gage de leur repentir sincère, il exigea « le bannissement total des émigrés, la remise générale des armes et des déserteurs, la rentrée des chefs dans les villes afin d'y

(1) E. CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 199-200.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 201.



être surveillés par les autorités civiles. Tous « les motifs d'humanité, d'intérêt politique et national », que Bernier, put alléguer ne réussirent pas à le fléchir (1).

Pour masquer cet échec préjudiciable à ses pacifiques desseins, Bernier adressa de Neuvy le 14 décembre à Charette, Sapinaud, Bégarry, Bossard une lettre entortillée ; il y atténuait quelque peu les conditions mises par Hoche à la pacification ; d'autre part, le flottement qu'il laissait planer sur les dispositions du général, la manière ondoyante dont il introduisait ses exigences formelles, semblait adoucir la rigueur de cet ultimatum (2).

Presque en même temps, à l'usage du comte d'Artois qui poussait Stofflet à la guerre, le curé de Saint-Laud rédigeait un mémoire décourageant. On ne pouvait songer à reprendre la lutte et le plan d'action, envoyé par Son Altesse Royale, se trouvait irréalisable. Après le « non succès de la descente projetée » et les revers subséquents, « les forces républicaines libres du côté de la mer avaient reflué dans l'intérieur du pays et entrepris de désarmer les royalistes de la Vendée. Comment résister à cette masse autant aguerrie que féroce?... Peut-être l'aurait-on pu dans le principe, avec de l'union » ? Mais cette union, la conduite de Charette l'avait rendue impossible et Bernier le démontrait par l'habituelle énumération de ses griefs. Tout en reconnaissant combien serait souhaitable la réconciliation des chefs, le curé de Saint-Laud ne laissait guère d'espoir. « Les torts difficiles à pardonner s'ils n'étaient que personnels, écrit-il, le deviennent plus encore parce qu'ils intéressent le bien général. Il serait à désirer qu'ils s'évanouissent ; mais leur continuité d'une part, comparée avec les sacrifices de l'autre, ne sert qu'à les aggraver », et il se demandait si « le titre de généralissime accordé à Charette » n'était point encore « un microscope propre à les grossir ».

Dans ces conditions, conclut-il, il fallait renoncer à une guerre générale. « La saison y met des entraves. L'évacuation de l'île d'Yeu décourage ; le nombre de forces républicaines effraye ; on craint une dévastation générale à la suite de laquelle la Vendée n'offrirait plus à son roi qu'un monceau de ruines. » Enfin, Son Altesse Royale devait savoir « que le dernier plan envoyé par elle ne peut être exécuté ; que les Vendéens ont passé la Loire une première fois et ne le feront

(1) CUNÉO D'ORNANO. *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 200.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 248.

pas une seconde, et que, quand bien même ils le voudraient, la rapidité du fleuve, grossi par les pluies, et les forces qu'ils ont sur les bras ne le permettraient pas ».

Il ne restait donc qu'un parti : « Ouvrir des négociations avec la République, les traîner en longueur en multipliant les difficultés, tenir pendant ce temps le peuple en haleine et sur une défensive respectable, entretenir les liaisons au dedans et au dehors, préparer ses batteries avec plus d'assurance et d'union, concerter un plan général pour l'époque la moins éloignée et passer ainsi la dure saison, jusqu'au débarquement promis par Son Altesse Royale (1). »

Ainsi donc, Bernier ne cessait d'agir sur le roi et sur la République dans le même sens et de poursuivre, avec un langage et des attitudes différentes, le même but. Au comte d'Artois, il conseillait la paix dans l'intérêt de la cause royaliste, comme une nécessité provisoire et comme une méthode de temporisation ; il la conseillait en même temps au général Hoche, comme le seul moyen de rallier sous l'autorité régulière du gouvernement établi les pays ci-devant insurgés ; le premier peut croire à son dévouement inlassable et à la constante ardeur de son zèle ; devant le second, « il a l'air de ne pas tenir beaucoup au parti royaliste qui s'en va (2) » ; il propose même ses services au Directoire tout en les continuant à Sa Majesté. En fait, et ce sera désormais la méthode habituelle de sa diplomatie, il veut l'un et l'autre les amener à ses vues, pour jouer le rôle d'arbitre et tirer le bénéfice de sa médiation.

Ce plan échoua. D'abord circonvenu par les belles paroles et les manœuvres enveloppantes du curé de Saint-Laud, Hoche se ressaisit ; le Directoire mieux informé que lui des intrigues royalistes fait voir au jeune général qu'il a failli être dupe de Stofflet et de son conseiller (3) ; une démarche de Suzannet qui veut l'attirer au service de Louis XVIII (4), les avertissements du général Willot achèvent de lui ouvrir les yeux. « Les sentiments d'estime que ces Messieurs

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 77-81.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 88-91.

(3) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 164.

(4) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 268-269. Bernier fut certainement au courant de cette démarche, si même il ne l'inspira pas. Le comte d'Artois l'avait autorisé à garantir à Hoche et « à ceux qui abandonneraient le drapeau de l'ennemi pour suivre ceux de la justice, non seulement qu'ils conserveraient leurs grades et leurs appointements dont ils jouissent, mais que S. M. se réservait encore le plaisir de leur témoigner son affection par des grâces proportionnées à la nature des services qu'ils pourraient rendre. » Cité par CHASSIN, *Ibid.*

me prodiguent ne peuvent me toucher, écrit-il le 30 nivose an IV (20 janvier 1796) au Directoire ; ils ne sont pas réciproques. Après avoir recueilli tous les rapports, je suis convaincu que Bernier voudrait faire de Stofflet un prince dont il serait le ministre. Il accueille les émigrés, les chefs fuyards de la Vendée, les déserteurs. Enfin, son pays est le réceptacle de tout ce qu'il y a d'impur dans les environs. Je compte bien aller le visiter comme il le demande, mais je serai en compagnie nombreuse. Au reste, ces scélérats ont raison sur la prétendue pacification ; vingt jours se sont passés en pourparlers ridicules. Les troupes sont, par ordre, restées mourant de faim dans l'inaction la plus complète et nous étions sur le point d'être trompés encore. » En conséquence, le général réclamait du gouvernement la plus grande énergie pour obtenir, par une soumission complète des Vendéens, le triomphe de la cause républicaine (1).

Stofflet, d'autre part, commençait à craindre pour sa propre sécurité ; comme s'ils attendaient, pour s'emparer de sa personne, l'écrasement définitif de Charette, les bleus occupent tous les postes du Haut-Anjou et du Poitou et resserrent leur étreinte sur toutes les faces de son territoire. L'enlèvement et la mort du malheureux Couëtus avaient transporté d'indignation le général ; il en arrivait à redouter le même sort. Ne valait-il pas mieux prendre les devants, déconcerter, par une foudroyante offensive, les calculs de ses ennemis et s'il fallait périr, succomber les armes à la main ?

Dans ces conditions, un ordre formel du comte d'Artois transmis par M. de Colbert décide Stofflet à reprendre la lutte : « Mes amis, s'écria-t-il, nous marchons à l'échafaud, mais c'est égal. Vive le roi quand même (2) ! »

Le 26 janvier, une proclamation, rédigée par Bernier et imprimée au château du Lavoir, appelait donc les Vendéens au combat (3). Le 27, Stofflet et le curé de Saint-Laud, dans une lettre commune, faisaient savoir au comte d'Artois que ses vœux étaient remplis, mais que sa présence demeurerait « indispensable pour le soutien de la cause (4) ». Le 28, le commandant de l'armée d'Anjou essayait une attaque de nuit sur Chemillé.

Quel fut en ces circonstances le rôle exact joué par Bernier ? On

(1) CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 215.

(2) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 398.

(3) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 135.

(4) ID., *Ibid.*, 154-155.

l'accuse « d'avoir provoqué la reprise de la guerre parce que, ayant trahi au profit de la République, il y avait nécessité pour lui d'assurer la perte de Stofflet (1) ». Beauchamps suppose même, entre le curé de Saint-Laud et Hoche, l'existence « d'un pacte mystérieux » où le général vendéen aurait été sacrifié. Mais les preuves manquent et, pour appuyer cette « conjecture », Beauchamps n'apporte que « des indications accablantes » tirées des événements subséquents (2). Le seul document, invoqué en faveur de cette thèse, est une lettre où le curé de Saint-Laud représente à son chef que tout délai fatiguerait ses gardes, montrerait sa faiblesse, laisserait croire tout rassemblement impossible (3). Or, cette lettre, datée du 26 janvier, est postérieure à la décision de Stofflet ; tout ce qu'on en peut tirer c'est que, cette décision une fois prise, Bernier prône l'offensive immédiate, et le caractère purement stratégique de ce conseil lui enlève complètement la portée générale qu'on lui a faussement reconnue (4). Il semble donc « qu'on ne puisse accuser Bernier d'autre chose que de n'avoir pas fait une opposition assez active aux sollicitations du chevalier de Colbert (5) ». Cette opposition d'ailleurs, au point où se trouvaient les choses, paraissait vouée à l'insuccès. « Bernier, comme l'a justement écrit M. Dubreuil, ne pouvait que souscrire à l'inévitable et s'efforcer de tirer, avec ou sans Stofflet, le meilleur parti possible » d'une situation qu'il savait perdue irrémédiablement (6).

## II

La révolte armée de Stofflet ne surprit pas le général Hoche ; confiant dans la supériorité de ses effectifs et dans la sagesse de ses dispositions, il annonçait au Directoire, dès le 6 pluviôse an IV (26 janvier 1796) qu'elle ne durerait pas quinze jours (7).

Ses prévisions se vérifièrent. Le général vendéen ne put rassembler

(1) STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 398.

(2) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*.

(3) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 125.

(4) Bibl. Orléans, ms 572, 434-435.

(5) DUBREUIL, *Histoire des Insurrections de l'Ouest*, II, 153.

(6) Id., *Ibid.*, II, 164.

(7) CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 219.



que trois cents hommes. Après quelques coups de main heureux, abandonné par ses soldats qui se découragent et regagnent leurs foyers, poursuivi sans relâche par les colonnes républicaines, il est réduit à se réfugier dans la forêt de Maulévrier où il passe deux semaines entières dans une hutte glacée.

C'est là que, le 22 février, un émissaire de Bernier le rejoint pour le convoquer à une conférence qui devait se tenir dans la métairie de la Saugrenière ; cette conférence réunirait les chefs angevins, les envoyés du Maine, de la Bretagne et de la Normandie, afin de concerter une action commune. Le curé de Saint-Laud se disait malade et laissait croire qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour répondre à son invitation (1).

Stofflet se mit donc en route le lendemain avec son secrétaire, ses aides de camp, une escorte de cavaliers et de chasseurs ; après avoir, avec les plus grandes précautions, traversé le Bocage, il atteignit la Saugrenière le 23, vers 6 heures. Bernier et les deux Soyer arrivaient au même moment.

Après souper, commença le conseil. Une discussion s'engagea aussitôt pour la désignation d'un agent général, qui représenterait l'armée auprès de Louis XVIII et du gouvernement britannique. Le curé de Saint-Laud produisit une lettre du 29 janvier, où Puisaye critiquait la nomination de M. de Colbert (2) à cette charge. Les délégués bretons proposèrent alors qu'on retirât à M. de Colbert ses pouvoirs pour les conférer à l'abbé Bernier et, tandis que l'envoyé de Charette, Chesnier-Duchesne se tenait sur la plus grande réserve, Stofflet plaide avec vigueur et obstination la cause de son ancien maître. On ne réussit pas à s'entendre et, à 2 heures du matin, le conseil se sépara sans avoir pris aucune décision ; il fut convenu que la délibération reprendrait la nuit suivante. Les délégués se retirèrent alors dans les métairies voisines, ainsi que l'escorte. Bernier quitta également la Saugrenière où Stofflet demeura seul avec son secrétaire, ses courriers et ses aides de camp.

Or, au milieu de la nuit, une troupe de bleus sous les ordres du commandant Loutil, entoura la métairie et pénétra par ruse dans la maison. Surpris en plein sommeil, blessé, aveuglé par le sang, Stofflet dut se rendre.

Tandis qu'à la Saugrenière, victime d'une trahison, le commandant

(1) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 408.

(2) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 159-166.

de l'armée d'Anjou et Haut-Poitou, tombait sans défense aux mains de ses ennemis, que devenait le curé de Saint-Laud? Au lieu de rester dans la métairie où le général se repose accablé de fatigue, comme les délégués bretons et poitevins, comme les chefs et les officiers, comme l'escorte, il s'est égaillé; la prudence déconseille les rassemblements; par petits paquets, on échappe mieux aux bleus qui sillonnent la région et aux espions qui l'infestent. Au lieu de se joindre aux autres groupes qui se dispersent dans les fermes voisines, plus défiant que jamais, il part seul; au lieu de suivre sa direction première, il brouille ses traces, soigneusement. D'abord, c'est dans le chemin de la Petite Ramée qu'il s'engage. « Il passera la nuit, déclare-t-il, dans cette ferme, à quelques centaines de mètres de son général » et, dans l'obscurité, il disparaît vers le sud. Mais bientôt son itinéraire se modifie, s'allonge, pour aboutir au sud-ouest, très à l'écart du chemin de Chemillé, à la métairie du Chêne-Percé.

Or, pareil luxe de précautions n'était que trop légitime dans un pays infesté de soldats et d'agents républicains. Nous savons par Mme de la Bouère « que beaucoup de pauvres étaient venus ce jour-là, qu'on les soupçonnait d'être des espions déguisés », qu'on avait conseillé à Bernier de changer de retraite (1). Nous savons par M. de Beauchamps que le curé de Saint-Laud se trouvait « depuis trois jours en proie à la terreur », qu'il se croyait découvert, reconnu et dénoncé au chef de bataillon Loutil, commandant de Chemillé (2). Nous savons enfin que l'un après l'autre, les divisionnaires de Stofflet, Renou, Fontaine, Guichard s'étaient vus livrés en pleine nuit, à la Bérardière et à Somloire, et que les chefs devaient se tenir en garde contre leurs propres amis. On comprend donc que, dans une circonstance aussi critique, le curé de Saint-Laud ait voulu dépister jusqu'à ses partisans.

Mais une explication si naturelle, si simple, ne pouvait satisfaire l'imagination du peuple, ni la rancune des partis. Tout une tradition s'est donc créée, qui transforme en trahison ténébreuse cette fuite dans la nuit. Vivace dans le pays, recueillie par certains historiens des guerres vendéennes, elle accuse formellement Bernier d'avoir vendu aux républicains son général; elle apporte à l'appui de son accusation des témoignages et des faits : elle s'impose donc à l'examen.

(1) *Souvenirs de la comtesse de Bouère*, 231-235.

(2) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 177.

Bernier, assure-t-on, aurait, par deux fois, dénoncé la présence du commandant de l'armée d'Anjou et du Haut-Poitou à la Saugrenière. Il l'aurait fait d'abord pendant le conseil qui suivit le souper, en dépêchant à Cholet, sous prétexte de chercher du tabac, un des chasseurs de l'escorte. La conférence des chefs est orageuse ; à cause de l'entêtement de Stofflet, les délégués ne peuvent s'entendre pour la désignation d'un agent général qui les représenterait auprès des princes ; tandis que l'assemblée se prononce tout entière pour Bernier, Stofflet s'obstine à maintenir dans cette charge, son maître M. de Colbert. Par ambition, par dépit, par vengeance, le curé de Saint-Laud se détermine donc à supprimer le seul obstacle qui s'oppose à sa candidature ; il s'abouche avec les bleus.

Non content de les renseigner par un émissaire, il guide, en outre, lui-même la marche des républicains. Car, au lieu de se diriger directement sur la Saugrenière, le commandant Loutil, qui s'était mis en route à 11 heures du soir avec 200 hommes d'infanterie et 25 cavaliers (1), passa au Chêne-Percé, où venait d'arriver Bernier. Tandis que le détachement défilait devant la ferme, un officier quitte les rangs, frappe discrètement au volet d'une chambre où le traître attendait ; le volet s'ouvre et, après un entretien à voix basse, l'officier rejoint la colonne. Après quoi, afin d'enlever tout soupçon de connivence, au lieu de suivre le chemin direct, par le Petit et le Grand-Vernon, les bleus firent un circuit par le Sochereau et le métayer de cette dernière ferme, Raimbault, les conduisit à la Saugrenière.

Les témoignages sur lesquels repose cette version adoptée par E. Stofflet (2) présenteraient la plus grande valeur s'ils étaient immédiats, car ils émanent des métayers de la Saugrenière, les époux Lizé (3), qui avaient accueilli chez eux le général Stofflet, et de Perrette Pineau, réfugiée avec sa maîtresse infirme, Mlle de Grignon, dans cette maison hospitalière et sûre. Or, c'est seulement par tradition de famille qu'ils nous ont été transmis ; le docteur Guinebertière a recueilli les souvenirs de sa tante Pineau, les petits-fils de

(1) *Rapport de Ménage à Hédouville*, cité par DENIAU, V, 557, note 2.

(2) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 402-413.

(3) La métairie actuelle de la Saugrenière n'est plus celle où fut arrêté Stofflet. Les bâtiments de la nouvelle ferme ont été rebâti quelques mètres plus haut que ceux de l'ancienne ; de l'ancienne, il ne reste qu'une partie de l'écurie. Malgré la disparition de la famille Lizé qui habitait la métairie en 1795, les souvenirs restent vivaces et la version de Lizé s'y maintient ; en racontant la capture de Stofflet, on ne manque pas de dire que le général a été trahi par « un M. Bernier ».

Lizé ceux de leurs parents et de leurs grands-parents (1). On a donc pu discuter leurs relations indirectes et tardives.

Formellement contredites par d'autres traditions locales, qui font arriver les bleus par Jallais et certifient que jamais les républicains ne sont venus au Chêne-Percé, ces relations aboutissent en outre à des invraisemblances, sinon à des impossibilités. Car, tandis que l'itinéraire par Jallais était pour la colonne du commandant Loutil le seul itinéraire rationnel, l'itinéraire par le Chêne-Percé et le Sochereau apparaît, sur les lieux, absolument impraticable. « Le chemin de Chemillé au Chêne-Percé est un chemin de traverse, rempli de flaques d'eau, d'ornières profondes et de sinuosités nombreuses qui auraient retardé la marche des soldats, pressés d'arriver à destination. Comment donc 100 fantassins et 25 cavaliers auraient-ils pu se rendre en pleine nuit du premier au second? Ceux qui sont pour ce trajet impossible ne savent comment l'expliquer (2). » Enfin, une série de témoignages très sérieux affirment très nettement que cette nuit-là, ce n'était point l'arrestation de Stofflet qu'on escomptait, mais celle de Bernier lui-même, car Bernier restait « la bête noire des patriotes », ceux-ci le considérant à juste titre comme leur plus redoutable ennemi. Après avoir inutilement fouillé le château de Sochereau, près de la Poitevine, où de faux renseignements avaient signalé une réunion de chefs tenue par le curé de Saint-Laud, les bleus apprirent d'un paysan que celui-ci se trouvait dans une métairie voisine ; ils gagnèrent alors la ferme sous la conduite de ce traître et surprirent au lieu de Bernier, Stofflet. M. de Beauchamps dans sa première édition (3), Clemanceau dans son *Histoire de la guerre de Vendée* (4), l'abbé Pataud dans ses notes manuscrites (5), nous donnent cette version : elle s'appuie sur les déclarations mêmes du commandant Loutil : sa mission, affirma-t-il à la comtesse de la Bouère, avait pour objet la capture du curé de Saint-Laud (6).

Quant à l'histoire du chasseur expédié à Cholet sous prétexte de

(1) Voir à ce sujet : DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 560, note 1, 566, note 1. E. GABORY, *la Révolution et la Vendée*, II, 160, note 1.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 566. L'auteur a étudié sur les lieux même l'itinéraire en question. « J'ai moi-même, écrit-il, constaté l'impossibilité que je relate. » (Note 3.)

(3) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, 1<sup>re</sup> édition, III, 344.

(4) CLEMANCEAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, 344-345.

(5) Bibl. Orléans, ms 572, f° 435.

(6) *Souvenirs de la comtesse de la Bouère*, 234.



chercher du tabac, elle reste tout aussi discutable. D'une part, aucun document ne garantit ce fait qui relève seulement d'une tradition invérifiable ; d'autre part, même s'il est exact, l'interprétation qu'on en donne demeure sujette à caution, car pour attribuer au dépit de Bernier, la résolution criminelle de supprimer, en perdant Stofflet, un obstacle à sa candidature, il faudrait être certain que l'envoi du messenger a eu lieu pendant le conseil, alors que le général s'obstine à proposer M. de Colbert ; si le chasseur a quitté la ferme avant le conseil, pareille induction devient absolument impossible. Or, sur ce détail essentiel, vu l'imprécision des témoignages et la contradiction des historiens, aucune certitude ne paraît possible. Comment tirer d'une preuve aussi faible une si grave conclusion ?

Que Bernier ait eu contre lui, dans cette nuit tragique, certaines apparences, il faut en convenir (2). Mais il faut convenir également que sa disparition mystérieuse s'explique par le souci trop fondé de se soustraire à ses faux amis comme à ses ennemis. Les accusations portées contre lui ne reposent que sur des traditions flottantes et parfois invraisemblables ; la malveillance, sinon la haine, les inspire ; aucun document ne les appuie ; elles se heurtent enfin à la déclaration du commandant Loutil qui croyait prendre à la Saugrenière, Bernier lui-même et non Stofflet. Dans ces conditions, jusqu'à production de pièces nouvelles, il ne semble pas que l'on puisse imputer au curé de Saint-Laud la capture de Stofflet.

### III

Après la mort de Stofflet, exécuté à Angers le 6 ventôse an IV (25 février 1796), loin d'abandonner la lutte, Bernier au contraire élargit son champ d'action et accentue son emprise.

En premier lieu, il pourvoit au remplacement du commandant en chef de l'armée d'Anjou et, de sa propre autorité, désigne Charles d'Autichamp pour recueillir cette succession. Malgré les droits que lui conféraient son ancienneté et ses services, Forestier fut évincé.

(1) E. STOFFLET, *Stofflet et la Vendée*, 411, place le départ du chasseur pendant le conseil, de même A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 119. DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, 566, le place avant le repas qui précéda le conseil.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 565.

Il se vengea par ce mot significatif : « C'est l'abbé Bernier, dit-il, qui a nommé M. d'Autichamp général ; il a fait cela comme on donne l'absolution à une vieille femme (1). » L'instrument était choisi à bon escient pour sa parfaite docilité.

En second lieu, le 25 février, le jour même où Stofflet tombait sous les balles du peloton d'exécution, Bernier obtient le titre et les fonctions d' « agent général des armées catholiques et royales auprès du roi et des puissances belligérantes ». Ainsi aboutissait le plan que, le 23 février, à la Saugrenière, l'opposition de Stofflet avait un instant traversé. Chesnier-Duchesne au nom de Charette, d'Autichamp au nom de l'armée d'Anjou, Puisaye au nom des armées de Bretagne, signèrent, avec le vicomte de Scépeaux, un arrêté qui motivait par les exigences de l'action commune l'institution de cette charge et la confiait, « sous le bon plaisir de Sa Majesté et de Monsieur, lieutenant général du royaume », au curé de Saint-Laud (2). Cette nomination valut à celui-ci des félicitations chaleureuses ; Charette lui-même adresse à Bernier l'expression de sa « joie » d'autant plus vraie, écrivait-il, « qu'elle est fondée sur vos connaissances, sur votre caractère et votre parfait dévouement pour la cause que nous défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang (3). »

Le nouvel agent général inaugura ses fonctions par une adresse aux puissances belligérantes. Il leur prêchait contre la révolution une lutte sans merci, réclamait en faveur du roi, du clergé malheureux, de la noblesse proscrite, leur secours, conseillait surtout l'union et le désintéressement. « L'erreur, en politique, la plus désastreuse, écrivait-il, est l'égoïsme des États, qui, en calculant leurs triomphes sur leurs intérêts, croient pouvoir se dégager des forces qui les pressent en les laissant refluer sur leurs alliés naturels. » Aucune opération, accord ou capitulation, et il rappelait à ce propos l'effet désastreux pour la Vendée des capitulations de Mayence, de Valenciennes, ne devait « préjudicier aux intérêts » communs. Seules, une entente complète et une collaboration étroite permettraient à la coalition d'écraser la République, « impuissante à lutter à la fois contre la masse entière de ses ennemis (4) ».

Si éloquentes que fussent les adresses de Bernier, sa présence à Londres et son action directe eussent été plus efficaces encore pour

(1) LE BOUVIER-DESMORTIERS, *Supplément à la vie du général Charette*, 130.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, VI, 227.

(3) *Id.*, *Ibid.*, VI, 222.

(4) *Id.*, *Ibid.*, VI, 228-232.

lutter contre la division des royalistes et l'égoïsme des puissances. Mais Bernier ne veut à aucun prix quitter la Vendée ; jusqu'à la pacification définitive, malgré le péril, malgré les offres qui lui seront faites par les royalistes comme par les républicains, il s'y maintiendra avec une obstination systématique ; il ne met donc à rejoindre son poste, dans la capitale de l'Angleterre, aucun empressement et, sous différents prétextes, ajourne son départ. « Ma présence étant encore nécessaire ici pour quelque temps, vu la mort du général Stofflet et l'obligation de donner à son successeur les renseignements dont je suis dépositaire, écrit-il le 23 mars au ministre anglais Windham, je me vois forcé de me faire précéder dans cette mission par M. le Chevalier de la Garde dont j'ai fait choix comme secrétaire (1). » Le 29 du même mois, à Louis XVIII, il donnait les mêmes excuses (2) ; et fidèle écho de sa pensée, M. d'Autichamp, abondait auprès du comte d'Artois dans le même sens, en assurant que les Vendéens désiraient garder avec eux le curé de Saint-Laud dont les services leur étaient provisoirement indispensables (3). Le 24 avril, Bernier affirmait à nouveau au ministre Windham que sa présence « était plus nécessaire ici que jamais (4) ».

L'agent général des armées catholiques et royales ne se résigne pas en effet à perdre par son départ la situation privilégiée qu'il s'est acquise dans l'Ouest ; après avoir si longtemps travaillé pour atteindre la première place, depuis la mort de Stofflet et de Charette, il est devenu pratiquement le maître absolu du parti royaliste en Vendée et n'entend pas abdiquer le pouvoir, au moment même où il vient de le conquérir. Jaloux de son autorité, défiant des compétiteurs qui profiteraient de son absence, il craint plus encore d'abandonner pour des avantages hypothétiques le principe même de sa fortune. C'est que, dans son esprit, la Vendée, où il entretient une agitation systématique, doit servir à son élévation ; pour le roi comme pour les républicains, il joue l'homme nécessaire, la question vendéenne ne pouvant se régler contre lui, ni même sans lui ; tels les ambassadeurs de la Rome antique, il porte dans les plis de son manteau, la paix et la guerre ; à son gré, il déchaîne ou arrête la lutte ; à son gré, il soulève ou calme le pays. Il faut donc à tout prix obtenir son indispensable concours. Aussi, pour mieux réussir dans ses des-

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 236.

(2) ID., *Ibid.*, VI, 257.

(3) ID., *Ibid.*, VI, 252.

(4) ID., *Ibid.*, VI, 264.

seins, exagère-t-il les forces dont il dispose et l'influence dont il jouit, parlant de l'armée d'Anjou, de celle du Centre, de celle du Poitou, comme si elles comportaient encore une organisation et des effectifs, alors que tout se réduit à quelques bandes ; en 1795, le cabinet de Saint-James trompé par ses rapports, fait passer 120 000 francs à M. d'Autichamp, auquel on suppose des forces considérables (1) ; en 1797, il fait croire à M. de Chalus que les troupes insurgées s'élèvent à 185 000 hommes (2) ; à défaut de combattants sous les armes, il compte ceux qui se préparent pour le soulèvement général ; ainsi entretient-il les princes dans une agréable illusion, en attendant l'universelle insurrection qu'il annonce toujours et qui ne se déclenche jamais.

Le même jeu lui sert en même temps, vis-à-vis du Directoire. Pour que les républicains soient obligés de compter avec sa puissance, il ne cesse de les harceler et, faute de grands moyens, entretient une inquiétude perpétuelle et une agitation sourde qui les obligent à un perpétuel qui-vive, aussi fatigant qu'exaspérant pour les troupes comme pour les chefs. Toujours agissant, toujours insaisissable, il échappe à toutes les recherches, dépiste toutes les trahisons. C'est en vain que les généraux bleus et les commissaires républicains annoncent sa prochaine capture et prétendent que les chouans eux-mêmes le recherchent, pour reprendre le trésor de Stofflet, dont il s'est emparé (3) ; le château du Lavoir ménage à son hôte des cachettes impénétrables, les carrières de Maulévrier lui fournissent d'autres retraites ; la vigilance de ses fidèles, le flair de son chien dépistent la police et les espions.

Sa politique voulait donc qu'il ne perdît pas contact avec un pays qui lui fournissait ses enjeux. Aussi doit-on lire avec scepticisme la fameuse lettre où par l'intermédiaire de Joseph Trotouin, administrateur des hôpitaux d'Angers, le curé de Saint-Laud sollicitait du général Hoche un passeport. Le général se réjouissait de ce qu'enfin « le cafard Bernier » abandonnât le théâtre de ses exploits pour la Suisse, « où il ne jouera pas certainement, écrivait-il, le rôle d'agent auprès des puissances coalisées (4) ». Ce départ, qui répondait à la proposition faite par lui au curé de Saint-Laud, le 12 décembre

(1) DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, V, 637.

(2) DOM CHAMARD, *Correspondance inédite*, 99.

(3) Savary au ministre de la Police, 16 niv. an V (5 janv. 1797). Bibl. Nantes. Papiers Dugast-Matifeux, vol. 7, 6.

(4) CUNÉO D'ORNANO, *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 276.



après la conférence du May, comblait les vœux du commandant en chef des armées républicaines. Mais ce fut pour lui une fausse joie, car le passeport resta inutilisé. Bernier l'avait-il même demandé? Plus tard il le nia positivement. « Le curé de Saint-Laud n'a jamais demandé de passeport pour la Suisse. Il n'a jamais voulu partir de France; il y est constamment demeuré, dans l'intime persuasion qu'il n'y avait rien à attendre des puissances étrangères. Cette demande de passeport fut une supercherie inventée par Hoche pour parvenir à ses fins. La lettre, qu'on suppose avoir été écrite alors par le curé de Saint-Laud, est une pièce apocryphe (1). » Ce que nous savons de son attitude constante et de sa politique confirme la sincérité de ce démenti.

Mais, s'il reste en Vendée pour conserver le bénéfice de la situation acquise, le curé de Saint-Laud ne renonce pas pour autant aux avantages que comportent le titre et les fonctions d'agent général; son action sur le roi, sur Monsieur, sur les belligérants, peut servir utilement ses desseins et ses chances redoublent avec ce nouvel enjeu. Il délègue donc auprès du gouvernement de Londres et des princes, son secrétaire, le chevalier de la Garde. La Garde partit avec toute une correspondance et des instructions. Malheureusement, serré de près par les républicains, il dut, pour se sauver, abandonner sa valise diplomatique.

Cependant, Bernier essayait, dans le pays épuisé, de ranimer la lutte. A cet effet, il imagine une sorte de grève ecclésiastique qui mettrait pratiquement en interdit « les bourgs, lieux et cantonnements, occupés, envahis ou menacés par l'ennemi ». Séparer le trône de l'autel, se soumettre aux régicides, se résigner au désarmement du pays, c'était faire le jeu des ennemis de la religion; l'apparente liberté dont jouissait provisoirement le culte ne durerait pas et bientôt, lorsque le peuple aurait abandonné tout moyen de résistance, cette duperie prendrait fin; la Vendée perdrait alors comme le reste de la France, ses temples, ses autels, ou ne les conserverait « qu'à des conditions que la conscience et la foi de ses ministres ne leur permettra jamais d'accepter ». Sans doute, avouait Bernier, nous avons vécu avec les républicains « dans une espèce de paix ou de trêve pendant neuf mois, mais nous étions alors soumis à l'ancien régime, nos chefs nous gouvernaient, nous ne connaissions d'autres lois que celles de la monarchie. Aujourd'hui, ce sont ces chefs que

(1) BERNIER, *Notes sur la guerre de Vendée. Anjou historique*, III, 373.

l'on poursuit, c'est la monarchie que l'on attaque, c'est la République que l'on veut établir, et on ne nous dit pas comme ci-devant : Vous avez promis obéissance à vos chefs, suivez-les ; vous avez juré de rétablir le trône, vous devez être fidèles à ce serment ; le parjure est un crime ».

Et le curé de Saint-Laud protestait que « tenir aux fidèles un semblable langage, n'est pas s'écarter du ministère de paix que nous devons exercer, mais leur retracer des devoirs que la conscience oblige de remplir ». Les seuls sentiments qui l'animaient en traçant ces réflexions, étaient avec « le plus parfait dévouement aux intérêts de ses confrères », celui de ses devoirs « comme chargé des intérêts du pays (1) ».

Pour que ses consignes fussent plus efficaces, Bernier aurait voulu qu'un titre ecclésiastique lui conférât sur les prêtres vendéens une juridiction officielle. Dans ces conditions, il ne parlerait pas seulement au clergé « comme confrère », ni au nom de l'administration royaliste comme agent général, mais au nom du Pape lui-même, comme supérieur religieux. Ainsi croîtrait, au bénéfice de la cause monarchique et catholique, son influence ; ainsi se renforceraient mutuellement le pouvoir qu'il tenait du trône et celui qu'il tiendrait de l'autel. Les instructions qu'il donne à son mandataire, M. de la Garde, trahissaient clairement ce dessein. En présentant « à Son Altesse Royale un exemplaire de la lettre circulaire, adressée par l'agent général aux prêtres de Vendée et pays insurgés », M. de la Garde devait exprimer « à Son Altesse Royale la sincère douleur dont il est pénétré, de ce qu'il n'a point été désigné jusqu'à ce jour de supérieur ecclésiastique pour ces contrées, qui, revêtu du pouvoir du Saint-Siège, eût rappelé tout à l'uniformité (2) ». Nul doute que Bernier ne briguât pour lui cette mission. Mais Rome ne voulait pas substituer aux ordinaires, un administrateur apostolique des pays insurgés. Dans l'exil, en émigration, les évêques gardaient avec la charge de leur diocèse, le droit de le régir ; il leur appartenait donc de déléguer eux-mêmes leurs mandataires et de nommer, sur place, leurs représentants. Bernier et son secrétaire en furent quittes pour leurs doléances ; à supposer qu'elle ait ému le comte d'Artois, l'expression de leur sincère douleur demeura sans effet.

A défaut de cette juridiction générale qu'il convoitait, il fallut

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 467-468.

(2) Cité par A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 126.

done que le curé de Saint-Laud se résignât aux juridictions locales que lui consentirait la hiérarchie existante. Or, celle-ci n'apporte aucun empressement à le satisfaire. Mgr de Lorry lui refuse absolument pour Angers le titre de vicaire général, dont il se prévalait dans les conseils de l'évêque d'Agra ; les autres prélats s'en tiennent aux auxiliaires qu'ils ont choisis parmi leurs prêtres. Seul, M. de Coucy, associé au gouvernement de son diocèse ce bon serviteur de la religion et du roi.

Vicaire apostolique du Saint-Siège, le curé de Saint-Laud eût-il avec ce surcroît d'autorité, obtenu à ses ordres de grève une obéissance plus complète ? Il ne le semble pas, car la politique libérale qu'avec une franchise toute militaire, le général Hoche recommande au Directoire et, pour son compte, pratique, a déjà produit entre la République et les prêtres vendéens une incontestable détente. « La pacification générale du pays tient à ces êtres, écrivait-il à son gouvernement le 1<sup>er</sup> nivôse an IV (22 décembre 1795). Ne conviendrait-il pas plutôt de punir les citoyens qui abuseraient, en égarant le peuple, de la prépondérance que leur donnent dans l'esprit des crédules habitants des campagnes leur état et leurs connaissances, que de sévir indistinctement contre tant de prêtres que naguère les délégués du pouvoir caressaient même bassement... (1). » Ce langage ne plaisait pas toujours à Paris, mais sur place, la liberté relative que le général accorde en matière cultuelle, produit les plus heureux résultats. Quand ils s'aperçoivent que la République leur laisse avec leurs curés la disposition de leurs églises, les paysans se préoccupent beaucoup moins du roi ; celui-ci ne leur apparaît plus indispensable pour garantir la pratique de leur foi, puisque sous un autre régime, la religion peut se maintenir ; l'autel une fois relevé, ils se détachent alors du trône et ce qui, en vertu d'une alliance séculaire, paraissait inséparable, commence, quoique très lentement, à se dissocier dans leur esprit. Du moment où ils conservent près d'eux les ministres du culte auquel ils tiennent, ils se résignent à ce que Louis XVIII reste loin.

Quant aux prêtres, ils finissent eux-mêmes par se pénétrer de dispositions plus favorables. D'abord sympathiques, au moins dans leur majorité, à la Révolution, n'ont-ils pas été, malgré eux, contraints à la résistance, par suite de la tournure antireligieuse imprimée à ce mouvement réformiste, qu'ils avaient à l'origine encouragé et béni ?

(1) CUNÉO D'ORNANO. *Hoche. Sa vie et sa correspondance*, 200.

Aussi comprend-on qu'en dépit d'une certaine défiance, explicable par les épreuves et les désillusions, ils se laissent ramener doucement par une politique plus libérale qui annonce de loin celle du Premier Consul.

Mais le succès de cette politique que, plus tard, au service de Bonaparte, Bernier reprendra lui-même pour la mener jusqu'à son terme, le Concordat, ne fait pas à ce moment l'affaire du curé de Saint-Laud. Si le commandant en chef des armées républicaines et l'agent général des armées catholiques et royales s'accordent à reconnaître que la pacification du pays dépend d'abord des prêtres, si tous deux entendent utiliser pour leurs desseins cet indispensable concours, c'est en sens contraire qu'ils le sollicitent. Tandis que le premier, non sans hardiesse, propose au Directoire de se concilier par eux le pays, le second au contraire voudrait par eux y maintenir une agitation continuelle, également profitable à la cause du roi et à la cause religieuse, unies dans le malheur comme dans le succès, indissolublement.

Dans cette entreprise, ils ne devaient ni l'un ni l'autre réussir. Hoche ne viendra à bout ni des préventions antireligieuses du Directoire (1), ni de la défiance du clergé ; des soubresauts persécuteurs, à plusieurs reprises, entraveront son action pacificatrice ; la lutte se ranimera, et les faits, vérifiant les avertissements de Bernier, sembleront prouver qu'aucune paix religieuse, sincère et définitive, n'est possible avec le gouvernement républicain (2).

C'est que, très justes et très hautes, les vues du général restaient des vues à longue portée ; elles ne pouvaient recevoir des faits leur consécration immédiate et il faudrait attendre plusieurs années pour que Bonaparte, en recueillant son grand dessein, recueillît le fruit de ses lointains efforts.

Quant à Bernier, s'il se heurte déjà aux premiers résultats de cette politique apaisante, il se heurte surtout au découragement des insurgés ; ceux-ci refusent de se battre pour un roi qui semble les abandonner et, à défaut d'une victoire impossible qui, en restaurant le

(1) En transmettant au Directoire, avec deux pétitions des habitants pour la liberté du culte, la fameuse circulaire de Bernier au clergé, Hoche écrivait avec quelque humeur : « Puisse Bernier, agent général des armées catholiques et royales, faire entendre des vérités que je n'ai pu faire accueillir ! » CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, II, 469.

(2) « Le clergé doit sentir, écrit Bernier à Beauvollier et à Renou, le 15 septembre 1799, qu'il n'y a de sécurité pour lui que dans un autre régime. » *Revue du Monde catholique*, 1<sup>er</sup> novembre 1905, 422-423.



trône, rendrait à la religion tout son éclat, ils se résignent à une situation acceptable qui laisse au culte catholique l'essentiel de sa liberté.

Le curé de Saint-Laud était trop perspicace pour s'illusionner sur les chances d'une lutte aussi inégale ; mais, s'il ne croyait plus guère au succès des armées vendéennes, si un accord avec la République lui paraissait tôt ou tard inévitable, il ne jugeait pas que le moment fût venu où l'on pourrait avantageusement le tenter. D'autre part, après l'échec de la première pacification, il n'avait plus rien à espérer de Hoche pour la réalisation de ses desseins. Sa finesse naturelle, les renseignements qu'il se procure de toutes mains, l'avertissent qu'auprès du général son rôle est désormais fini. Percé à jour et jugé par lui très sévèrement, il a usé définitivement, son crédit. Bon gré mal gré, le curé de Saint-Laud se résigne donc, attendant des circonstances ou des hommes plus favorables, à son impuissance et, pour le moment, renonce à s'offrir. Mais il ne pardonnera jamais au commandant en chef des armées républicaines d'avoir exclu ses services et annihilé son action, et en 1806, dans les notes relatives à *l'Histoire de la Vendée*, publiée par M. de Beauchamps, l'évêque d'Orléans s'exprimera sur son compte avec une évidente injustice. « Hoche, écrira-t-il, est exalté outre mesure. Ce ne fut point lui qui imagina le plan de pacification ; il était dû à Canelaux qui l'avait d'abord employé, mais avec plus d'adresse. Chevin le renouvela et il fut adopté. Hédouville l'exécuta sous les ordres de Hoche qui, content de soupirer à Angers auprès de Mme de Château-Renaud, se bornait à faire des proclamations souvent impertinentes et fausses, et laissait tout l'ouvrage à faire et tous les dangers à courir à ses lieutenants. Ce n'est pas qu'il ne fût brave, mais l'amour désordonné des femmes était le mobile constant de ses démarches. Hoche trompa le Directoire sur les véritables dispositions de la Vendée ; aussi la pacification cessa-t-elle avec son commandement. Il trompa les chefs vendéens par des promesses qu'il ne tint jamais. Son ambition était de jouer le rôle que remplit aujourd'hui un bien plus grand homme, il ne s'en cachait pas. Le massacre de Quiberon qu'il souffrit sans réclamation, l'égorgement de Couëtus victime, en lui demandant la paix, le pillage exécuté dans presque toute la Vendée, la longue agonie qu'il fit souffrir à Charette, en le promenant de ville en ville jusqu'à Nantes, n'annoncent pas un vainqueur généreux et seront éternellement des taches à sa mémoire (1). »

(1) BERNIER, *Notes sur la guerre de Vendée. Anjou historique*, III, 372.

Faute de pouvoir concourir avec le général Hoche, qu'il accuse de déloyauté, à la pacification de l'Ouest, Bernier reprend la tactique qu'il avait conseillée, le 15 décembre 1795, dans son mémoire au comte d'Artois : « Tenir le peuple en haleine et sur une défensive respectable, entretenir des liaisons au dedans et au dehors, préparer ses batteries avec plus d'assurance et d'union, concerter un plan général pour la saison la moins éloignée (1), » observer les événements, attendre l'occasion favorable. Des agents sûrs, le mettent en liaison avec les différents chefs insurgés, avec Puisaye, avec les Princes (2), il s'efforce d'obtenir non seulement l'appui de l'Angleterre, mais aussi celui de l'Espagne (3), concerte avec la Russie un projet de débarquement sur les côtes de l'Atlantique (4), conçoit enfin une « Association générale entre les Français de tous les départements amis de la religion, de la justice, du gouvernement légitime et des lois (5) ». Mystérieux et insaisissable, du fond de ses cachettes il suit attentivement et sans impatience apparente l'évolution des choses ; dans ses méditations solitaires, son esprit en perpétuel travail, retourne sur toutes ses faces le problème dont la solution se dérobe toujours. La guerre et la paix deviennent en même temps et chaque jour impossibles ; si, d'une part, l'épuisement des Vendéens, la dispersion des efforts, l'opposition des chefs, la division des princes, l'inertie des puissances belligérantes, interdisent aux insurgés tout espoir, d'autre part, la décomposition du Directoire, ses procédés de basse politique, son anticléricalisme tantôt violent et tantôt feutré, empêchent tout rapprochement. Puisque ni la résistance armée, ni les négociations pacifiques ne peuvent aboutir, où donc trouver une issue pour sortir de cette impasse ? Bernier se le demande.

A force d'attendre un dénouement qui ne se produit jamais, à force d'éprouver des mécomptes, à force d'essayer des revers, à

(1) SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, VI, 77-81.

(2) Dom CHAMARD, *Correspondance inédite concernant la Vendée militaire*, 65 à 113. BERNIER, *Correspondance inédite*, p. p. F. Uzureau. *Revue du Monde catholique* 1905. Bernier correspondait sous le pseudonyme de Deschamps. Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 6243.

(3) Dom CHAMARD, *Correspondance inédite concernant la Vendée militaire* 77-83.

(4) Le 29 juillet 1804, Bernier devenu évêque d'Orléans, dans une lettre à un ministre de l'Empereur, Talleyrand ou Maret, dévoilait ce projet d'invasion par l'Ouest, arrêté en 1798 entre Paul I<sup>er</sup> et les chefs vendéens. Cette lettre curieuse a été publiée par F. Uzureau. *Andegaviana*, XVI, 345-348.

(5) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 124-125.

certains jours sa ténacité fléchit ; il semblerait même que la confiance l'abandonne, qu'il envisage le pire, que, personnellement, il se résigne à succomber. « Son sort est le prélude de ce que nous attendons tous et moi en particulier, » écrit-il mélancoliquement, le 14 septembre 1799, après la « catastrophe de Henri » Forestier, gravement blessé le 7 septembre au combat de Cirières. Et il ajoute : « Il faut des victimes, j'y suis préparé ; je le sais et n'attends que le moment où mon tour viendra (1) ».

Son tour allait prochainement venir ; mais, contrairement à ses craintes, ce ne serait pas la mort. Subitement, lorsqu'il commençait à se désespérer, les événements confirment ses prévisions ; après une éclipse de quatre ans sa fortune entrevoit la possibilité d'un retour ; tous ses plans reprennent vie, car dans le réduit obscur où il se terre, au fond des bois, un rayon de lumière vient de filtrer : Bonaparte revenu d'Égypte s'est emparé, le 18 brumaire, du pouvoir.

Ce que le curé de Saint-Laud n'a pu réaliser avec Hoche sous le Directoire deviendrait-il possible avec Bonaparte sous le Consulat?

(1) BERNIER à J. Soyer, 14 septembre 1795, p. p. F. Uzureau. *Revue du Monde catholique*, 1905.

## CHAPITRE IV

### LA PACIFICATION

- I. Bernier et les conséquences du coup d'État du 18 Brumaire. — Sa campagne pacifiste. — La conférence de Pouancé. — Cadoudal fait échouer le plan de Bernier. — Bernier s'offre au gouvernement. Ses conférences avec le commissaire Barré. — Ses rapports avec le général Hédouville. — Bernier prévient l'effet des ordres et proclamations belliqueuses de Bonaparte. — La conférence et la paix de Montfaucon. — Bernier revendique pour lui les mérites de la pacification. — Protestations des chefs vendéens. — Bernier au quartier général d'Angers. — Hédouville l'envoie à Paris.
- II. Bernier à Paris. Reçu par Bonaparte, il continue ses efforts pour compléter la pacification de l'Ouest. — Bourmont et Frotté. — Bernier et l'organisation administrative de l'Ouest. — Les nominations et les radiations. — Bonaparte, Bernier et la question religieuse.
- III. Première mission en Anjou. — Bernier reprend possession de sa paroisse. — Ses félicitations au vainqueur de Marengo. — Ses relations avec les généraux Hédouville et Girardon. — Bernier rappelé à Paris.

### I

Il semble bien qu'à la première nouvelle du coup d'État, Bernier, avec sa pénétration habituelle, ait entrevu les possibilités qui s'ouvraient devant lui. « Tout est bouleversé, écrit-il le 17 novembre à M. de Beauvillier, la Constitution n'existe plus, le Directoire a existé, des Consuls le remplacent, l'Assemblée est à peu près dissoute. Bonaparte est maître à Paris. Le sort de la France va être décidé. Je m'arrête là... ; je ne dois rien hasarder dans ma lettre... Mais espérez, je le répète, espérez... ! (1). »

La première hypothèse qu'il envisage est celle d'une restauration monarchique, où Bonaparte reprendrait en faveur de Louis XVIII le rôle joué par Monck en faveur de Charles II. Mais s'il désire « que

(1) Bernier à M. de Beauvillier, 17 nov. 1799. Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 6243.



Bonaparte et Monck se ressemblent », s'il reconnaît au premier « les moyens qu'employa le second », sur les desseins que l'on suppose au nouveau chef de l'État, son jugement se réserve ; car, si le passé du Consul jette sur ses projets « quelques nuages » et donne à réfléchir, il faut par ailleurs se rappeler que « Monck eut aussi des reproches à se faire, (qu') il suivit aussi le parti de Cromwell et des meurtriers de Charles I<sup>er</sup> », qu'enfin « de grands services effacent de grandes fautes » et le curé de Saint-Laud termine par un souhait ses réflexions hésitantes : « Puisse Bonaparte adopter ce moyen ! Ce sera le seul qui puisse mettre le sceau à sa réputation et dissiper les doutes que sa conduite antérieure donne lieu d'élever sur ses intentions (1) ! »

Cependant, même si le Premier Consul ne se prête pas à une restauration monarchique, sa politique ne sera pas celle du Directoire et, par conséquent, les relations de la Vendée et du gouvernement vont entrer dans une phase nouvelle. Le coup d'État du 18 Brumaire modifie en effet de façon si profonde le problème vendéen que, de part et d'autre, on en viendra nécessairement à le reconsidérer. En prévision de pourparlers inévitables, Bernier prend donc ses précautions et, sur-le-champ, arrête les mesures qui lui permettront, à l'heure voulue, de tirer des circonstances favorables tout le fruit possible. Aussi réclame-t-il « de l'union, de l'ensemble, un plan suivi et de grands moyens (2) ». Dès cet instant, l'objectif est nettement déterminé qu'il s'agit d'atteindre ; accorder la paix « au lieu de la recevoir (3) ». Quant à sa tactique, s'il ne la démasque pas encore, elle semble d'ores et déjà fixée dans son esprit : paraître fort, redoutable, nécessaire ; tout en s'offrant habilement, se laisser attendre et désirer ; tout en brûlant de s'entremettre, se faire forcer la main ; invoquer des difficultés, des impossibilités qui relèveront le taux de ses exigences et la rigueur de ses conditions ; grossir les périls d'un soulèvement général et d'une guerre sans merci ; se donner enfin comme la cheville ouvrière d'une pacification absolument indispensable, sous peine des pires catastrophes, telles sont les règles essentielles qui dirigeront ce jeu complexe et subtil. Bernier obtiendra ainsi pour la Vendée, pour la religion et pour sa personne, le maximum d'avantages ; du même coup, sans oublier ses intérêts

(1) Bernier à M. Soyer prêtre, 20 nov. 1799. Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 6243.

(2) Bernier à M. Soyer prêtre, 20 nov. 1799. *Ibid.*

(3) Bernier à M. de Beauvollier, 23 nov. 1799. *Ibid.*

ni son avenir, il servira les intérêts de sa cause et ceux du pays.

Si le curé de Saint-Laud ne fut pas mêlé aux premières négociations qui aboutissent, le 24 novembre 1799, à l'armistice d'Angrie (1), son action se fait sentir dès la conférence qui réunit, le 9 décembre, à Pouancé, les chefs des armées catholiques et royales. Sans être présent aux débats, il s'arrange pour faire prévaloir dans le conseil ses idées de pacification.

Pour cela, il gagne complètement à ses vues les belligérants de la rive gauche et la délégation angevine qui doit les représenter. On le voit parcourir le pays, « répétant partout que l'état d'épuisement et de découragement où l'on se trouvait et que l'impossibilité de continuer la guerre obligeaient tout le monde d'accepter les avantages, quoique incomplets, offerts par le gouvernement. Il rappelait les fautes commises, dépeignait en termes navrants les nouvelles calamités qui allaient fondre derechef sur la Vendée, si on s'obstinait à lutter contre un capitaine puissant qui avait vaincu à l'étranger des armées formidables... » Puisque le rétablissement du culte et la sécurité des prêtres étaient garantis, « les principaux motifs qui leur avaient mis les armes à la main disparaissaient ; il ne fallait pas sacrifier l'essentiel au secondaire (2) » et tout perdre pour des princes qui envoyaient leurs partisans à la mort, sans partager leurs périls.

Présentées avec l'art insinuant de Bernier, ces arguments firent impression sur les Vendéens fatigués d'une guerre interminable et, sauf quelques exceptions, chefs et soldats se rallièrent à cette politique pacificatrice ; certains d'entre eux parlaient même de se soumettre à tout prix.

Le curé de Saint-Laud est donc sûr de la délégation angevine qui va se rendre à la conférence ; endoctrinée par lui, elle soutiendra sa thèse vigoureusement. Ce premier point acquis, il s'agit maintenant d'assurer à ces représentants bien stylés la majorité nécessaire. Bernier, à cet effet, persuade aux chefs de la rive gauche de prendre avec eux un certain nombre d'officiers tout dévoués à leurs desseins ; on demanderait que, dans le conseil, ceux-ci aient voix délibérative, que tout se décidât à la pluralité des suffrages, et, dans ces conditions, d'avance, on pouvait être certain du succès.

Il s'en fallut de peu que ce plan réussît. Malgré l'opposition de

(1) L'armistice fut conclu le 24 novembre au château d'Angrie entre Hédouville, d'Autichamp, Chatillon et Bourmont. Frotté y adhéra le 26 novembre, la Prévalaye le 4 décembre et Cadoudal le 10 décembre.

(2) DENIAU, *Histoire de la guerre de la Vendée*, VI, 9-10.

Frotté, de Mercier, de Bourmont, les chefs décidèrent que les officiers adjoints prendraient séance ; l'affaire paraissait donc réglée à l'avantage des pacifistes, lorsque Mercier intervint pour tout remettre en question. Car Mercier ne se résigne pas à être berné par « ce diable d'abbé Bernier qui, dans tout cela, veut retirer une mître d'évêque comme épingle du jeu ». Il fait traîner la discussion en longueur et, en hâte, appelle Cadoudal, car « la présence du général des chouans peut seule faire diversion » et empêcher un vote désastreux. « C'est une victoire à remporter sur des ennemis bien difficiles à vaincre dans le champ de la ruse, lui écrit-il. Arrive, mon cher Georges et que Dieu nous soit en aide (1) ! »

Tandis que les deux partis s'affrontent et que les Vendéens représentent leur impuissance, leur manque de ressources, de poudre, d'hommes, Cadoudal a le temps d'accourir et, immédiatement, la situation se renverse. Avec une rude franchise et une énergie superbe, il prêche la résistance ; l'armée catholique et royale ne doit pas se déshonorer ; si en Vendée la lutte est devenue difficile, dans le Morbihan, la Normandie, le Maine, des succès récents permettent la plus grande confiance ; les ressources sont suffisantes pour continuer le combat et comme les officiers de la rive gauche lui objectent le manque d'armes et de munitions : « J'en ai, moi, s'écria-t-il, et si vous voulez encore la guerre, je vous donnerai des fusils, de la poudre, et de l'argent. Nous partagerons, nous combattons en frères (2). »

Ces fières paroles et ces promesses de secours relèvent les courages ; si l'on n'exclut pas encore toute idée de paix, du moins n'est-il plus question de se soumettre à tout prix ; il faudra que Bonaparte se plie à toutes les conditions des insurgés, sans quoi les Vendéens accepteraient les propositions de Cadoudal et la guerre reprendra dans tout l'Ouest, avec une vigueur nouvelle.

Ce premier résultat obtenu, le chef chouan remporte un second succès ; faute de pouvoir éliminer des conférences tous les officiers subalternes, il obtient que leur chiffre soit réduit, et qu'au sein du conseil les différentes armées possèdent un nombre égal de représentants ; on éviterait ainsi, par une répartition équitable des voix, les votes de surprise et les intérêts de chaque groupement se trouveraient sauvegardés.

Toutes ces mesures, si contraires aux desseins de Bernier, favori-

(1) G. DE CADOU DAL, *Vie du général Cadoudal*, 212.

(2) ID., *Ibid.*, 214.

saient le parti de la résistance. On le vit bien dès la première séance du nouveau conseil. Il fut décidé en effet que MM. de Bourmont, d'Andigné, de Mayneuf, de la Roche Saint-André, de Kainlis seraient députés à Hédouville afin de poursuivre avec lui les négociations commencées, mais qu'on traînerait les choses en longueur, en attendant les ordres du comte d'Artois et les secours promis par l'Angleterre. On députerait également à Bonaparte le chevalier d'Andigné, pour sonder ses dispositions relativement à une restauration monarchique.

Mais, d'un côté comme de l'autre, les chefs insurgés aboutirent à une complète déconvenue. Hédouville, d'une part, accueillit si favorablement toutes les demandes et mena si rondement les affaires que la politique dilatoire arrêtée par le conseil en fut déconcertée ; dès le 18 décembre, l'accord était conclu. D'Andigné, d'autre part, revenait de Paris le 4 janvier, « sans avoir trouvé, écrit-il à d'Autichamp, tout ce que j'eusse désiré voir (1) ». On aboutissait ainsi à une trêve apparente et le sort de la paix demeurerait, comme les dispositions des deux partis, incertain.

Tandis que se déroulent en dehors de lui ces négociations aussi vaines que laborieuses, Bernier ne demeure pas inactif ; son premier plan ayant échoué, par suite de l'intervention de Cadoudal, il se met en devoir d'en imaginer un autre pour réaliser ses desseins. En secret, dans l'ombre il tresse des fils. Car, depuis le 3 décembre, il s'est abouché avec le gouvernement pour lui proposer ses services. « Faites entendre sous main, avait-il écrit à Martin Duboys, son agent à Paris, que je puis beaucoup pour le revirement qui se prépare. Je suis disposé à seconder les vues du gouvernement ; parlez et faites parler afin que mon nom retentisse. Les difficultés ne sont pas aussi insurmontables qu'on semble le croire. J'ai la confiance des paysans que je n'ai pas compromis dans cette dernière tentative ; celle des chefs ne me fera pas défaut. Qu'on me fasse des propositions, qu'on vienne à moi, car vous sentez bien que je veux avoir les mains forcées ; c'est même dans l'intérêt du gouvernement. Agissez donc comme

(1) D'Andigné à d'Autichamp, cité par DENIAU, *Histoire de la guerre de Vendée*, VI, 33. Les délégués vendéens furent en effet très étonnés de la facilité avec laquelle toutes leurs demandes furent accueillies par Hédouville (De Kainlis à Chatillon, 23 décembre, cité par CRÉTINEAU-JOLY, *Histoire de la Vendée militaire*, 5<sup>e</sup> édition, IV, 448). Les uns s'en réjouirent, les autres en conclurent que le gouvernement était décidé à ne rien tenir. BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 555.



si nous étions absolument inconnus l'un à l'autre. Une fois entré en pourparlers, vous verriez comme je mènerai la barque (1). » Ainsi se prépare la tactique qu'il exposait sommairement à M. de Beauvillier, le 23 novembre précédent ; accorder la paix au lieu de la recevoir et, pour cela, laisser au gouvernement avec un rôle de solliciteur, l'initiative des premières avances.

Ces propositions indirectes furent accueillies. Dans le courant de décembre, Hédouville députa secrètement au curé de Saint-Laud, Lin-Loup-Laud-Luc Barré (2), qui exerçait au quartier général d'Angers les fonctions de commissaire aux guerres. Barré devait lui apporter « l'assurance que le Premier Consul désirait l'employer sur un plus vaste théâtre ». Que Bernier fasse « poser les armes », qu'il amène « tous les chefs à une prompte pacification, il serait alors envoyé à Paris et passerait au service de Bonaparte. »

L'agent général des armées catholiques et royales se garda bien de repousser une ouverture qui répondait à son ambition comme à ses désirs ; toutefois, par calcul, il se dérobe et, pour mieux gagner la partie, dès le commencement, joue avec ses partenaires un jeu très serré. Lorsque Barré, sous un déguisement, arrive dans l'arrondissement de Beaupréau, il lui est impossible de découvrir sa résidence. C'est en vain qu'il s'adresse à un château qu'il ne désigne pas, mais qui semble être le Lavoir ; les propriétaires affectent l'ignorance, il a beau se recommander de relations communes, et même, en désespoir de cause, découvrir l'objet de sa mission, toutes ses tentatives sont vaines. Tout au plus offre-t-on, s'il voulait écrire, de faire tenir ses lettres à Bernier « et encore, cela n'était pas très sûr, parce qu'on ne savait pas où il se réfugiait ».

Barré, faute de mieux, accepte cette proposition et, sur-le-champ, rédige un mot pour solliciter du curé de Saint-Laud une entrevue. Dès le lendemain, la réponse arrive, mais elle est aussi peu engageante que possible. Bernier ne pouvait accorder au mandataire d'Hédouville l'entretien demandé ; il le pria donc de lui communiquer par écrit « le sujet de son empressement à le voir et à l'entretenir ». Barré s'exécuta et « par la même voie », la lettre suivante partit à l'adresse de l'invisible abbé :

« Monsieur le commissaire général. Le Premier Consul a la plus

(1) Cité par O. D'HAUSSONVILLE. *L'Eglise romaine et le Concordat*, 18, note 1.

(2) BARRÉ nous a fait le récit de cette missive dans son ouvrage, *Essai sur l'Industrie, les mœurs, l'administration et les besoins de la Vendée*.

haute opinion de vos talents ; il charge le général Hédouville de vous manifester le désir qu'il a de les employer dans un poste éminent, et je me félicite, sachant vous rendre toute la justice que vous méritez, d'avoir été choisi pour vous faire cette ouverture. Vous connaissez la loyauté du général, vous ne pouvez élever aucun soupçon sur ma démarche ; elle tend à vous être utile et à rétablir, par votre seule influence, une paix durable au sein d'un pays qui, dans le fait, n'a plus de motifs ni de moyens de guerroyer. Rejetez donc toute idée contraire à la franchise qui me dirige dans la mission agréable dont je suis chargé auprès de vous (mission qui résulte des pouvoirs que je joins à la présente en original), et veuillez consentir à communiquer verbalement avec l'homme le moins capable d'abuser de votre position, comme le plus pénétré de l'importance du service que vous pouvez rendre à ces contrées. »

Bernier répondit à Barré qu'il ne doutait pas de ses sentiments, mais que ses pouvoirs ne lui paraissaient pas assez étendus ; il n'entrerait en pourparlers que si le général Hédouville autorisait son mandataire « à traiter directement avec lui de plusieurs objets importants, et notamment de tout ce qui concernait la liberté du culte catholique, observant que s'il était dans son cœur de pacifier le pays, la publicité d'une mesure par laquelle la religion et tous ses ministres seraient ouvertement protégés, pouvait seule disposer toutes les classes à mettre bas les armes et justifier ses intelligences avec le nouveau gouvernement ».

Cette seconde réponse parut à Barré plus favorable que la première ; il en conclut que Bernier « était disposé à donner la main aux propositions » qui lui seraient faites et que celles-ci « flattaient son ambition ». Sans perdre de temps, il l'avise donc que ses observations sur la latitude de ses pouvoirs étaient fondées et que, pour être compétent « sur un point aussi essentiel » que la liberté du culte catholique, il se rendait auprès du général Hédouville, afin de recueillir ses instructions ; en conséquence, il pria le curé de Saint-Laud de lui donner pour le général « un mot, qui confirmât ses intentions ». Bernier écrivit la lettre demandée et le commissaire aux guerres, muni de cette pièce, regagna Angers pour rendre compte de sa mission.

Quelques jours après, muni de tous les pouvoirs nécessaires « pour lever tout obstacle à la pacification et surtout au départ de Bernier », le négociateur revenait en diligence et sous le même déguisement au château du Lavoir. Dès qu'il eut reçu communication de ces

nouveaux pouvoirs, Bernier renvoya, par le même canal mystérieux, sa réponse ; cette fois « il mit de l'empressement » à recevoir le mandataire du général Hédouville. « Non seulement, rapporte celui-ci, il indiquait le lieu où je pourrais le voir, mais il observait qu'il s'était rapproché du château où j'étais descendu pour m'éviter un plus long trajet ; il m'invitait à me rendre le plus tôt possible près de lui et me priait de ne pas douter de ses efforts à seconder les vues du général. »

Barré se mit donc en route pour rejoindre à l'endroit désigné le curé de Saint-Laud ; il parcourut ainsi une petite lieue, rencontrant sur le chemin « quelques hommes armés et, de distance en distance, des femmes ayant l'air de travailler et postées en sentinelle (1) ». Enfin, après avoir franchi toutes les gardes qui couvraient la retraite de Bernier, il fut introduit auprès de lui.

« Il était seul, écrit dans sa relation le commissaire aux guerres de la République. Enthousiaste du sujet de ma mission, je ne voyais dans cet homme, revêtu d'une puissance si heureuse, s'il voulait l'employer au profit de l'humanité, que l'être méfiant que j'avais besoin d'émouvoir et dont je devais captiver la confiance pour l'associer à mon entreprise. « Je ne viens point vers vous, lui dis-je, avec « la ruse et le protocole d'un négociateur étranger. Nous sommes « Français ; oui, vous l'êtes, et c'est par les malheurs de la patrie que « je vous conjure de m'entendre. Tant que la terreur a pesé sur la « France, tant que la religion fut proscrite et que ses ministres furent « avilis, votre cause eut de nombreux défenseurs. Mais qui pourrait « justifier encore l'effusion du sang, quand les lois reprennent leur « empire, quand le culte catholique est protégé, quand, pour donner « une preuve signalée de cette haute protection, le Premier Consul « a résolu de vous appeler près de lui comme un de ses coopérateurs? « Pensez-vous que l'homme qui délivre la France de la terreur, ne « mérite pas qu'on le seconde? Ses intentions ultérieures sont peut- « être les vôtres. Fions-nous dans la tempête à l'homme qui peut nous « sauver ; aidons-le pour notre compte, le moindre délai peut être

(1) Les Vendéens disposaient de tout un système de signalisation très bien organisé qui les avertissait du moindre mouvement des républicains. Voir à ce sujet les notes rédigées en 1803 par le général Hédouville (Arch. guerre, Mémoires. 503). Hédouville rapporte qu'il ne sortait pas un bataillon sans qu'ils fussent prévenus « par des femmes qui, la quenouille à la main, étaient stationnées sur les hauteurs » ; les insurgés utilisaient également pour transmettre leurs signaux les ailes des moulins à vent.

« suivi du naufrage. Que l'œuvre de la pacification vous précède aux Tuileries et fasse bénir ici votre influence ! »

« Cette petite harangue, improvisée avec chaleur, parut donner au curé de Saint-Laud une idée favorable de mes intentions. Il me répondit, qu'il s'estimait heureux d'avoir à traiter avec moi du bonheur et du repos du pays ; personnellement, il n'avait d'autre ambition que celle d'être à portée de défendre la religion et ses ministres ; jamais aucune circonstance ne fut plus favorable ; il ne doutait point, à cet égard, des intentions du Premier Consul. Il ajouta d'un ton plus communicatif : « Tout le monde ici ne pense pas comme moi ; nous aurons des difficultés de la part de quelques esprits brouillons, mais ce que la persuasion et mon exemple ne pourront pas opérer, le temps et la police en viendront à bout. Il faut commencer par protéger le libre exercice du culte et ses cérémonies extérieures ; le peuple voudra voir pour croire, et la confiance que ce premier bienfait du gouvernement viendra lui inspirer déjouera toutes les intrigues des ennemis de la paix. — Hé bien ! lui dis-je, transmettons dès ce moment à tous les curés un avis d'après lequel ils pourront à l'avenir célébrer publiquement leurs offices ; mes pouvoirs ne laissent aucune difficulté sur cet article. Quant aux cérémonies extérieures, il faudrait attendre ; on sollicitera cette mesure si elle ne présente pas d'inconvénient, et je ne suis pas autorisé à la prendre. — Gardons-nous d'écrire, répartit Bernier, car dans les circonstances tout sera matière à controverse. Il faut que plusieurs prêtres des environs commencent à exercer publiquement, et leurs offices et les autres fonctions de leur ministère ; que l'exemple gagne de proche en proche. Il faut les laisser venir s'informer de moi, s'il y a sécurité pour eux, et je me fais fort de leur conduite. »

« J'observai que cette marche entraînerait des lenteurs ; que la plupart des prêtres étant cachés, s'enhardiraient difficilement à paraître. Il me répondit que plusieurs étaient déjà venus le trouver, qu'il en avait fait sous main appeler quelques autres, que j'en verrais même pendant la journée, et que, dès le dimanche suivant, le peuple pourrait en grande partie vaquer librement aux exercices publics de son culte, ce qui devait produire un grand effet.

« — Si les choses vont ainsi, je conçois, lui dis-je, qu'aucun moyen ne présente plus d'avantages ; car lorsque nous aurons pu voir et rassurer ces Messieurs, lorsque j'aurai pu les pénétrer des intentions favorables du gouvernement, je ne puis douter de leur satisfaction. Mais les bandes armées, vos chefs militaires, où sont-ils ? Quelles



sont leurs dispositions? — Je ne puis vous dissimuler, me répondit-il, que la lassitude est à son comble, la paix devient de jour en jour plus nécessaire; je connais les dispositions pacifiques de tous les chefs, et notamment de M. d'Autichamp, dont l'influence nous secondera. La masse ne demande que le repos; et, à l'exception de quelques bandits dont on ne peut pas répondre et contre lesquels on aura besoin d'une police sévère, tout ce qui est encore armé posera sans difficulté les armes. »

« Cette assurance, et l'empressement que Bernier mettait à communiquer par des avis secrets avec les prêtres les plus influents du pays, étaient du meilleur augure. Effectivement, nous vîmes dès le premier jour plusieurs curés. Après que Bernier les avait entretenus, je les prenais à part, je n'omettais rien pour leur faire partager la persuasion dans laquelle j'étais que, personnellement, ils pouvaient attendre beaucoup d'avantages de l'exemple qu'ils donneraient. Je communiquais confidentiellement mes pouvoirs aux plus prépondérants et après les avoir désabusés sur tous les bruits répandus par la malveillance ou la crédulité, je croyais pouvoir les assurer que le Premier Consul mettrait sa gloire à rétablir les autels et à faire jouir leurs ministres de la considération et des égards dus à leur caractère. — Écartant avec soin toutes les questions théologiques, je déclarai qu'elles n'étaient point de la compétence civile, et qu'il n'était plus question aujourd'hui de serments qu'avaient pu conserver les gouvernements antérieurs. Cette déclaration, qui ne préjugait rien et n'entraînait aucun inconvénient dans un pays où l'on ne comptait pas un seul prêtre assermenté, ne laissait aucun prétexte aux prêtres mal disposés et donnait aux autres l'énergie nécessaire à nos vues, en les mettant à l'abri de toute accusation d'hétérodoxie. — Je conférai de même les jours suivants avec presque tous les prêtres dont Bernier connaissait l'influence et qu'il avait appelés. Leurs dispositions n'étaient pas douteuses, et tous leurs discours ne témoignaient que le plus vif désir de mettre un terme à la guerre par leurs exhortations, et surtout par la publicité des intentions du gouvernement relativement à la protection du culte catholique. »

Le résultat de cette politique ne se fit pas attendre et Barré put constater avec l'influence du curé de Saint-Laud, la justesse de ses vues. « On vit effectivement, quelques jours après ces conférences, les églises se rouvrir au peuple qui s'y portait en foule, les ministres des autels reparaitre avec sécurité, les hommes les plus dangereux poser les armes, rentrer paisiblement dans leurs foyers et se livrer

à leurs travaux, enfin tous les éléments de la paix renaître en dépit des chefs les plus mutins, effrayés de la désertion de leurs bandes et de l'opinion qui condamnait leur résistance (1). »

Bernier ne se contente pas d'exposer au mandataire d'Hédouville ses vues sur la pacification ; bientôt, il s'adresse au général lui-même. Dès le 2 janvier 1800, de Montmoutiers, il lui transmettait les observations des chefs vendéens relativement aux proclamations et arrêtés de Bonaparte, publiés en date du 7 et 9 nivôse an VIII (27 et 29 décembre 1799). Désireux « de terminer enfin ces insurrections..., tristes résultats de l'abus du pouvoir et de lois vicieuses », les Vendéens constataient « avec surprise et douleur que le gouvernement n'avait pas adopté leurs demandes » et semblait, annonçant des mesures rigoureuses, manifester à leur égard une défiance et des soupçons qu'ils sont loin d'autoriser par leur conduite ».

En premier lieu, on ne pouvait désarmer le pays sans exposer les habitants à devenir, comme en 1796, « les infortunées victimes de chauffeurs impitoyables, » car les brigands ne craignaient guère les gendarmes et si l'on mettait les paysans dans l'impossibilité de se défendre, l'audace des bandits n'aurait bientôt plus de limites. Que si le port d'armes prêtait à des abus, il était facile d'y obvier « par des arrêtés sages et vigoureux, en ne l'accordant qu'à ceux dont la modération et les vertus civiques et morales sont parfaitement connues ». Par ailleurs les Vendéens tenaient aux armes « qui garantissaient leur vie comme à leur vie » elle-même ; les chefs qui en accepteraient la remise provoqueraient l'indignation générale, perdraient leur influence, et pour arracher aux paysans leurs fusils, il faudrait « verser le sang et ruiner le pays ».

En second lieu, le gouvernement semblait vouloir exiger le serment des ministres du culte ; or, pareille mesure serait à la fois impolitique et contraire « aux principes établis par les lois actuelles » ; car, toute espèce de serment alarme les consciences, effraie la religion du peuple et détruit la confiance. Il attribue tous ses malheurs au premier. Comment pourrait-il aimer ceux qui le suivent, quelque différence qu'on leur suppose dans les principes qu'ils contiennent et dans les termes qui les expriment ? « De plus, la législation en vigueur ne reconnaissant aucun culte dominant, » « il n'en est aucun, écrit Bernier, dont les ministres soient considérés comme fonctionnaires publics

(1) BARRÉ, *Essai sur l'industrie, les mœurs, l'administration et les besoins de la Vendée*, 53.

et qui par conséquent doit à la société la garantie d'un serment solennel. Tout ministre n'est que le chef d'une société religieuse, qui existe au milieu de l'État et dont les membres n'exigent de lui d'autre garantie que la pureté de sa doctrine et la légitimité de sa mission par l'Église ». Bonaparte se montrerait donc sage en renonçant sur ces deux points à ses projets, pour se rendre aux désirs des Vendéens. Bernier, en terminant cette lettre capitale, exprimait sa confiance que le gouvernement admettrait « ces vérités utiles » et discrètement, il invitait Hédouville à transmettre ces « justes représentations à Bonaparte ». « Le génie du Premier Consul, ajoutait-il, lui fera pénétrer sans peine les motifs politiques et religieux qui doivent le diriger dans le moment actuel (1). » Ainsi, dès le 2 janvier, sans perdre de temps, le curé de Saint-Laud se ménageait déjà l'oreille de Napoléon.

Celui-ci d'ailleurs ne demandait qu'à s'aboucher directement avec les Vendéens. « Si vous le jugez à propos, écrivait le 15 nivôse an VIII (5 janvier 1800) le général Clarke au commandant de l'armée d'Angleterre, vous pourrez envoyer à Paris soit les prêtres soit les chefs principaux des rebelles. Ils y seront bien reçus et le Premier Consul les verra avec plaisir. » En outre, pour rendre plus sensible l'orientation de sa politique religieuse, Bonaparte exprimait le désir qu'on fit placarder et distribuer partout son arrêt « relatif aux honneurs funèbres accordés à Pie VI (2) ».

Tout indiquait donc que le gouvernement lui-même cherchait un accord ; mais sa volonté expresse d'imposer, à tout prix, fût-ce par la force, un désarmement réel et total, souleva chez les Vendéens une résistance tenace, et son impatience d'en finir, loin d'avancer la conclusion, faillit tout gêner. Hédouville en effet, une première fois déjà, avait consenti une prolongation de l'armistice conclu le 24 novembre 1799, au château d'Angrie ; puis, à la suite des conférences tenues à Candé le 10 janvier 1800, il avait une seconde fois prorogé au 22 janvier l'expiration de la trêve ; il espérait qu'entre temps une solution interviendrait pour la remise des armes, que les deux partis exigeaient et refusaient avec une égale obstination. A Candé, toutes les tentatives d'accommodement venaient d'échouer contre cet obstacle. Fallait-il donc abandonner tout espoir de pacification ?

Hédouville se le demandait, lorsqu'au soir du 13 janvier, le curé

(1) Bernier à Hédouville, 2 janv. 1800. Arch. Guerre. B<sup>5</sup> 64.

(2) Clarke à Hédouville, 15 niv. an VIII (15 janv. 1800). Arch. Guerre. B<sup>5</sup> 64.

de Saint-Laud le rejoignit à Angers dans le plus grand secret et, dans la nuit, les deux hommes s'entretenirent longuement. Sur l'objet exact de cette rencontre, ni dans la lettre où Bernier annonce sa visite, ni dans celle où le général relate cette démarche au gouvernement, on ne trouve des renseignements explicites. Tout indique cependant que, dans leur tête-à-tête mystérieux, ils s'appliquèrent l'un et l'autre à renouer les fils d'une négociation à moitié rompue. « Puissé-je, écrivait au commandant de l'armée d'Angleterre l'agent général des armées catholiques et royales, être assez heureux pour secondar vos intentions et vous aider par mes faibles moyens à consommer le grand ouvrage, dont le gouvernement vous a chargé et dont la gloire doit rejaillir uniquement sur vous (1). » Et le général mandait, le lendemain matin à Clarke : « J'ai encore un peu d'espérance de pacifier sur la rive gauche de la Loire. J'ai vu Bernier qui se flatte de pouvoir réussir à y faire se soumettre. Je lui ai promis que, si le licenciement est absolu le 1<sup>er</sup> pluviôse (21 janvier), je l'enverrai en porter la nouvelle au Premier Consul. Cet homme a de l'esprit, du caractère, de l'ambition et beaucoup d'influence ; s'il veut servir le gouvernement, il lui sera très utile (2). »

Il semble donc qu'à la suite de cet entretien Hédouville ait repris quelque confiance et que Bernier se soit flatté de tenir, au moins sur la rive gauche de la Loire, le succès.

L'impatience de Bonaparte remit tout en question. Pressé d'en finir avec l'Ouest, afin de rendre disponibles les troupes nécessaires à ses prochaines campagnes (3), il adressa coup sur coup, les 8 et 10 janvier 1800, aux armées, puis aux populations de l'Ouest, deux proclamations virulentes. « Il ne peut plus, déclarait-il, aux Vendéens rester armés contre la France que des hommes sans foi comme sans patrie, des perfides instruments d'un ennemi étranger, ou des brigands noircis de crimes, que l'indulgence même ne saurait pardonner. La sûreté de l'État et celle des citoyens veulent que de pareils hommes périssent par le fer et tombent sous le glaive de la force nationale. Une plus longue patience ferait le triomphe des ennemis de la République. » Quant aux troupes, il leur donnait les consignes les plus rigoureuses : « La masse des bons habitants, écrivait-il, a déposé les armes ; il ne reste plus que des brigands, des émigrés,

(1) Bernier à Hédouville, 23 niv. an VIII (13 janv. 1800). Arch. Guerre. B<sup>5</sup> 64.

(2) Hédouville à Clarke, 24 niv. an VIII (14 janv. 1800). Arch. Nat. AF, IV, 1590.

(3) *Notes rédigées en 1803 par le général Hédouville*. Arch. Guerre. Mémoires. 503.



des stipendiés de l'Angleterre. Des stipendiés de l'Angleterre ! ce ne peut être que des hommes sans aveu, sans cœur et sans honneur. Marchez contre eux... Faites une campagne courte et bonne ; soyez inexorables pour les brigands. » Chose plus grave que ces ordres implacables et que ces violences verbales, un arrêté des consuls, joint à ces proclamations, « défendait à tous les généraux et fonctionnaires publics de correspondre, en aucune manière et sous quelque prétexte que ce fût, avec les chefs des rebelles (1) ». C'était donc interdire et rendre impossible toute négociation.

Bernier fut consterné, quand, à son « retour au sein de la malheureuse Vendée », il eut connaissance de ces mesures. « On se demande avec effroi, écrivait-il à Hédouville, si de nouvelles scènes d'horreur se préparent. » Cependant le curé de Saint-Laud ne voulut pas se décourager, car « les projets bien connus de Bonaparte », les intentions personnelles du général commandant l'armée d'Angleterre, les dispositions de d'Autichamp, lui donnaient confiance dans le succès final. Il continua donc à espérer ; il continua aussi à agir et, loin de ralentir ses efforts, la gravité même des conjonctures ne fit qu'accélérer l'exécution de ses plans.

Ceux-ci se ramenaient essentiellement à son principe habituel ; diviser pour dominer. Il travaille donc, et par lui-même, et par les chefs qu'il tient en main, à endoctriner les hésitants, à réduire les opposants, pour détacher les Vendéens des Bretons et des chouans irréductibles et conclure sur la rive gauche une paix séparée. Ce résultat obtenu, il faudrait bien que la rive droite, abandonnée à elle-même, suivît tôt ou tard cet exemple.

Mais le temps presse ; outre qu'il faut prévenir par une action rapide la reprise des hostilités et rendre inopérants les ordres belliqueux de Bonaparte, seul, un effet de surprise peut assurer auprès des insurgés le succès de la manœuvre. Le 15 janvier, le curé de Saint-Laud appelle d'urgence d'Autichamp, qui est parti dans les Deux-Sèvres « mettre ordre aux infractions de l'armistice dont on s'est plaint », car il compte beaucoup sur l'influence de ce général pour rallier, outre ses subordonnés, MM. de Châtillon et Bourmont. « Aussitôt que l'entretien de lui à moi personnellement sera terminé, mande-t-il le 15 janvier, à Hédouville, un courrier vous en portera le résultat. MM. de Châtillon et Bourmont suivront certainement

(1) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 526.

l'exemple de la Vendée. Les autres chefs les imiteront (1). » Conformément à cette promesse, le lendemain, à onze heures du soir, une seconde lettre de Bernier partait pour Angers qui rendait compte de son entrevue avec le général vendéen : « Enfin, notre horizon politique, jusqu'ici ténébreux, commence à s'éclairer. M. d'Autichamp s'est rendu à mon invitation. Il a écrit de suite à M. de Châtillon pour le prévenir, et par lui M. de Bourmont, de ses intentions pacifiques. Des ordres ont été expédiés, dans le même instant, à tous les chefs et officiers, pour qu'ils se rendent demain à Montfaucon. Là, tous sont requis de donner leur avis sur le licenciement proposé, qui s'effectuera de suite. Il ne nous reste aucun doute sur le succès. »

Ces bonnes nouvelles introduisaient la demande de quelques concessions provisoires en faveur de M. d'Autichamp, qui eût seulement désiré qu'on eût donné quelques jours pour le licenciement parfait d'environ 160 chasseurs qu'il a, afin de pouvoir les prévenir à temps et leur donner les moyens de se placer dans les fermes. Il serait à craindre que, licenciés subitement, ils ne formassent « des bandes dangereuses pour la tranquillité ». Sous prétexte d'obtenir à cette demande une réponse, Bernier faisait remarquer à Hédouville qu'il pouvait, sans contrevenir à l'arrêté du 22 nivôse, continuer avec lui rapports et correspondances. « Je ne suis pas un chef, écrivait-il, ni dois être considéré comme tel. »

Enfin, avec des apparences de détachement, le curé de Saint-Laud terminait par lui-même, en acceptant la proposition qui lui avait été faite de se rendre à Paris. « Le citoyen Barré, écrivait-il, m'a fait part de vos intentions pour un voyage... Je vous en témoigne toute ma reconnaissance. Mon premier vœu est d'être utile à mes concitoyens, d'être à même de les obliger et de sauver un pays malheureux d'une seconde dévastation. Je saisirai avidement, toutes les occasions de le remplir (2). »

C'est que, dès ce moment, Bernier pouvait escompter la récompense officielle promise à son action pacificatrice, car tout se déroulait suivant l'ordre prévu. D'abord, les chefs vendéens, dûment chapitrés par ses porte-parole, quittèrent Montmoutier pour tenir à Montfaucon leur conférence distincte ; d'Autichamp et ses auxiliaires les avait persuadés que l'entêtement aveugle des Bretons, leur refus de toute conciliation engagerait dans les pires aventures ceux qui

(1) Bernier à Hédouville, 15 janvier 1800. Arch. Guerre. B<sup>3</sup> 64.

(2) *Ibid.*

imprudemment, marcheraient à leur remorque ; ni l'Anjou ni le Poitou ne devaient subir les conséquences épouvantables qu'entraînerait pour eux la politique bornée de leurs amis chouans. Ce résultat acquis, il fallait orienter dans le sens voulu les décisions de Montfaucon. Bernier s'en charge. Sans doute, il n'assiste pas à la réunion, mais, dans la coulisse, il monte tout le scénario, distribue à ses hommes de confiance, Dubouchet, Renou, Beauvollier, d'Autichamp leurs rôles, ravitaille les orateurs en arguments, assure sa majorité. Dans ces conditions, la conclusion ne faisait pas de doute. Il y eut bien quelques incidents de séance ; on se disputa, on se battit presque, des tables furent renversées, des épées dégainées et la « maison du conseil » garde encore trace des bûches que se renvoyaient des partenaires excités. Mais le dénouement fut celui que Bernier escomptait ; le calme étant revenu, les chefs se prononcèrent pour la paix.

A Angers cependant, Hédouville et Barré attendaient non sans quelque impatience, des nouvelles de Bernier. « Notre courrier n'est pas encore arrivé, mandait le 18 janvier à son général le commissaire des armées républicaines, et pour rassurer son chef en même temps qu'il cherchait à se rassurer lui-même, il observait que, vu le départ tardif du messenger, vu l'éloignement du curé de Saint-Laud » qui se trouve au moins à douze lieues, il n'y avait pas encore de temps de perdu ; malgré les dispositions prises pour hâter leur transmission, on ne pouvait guère recevoir les dépêches avant deux heures (1).

Bernier d'ailleurs était trop jaloux de s'approprier le succès pour ne point l'annoncer avec une diligence extrême. Aussitôt qu'il connaît le résultat de la conférence tenue par les chefs de la rive gauche à Montfaucon, il expédie à Angers une délégation pour communiquer officiellement à Hédouville les résolutions prises. « Général, lui écrit-il, vos vœux et les miens sont remplis. Aujourd'hui, à 2 heures, la paix a été acceptée avec reconnaissance par tous les chefs et officiers de la rive gauche de la Loire. La rive droite va, sans doute, imiter cet exemple, et l'olivier de la paix remplacera sur les deux rives les tristes cyprès que la guerre eût fait croître. Je charge MM. de Beauvollier, Dubouchet et Renou de vous porter cette heureuse nouvelle. Cette paix est votre ouvrage ; soutenez-là, général, par la justice et la bienfaisance. Votre gloire et votre bonheur y sont attachés. Je ferai, pour remplir vos vues salutaires, tout ce qui dépendra de moi. La sagesse le commande, l'humanité le veut. Il est de mon caractère

(1) Barré à Hédouville, 28 niv. an VIII (18 janv. 1800). Arch. Guerre, B<sup>3</sup>, 64.

de seconder tout ce qui peut contribuer au bonheur des hommes. Telles sont mes intentions ; vous les connaissez : je ne puis varier. Mon cœur est tout entier au pays que j'habite et sa félicité est le premier de mes vœux (1). »

Beauvollier, Dubouchet et Renou, avec leur message, arrivèrent au quartier général dans la journée du 19 ; le soir même, le citoyen Paultre de la Motte, aide de camp d'Hédouville, portait au gouvernement la lettre où Bernier « faisait part de la pacification », comme si c'était son ouvrage (2).

Le surlendemain, le curé de Saint-Laud notifiait officiellement aux prêtres vendéens, la conclusion de la paix. « Le général en chef de l'armée d'Angleterre, leur écrit-il, m'assure et à vous tous, que le culte sera libre et que le gouvernement français n'exigera rien de ses ministres qui puisse être opposé à leur conscience ou à leurs opinions. » En conséquence, il invitait les ecclésiastiques à se livrer « sans crainte aux pieux mouvements de leur zèle, » à reparaitre au milieu des peuples, à rouvrir « avec éclat les temples du vrai Dieu, » à célébrer « avec pompe l'auguste sacrifice de la nouvelle alliance. (3) » Puis, après avoir rédigé cette circulaire, Bernier se mettait en route pour se rendre à Angers, et de là, comme c'était entendu avec Hédouville, à Paris ; il ignorait encore que celui-ci avait été relevé de son commandement par le Premier Consul, impatienté de ses atermoiements, et que le premier ordre de son successeur, le général Brune, portait interdiction absolue de communiquer, sous quelque prétexte que ce fût, avec les chefs vendéens.

Lors donc qu'il se présente en pleine nuit, avec le commissaire Barré et ses deux domestiques, aux Ponts-de-Cé, il se voit arrêté par la sentinelle et, de suite, la situation devient tragique. Le poste sort en armes et veut contraindre les voyageurs à pénétrer dans le corps de garde. Barré s'y refuse et demande à être conduit immédiatement avec sa suite au commandant de place ; mais tous ses efforts échouent contre l'entêtement des soldats ; « il fallut descendre de cheval, il fallut entrer et entendre les menaces du sous-officier et de ses hommes », qui parlaient de fusiller sur l'heure tous ces chefs vendéens. « Tandis que Bernier pâlisait, » le commissaire des armées

(1) Bernier à Hédouville, 18 janv. 1800. Arch. Guerre. B<sup>5</sup> 64.

(2) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 475.

(3) Bibl. de Nantes. *Papiers Dugast-Matifeux*, vol. 27, 5. La lettre est signée, Bernier, vicaire général.



républicaines essaie de se faire connaître ; non sans peine, il tire à l'écart le sergent. « Lisez, lui dit-il, les ordres dont je suis porteur, reconnaissez mes qualités et mon grade. Je vous somme de me suivre chez le commandant de la place. Je rendrai compte au général de votre conduite. » Le sergent examina les papiers. « Ordres sans valeur, répond-il. Celui qui les a donnés n'exerce plus le commandement et le général Brune, qui le remplace, a passé les consignes contraires et interdit tout rapport avec les brigands. » La destitution d'Hédouville fit sur Barré l'effet d'un coup de foudre. « J'en fus autant frappé, écrit-il, que du ton farouche et sinistre dont le sous-officier continuait à me répondre. » Cependant, la gravité du péril, l'indignation qu'il éprouvait « d'une pareille issue de tant d'efforts et de dévouement », lui inspirèrent une détermination énergique ; il somma donc le sergent de le suivre, le menaçant s'il refusait obéissance de le faire dégrader et punir exemplairement. Celui-ci parut hésiter, puis, dans un coin, tint conseil avec ses hommes pour solliciter leurs lumières. Enfin, après avoir laissé le commissaire et ses compagnons, trois quarts d'heure, « dans les angoisses les plus fondées, » il consentit à les escorter jusqu'à Angers avec trois de ses soldats.

Bernier respira. Pendant toute la scène, il s'était cru tombé dans un piège, trahi, perdu, et son émotion s'était traduite par la décomposition de ses traits. Barré avait bien entrepris de le rassurer, mais il ne semble pas que les protestations ni même les serments du commissaire aient réussi à le convaincre que sa personne était sacrée et inviolable aux yeux des républicains. La décision du sergent lui laissait espérer qu'il s'agissait seulement d'un malentendu ; l'accueil plein d'égards du général Hédouville lui en donna la conviction. Mais, au moment de toucher le but, l'alerte avait été chaude et, pour l'œuvre comme pour l'ouvrier, le péril bien grand. L'obstination inintelligente et brutale d'un sous-officier avait failli, à la dernière minute, par la mort du curé de Saint-Laud, « accréditer un grand trait de perfidie » et rendre illusoires « toutes les mesures concertées pour la pacification (1) ».

(1) BARRÉ, *Essai sur l'industrie, les mœurs, l'administration et les besoins de la Vendée*, 57. Barré nous a fait lui-même dans cet ouvrage le récit dramatique de cette aventure. Chassin s'est trompé en plaçant cette scène (*les Pacifications de l'Ouest*, III, 523) dans la nuit du 13 au 14, lors du premier voyage de Bernier à Angers, puisqu'à cette date, Hédouville commandait encore l'armée. D'ailleurs Barré raconte lui-même que cette scène eut lieu après la signature du traité de Montfaucon.

La conclusion de l'accord devait d'ailleurs ménager d'autres surprises. Si les officiers envoyés par d'Autichamp pour notifier à Hédouville les décisions de Montfaucon, passèrent sans encombre les lignes républicaines, leur étonnement fut extrême lorsqu'ils apprirent que le curé de Saint-Laud les avait prévenus au quartier général. Ils manifestèrent hautement leur dépit et firent entendre de vives protestations. « Bernier, dirent-ils, n'avait reçu du conseil aucun mandat et, en se présentant au nom de celui-ci, il avait usurpé, de façon illégitime, une autorité dont il n'était nullement revêtu. Le curé de Saint-Laud exhiba alors les pouvoirs que Pallu-Duparc lui avait remis de la part du comte d'Artois, quelques jours avant la conférence de Montfaucon ; à ces pouvoirs, on ne pouvait rien opposer (1). Cela n'empêcha pas d'Autichamp de se plaindre, lui aussi, à Hédouville ni de dénoncer, dans une lettre assez claire, les manœuvres du curé de Saint-Laud ; sous les termes généraux qu'il emploie, on reconnaît sans peine celui qu'il vise spécialement. « J'ai appris, par voie indirecte, écrit-il le 23 janvier, que des officiers de l'armée s'étaient permis de leur chef de vous porter la nouvelle de la pacification. S'ils s'en sont tenus là, ils n'ont d'autre tort que de l'avoir fait sans mon ordre ; mais s'ils se sont dits munis de quelque pouvoir de ma part, ils vous en ont imposé et il est de mon devoir de vous prévenir que tout ce qui émanait d'eux est absolument nul. Vous m'avez fait connaître que vous êtes instruit des cabales que quelques individus ont fait dans ce pays-ci ; ceux dont je vous parle en sont les chefs et je vous engage à vous en méfier, comme je m'en méfie moi-même (2). » Mais n'était-ce pas justement, grâce au chef de cette cabale, qu'Hédouville avait pacifié le sud de la Loire et, dans le concert de félicitations et d'actions de grâces qui s'élevait de toutes parts, il semble bien que cette fausse note se perdit.

D'ailleurs le gouvernement lui-même associait le curé de Saint-Laud à l'expression de sa reconnaissance. « J'ai lu avec un vif intérêt la lettre de Bernier, écrivait Bonaparte à Hédouville, le 2 pluviôse an VIII (22 janvier 1800) ; elle est d'un homme éclairé et digne de coopérer au bonheur et à la gloire de la patrie. Je le verrai avec plaisir (3). » Pareille invitation n'avait pas besoin d'être réitérée ; Bernier accepta cette offre avec empressement ; quelques jours après

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 475.

(2) D'Autichamp à Hédouville, 23 janv. 1800. Arch. Guerre. B<sup>s</sup> 64.

(3) *Correspondance de Napoléon*, VI, n<sup>o</sup> 4545.

il partit pour Paris, après avoir reçu 1 800 francs que le général lui fit compter pour les frais de son voyage (1). »

## II

Malgré le mauvais état de sa voiture qui exigeait à chaque poste des réparations, Bernier arriva à Paris le 26 janvier avec son compagnon M. du Bouchet et l'aide de camp d'Hédouville, Paultre de la Motte ; « par des courses de nuit », les voyageurs avaient « suppléé à ce retard ».

Dès le lendemain le curé de Saint-Laud se présentait au général Clarke qui l'accueillit « avec cet air de bonté qui lui est naturel », et lui donna rendez-vous le 28 à 10 heures, pour le conduire chez le Premier Consul qui, retenu au Conseil d'État jusqu'à la nuit, ne pouvait lui donner audience pour le moment. D'accord avec Clarke, il fut convenu que Bernier verrait seulement le ministre de la Guerre après Bonaparte, qu'avant de connaître les intentions de celui-ci, il garderait le plus strict *incognito*, ne visiterait personne, resterait absolument ignoré. Seul Hédouville connaissait l'identité du citoyen Deschamps et son adresse, petit hôtel de Vauban, rue de la Loi, n° 1249, vis-à-vis de la fontaine (2).

Tous les témoignages s'accordent (3) à reconnaître que le premier contact fut très cordial. « Je rendrai difficilement, écrivait Bernier à Hédouville, le 1<sup>er</sup> février, l'accueil que j'ai reçu ; » il fut même invité à la Malmaison où il dîna avec le Premier Consul ; dès lors, il fait figure de personnage officiel, paraît « avec toute la publicité possible » ; on le voit à la table de Cambacérès, de Lebrun, à la table des ministres. Non contents d'annoncer la présence à Paris du citoyen Bernier, ci-devant curé d'Angers, qui a signé la pacification pour les chouans, les journaux du 11 pluviôse rapportent qu'il a été accueilli avec distinction par Bonaparte, qu'il a reçu des félicitations officielles pour avoir arrêté l'effusion du sang français ; ils signalent même que,

(1) Hédouville. Notes rédigées en 1803. Arch. Guerre, Mémoires. 503.

(2) Bernier à Hédouville, 1<sup>er</sup> févr. 1800. Arch. Guerre. B<sup>2</sup>, 64.

(3) Clarke écrit à Hédouville le 9 pluviôse (29 janvier) que le curé Bernier a été bien reçu par le premier Consul, *ibid.*, et Paultre à Hédouville, le 3 février (14 pluviôse) : Bernier a été parfaitement accueilli par le Consul. Cité par la Sicotière, *Les soumissions dans l'Ouest*, 15.

venu sous un nom d'emprunt, il affichait maintenant par la volonté du Premier Consul sa vraie personnalité, que toutes garanties lui avaient été fournies pour sa sécurité et qu'il avait pour gage la parole du gouvernement. Quelques jours plus tard, sa présence est remarquée au bal que donne le citoyen Talleyrand, ministre des Relations extérieures (1), et le *Journal des Débats* le mentionne parmi les personnages importants qui prennent part à cette fête. Bientôt il a ses entrées libres aux Tuileries et à la Malmaison (2).

Mais Bernier n'est pas homme à se contenter de compliments platoniques. S'il ne méprise ni les faveurs, ni l'encens, s'il jouit de l'intérêt que porte aux hommes de Vendée la curiosité parisienne, et d'une fortune qui contraste si heureusement avec ses années de campagne, il entend surtout utiliser dans l'intérêt de son avenir, de ses amis et protégés, de la cause vendéenne, de la cause religieuse, des avantages presque inespérés. Pendant les deux mois que durera son premier séjour à Paris, il va donc, se glissant par toutes les portes qui s'ouvrent devant lui, déployer une activité incroyable et poursuivre, avec une ténacité, une constance, une habileté étonnantes, la réalisation de ses plans. Le premier objet de son voyage à Paris était la pacification de l'Ouest. La paix de Montfaucon en marquait la première étape ; il fallait maintenant que la soumission se généralisât et s'étendît à toute la rive droite, c'est-à-dire aux chouans de Bourmont et de Cadoudal, comme aux Normands de Frotté. Le curé de Saint-Laud avait prévu que les uns après les autres tous ces chefs seraient contraints de déposer leurs armes, la défection des Vendéens ayant porté à l'insurrection un coup mortel et définitif. Déjà, le 20 janvier, Châtillon avait suivi l'exemple d'Autichamp et le 29 janvier, la Prévalaye à son tour signe la paix. Restaient les plus irréductibles. Le 27 janvier, en débarquant à Paris, Bernier apprend avec joie « l'ascension de M. de Bourmont à la paix. Je la croyais inévitable, écrit-il à Hédouville ; j'avais toujours persisté dans cette opinion. Je savais qu'on devait le presser de plus en plus de remplir la parole donnée et je ne doute pas qu'il y ait satisfait. Mes vœux sont remplis, ajoutait-il, avec satisfaction, et mes pressentiments réalisés (3) ».

(1) *Journal des Débats*, 8 vent. an VIII.

(2) Y. BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 196, note A. « J'ai entendu, rapporte Besnard, des officiers se plaindre de la consigne de laisser passer l'abbé Bernier, lorsqu'il se présentait.

(3) Bernier à Hédouville, 7 pluv. an VIII (27 janv. 1800). Arch Guerre. Armée d'Angleterre. B<sup>s</sup> 64.



Mais si M. de Bourmont a demandé le 23 janvier un armistice et le 4 février conclu la paix, il ne s'empresse nullement de désarmer. De là chez Bonaparte une grande irritation contre lui. « Bourmont nous joue, écrit-il à Hédouville le 24 pluviôse an VIII : il n'a rendu ni ses canons ni ses armes... Faites connaître à Bourmont qu'il ait à rendre ses canons, vingt-quatre heures après votre sommation à cet effet, et 3 000 fusils trois jours après. Sur la réponse négative, mettez-vous à la tête de vos troupes et ne quittez vos bottes que lorsque vous l'aurez détruit (1). » Mais Hédouville, qui connaissait mieux que Bonaparte les difficultés de la guerre chouane et reprochait aux états-majors de Paris leur prétention de la conduire avec les méthodes en usage dans la guerre régulière, ne se souciait pas de ranimer une lutte épuisante contre un adversaire partout insaisissable et partout présent (2).

Bernier par ailleurs, en l'avertissant des intentions de Bonaparte, lui conseillait de faire l'impossible pour obtenir une solution pacifique : « Je viens d'avoir avec le Premier Consul, écrivait-il le 15 février, à Hédouville, un nouvel entretien sur la position de nos malheureux pays. Il se plaint des lenteurs de Bourmont ; il m'a même annoncé qu'il donnait l'ordre de marcher contre lui. Cet ordre, ou vous est parvenu ou ne tardera pas à vous être rendu. Dans l'un et l'autre cas, faites, je vous en conjure, tout ce qui dépendra de vous pour n'être pas obligé d'en venir à des hostilités. Le Consul verra avec plaisir tout ce que vous ferez pour prévenir l'effusion du sang. Il sait trop apprécier le service que vous venez de rendre à l'État pour ne pas s'en rapporter uniquement à votre sagesse. Vous avez près de vous des ci-devant officiers de M. de Bourmont. Il serait possible, en lui adressant quelqu'un d'entre eux, de l'amener par la modération au point que le gouvernement désire. Je le crois d'autant plus volontiers que je sais M. de Bourmont entravé de quelques sous-chefs un peu indépendants et dont l'obstination pourrait bien être la seule

(1) *Correspondance de Napoléon*, VI, n° 4588.

(2) Voir à ce sujet les curieuses réflexions d'Hédouville dans ses *Notes* rédigées en 1803. « Bonaparte qui ne connaissait ni la tactique ni la force des Chouans, écrit-il, était persuadé que les départements de l'Ouest pouvaient et devaient être conquis comme des pays ennemis hors de France... Tous les ordres du gouvernement tendaient à conduire cette guerre comme une guerre régulière. » Et décrivant les tactiques, les méthodes d'espionnage et de signalisation des Chouans, il ajoutait que dans une guerre ordinaire « on a du moins l'avantage de voir ses ennemis et de ne pas donner des coups d'épée dans l'eau ». Arch. Guerre, *Mémoires*. 503.

cause de ses lenteurs. Vous êtes sur les lieux, vous savez qu'en penser. Je ne puis que vous conjurer, au nom de l'humanité que vous avez si bien servie, d'épuiser tout avant d'en venir aux extrémités. » Ses réflexions personnelles, les conseils voilés, mais cependant assez nets, de Bernier déterminèrent le général à désobéir et, au lieu de marcher contre Bourmont, il lui remit un passeport pour Paris, exposant au Premier Consul l'impossibilité où il se trouvait d'exécuter ses ordres. Celui-ci entra dans une violente colère ; Bernier qui s'entremet pour détourner, en apaisant son courroux, les foudres qui menaçaient Hédouville (1), en reçut quelques éclats en compagnie de Dalton, l'aide de camp du général ; à la fin, il réussit à justifier la politique prudente qu'il avait lui-même suggérée ; il en obtint même l'approbation (2).

Cependant, Cadoudal et Frotté continuaient leur lutte et Bernier en éprouvait plus de désolation que d'étonnement. « On sait qui les mène, écrivait-il ; l'Angleterre ne dissimule pas, elle dit nettement que leur opposition armée empêchera au moins trente mille hommes d'être, à l'ouverture de la campagne, sur les bords du Rhin. Voilà la mille et unième fois qu'elle n'agit que pour elle ; comment, après cela, ne pas ouvrir les yeux (3)? » Mais Georges et Mercié abandonnés de tous, coupés de la côte par les manœuvres de Brune, serrés de toutes parts à l'intérieur du pays, durent à leur tour, le 13 février, signer leur soumission. Frotté qui s'obstine le dernier, tombe dans un guet-apens, pour être, dans des conditions peu honorables pour la loyauté de ses ennemis, fusillé le 18 février à Verneuil ; un mois après, son lieutenant se résigne à déposer les armes et Bernier, à tort ou à raison, se prévaut de ce dernier succès. « J'ai eu enfin le doux plaisir, écrit-il le 23 mars à Hédouville, de consommer la paix de la ci-devant Normandie ; Brulart, successeur de Frotté, s'est rendu avec tous ses officiers. Il est ici avec un regret, celui de n'avoir pas fait plus tôt ce que le devoir et la prudence lui dictaient (4). » Ainsi se terminait l'œuvre entreprise par le général Hédouville avec le curé de Saint-Laud ; ainsi se réalisait pleinement sa prophétie du 18 janvier : sur les deux rives de la Loire, « les tristes cyprès que la guerre eût fait croître » étaient remplacés par « l'olivier de la paix (5) ».

(1) Bernier à Hédouville, 15 fév. 1800. Arch. Guerre. B<sup>s</sup>, 65.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 568-573.

(3) Bernier à Hédouville, 1<sup>er</sup> fév. 1800. Arch. Guerre. B<sup>s</sup>, 65.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

De cet olivier planté par ses soins, Bernier entend bien recueillir les fruits, car cette première tâche si heureusement terminée, lui donne autorité et crédit pour entreprendre, sur une plus vaste échelle, le plus grand œuvre dont il rêve pour son pays ; on le voit donc simultanément poursuivre plusieurs buts en apparence divergents, mais qui tous se ramènent à une préoccupation unique : se créer dans la Vendée une situation très forte qui lui permettra d'intervenir dans les affaires de l'État, afin d'élargir à toute la France sa politique de pacification religieuse.

Aussi l'un de ses premiers soins est-il de pousser des candidatures et de solliciter des grâces, qui lui vaudront des clients. A peine débarqué à Paris, il entonne le panégyrique d'Hédouville et, naturellement, fait savoir à l'intéressé, dans les termes les plus flatteurs, que « les départements de l'Ouest ont ici des échos », que ces échos, « comme sur les rives de la Loire, » célèbrent ses louanges à qui mieux mieux (1). Presque aussitôt, le curé de Saint-Laud représente au Premier Consul son désir « de voir, au moins pour quelque temps, les deux fonctions de général et de préfet à Angers réunies » en la personne de son collaborateur, « pour le maintien de la paix, avec la surveillance directe des autres départements pacifiés, » et le 31 janvier (2), quatre jours après son arrivée, au nom de Bonaparte qui adopte son projet, il propose à Hédouville cette double charge en insistant très fort pour obtenir son acceptation, au nom des Vendéens qui sollicitent leur bonheur par la continuation de ses pouvoirs. Toutefois, au cas d'un refus qu'il ne voulait pas envisager, Bernier demandait à son candidat s'il ne désirait pas « porter à la préfecture une personne » qui lui fût « entièrement dévouée ». Malheureusement, pour Bernier, si Hédouville approuve « que les pouvoirs de haute police fussent, dans l'Ouest, laissés entre les mains des chefs militaires », il se déroba à la proposition dont il était l'objet et récusait l'honneur que le gouvernement lui voulait faire. Le choix de Bonaparte se porta alors sur Pierre Montault, qui fut préposé le 29 mars 1800 à l'administration civile du département. Cette nomination à laquelle il n'avait aucune part déçut manifestement le curé de Saint-Laud. S'il cache son dépit, jamais il ne pardonnera au pauvre Montault de s'installer en intrus dans son fief, ni de traverser ses plans ; son opposition insidieuse et sourde ne désarmera point pendant toute la

(1) Bernier à Hédouville, 27 janv. 1800. Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 64.

(2) *Ibid.*

durée de ses fonctions, et le préfet de Maine-et-Loire souffrira de son hostilité.

La désignation des nouveaux sous-préfets ne préoccupe pas moins l'ancien commissaire général des armées catholiques et royales. « Nous l'attendons avec impatience, écrit-il le 23 mars (1), » et il ajoute : « Le ministre de l'Intérieur a promis de nous appeler pour cet objet ; je désire qu'il écoute nos représentations pour éviter les mauvais choix (2). » Il est à croire qu'en la matière ses indications furent mieux suivies, puisque Beaupréau du moins reçut un administrateur à sa dévotion, en la personne du citoyen Barré, si étroitement associé à sa politique ; nul doute qu'il n'ait proposé lui-même, pour cet arrondissement, particulièrement cher à son cœur, l'agent secret qui lui avait transmis, en décembre 1799, les premières offres du gouvernement.

Si, par reconnaissance autant que par intérêt, le curé de Saint-Laud veille à mettre en bonne place les républicains qui furent ses collaborateurs, il n'oublie pas davantage les Vendéens qui partagèrent ses luttes et ses travaux ; en leur faveur, il use de tout son crédit, de toute son influence. Bonaparte ayant autorisé Hédouville à promettre quarante radiations sur la liste des émigrés aux chefs les plus influents, Châtillon, la Prévalaye, d'Autichamp présentèrent donc une liste sur laquelle ils portèrent leurs principaux officiers. Bernier, lui aussi, dressa la sienne. Mais il n'était pas homme à limiter ses bienfaits ni le nombre de ses débiteurs et, sous prétexte de transmettre la requête d'Autichamp « qui languit dans son lit », il essaie d'arracher, au ministre de la police lui-même, une extension des mesures de clémence consenties par le Premier Consul. La Vendée, lui expose-t-il, a droit à une plus grande latitude et à un supplément de bienfaits. Outre que ce pays formait à lui seul trois armées distinctes, celle du Haut-Anjou, celle du Centre, celle du Bas-Poitou, il a beaucoup plus souffert que les autres des incendies et des massacres ; la guerre y a commencé plus tôt ; elle s'y est déroulée avec plus d'acharnement et de furie ; enfin, ses malheurs méritent plus de pitié, l'exemple qu'il a donné, en faisant le premier sa paix avec le gouvernement doit lui valoir aussi plus de reconnaissance, et Bernier profite de ce plaidoyer pour ajouter aux propositions de son ancien général une liste de femmes ; puis, « à part, sous quatre jours », il

(1) Bernier à Hédouville, 23 mars 1800. Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 65.

(2) *Ibid.*



demande la radiation « expressément accordée par le Premier Consul, de Louis-Charles-Alexandre Mabilie de la Paumelière, de Neuvy (Maine-et-Loire), fusillé à Angers, en l'an IV, comme chouan, pris les armes à la main, sans déclaration de jury ». Sont exigées également comme accordées par le Premier Consul, « pour prix des efforts faits par Bernier » en faveur de la paix, outre deux radiations d'habitants obscurs du Maine-et-Loire, Lebeault et Lancveau, la liberté de trois prêtres détenus à Oléron, et de Cormatin emprisonné à Cherbourg, ainsi que le rappel de Louis Beauvais, ex-maire du département de la Sarthe, déporté à Cayenne après le 18 fructidor (1).

Mme de la Paumelière pourrait ainsi, grâce à la radiation posthume de son mari, rentrer en possession de ses biens séquestrés et Bernier qui ne cessa de soutenir ses réclamations, tant que le domaine n'eût pas donné satisfaction à ses requêtes, reconnaissait ainsi, dès la première heure, les dettes contractées par l'agent général des armées catholiques et royales vis-à-vis de l'hospitalière châtelaine du Lavoir.

Bernier ne se borne pas à solliciter des pardons ; il essaie en outre d'obtenir pour ses anciens auxiliaires des charges et des emplois au service du gouvernement. C'est ainsi qu'on le voit présenter des plans pour l'utilisation « des bons soldats de la guerre sainte (2) », et proposer H. Forestier pour le grade de commandant de cavalerie, La Garde, pour celui de lieutenant de vaisseau, recommander un certain Legris-Duval et un certain Molerand, qui feraient utilement le premier un commissaire de la marine, le second un officier d'artillerie ; enfin, lorsqu'il s'agit de lever, dans l'Ouest, des chevaux pour la prochaine campagne, le curé de Saint-Laud désigne au ministère de la Guerre des agents susceptibles d'accélérer « avec modération, sans susciter de nouveaux troubles, cette réquisition délicate ». Pour les Deux-Sèvres, pour Nantes, pour Fontenay, il réussit à imposer ses hommes ; naturellement, il le fait savoir à Hédouville, en lui recommandant, au nom du ministre, ces citoyens qu'honore la confiance consulaire ; naturellement aussi, il exprime le regret de n'avoir pu en faire autant pour le Maine-et-Loire, « où les arrangements avaient été antérieurement adoptés. » Les choses pourtant eussent été beaucoup mieux avec ses candidats qui donnent toute garantie de sagesse. Obtenir pour les anciens insurgés des situations officielles, n'était-

(1) Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 6229, et CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 616.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 616.

ce pas le meilleur moyen de les rallier au gouvernement ou, pour reprendre une métaphore de Hoche, « de les attacher au char de l'État ». Telle était d'ailleurs la politique du Premier Consul lui-même ; déjà soucieux de réunir à sa cause les éléments royalistes pour opérer dans ses administrations, dans son armée, dans son clergé, cet amalgame des anciens partis qui symboliserait la France nouvelle, n'allait-il pas offrir à Cadoudal même le commandement d'une division sur le Rhin (1).

Toutefois, si le curé de Saint-Laud, en liquidant le passé paie ses dettes et s'assure pour l'avenir des points d'appui, si en même temps il surveille l'organisation administrative de l'Ouest, s'occupe de contributions, de dégrèvements et, pour tout résumer d'un mot, assure « dans son malheureux pays les principales bases du bonheur futur (2) », une préoccupation chez lui domine toutes les autres ; la situation religieuse de la France. Sans doute, les documents sont rares qui nous permettraient de suivre, pendant ces deux mois, le travail qu'il entreprend auprès du Premier Consul pour aboutir au Concordat ; sur leurs entretiens fréquents, sur l'orientation progressive qu'il imprime aux réflexions de Bonaparte, il observe naturellement une grande discrétion ; une lente maturation et un secret absolu n'étaient-ils pas, en matière si difficile, conditions essentielles de succès ? Toutefois, dès janvier, une pétition du curé de Saint-Laud, perdue dans un dossier des radiations aux Archives du ministère de la Guerre, en dit long sur ses desseins ; Bernier « propose de profiter de l'élection du nouveau pape pour faire cesser en France les dissensions religieuses (3) ». Six mois auparavant, il tirait de la nouvelle élection pontificale, un espoir tout différent : « Au lieu d'un Souverain Pontife captif et décrépît, écrivait-il alors, nous en aurons un indépendant, qui parlera avec force et sans craindre l'influence républicaine, ce qui peut beaucoup sur l'esprit des catholiques (4). » C'était le temps, où il se réjouissait des défaites françaises, relatait à Soyer et à Forestier les victoires des Autrichiens et des Russes, comme il eût fait pour les victoires du roi, voyait dans le succès de Souvarov à Novi « le jour de l'Assomption » un signe du ciel (5). Rallié sincé-

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 512.

(2) Bernier à Hédouville, 1<sup>er</sup> fév., 23 mars. Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 65.

(3) Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 64.

(4) Bernier à Beauvillier, 16 septembre 1799, publié par F. UZUREAU, *Revue du Monde catholique*, CLXIV, 423.

(5) « Les nouvelles des frontières sont superbes. L'archiduc a abattu Masséna

rement et le premier de tous à Bonaparte (1), on le trouve désormais aussi soucieux de libérer par la soumission totale de l'Ouest, les armées indispensables à la prochaine campagne, que d'utiliser pour la réconciliation des Français l'autorité morale de Pie VII. Une curieuse lettre du 15 février 1800 nous montre que, dès leur premier entretien, Bonaparte et Bernier abordèrent à propos de la Vendée la question religieuse. « Le Premier Consul est un homme extraordinaire, qui sent parfaitement que tous les sacrifices faits par les Vendéens ne peuvent être condamnés à la stérilité. Quand je lui raconte la piété et les traits de courage dont plus d'une fois j'ai été le témoin, sa figure s'anime, on croirait qu'il est jaloux de ces soldats qu'il n'a pas commandés. Il m'a dit plus d'une fois : je serais fier d'être Vendéen, et il me demande si c'était seulement pour leurs princes que les paysans affrontaient ainsi tous les dangers. Je lui réponds que les Bourbons avaient bien leur part d'un semblable dévouement, mais que le plus grand nombre des paysans ne combattaient ainsi que parce qu'on avait touché à leur foi et à leurs prêtres. Plus d'une fois il m'a dit : je leur rendrai tout cela. Ne faut-il pas faire quelque chose pour ceux qui ont tant fait en faveur de la religion? J'ai la certitude qu'il le fera, car jamais, peut-être, homme n'a saisi si bien la portée des choses (2). »

Ces préoccupations n'étaient pas nouvelles chez le Premier Consul. Si l'on a pu discuter ses convictions personnelles, il n'en est pas moins vrai qu'il se posait, en politique, le problème religieux. En cette matière, comme en beaucoup d'autres, l'Italie avait été pour lui une école et de cette école, il n'avait pas oublié les leçons. Préparé par son origine, son tempérament, son éducation, sa tournure d'esprit, sa connaissance parfaite de la langue, à comprendre ce pays si proche de son île natale, tout en déblatérant contre les moines et en maniant avec une vigueur plus ou moins feinte le jargon anticlérical des armées révolutionnaires, il n'avait pas manqué d'être fortement impressionné par la foi italienne, si semblable en sa nature et en ses manifestations à la foi de Lætitia, sa mère ; il avait compris quel tort faisait à la pénétration française, l'exportation de son incrédulité

à Baden, Souwarov a gagné la bataille de Novi le jour de l'Assomption, écrivait-il le 6 septembre 1799, Joubert y a été tué, Moreau blessé, Pérignon pris avec Grouchy et l'armée prise. » *Ibid.*, 1<sup>er</sup> nov. 1905, 114.

(1) « Il n'y eut en réalité avant Marengo que l'abbé Bernier pour se rallier à la personne de Bonaparte. » CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 617.

(2) *Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, 1905, I, col. 503.

et l'application brutale de sa législation révolutionnaire ; le contact avec certains prêtres en vue, avec certains prélats, comme l'évêque de Modène, l'évêque de Pavie, le cardinal Mattei, archevêque de Milan, réforme chez lui certains préjugés ; empruntant même à ces « personnages respectables », dont il loue « la pureté des mœurs, la vie exemplaire, leur langage et leur onction », il avoue qu'en leur compagnie il croit se trouver « aux premiers siècles de l'Église (1) ». Enfin, au nom du Directoire, qui le mandate officiellement à cet effet, il entre en relations avec Pie VI. Si, dès ce moment, on relève chez lui sur la cour romaine, sur l'entourage du Souverain Pontife, sur le gouvernement des États pontificaux, les jugements tranchants et méprisants qui seront ceux de toute sa carrière, déjà, il traite la papauté avec ménagement et respect, dût-il pour cela, interpréter jusqu'à les méconnaître, les instructions de Paris. Avec l'aide et les conseils de François Cacault, qui s'avère d'ores et déjà un bon ouvrier de la pacification religieuse, il donne des assurances et pose de loin certains jalons. Le 28 octobre 1796, il fait savoir au pape qu'il a toujours été « contraire au projet qu'on lui a proposé et surtout à la manière de négocier », et il ajoute : « J'ambitionne bien plus le titre de sauveur que de destructeur du Saint-Siège... Moyennant la faculté illimitée que m'a donnée le Directoire, si l'on veut être sage à Rome, nous en profiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde et tranquilliser les consciences timorées de beaucoup de peuples (2). » Au commencement d'août 1797, dans une autre note, « véritable invite à un concordat (3) », le général va plus loin ; représentant que le gouvernement français rouvrirait les églises « du culte catholique, apostolique et romain » et qu'il accordait à la religion tolérance et protection, Bonaparte suggérerait que le pape dans ces conditions nouvelles, pourrait par une bulle, inviter les prêtres de France à « prêcher l'obéissance au gouvernement » et à faire « tout ce qui sera en leur pouvoir pour consolider la constitution établie ». Après cette première opération, ajoutait le commandant en chef des armées d'Italie, « il serait utile de connaître les mesures qui pourraient être prises pour réconcilier les prêtres constitutionnels avec les prêtres non constitutionnels, et enfin les mesures que pourrait pro-

(1) Bonaparte à Battaglia, 12 niv. an V (1<sup>er</sup> janv. 1797). *Correspondance de Napoléon*, II, n° 1347. Sur cette évolution des dispositions religieuses de Bonaparte voir P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 36 à 47.

(2) *Correspondance de Napoléon*, II, n° 1121.

(3) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 46.



poser la cour de Rome pour lever tous les obstacles et qui puissent ramener aux principes de la religion la majorité des Français (1) ».

Fructidor, l'expédition d'Égypte, interrompirent ces pourparlers où Bonaparte semble avoir suivi ses propres vues, plutôt que celles du Directoire, au nom duquel il négociait. Mais déjà, une idée germa dans son esprit, une expérience avait été faite et le problème religieux lui apparaissait non seulement en Italie, mais en France, intimement lié à tous ceux que posait l'héritage complexe de la Révolution.

Une fois maître du pouvoir, la guerre vendéenne et chouanne, qui se perpétue depuis bientôt sept ans comme un mal endémique, retient toute son attention ; c'est la première question qu'il entend régler. Immédiatement, il en distingue tous les aspects. Sans méconnaître avec les tendances séparatistes qui inspirent cette résistance irréductible, ce qui se mêle d'intrigues royalistes, d'ambitions personnelles, d'influences étrangères, de brigandages même, dans cette lutte de géants qui étonne l'homme de guerre et le politique tout ensemble, il aperçoit nettement le caractère religieux qui revêt ce soulèvement de tout un peuple, réclamant ses prêtres et son Dieu plus que ses nobles et que son roi. Sans doute, dans cette épopée grandiose, sanglante, chez les hommes comme chez les chefs, bien des misères voisinent avec une réelle grandeur ; tous les généraux ne vont pas à la bataille en portant cilice comme Lescure, tous les soldats ne chantent pas le *Vexilla Regis* en s'agenouillant devant les calvaires ; ceux qu'on appelaient les saints de la Vendée, tombant les premiers, leurs successeurs qui les égalent en courage, ne les égalent ni en valeur humaine ni en vertu chrétienne ; Charette demeure fort en arrière de son prédécesseur d'Elbée, et Stofflet ne rappelle que de loin le roturier Cathelineau ; des intrigues, des cruautés, des trahisons déflorent de plus en plus les pages de cette épopée, où ne figurent pas que des combattants et des héros. Cependant, il reste vrai que l'Ouest, avant tout, lutte pour sa religion, ses églises et son culte, que dans toutes les négociations il fait de la liberté religieuse la condition première et *sine qua non*, d'un accord.

Hoche, avec son esprit aussi ouvert qu'indépendant, l'avait reconnu et sans cesse rappelé au Directoire qui refusait de comprendre : « Une fois la question religieuse réglée, les Vendéens, affirmait-il, se résigneraient à abandonner le roi, peut-être même avec le temps à l'oublier. »

(1) *Correspondance de Napoléon*, III, n° 2068.

Cette politique d'un grand chef de guerre, prématurément disparu, Bonaparte la recueille, la médite, la confronte avec sa propre pensée. Comme jadis l'Italie, le pays vendéen et le pays chouan l'amènent à réfléchir sur la situation religieuse de toute la France et il n'est pas impossible qu'alors, les phrases écrites en 1797 soient revenues à son étonnante mémoire. « Pour le peuple, les églises et le culte, pour la religion tolérance et liberté... en reconnaissance de cette politique libérale, une bulle pontificale prescrivant obéissance au nouveau gouvernement, action générale du clergé confirmant la constitution établie..., réconciliation des insermentés et des assermentés; mesures concertées avec Rome pour ramener à la religion la majorité des Français... (1). » A tout cela s'ajoutait au nom de la Vendée, héroïque et malheureuse, au nom de la France désunie par le schisme religieux, la parole émouvante de Bernier le conjurant au nom du pays, au nom de sa gloire, peut-être même au nom de Dieu, de réunir les âmes et de pacifier l'Église.

Sur les moyens à employer, sur les mesures à prendre, des suggestions suivaient, abandonnant sans crainte ni scrupule, tout ce qui était caduc dans un passé définitivement mort; telle était la hauteur et la portée de ses vues qu'à force de comprendre son époque et les desseins du Premier Consul, il semblait les devancer. Peu à peu, sur les bases fondamentales et possibles d'un accord, les idées se précisaient, en se confrontant. Bonaparte, avec son culte de la précision et de la compétence, appréciait les connaissances théologiques du prêtre vendéen; avec son sens politique, il ne goûtait pas moins l'étonnante souplesse qui lui permettait de plier aux nécessités de l'heure la rigueur de ses principes doctrinaux. Les linéaments principaux du grand œuvre s'ébauchaient de la sorte sur la base des propositions de 1797.

Aussi, lorsqu'au lendemain de Marengo, désormais sûr de l'avenir que lui garantissait cette décisive victoire, Bonaparte fera au cardinal Martiniana ses premières ouvertures, ses idées se trouveront faites; du premier coup, il présentera les conditions essentielles que reprendront les projets de concordat et que sanctionnera le texte définitif.

Mais, en mars 1800, on ne tenait pas encore la victoire, on se trouvait encore aux préparatifs d'une campagne où allait se jouer le sort du Consulat et de la France. Il fallait donc remettre à plus tard, la

(1) *Correspondance de Napoléon, III*, n° 2068.

solution des problèmes religieux, pour se consacrer uniquement à la guerre en Italie et sur le Rhin ; et, tandis que Bonaparte se disposait à rejoindre ses troupes, Bernier se voyait invité à regagner le pays vendéen où son action serait si utile pour maintenir, pendant la lutte avec les ennemis du dehors, la paix du dedans.

### III

Le 3 avril 1800, Bernier rentrait donc à Angers ; mais il ne s'arrête pas dans cette ville, où les royalistes lui ménagent un accueil aussi défavorable que les patriotes, et se retire chez Mme de la Paumelière, au château du Lavoir. Là, avec Girardon, Hédouville, Brune et Bernadotte, il travaille à l'affermissement de son œuvre, multipliant en faveur des Vendéens les interventions et les recommandations (1), rappelant aux généraux comme au clergé les avantages de la politique religieuse suivie par le gouvernement. Celle-ci d'ailleurs s'affirme de plus en plus nette et les résultats qu'elle obtient accroissent encore auprès de Bonaparte et de ses représentants le crédit du curé de Saint-Laud. « Les prêtres paraissent bien se comporter, écrit le Premier Consul le 11 floréal an VIII (1<sup>er</sup> mai 1800), au commandant en chef de l'armée de l'Ouest ; il faut les contenter le plus possible. Liberté entière du culte. » Et il ajoutait : « L'abbé Bernier est un homme fort adroit qui a beaucoup aidé à la pacification ; montrez-lui de la confiance (2). »

Cependant, toute efficace qu'elle fût, cette action restait silencieuse ; deux mois durant, le curé de Saint-Laud évite de paraître en public ; ses voyages à Angers sont rares, courts, et presque environnés de mystère ; aucune de ces démonstrations éclatantes qui lui sont familières ; loin de se produire, on croirait qu'il cherche à s'effacer. Aussi Chassin a-t-il prétendu que, pendant cette période, il se cache et se réserve, incertain de l'avenir, comme s'il attendait pour rentrer en scène que la fortune des armes se fût prononcée (3).

Mais ici, comme ailleurs, Chassin se montre tendancieux et injuste

(1) Voir à ce sujet les *Lettres de Bernier au général Girardon*, publiées par F. Uzureau. *Andegaviana*, XVII, 189.

(2) *Correspondance de Napoléon*, VI, n° 4744.

(3) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 654.

à son égard. Pour s'en convaincre, il suffit de rapprocher les dates ; la bataille de Marengo est du 14 juin ; or, dès le 5 de ce mois, le curé de Saint-Laud assiste à l'installation du sous-préfet de Beaupréau et, sous couleur de présenter son ami Barré, prononce un discours solennel, véritable programme de politique administrative et économique (1). Il ne pouvait marquer de façon plus éclatante son adhésion officielle au régime consulaire, avant que celui-ci apparût définitivement consacré par le succès.

Le 18 juin suivant, Bernier reprend possession de sa paroisse « avec appareil » (2). A défaut de la collégiale détruite pendant la Révolution, c'est dans l'ancienne chapelle des Récollets, louée par les habitants du quartier, qu'avec l'autorisation de Girardon, il se réinstalle en grande pompe. Non content d'exprimer du haut de la chaire les sentiments de son cœur, il voulut qu'une lettre, épiscopale d'allure et de ton, soulignât la portée de l'événement et en dégagât les leçons pacifiantes.

Après avoir adressé « aux fidèles catholiques de la paroisse de Saint-Laud » son « salut » et sa « bénédiction », « Étienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie Bernier, curé de l'église de Saint-Laud, vicaire général de la Rochelle, » célébrait la fin des divisions et des séparations, prêchait, au nom du Dieu clément, la miséricorde et le pardon, déclarait « ne reparaître au milieu de son troupeau que pour sanctifier, épurer et réunir les cœurs de tous, en établissant entre ce qui est passé et ce qui existe le mur impénétrable de l'oubli ». La pastorale se terminait par un appel à la prière, pour que s'éteignent « les feux de la discorde », tandis que, dans les âmes, se réaliserait l'unisson des sentiments, des vœux et des désirs (3).

Cette conduite de Bernier reçut l'entière approbation d'Hédouville. « Je suis fort aise, écrivait-il à Girardon le 27 juin 1800, que Bernier ait assisté et péroré à l'installation du sous-préfet Barré et qu'il ait repris sa cure de Saint-Laud avec appareil et en prêchant d'exemple. Répétez-lui qu'il vivra à jamais dans la mémoire de ses concitoyens, en continuant à consolider par tous les moyens la paix intérieure (4). » Le général ne goûte pas moins la lettre imprimée que

(1) *Anjou historique*, XIV, 311.

(2) Hédouville à Girardon, 8 mess. an VIII (27 juin 1800). Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 66.

(3) Cette pastorale a été publiée par F. Uzureau. *L'Abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, 16 à 19.

(4) Hédouville à Girardon, 8 mess. an VIII (27 juin 1800). Arch. Guerre. B<sup>5</sup>, 66.



lui communique le commandant militaire de Maine-et-Loire ; et celle-ci lui apparaît d'autant plus significative que la conduite de son auteur « est un thermomètre (*sic*) qui est d'un bon augure (1) ».

S'il ne déplaisait pas au curé de Saint-Laud d'appeler ainsi sur sa personne et sur son œuvre l'attention des autorités locales, il désirait par-dessus tout se rappeler au bon souvenir du Premier Consul. Aussi adresse-t-il, le 24 juillet 1800, au vainqueur de Marengo cette lettre flatteuse : « Si, au milieu de vos triomphes, vous pouviez attacher quelque prix aux félicitations d'un particulier, je vous adresserais les miennes. Mais que pourraient-elles ajouter aux témoignages éclatants de la satisfaction et de l'admiration des Français au 14 juillet ? Ce jour, général, a dû être pour vous le plus délicieux de votre vie. C'est à ce moment que vous avez senti, plus que jamais, le prix des services glorieux rendus par vous à la patrie. Les échos des rives de la Loire ont répété, à l'envi, les accents de Paris. Le cœur les dictait ici, comme là où vous êtes. Ces contrées, devenues vraiment libres, puisqu'elles tiennent de vous tout ce qu'elles désiraient, forment pour vous les mêmes vœux que le reste de la France. La paix y produit les plus heureux fruits. Le commerce renaît, l'agriculture voit ses travaux récompensés par la perspective de la plus abondante moisson. Tout prend un aspect riant et flatteur. — C'est en vain que l'Angleterre a fait paraître sur nos côtes une partie de ses flottes. Cette apparition subite eût pu, dans d'autres temps, exciter des troubles. Elle n'a produit dans celui-ci que le mépris et l'indignation. Le peuple, mieux instruit, a senti le piège et a su l'éviter. Ses malheurs lui ont appris à connaître le génie de cette nation qui ne cherche, dans nos troubles, qu'une diversion utile à ses projets, et qui voudrait, en armant, par de fausses promesses, les Français, se former, au milieu de ses ennemis mêmes, une armée d'auxiliaires. Ces temps ne sont plus. A peine a-t-elle trouvé deux hommes qui voulussent courir les chances cruelles d'une nouvelle insurrection, et ces deux hommes ont fait de vains efforts pour acquérir des partisans. Partout repoussés par le peuple, ils ont pris le parti de se dérober à la poursuite qu'en ont faite les habitants de nos campagnes. La paix est plus raffermie que jamais parmi nous. Puisse-t-elle bientôt étendre ses bienfaits sur tout le continent ! — La France l'attend de vos efforts. C'est au vainqueur de Marengo qu'il appartient de la donner à l'Europe. Elle sera le fruit de ses

(1) Hédouville à Girardon, 15 mess., an VIII (4 juil. 1800), Arch. Guerre. B<sup>5</sup> 66,

triumphes et la plus douce récompense qu'il puisse espérer, après tant de travaux, de combats et de victoires. — Recevez, général, l'assurance inviolable des sentiments qui m'attachent à vous et du profond respect que je vous ai voué. »

Bonaparte ne répondit pas personnellement, mais Talleyrand fut chargé d'adresser au curé de Saint-Laud une réponse et des remerciements (1). La qualité de l'interprète choisi par le Premier Consul prouvait suffisamment que la lettre de Bernier avait porté.

Le chef du gouvernement en effet, même après sa victoire, restait fortement préoccupé par la situation politique de l'Ouest. De son ordre, Hédouville, « dont il attend des lumières utiles sur des objets d'une haute importance (2) », est donc mandé le 13 thermidor an VIII (31 juillet 1800) et doit venir à Paris sur-le-champ. Accueilli de la façon la plus flatteuse, le général rédige un long rapport sur tout le pays soumis à son commandement (3) et complète par des conférences orales ses observations écrites ; son séjour dans la capitale va se prolonger jusqu'en décembre, à la grande joie de Bernier, qui se félicite des « renseignements précieux » que Bonaparte recueillerait de cette bouche sage et autorisée. Car des gens mal intentionnés, plus désireux de ressusciter « le bon vieux temps » que de satisfaire aux devoirs du patriotisme, écrivait à Girardon le curé de Saint-Laud, cherchent à « alarmer le gouvernement pour qu'il prenne des mesures sévères. On est sûr qu'elles feront des mécontents ; ceux-ci s'agiteront et les animateurs de l'anarchie au comble de la joie verront leurs projets se réaliser. » Manœuvre indigne, ajoute Bernier, et qu'il est résolu à détruire à « quelque prix que ce soit ». Dès cette date, il se propose de se rendre auprès du gouvernement pour lui peindre la situation exacte et lui prouver « par des faits évidents que non seulement on ne veut pas la guerre, mais que s'il existe le moindre trouble, on n'en le devra qu'aux alarmistes, qui cherchent tout à la fois à tromper le gouvernement et à nous faire croire que le gouvernement nous trompe et qu'il ne veut pacifier que pour asservir et vexer... (4) ».

(1) *Revue des documents historiques*, octobre 1875. Bonaparte écrivit lui-même la note suivante en tête de la lettre adressée par Bernier. « Je prie le citoyen Talleyrand de faire connaître à Bernier que j'ai reçu sa lettre et que je le remercie. »

(2) Arch. Guerre. Armée de l'Ouest. B<sup>5</sup>, 67.

(3) Hédouville à Girardon, 3 fruct. an VIII (21 août 1800). *Ibid.*

(4) Bernier à Girardon, 31 août 1800, cité dans *l'Anjou historique*, XIV, nov. 1913, 313-314.

Le général Girardon se prête d'ailleurs à ce dessein et le sous-préfet de Beaupréau ne le favorise pas moins ; quoique tout aille pour le mieux dans son canton, « le sous-préfet Barré, écrit Girardon, voudrait que l'abbé Bernier fût à Paris ». « Je suis assez de son avis, ajoutait-il. Barré est cependant très bien avec Bernier, mais je crois que le Premier Consul ferait bien de l'appeler de temps en temps à Paris (1). »

Ce souhait allait être exaucé presque immédiatement, car dans les premiers jours de septembre 1800, le curé de Saint-Laud se voyait mandé par Bonaparte. Une mission l'attendait, beaucoup plus large que ne supposaient ses amis de l'Ouest. Il ne s'agissait plus seulement de rallier la Vendée à la politique du gouvernement, mais de ramener par un concordat avec Rome, dans l'Église de France, l'unité et la paix.

(1) Extrait du rapport des 12<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> divisions militaires, 15 fruc. an VIII. Arch. Guerre. Armée de l'Ouest. B<sup>s</sup>, 67.

## CHAPITRE V

### LES NÉGOCIATIONS CONCORDATAIRES. — BERNIER ET SPINA.

- I. Bernier est choisi par le Premier Consul pour négocier le Concordat avec le délégué du Saint-Siège, Spina. — Raison de ce choix.
- II. Les deux premiers projets. — Le premier contact entre Bernier et Spina. — Le premier projet rédigé par Bernier est remanié par Talleyrand dans un sens défavorable à Rome. — Revirement de Bernier. — Sa tactique pendant les négociations concordataires.
- III. Les troisième et quatrième projets. — Bernier, après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, profite des dispositions de Bonaparte pour présenter un quatrième projet. — Talleyrand, quand Fouché a fait la preuve que les royalistes sont responsables de l'attentat, substitue à ce troisième projet une quatrième rédaction. — Spina demande à en référer à Rome et refuse son acceptation. — Bernier intervient pour pallier ce refus. — Bonaparte autorise l'expédition d'un courrier à Rome. — Lettre et mémoire de Bernier pour le Pape. — Talleyrand retient le courrier pontifical.
- IV. Le cinquième projet. — Le Premier Consul revise le quatrième projet et en dicte un cinquième. — Angoisses et incertitudes de Spina. — Il envoie à Rome le quatrième projet par le courrier de Parme. — Bernier le rassure de la part du Premier Consul, puis, sur l'ordre de Talleyrand, soumet à son approbation le cinquième projet. — Spina se dérobe à une approbation formelle. — Intervention de Bernier auprès du Premier Consul ; il fait autoriser quelques modifications de forme et remet à Spina un projet confidentiel dont les amendements seraient acceptés par le gouvernement. — Lettres de Bernier au Pape, à Antonelli, à Gerdil. — La statue de Lorette. — Départ de Livio.

En même temps que Bernier était appelé auprès du gouvernement, Talleyrand expédiait à Verceil, le 4 septembre, des passeports pour Mgr Spina. Amorcées dans cette dernière ville, les négociations relatives au Concordat devaient, par la volonté de Bonaparte, se poursuivre à Paris où le représentant du Saint-Siège était prié de se rendre au plus tôt. « L'envoyé de Sa Sainteté, assurait le ministre des Relations extérieures, trouvera dans le Premier Consul et dans la



personne qu'il chargera de traiter avec lui, toutes les dispositions que l'objet de sa mission doit naturellement inspirer (1). »

Cette personne « chargée de traiter » avec Spina, Talleyrand ne la désignait point, et l'archevêque de Corinthe ne connaîtrait qu'après son arrivée le nom de ce mandataire mystérieux, dont on lui garantissait seulement les sentiments favorables ; ainsi le voulait la tactique inaugurée dès cette date pour déconcerter par la surprise et l'isolement le négociateur romain. Mais, d'ores et déjà, le choix de Bonaparte se trouvait arrêté ; son mandataire serait l'ancien commissaire général des armées vendéennes, Bernier.

## I

Ce choix a surpris les contemporains et, de nos jours, certains historiens s'étonnent encore de ce que le gouvernement « contre les vraisemblances (2) » ait confié cette capitale affaire au « plus ardent promoteur du fanatisme vendéen », à « l'agent général des armées catholiques et royales près les princes français et les puissances européennes (3) », observant, avec Boulay de la Meurthe, que « les antécédents de Bernier... ne le désignaient guère pour un pareil rôle (4) ».

De prime abord, on serait tenté de partager cette impression ; mais à la réflexion, on comprend sans peine que pour cette mission de confiance les vues du Premier Consul se soient arrêtées sur le curé de Saint-Laud. Les convenances autant que la politique interdisaient en effet d'aboucher directement avec le citoyen ministre des Affaires extérieures, le représentant du Saint-Siège ; la part que Talleyrand avait prise à l'introduction du schisme dans l'Église de France, « son action manifeste dans la sécularisation des biens ecclésiastiques, dans la messe de la Fédération, dans la prestation du serment, surtout dans le sacre des premiers évêques constitutionnels qui sans lui auraient peut-être été forcés de recourir à l'évêque schismatique d'Utrecht, avait attiré sur son nom les blâmes les plus sévères des

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents pour servir à l'Histoire du Concordat*, I, 81-82.

(2) BOULAY, *Histoire de la négociation du Concordat de 1801*, 163.

(3) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 671.

(4) BOULAY, *Histoire de la négociation du Concordat de 1801*, 163.

brefs de 1791. La censure de Pie VI, allant jusqu'à la suspension, l'avait frappé comme le transfuge le plus en vue et le plus condamnable (1). » Remettre entre les mains sacrilèges de ce prélat défroqué et concubinaire (2) les intérêts de l'Église de France, ç'eût été une gageure de mauvais goût, désobligeante pour Rome et dangereuse pour le Premier Consul lui-même, car, selon la remarque de M. d'Haussonville, celui-ci avait lieu de redouter aussi bien ses mauvaises dispositions « pour une Église dont il s'était publiquement séparé » que ses excessives complaisances, « s'il voulait faire régulariser par elle sa rentrée dans le siècle (3). »

On ne pouvait davantage s'adresser à Grégoire. Sans doute, sa valeur morale, son zèle, son amour de l'Église, sa fidélité, son désintéressement étaient incontestables et, quelque jugement que l'on porte sur l'orthodoxie de sa théologie, sur l'opportunité de sa politique, sur la justesse de son esprit, sa personne commandait à tous le respect. Mais le mémoire qu'il rédige sur la manière de négocier avec Rome (4), les conférences qu'il tient à la Malmaison sur le problème religieux (5) prouvent à Bonaparte qu'un homme aussi rigide et aussi intransigeant ne pouvait devenir son interprète. Enfermé dans ses systèmes, incapable de pressentir les conceptions des autres, à plus forte raison d'y entrer, ce doctrinaire intrépide n'a rien du diplomate ; il le montre en heurtant sur deux points essentiels, le principe même du Concordat et la nomination des évêques, les idées du Premier Consul ; pas de traités, car un traité engagerait réciproquement les deux parties et réveillerait le mauvais souvenir des atteintes portées en 1515 aux droits primitifs de l'Église nationale ; une bulle suffirait, liant le pape seul, qui serait d'ailleurs assujettie, pour sa publication, à l'autorisation préalable ; pas d'évêques nommés par Rome ou par le gouvernement, car selon l'usage des premiers siècles, selon une pratique immémoriale et seule légitime, les sièges devaient être pourvus par élection ; il appartenait au clergé et aux fidèles de désigner eux-mêmes leurs chefs ecclésiastiques. Or, Bonaparte tenait essentiellement à renouveler d'après ses vues politiques et d'après ses choix tout le corps épiscopal et cette opération

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 138.

(2) CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, III, 670.

(3) D'HAUSSONVILLE. *L'Eglise romaine et le Concordat*, 17.

(4) BOULAY, *Documents*, I, 78-81.

(5) Grégoire nous a lui-même laissé le résumé de ces conférences dans son *Essai historique sur les libertés de l'Eglise gallicane*, 160 et sq.

ne pouvait réussir qu'au prix d'un accord formel avec le Saint-Siège. Déjà imbu de césaro-papisme, il ne pouvait d'autre part goûter les conceptions de Grégoire sur le retour à la discipline primitive. A supposer qu'un instant, ce qui est fort douteux, il ait pensé à l'évêque de Blois pour conduire les négociations prochaines, les doctrines et l'attitude de ce dernier ne pouvaient que décourager ses intentions. Toutefois, par crainte de soulever dans le parti constitutionnel une hostilité dangereuse, le Premier Consul prêta au chef des Réunis une oreille bienveillante et feignit de recueillir ses conseils. Tous ceux-ci d'ailleurs ne resteront pas sans effet, car si, pour le fond, Grégoire ne fut pas écouté, il réussit du moins à exciter chez Bonaparte une grande défiance vis-à-vis de Rome ; il le mit en garde « contre les ruses diplomatiques d'une cour très exercée dans cette tactique (1) » et cette leçon, continuellement reprise par Talleyrand, ne sera point perdue.

Faudrait-il donc chercher dans le clergé réfractaire le diplomate et le théologien susceptible d'entreprendre, avec des chances de succès, les pourparlers avec le Saint-Siège ? Les hommes de valeur ne manquaient pas dans ses rangs qui méritaient la confiance de l'État en même temps que celle de l'Église ; M. de Bausset parmi les évêques demeurés en France, M. Émery parmi les prêtres, paraissaient spécialement désignés par leur modération, leurs lumières, leurs mérites, pour mener à bien cette tâche difficile. Mais l'un et l'autre se tenaient prudemment à l'écart et, par souci d'indépendance, évitaient, sous le Consulat comme sous le Directoire, de s'engager avec le gouvernement. La place qu'ils tenaient dans la hiérarchie officielle, le premier comme évêque d'Alais, le second comme vicaire général de Paris, ne permettait pas qu'on les utilisât comme agents subalternes ; leur caractère enfin se prêterait mal aux compromis et se refuserait à certaines manœuvres. Le rôle mal défini que Bonaparte réservait à son intermédiaire ne supposait pas seulement de la valeur et du talent ; il demandait aussi une situation ecclésiastique moyenne, un tempérament souple et, vis-à-vis du pouvoir, une complaisance extrême. Toutes ces conditions se trouvaient réunies chez Bernier.

Le curé de Saint-Laud n'avait plus besoin de faire ses preuves ; depuis la pacification, si magistralement dirigée par lui et si heureusement réussie, malgré les oppositions vendéennes et les fausses manœuvres du gouvernement, Bonaparte sait de quoi il est capable ;

(1) BOULAY, *Documents*, I, 78.

selon sa propre expression, il a trouvé le prêtre qu'il lui faut (1). Diplomate de haute classe, Bernier n'est pas inférieur aux plus habiles négociateurs d'une cour universellement réputée pour la finesse de ses représentants ; peut-être même le curé angevin l'emporte-t-il sur les prélats d'outre-monts, qu'il déconcertera plus d'une fois par la fertilité de ses expédients ; théologien, il connaît la limite extrême des concessions que l'on peut exiger de l'Église et les principes qui doivent rester saufs ; il parle la langue technique de l'École, pratique de longue date l'argumentation scolastique, possède l'art des distinctions et c'est indispensable, car il faut convaincre en même temps que l'envoyé du Saint-Siège son consultant, en même temps que le secrétaire d'État les congrégations ; Spina est doublé de Caselli et Consalvi recueillera à Rome les *vota* des cardinaux. N'est-ce pas l'originalité de la diplomatie vaticane de reposer sur des bases théologiques et de s'accompagner de tout un travail doctrinal (2)?

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 75.

(2) M. A. Latreille a fort heureusement souligné ce travail théologique, sous-jacent aux négociations de la diplomatie romaine, pour le conflit qui opposa en 1806 le Pape et l'Empereur et montré qu'à cette date, la querelle du sacerdoce et de l'empire n'est pas simplement de nature politique, mais qu'elle relève de l'ordre doctrinal. « Deux théologies s'affrontent, écrit-il, d'une part le système de Napoléon reposant sur deux principes essentiels, suprématie du civil sur l'ecclésiastique, utilisation de toutes les religions mises sur le pied d'égalité au service de l'État, d'autre part le système romain. » (*Revue d'histoire de l'Eglise de France*, XXII, 345-346). Les consultations des théologiens relatives aux négociations concordataires et en particulier les « *vota* » émis par les cardinaux (BOULAY, *Documents*, III, 406-410.), montrent également que, dans toute cette négociation, les diplomates pontificaux se réfèrent à une doctrine bien définie et restent sous le contrôle des théologiens. D'ailleurs, comme l'a finement noté dans son ouvrage sur le *Concordat de 1801*, le cardinal Mathieu, le point de vue des diplomates et celui des théologiens n'est pas toujours concordant. « Faut-il s'en étonner? L'Église a une doctrine immuable et un gouvernement dont les principes fondés sur la doctrine sont immuables comme elle. Cependant, il faut bien que, dans l'application et en pratique, elle tienne une conduite et adopte une discipline qui varient, suivant le temps et les milieux, pour s'adapter aux idées, aux mœurs, à l'état social et au caractère des peuples sur lesquels elle exerce son autorité. Elle est donc obligée d'avoir une politique qui consiste essentiellement dans l'appréciation du possible et dans l'art de mesurer les concessions aux circonstances, sans jamais compromettre la doctrine. Il doit arriver, dès lors, que ses théologiens ne s'accordent pas toujours avec ses diplomates. Les uns, en effet, habitant les hauteurs sereines et planant au-dessus des champs de bataille, s'appliquent par-dessus tout à étudier et à proclamer les principes, en italien la *massima*. Les autres, mêlés aux affaires et au mouvement des sociétés, voient surtout la difficulté de les appliquer et la nécessité de se plier aux circonstances. » 270.



Si étranger qu'il fût aux questions ecclésiastiques, Bonaparte soupçonnait cet aspect technique des négociations religieuses, devinant qu'en pareille matière une compétence toute spéciale s'impose aux représentants du pouvoir civil. Aux légistes laïcs de son Conseil d'État, il préfère donc un prêtre que qualifie son double titre de docteur en théologie et de professeur d'Université. Ce prêtre d'ailleurs lui est entièrement dévoué, qui avant tout autre, dès la première heure et non sans quelque audace, s'est rallié au régime nouveau, associant sa fortune à celle du dictateur. D'autre part, sur la nécessité d'un apaisement religieux, condition d'un apaisement politique, sur l'accord à réaliser avec le Saint-Siège, sur l'extinction du schisme, ses vues cadrent avec celles du Premier Consul.

Sans doute, le chef du gouvernement pénètre les faiblesses du personnage et, à supposer que le mot fameux : « Bernier est un scélérat, mais j'ai besoin de lui et je m'en sers (1), » ne soit pas authentique, il le juge sans aucune illusion. Comment d'ailleurs pourrait-il ignorer les accusations que colportent jusque dans les milieux officiels les ennemis de tout bord, royalistes, constitutionnels, jacobins, qui poursuivent de leur haine l'ancien commissaire général? Mais il était dans la politique de Bonaparte « d'employer les hommes sans souci de leur passé, comme si, à le servir, ils refaisaient et recommençaient leur carrière (2) ». Bien plus, il semblerait que le rôle tenu par Bernier dans la guerre civile, loin d'entraîner pour lui une exclusive, ait plutôt déterminé le choix du Premier Consul. Rétablir avec le concours d'un chef vendéen les relations avec Rome, n'était-ce pas donner aux pays insurgés une satisfaction et un gage, en leur signifiant de manière éclatante qu'au point de vue religieux du moins leur cause était gagnée, et que l'Église de France tout entière bénéficierait de leurs sacrifices et de leurs efforts? « C'est en me faisant catholique, déclarait Bonaparte au Conseil d'État le 16 août 1800, que j'ai fini la guerre en Vendée (3). » Il allait maintenant, par le même moyen, étendre au pays entier cette politique pacifiante qu'il avait inaugurée dans l'Ouest avec le concours de Bernier. Aussi comprend-t-on qu'en élargissant l'application de ce système, il ait du même coup élargi la mission du prêtre qui, dès la première heure, avait si intelligemment deviné et servi ses desseins.

(1) Y. BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 196.

(2) BOULAY, *Histoire de la négociation du Concordat*, 166.

(3) ROEDERER, *Mémoires*, III, 334.

## II

Ce fut par Talleyrand que Spina connut, le 6 novembre 1800, le nom du mandataire choisi par le Premier Consul. Quel était ce Bernier avec lequel il devrait débattre les intérêts de l'Église? Il l'ignorait complètement, et ce que le ministre avait pu lui dire en faveur de cet ecclésiastique, investi de la confiance officielle, lui semblait à juste titre fort sujet à caution, car si l'archevêque de Corinthe ne connaissait pas le curé de Saint-Laud, il en savait assez sur l'ancien évêque d'Autun pour ne point s'en rapporter à ses belles assurances. Le mystère entretenu jusqu'à son arrivée sur la personne du négociateur français lui donnait par ailleurs à réfléchir, car tout se passait comme si l'on eût craint qu'il n'apportât de Rome des renseignements authentiques sur son partenaire, et des instructions motivées sur la manière de se comporter avec lui. La prudence extrême qui devait dans sa situation difficile, sur un terrain inconnu, dicter toutes ses démarches, ses consignes qui lui imposaient une vie très retirée, lui interdisaient de prendre sur place les informations nécessaires; il devrait donc juger par lui-même et s'en rapporter à ses impressions.

Le premier contact entre les deux négociateurs eut lieu le 7 novembre et, immédiatement, les pourparlers s'engagèrent (1).

(1) On trouve dans *l'Histoire religieuse de la Révolution* de P. DE LA GORCE, V, 72-73, un tableau coloré de cette première entrevue, qui répond très exactement à ce que nous savons de l'extérieur et des manières de Bernier. Spina « était depuis quatre jours à Paris, quand il vit entrer chez lui un personnage, court de taille, rouge de figure, de regard louche et de traits disgracieux. Bien qu'il fût jeune encore, il portait sur son visage un peu ravagé les traces de précoces fatigues. Il était en habit séculier, mais ses vêtements sombres, son manteau à petit collet décelaient, pour tout œil exercé, sa condition ecclésiastique. Quand le nouvel arrivant se mit à parler, sa physionomie s'éclaira d'une telle lumière que, dans le pétilllement de l'intelligence, toutes les laideurs se fondirent. Son langage était précis, abondant, coloré. Son instruction qui était réelle paraissait extraordinaire tant il possédait l'art de mettre en œuvre tout ce qu'il savait! Il portait en lui l'onction familière aux gens d'Église, mais avec des poussées d'audace et de résolution, à la manière d'un homme qui aurait longtemps vécu bien loin du sanctuaire. Qu'était-il? Prêtre régulier, diplomate avisé? courtier politique? aventurier? Peut-être tout cela ensemble. Ses manières étaient subtiles, enlaçantes,

Tandis que Spina se maintenait dans une réserve mêlée de quelques inquiétudes, Bernier porta la parole. Son entrée en matière, insinuante et pleine d'onction, donnait cours aux plus magnifiques espérances ; il parla d'abord en termes touchants du peuple français, si attaché, au sein même de la tempête révolutionnaire, à la religion de ses pères, si désireux de la voir rétablir dans l'intégrité de ses dogmes, la pureté de sa discipline, la légitimité de son sacerdoce ; il affirma ensuite que le gouvernement, fidèle interprète de la volonté nationale, se proposait de protéger cette religion et de restaurer ses autels. Ce projet toutefois supposait réalisée une condition préalable ; car, en protégeant le culte et ses ministres, le gouvernement n'entendait pas se créer des ennemis redoutables, au sein même de cette Église qui jouirait de ses bienfaits, ni rappeler au milieu de la France, après de si longues et de si cruelles secousses, de nouveaux germes de divisions ; il demandait en conséquence que les anciens évêques renonçassent à leurs sièges dans l'intérêt de l'unité et de la paix.

Le lendemain, une note écrite enveloppait sous des formes analogues la même exigence, tandis qu'une distinction subtile masquait, avec la brutalité de la mesure, le problème canonique qu'elle posait. « C'est au Saint-Siège, écrivait le curé de Saint-Laud, qu'il appartient, lorsque l'Église ne peut s'assembler, d'intimer aux évêques cette impérieuse nécessité. Ce n'est pas les destituer ou les déposer de leurs sièges, mais leur commander pour le bien de la paix, le sacrifice indispensable et méritoire de leur dignité. » Des exemples historiques venaient à l'appui. N'avait-on pas dans le passé recouru à « ce moyen de conciliation », non seulement pour la chrétienté d'Afrique, mais pour la papauté elle-même ? « Il fut, observait Bernier, celui qu'employa l'Église pour terminer le grand schisme d'Occident. Les mêmes maux paraissent au gouvernement indiquer les mêmes remèdes et ce que l'on fit alors pour ceux qui se disputaient la chaire de Pierre, l'Église a le droit de l'effectuer pour le bien de la paix, à l'égard d'une partie de ses ministres (1). »

Ce fut seulement après avoir formulé cette condition primordiale de l'accord que le curé de Saint-Laud passa, dans les entretiens et les notes suivantes, aux biens nationaux et à la promesse de fidélité envers le gouvernement. Ce premier article constituait en effet, selon

avec une souplesse d'esprit prête à s'adapter à tout, peut-être aussi avec une ambition prête à tout convoiter.

Ce visiteur s'appelait l'abbé Bernier.

(1) BOULAY, *Documents*, I, 113-115.

le mot de Bernier lui-même, « l'article essentiel » de la convention projetée (1), car, dans la pensée du Premier Consul, tout se trouvait lié à ce renouvellement complet de l'ancien épiscopat, qui seul liquiderait les divisions du passé et assurerait au gouvernement le clergé sûr dont il avait religieusement et politiquement besoin ; il constituait pour ainsi dire la clef de voûte du Concordat, et le principe même des négociations avec Rome. En posant avant tout autre, ce problème des démissions épiscopales, le curé de Saint-Laud entraînait donc pleinement dans les vues de Bonaparte et, dès le début des négociations, se faisait docilement et fidèlement l'interprète de sa pensée.

Dès le début des négociations aussi, il se révélait aux diplomates romains redoutable et déconcertant. Ce curieux mélange de séduction et d'exigences, de formes onctueuses et d'injonctions presque brutales, de dévouement à l'Église et de servilité envers le pouvoir, de principes théologiques et d'audace novatrice, fit sur Spina une impression indéfinissable. Que fallait-il penser d'un partenaire aussi énigmatique qui inspirait tour à tour confiance et soupçons ? L'archevêque de Corinthe se le demandait. « Il semble animé de sentiments irréprochables, *rettissimi sentimenti*, écrivait-il à Consalvi, le 12 novembre. » Mais il ajoutait aussitôt : « Ce qu'il est au fond, je ne sais, ne le connaissant pas encore (2). » De toute évidence, en attendant que le jugement se fixât, la réserve prédominait.

Les jours suivants, tout en continuant, parfois avec âpreté, la discussion relative au renouvellement intégral de l'épiscopat, les deux négociateurs abordèrent deux autres problèmes : celui des biens ecclésiastiques aliénés pendant la Révolution, celui de la promesse de fidélité imposée par la constitution pour l'exercice du culte. A ce sujet, des notes furent échangées (3), des conférences tenues et, malgré quelques réserves de Spina (4), l'accord se réalisa assez vite,

(1) Bernier à Talleyrand, 19 brum. an IX (10 nov. 1800), *Documents*, I, 116.

(2) BOULAY, *Documents*, I, 125.

(3) Notes de Bernier à Spina, 12 novembre. BOULAY, *Documents*, I, 121-122, de Spina à Bernier, 15 nov. (*Ibid.*, 127-129), sur l'aliénation des biens ecclésiastiques ; notes de Bernier, 17 novembre, de Spina, 22 novembre. (*Ibid.*, III, 648-653) sur la promesse de fidélité au gouvernement.

(4) En cédant sur le principe de l'aliénation des biens ecclésiastiques, Spina demandait que les biens non aliénés fissent retour à l'Église, que l'État assurât la subsistance des évêques, des curés, des ministres inférieurs, qu'il étendît sa sollicitude sur les chapitres et séminaires ; il formait même des vœux pour la reconstitution des instituts religieux (BOULAY, *Documents*, I, 128-129). Quant à la



le représentant du pape sacrifiant sans trop de difficulté ceterrain, pour concentrer ailleurs ses efforts et sa résistance.

Deux choses en effet lui tiennent particulièrement à cœur : la reconnaissance officielle du catholicisme comme religion dominante, les droits des anciens évêques qu'il cherche à sauvegarder. Sur le premier point, il obtint satisfaction (1), car le projet initial déclarait la religion catholique apostolique et romaine religion d'État, et spécifiait que les nominations des évêques seraient faites par le Premier Consul et ses successeurs « professant la religion catholique ». Mais sur le second, les réponses catégoriques du curé de Saint-Laud, son inlassable insistance, son refus équivalent de continuer « une inutile discussion (2) », montrèrent à Spina que, pour le fond du moins, il ne fallait rien espérer. L'archevêque de Corinthe se borna donc à proposer comme concession extrême, un expédient envisagé à Rome par la commission des cardinaux : le pape conserverait leur titre aux évêques qui refuseraient leur démission ; toutefois, dans les cas où le retour des prélats non-démissionnaires constituerait pour la paix et l'ordre de l'État un danger effectif, ceux-ci seraient dé-

promesse de fidélité, objet de si vives discussions dans le clergé de France, Spina connaissait la pensée du Pape qui l'avait déclarée illicite ; tout en essayant d'obtenir que le gouvernement cessât de l'exiger, il sentait bien qu'il n'obtiendrait pas sa suppression ; tous ses efforts se limitèrent donc à introduire dans la formule officielle la réserve suivante : « sauf les droits de la religion catholique ». (BOULAY, *Documents*, I, 140, III, 668.) Dans le premier projet de Bernier, l'article 4 du titre V déclarait d'ailleurs que cette promesse n'a pour objet que « l'engagement purement civil, dû par tous les Français au gouvernement établi par la constitution » ; (BOULAY, *Documents*, III, 662.) Voir au sujet de cette promesse : PISANI, *l'Eglise de Paris et la Révolution*, IV, 77-79.

(1) BOULAY, *Documents*, III, 663. Sans doute pour rendre cette déclaration plus acceptable au gouvernement en la faisant passer plus inaperçue, Bernier avait reporté cette déclaration à la fin du projet comme une sorte de corollaire ; de même, la phrase sur la religion professée par le Premier Consul et ses successeurs était rejetée en incidente. Spina demanda que cette déclaration fût reportée en tête et devint le premier article de la convention, comme étant « la base principale de toutes les autres ». « Cet article seul, observait-il, peut fournir à Sa Sainteté des raisons de condescendance et de relâcher en faveur de la nation française la rigueur de la discipline ecclésiastique. » (BOULAY, *Documents*, III, 657.) Quant à la profession de la religion catholique par la personne qui représenterait en France la souveraineté, Spina voulait « qu'il soit, par une loi fondamentale de l'État, établi que la dite personne doive professer la religion catholique » (*Ibid.*, III, 673), parce que « le privilège de nommer aux évêchés indiquant une sorte de patronat n'a jamais été accordé par le Saint-Siège qu'aux souverains catholiques d'une nation également catholique ». (*Ibid.*, III, 657.)

(2) Spina à Bernier, 17 nov. 1800. BOULAY, *Documents*, III, 647.

pouillés de leurs pouvoirs et la direction de leur diocèse passerait entre les mains d'un administrateur apostolique.

Les deux négociateurs avançaient donc à grands pas vers la conclusion qui leur paraissait imminente. Le 26 novembre, le premier texte du Concordat est arrêté et reçoit l'approbation du Premier Consul ; de jour en jour, les rapports de Bernier à Talleyrand se font plus optimistes ; pour son compte, le curé de Saint-Laud croit si bien tenir le succès que, déjà, il entreprend de rédiger la bulle par laquelle le pape notifierait la signature du traité (1) ; au dehors même, les nouvelles commencent à filtrer. « Je persévère à croire, écrivait M. Émery à M. de Bausset le 17 décembre, que nous touchons à un dénouement (2). »

Mais le ministre des Affaires extérieures veillait, qui ne tenait nullement à ce que les pourparlers aboutissent, d'autant que le projet dressé par Bernier et accepté de Bonaparte lui paraissait trop avantageux pour l'Église et trop désavantageux pour les constitutionnels, pour les prêtres mariés et pour lui-même ; il s'avisa donc de le rectifier sur trois points. D'abord, le catholicisme ne pouvait être déclaré religion de l'État ; le terme même de la religion dominante se trouvait exclu, ces locutions périmées heurtant l'esprit de la philosophie comme celui de la Révolution et prêtant à toutes sortes de controverses. On constaterait simplement que le catholicisme est en France la religion de la majorité ; cette constatation de fait éluderait une reconnaissance de droit ; elle exclurait de plus tout engagement au profit d'un culte exclusif. En second lieu, l'invitation à se démettre

(1) « Le document reproduisait, comme on ferait en un habile pastiche, les amples formules, les tournures un peu archaïques de la chancellerie romaine. On rappelait les titres antiques de la France à la sollicitude des pontifes ; elle était « la portion fidèle du troupeau de l'Église... le sol des saints, le centre des lumières, le peuple très chrétien ». Un tableau des malheurs de la Révolution servait de transition pour marquer les services de l'homme extraordinaire qui avait rendu à la France l'ordre et la paix. On ne parlait pas encore de Charlemagne, mais déjà de Cyrus et de Zorobabel... La suite du document marquait avec une extrême précision ce que Pie VII devait prescrire. Il devait interdire à tous toute discussion sur les articles du traité. Il devait commander le même silence sur tout ce qui avait précédé ou suivi la vente des biens ecclésiastiques ; et à cette occasion, on fournissait même au Pape le texte de quelques phrases très touchantes sur la pauvreté évangélique. Une recommandation très sage suivait à l'adresse des prêtres français, celle de remplir leurs fonctions sacrées avec cet esprit de prudence et de conciliation qui convient aux ministres d'une religion de paix. » P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 84-85.

(2) Emery à Bausset, 17 déc. 1800. *Papiers Emery*, registre VI, f° 77.

serait adressée par le pape non seulement aux évêques d'ancien régime, mais aussi aux évêques constitutionnels. Enfin, les prêtres mariés ou sortis de l'état ecclésiastique se verraient réduits à la communion laïque. Cette dernière clause était « particulièrement chère » (1) au ministre ; plus gêné de sa situation qu'il ne voulait bien le laisser paraître, Talleyrand insistera jusqu'au dernier moment pour qu'elle devienne partie intégrante du Concordat.

C'était pour le curé de Saint-Laud une déconvenue pénible et l'équivalent d'un désaveu ; alors qu'il se croit parvenu au terme de ses efforts, il lui faut reprendre la négociation sur d'autres bases, refondre son premier projet, trouver un texte nouveau, persuader aux deux parties que ce texte concilie leurs intérêts respectifs. Immédiatement, il s'y résigne, comme il s'y résignera par la suite quatre ou cinq fois, soutenant et abandonnant avec la même facilité tous les projets ; docile aux ordres de son gouvernement, il apportera une égale complaisance « à défaire et à refaire son ouvrage (2) », et défendra les rédactions successives, avec la même conviction et la même ardeur.

La désinvolture et l'humble soumission avec lesquelles Bernier opérait, sur l'ordre du pouvoir, des changements de front si aisés lui ont valu de sévères critiques. Spina, le premier, se plaignait à sa cour de ces métamorphoses et, de plus en plus dérouté par ces volte-face imprévues, savait de moins en moins quel jugement arrêter sur ce personnage insaisissable qui le déconcerte par ses contrastes et sa mobilité. Depuis un siècle, les variations du curé de Saint-Laud n'ont pas moins étonné les historiens du Concordat ; les uns se bornent à les constater, d'autres les soulignent, d'autres les condamnent ; certains mêmes concluraient volontiers à sa déloyauté.

Une conduite aussi ondoiyante prête, il faut en convenir, aux interprétations les plus défavorables et une impression mêlée s'en dégage qui, par elle-même, indispose et incline au désaveu. Cependant, s'il est difficile d'échapper entièrement à cette prévention quasi instinctive, ce serait une erreur, sinon une injustice, de s'y rapporter aveuglément. Si l'on veut juger de façon équitable le rôle tenu par Bernier dans les négociations concordataires, il faut se représenter la situation exacte qui était la sienne, tenir compte des multiples obstacles entre lesquels il devait continuellement louver, comprendre enfin

(1) Cardinal MATHIEU, *le Concordat de 1801*, 116.

(2) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 87.

le jeu subtil auquel il se trouva réduit et par la complexité de sa tâche et par sa volonté d'aboutir.

Personne en effet, sauf peut-être le Premier Consul lui-même, ne désirait plus vivement et plus sincèrement un accord avec le Saint-Siège que le curé de Saint-Laud ; aussi bien dans l'intérêt de l'Église et de l'État que dans son intérêt personnel, il voulait mener à terme ce grand œuvre, qui conditionnait à ses yeux la restauration religieuse et politique du pays. Toutefois, si impatient qu'il fût de réussir cette entreprise difficile, il n'oubliait pas que, pour remplir son effet bienfaisant, le Concordat devait satisfaire aux exigences de la théologie et du droit ecclésiastique ; loin de vouloir le conclure à tout prix, il souhaitait secrètement qu'il procurât à l'Église de France le maximum d'avantages ; la forme donnée par lui au premier projet, le soin avec lequel il utilise toutes les circonstances pour restreindre les exigences du Premier Consul et pour élargir ses concessions, manifestent suffisamment ses intentions profondes. Mais ses pouvoirs limités et ses fonctions subalternes le maintiennent dans une subordination complète, sous le contrôle immédiat d'un gouvernement ombrageux, d'un ministre sourdement hostile, d'un consul autoritaire et parfois brutal. Un titre officiel, l'éloignement, son passé révolutionnaire, permettront plus tard à François Cacault plus d'indépendance, lorsqu'il représentera Bonaparte auprès de la cour romaine et, tout en reconnaissant le rare mérite de ses initiatives hardies et de ses observations courageuses, on doit avouer qu'il bénéficiait d'une position plus assise et d'une plus grande liberté d'action. Toute autre était à Paris la situation mal définie du curé de Saint-Laud. A contrecarrer nettement les vues de Talleyrand et celles du Premier Consul, il se fût brisé en pure perte et cette résistance stérile n'eût pas été moins fatale à la négociation qu'au négociateur, d'autant que des ennemis acharnés guettent toutes les occasions et saisissent tous les prétextes pour perdre du même coup l'œuvre et l'ouvrier. Or, le curé de Saint-Laud tenait absolument à poursuivre lui-même, jusqu'au succès final, cette partie laborieuse qu'il s'estimait, avec beaucoup de suffisance et quelque raison, seul capable de gagner. Pour se maintenir à son poste afin de sauver le Concordat, il ne voit d'autre moyen que la souplesse dans la soumission ; docile à toutes les volontés du pouvoir, il conserve en effet, avec la confiance du gouvernement, ses fonctions officielles et la possibilité d'agir ; au prix d'un fléchissement apparent et d'un abandon provisoire, il reste en mesure d'exercer une influence pondératrice, de saisir les circons-



tances favorables, de glisser au bon moment, soit à un parti, soit à l'autre, le conseil discret ou l'avertissement opportun qui empêche les ruptures, évite les surprises, renoue les contacts ; ses rigueurs vis-à-vis de Rome préparent des accommodements et s'il épouse extérieurement les conceptions de Bonaparte et de Talleyrand, alors qu'en secret il les repousse, c'est pour mieux les redresser. Talleyrand d'ailleurs, pour faire échouer les négociations, ne suivait pas une tactique différente ; en feignant de servir la politique religieuse de Bonaparte, il ne cessait de la combattre et sapait le Concordat sous couleur d'y collaborer. Bernier et lui, en sens inverse, jouent exactement le même jeu.

Cette méthode insinuante apparut en effet seule efficace, seule possible au curé de Saint-Laud ; faute de pouvoir employer la méthode impérieuse que préférerait son tempérament autoritaire, il recourt donc aux souterrains cheminements et, tandis que d'autres, par fierté et droiture, se seraient refusés à cette marche oblique, il se résigne à ces procédés tortueux et fuyants ; il s'y résigne par nécessité, mais aussi par inclination de nature et par habitude, car certaines tendances de son caractère le portent à la dissimulation, ses ennemis disent même à la fourberie et, des guerres vendéennes, un pli lui reste profondément marqué. N'a-t-il pas appris à cette laborieuse école comment on maîtrise, pour le mieux assouvir, son appétit de domination et comment on obtient, par habileté sinon par ruse, la force nécessaire pour s'imposer ? Par là s'explique, si elle ne se justifie pas, la ligne de conduite que le curé de Saint-Laud crut pouvoir adopter et qu'en dépit de toutes les sollicitations comme de toutes les traverses, il saura tenir jusqu'au bout.

C'est que, malgré les revirements qui renversent l'un après l'autre ses plans successifs, Bernier s'obstine à espérer et à vouloir ; en bon Mayennais, qui réunit en sa personne la finesse normande et la ténacité bretonne, jamais il ne manque de courage, jamais il n'est dépourvu de moyens. Alors que, tout décontenancé des retouches substantielles que le ministre a fait subir au premier projet de Concordat, Spina écrit avec mélancolie : « Nous marchons à reculons (1), » Bernier guette le moment de rebondir. L'attentat de la rue Saint-Nicaise sur la fin de décembre 1800, lui parut une occasion favorable pour reconquérir le terrain perdu. Tout de suite, il la saisit avec empressement.

[ (1) BOULAY, *Documents*, I, 176.

## III

Le Premier Consul en effet attribuait aux jacobins cette tentative criminelle ; contre eux éclatait son indignation et se déchaînaient ses rigueurs. Tandis que philosophes, métaphysiciens, idéologues, libres penseurs, participaient à la même réprobation, le catholicisme, par contre, lui apparaissait de plus en plus comme la meilleure garantie de tout son système politique ; en plein Conseil d'État, il parlait dans les termes les plus élogieux de cette religion, « qui est peut-être la véritable », et de ses ministres, qui priaient pour lui et subissaient en Bretagne les persécutions de Georges à cause de leur fidélité (1). De là chez lui, un désir accru de s'entendre avec Rome ; de là, vis-à-vis du Saint-Siège, des dispositions beaucoup plus accommodantes que Bernier s'efforce d'entretenir et d'exploiter.

Dans ce but, le curé de Saint-Laud, provoque d'abord dans le clergé des démonstrations de loyalisme ecclésiastique. Au nom de Spina qui n'avait pu se joindre à la démarche collective du corps diplomatique, puisqu'il ne se trouvait pas accrédité comme ministre plénipotentiaire, il présente à Bonaparte une lettre de félicitations qui fait merveille, c'est lui-même qui l'assure à l'archevêque de Corinthe ; le Premier Consul, après avoir remercié « avec l'effusion de la satisfaction », s'exprime de la façon la plus bienveillante sur l'envoyé pontifical et manifeste le désir de le voir sans tarder (2). Le dimanche suivant, 28 décembre, dans l'église des Carmes qui sert d'église paroissiale aux insermentés de la paroisse Saint-Sulpice, le curé Pancemont fait chanter un *Te Deum* solennel pour remercier Dieu d'avoir conservé Bonaparte à la France. « Le citoyen Bernier » préside et prononce un grand discours. « Il a, rapporte le *Journal des Débats*, amené de manière éloquente l'expression des sentiments de la France entière à la nouvelle de l'attentat de celui qui avait menacé la vie de celui par qui les temples sont rouverts, par qui la paix de la tolérance a été proclamée, par qui toutes les libertés ont été rendues aux consciences. Il a laissé en finissant, l'auditoire aussi ému que

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 216.

(2) ID., *Documents*, I, 262.

l'orateur (1). » Les églises insermentées de la capitale imitent successivement cet exemple, tandis que la presse et les bulletins de police soulignent la portée de pareilles cérémonies.

Afin de compléter par un acte officiel l'heureux effet de ces démonstrations pieuses, le curé de Saint-Laud voulut que l'administration diocésaine de Paris se présentât en corps chez le Premier Consul, pour lui offrir, à son tour, ses félicitations et ses vœux. Il représenta donc à M. Émery que Bonaparte serait flatté d'une démarche des grands vicaires. Mais le supérieur de Saint-Sulpice, soucieux de garder vis-à-vis du pouvoir une grande réserve, repoussa d'abord cette suggestion. « Je dis à Bernier, écrit-il à M. de Bausset, que je le priais de témoigner de notre part combien nous avons été touchés et il l'a fait, et m'a écrit que le Premier Consul avait été fort sensible, et comme il n'a pas été plus loin nous nous en tiendrons là ; je crois que cela suffit au but ; une visite nous donnerait encore en spectacle et ferait tenir mille propos (2). » La visite cependant eut lieu quelques jours plus tard. « Les vicaires capitulaires de Paris se rendirent aux Tuileries et y exprimèrent, au nom du clergé catholique, les sentiments que Spina avait déjà si bien traduits (3). »

Ces témoignages d'attachement et de fidélité ne pouvaient qu'attirer sur l'Église de France la protection de Bonaparte et faciliter les accords. Bernier d'ailleurs utilise immédiatement ces circonstances favorables, pour supprimer les dispositions irritantes introduites par Talleyrand dans le second projet de concordat, et présente à Spina, le 4 janvier 1801, une troisième rédaction beaucoup plus avantageuse pour le Saint-Siège. Si le catholicisme ne retrouvait pas son titre de « religion d'État », reconnu par le premier projet, il n'était plus seulement déclaré « religion de la majorité », comme dans le second, mais devenait « religion du gouvernement » ; la réconciliation des constitutionnels et des prêtres mariés relèverait d'un légat muni de pleins pouvoirs ; les « titulaires actuels » des évêchés français qui refuseraient leur démission, seraient remplacés par de nouveaux titulaires, « qui rempliraient les sièges pendant la vie des titulaires, à titre d'administration, et à titre définitif après leur mort (4) » ; les

(1) *Journal des Débats*, 9 niv. an IX. Cet article fut reproduit par la *Gazette de France* du 10 nivôse et commenté par le *Citoyen François* du II.

(2) Emery à Bausset, 3 janvier 1801. *Papiers Emery*, VI, f° 86.

(3) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, V, 89.

(4) BOULAY, *Documents*, III, 683-686. Cette expression générale « titulaires actuels » ne précise pas s'il s'agit seulement des titulaires d'Ancien Régime ou

biens ecclésiastiques non aliénés viendraient en déduction du traitement ecclésiastique, le Pape ne ratifiant plus l'aliénation des autres biens, mais autorisant simplement les acquéreurs à en conserver « les fruits et la propriété » ; enfin, la promesse de fidélité à la constitution était exigée avec des restrictions qui réservaient la liberté des cultes, la doctrine et la discipline ecclésiastique.

Tandis que Spina examinait ce troisième projet et présentait ses observations sur certains points qu'il déclarait inadmissibles (1), le moment favorable passait qu'il eût fallu saisir, car l'occasion manquée ne se retrouverait plus. Les enquêtes de police, confirmant les premières inductions de Fouché, établissaient en effet que l'attentat de la rue Saint-Nicaise n'était pas l'œuvre des jacobins et des philosophes, comme l'avait cru le Premier Consul, mais que les coupables appartenaient au parti royaliste. Ce fut un coup de théâtre dont profitèrent Fouché, Talleyrand et tous les ennemis du Concordat. La conséquence de ce revirement fut la rédaction d'un quatrième projet que Bernier lut à l'archevêque de Corinthe, le 14 janvier, non sans quelque gêne, d'une voix embarrassée et d'un air contraint, tandis que Spina douloureusement surpris, l'interrompait de ses doléances et de ses protestations. C'était à nouveau, comme avec le second projet, une marche en arrière ; le catholicisme redevenait simplement la religion de la majorité ; les « titulaires quelconques », et par ce terme on mettait sur le même pied les évêques légitimes et les évêques constitutionnels, seraient invités par le Pape à se démettre ; faute d'y consentir, ils seraient purement et simplement déposés ; le Pape reconnaissait les aliénations des biens ecclésiastiques ; on ne parlait plus de restituer les biens non aliénés ; enfin, ce qui paraissait encore plus grave, l'article 3 du titre IX spécifiait que les évêques et prêtres constitutionnels seraient « de droit » réunis au Saint-Siège, « s'ils déclarent simplement et volontairement à Sa Sainteté vouloir se conformer aux règles contenues dans les présents articles ». Tout le projet était présenté comme un ultimatum et le gouvernement demandait une réponse rapide sinon immédiate.

Ce fut pour Spina, selon sa propre expression, « un coup de foudre ».

des titulaires constitutionnels. De plus, Boulay de la Meurthe a montré comment cette désignation de titulaires à titre d'administration était irrecevable, les règles canoniques interdisant de placer deux évêques titulaires dans le même diocèse. *Histoire de la Négociation du Concordat*, 251.

(1) BOULAY, *Documents*, I, 275-276.



Après le départ de Bernier, il lit et relit le texte irrecevable qu'on lui propose et, mille pensées contraires se heurtant dans son esprit, il en arrive à conclure que le gouvernement, en prévision de son refus « avait adopté ce moyen pour rompre les pourparlers (1) ». Désormais, tout lui paraît clair dans le jeu de Bonaparte, qui d'abord le déconcertait par ses contradictions et ses inconséquences ; à ses yeux, pour mieux masquer ses desseins et les réaliser plus sûrement, le Premier Consul amuse le Saint-Siège ; de là ces quatre projets de concordat qui l'un après l'autre se détruisent ; de là ces « marches rétrogrades » qui enlèvent presque aussitôt au représentant du Pape le maigre terrain péniblement conquis par ses efforts ; de là ces alternances de caresses et de menaces, de déconvenues douloureuses et d'espoirs. Dans son découragement indigné, Spina ramène tout à cette interprétation pessimiste et découvre chez le gouvernement consulaire une politique infernale et un plan diabolique, dirigés contre l'Église de France et le Saint-Siège ; assailli des plus noirs pressentiments, il voit les jacobins victorieux, les prêtres poursuivis, la religion persécutée, Rome enfin envahie et le Pape une fois de plus fugitif ou prisonnier.

Telles étaient ses dispositions lorsqu'il porta, le lendemain matin, 15 janvier, une réponse catégorique et négative au curé de Saint-Laud. Pour les articles qu'on prétendait lui imposer, Spina ne pouvait que se référer à ses précédents mémoires ; quant à signer le traité, la chose lui était absolument impossible, puisqu'il n'avait aucune délégation à cet effet. Dans le cas où le gouvernement présenterait le quatrième projet de Concordat comme un ultimatum, sans accepter aucun changement, il ne restait qu'une solution, expédier un courrier à Rome ; le Pape examinerait alors le texte proposé et déterminerait lui-même, dans sa sagesse, les limites de l'indulgence pontificale.

Bernier écouta sans protester ; il savait ce refus inévitable et, au fond de son cœur, le reconnaissait légitime. Ennuyé et soucieux, il n'entreprit aucun effort pour ébranler une résolution qui lui apparaissait inattaquable et définitive ; il laisse seulement entendre à Spina qu'il en référerait au Premier Consul, pour apporter le soir même une réponse précise. C'était le meilleur parti à prendre, Spina lui-même en convint (2).

(1) BOULAY, *Documents*, I, 286.

(2) *Id.*, *Ibid.*, I, 286.

Mais cette réponse, l'archevêque de Corinthe l'attendit vainement. Sur un point toutefois qui le préoccupait à l'extrême, il put recevoir sans tarder, quelque apaisement. Des bruits couraient dans les milieux diplomatiques annonçant une expédition imminente contre Rome. Averti par le ministre ligurien, confirmé dans ses craintes par Gius-tiani et Luchesini, Spina effrayé court chez Bernier pour savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de la France. Bernier, avec beaucoup de calme, dément de la manière la plus formelle ces informations alarmantes. « Murat, affirme-t-il, ne sortira d'Ancône que si les Anglais débarquent dans les Abruzzes. » En quoi il se montrait bien renseigné, puisqu'un courrier extraordinaire expédié de Paris, le 17, portait au général l'ordre de « traiter la cour de Rome comme une puissance amie », de lui témoigner dans toutes les occasions, que le gouvernement a beaucoup d'estime pour le Pape, de laisser le gouvernement d'Ancône aux agents pontificaux, de faire connaître au Pape que l'intention du gouvernement français est qu'il soit maître de ses États (1). » Spina qui, dans son esprit, liait ces projets d'agres-sion militaire avec les exigences relatives au Concordat, se sentit rassuré non seulement sur le sort de Rome, mais aussi sur la négocia-tion religieuse confiée à ses soins.

Cependant, pour lever tous ses doutes et donner à sa cour toutes les garanties désirables, il aurait voulu obtenir du curé de Saint-Laud une déclaration écrite. Mais celui-ci se dérobe à toutes les tentatives, si bien que le représentant du Saint-Siège retombe dans ses craintes et ses perplexités (2).

On est assez surpris de ce que l'archevêque ait choisi ces circons-tances critiques, pour sortir du strict incognito dans lequel il s'était jusqu'alors renfermé, en assistant, le 18 janvier, dans l'Église des Carmes, à la fête patronale de Saint-Sulpice. Tandis que l'évêque de Saint-Papoul officie pontificalement, que deux évêques, celui de Senlis et de celui de Waterford en Irlande, siègent au chœur, il se tient dans une tribune qui donne sur le sanctuaire. Mais sa présence est très remarquée, d'autant que, du haut de la chaire, l'orateur du jour, Bernier, lui adresse « un compliment justement applaudi (3) » et fait aux pourparlers en cours des allusions transparentes. La presse sou-ligne cet événement ; elle résume ce discours qui annonce, « avec un

(1) BOULAY, *Documents*, 289-290.

(2) *Id.*, *Ibid.*, I, 292.

(3) *Annales philosophiques* 1801, I, 46. *Gazette de France* du 30 nivôse an IX (20 janv. 1801).

heureux mélange de sensibilité et de sagesse, « la fin des diversités d'opinion qui existent encore dans le clergé », et qui « célèbre » les vues favorables du gouvernement pour la paix et le rétablissement de la religion catholique demandée par tous les Français. » La police elle-même relève avec satisfaction les éloges décernés par l'orateur au héros, « juste et bienfaisant protecteur de la religion (1). »

Dans la situation de Spina, avec son état d'âme, alors qu'il se croyait acculé ou presque à une rupture et que son pessimisme peignait l'avenir sous les couleurs les plus sombres, ces louanges pouvaient lui paraître une ironie douloureuse et ces espoirs une fallacieuse duperie, car personne ne connaissait mieux que l'orateur l'angoissante réalité. Cette déformation des faits relevait-elle de l'exagération oratoire, de l'illusion, de la servilité? Il semble difficile de le croire, Bernier étant trop maître de sa parole pour perdre, même dans le feu du discours, la notion des nuances et la valeur exacte des mots, trop désabusé pour se leurrer de chimères, trop politique pour flatter sans dessein. Deux explications restaient donc possibles ; ou bien cette assurance reposait sur les intentions fermes de Bonaparte que Bernier connaissait pertinemment, ou bien elle relevait d'un calcul. Tant de fois depuis la pacification vendéenne, le Premier Consul et le curé de Saint-Laud avaient échangé leurs idées sur la situation religieuse et politique de la France, pour constater, sur le but à atteindre et les moyens à prendre, la concordance substantielle de leurs vues ! Les obstacles venaient des ministères et des bureaux, mais la volonté du chef demeurait. Par ailleurs, chez un homme aussi étudié, cette démonstration oratoire ne tenait nullement de l'improvisation, car ce diplomate utilisait volontiers la mise en scène pour saisir l'opinion et pour l'émouvoir ; poser le problème de cette façon, c'était préparer les esprits aux solutions prochaines, c'était peut-être, pour satisfaire une curiosité impatiente sinon des espérances positives, hâter le dénouement ; le gouvernement se trouvait à la fois compromis par les nobles intentions qu'on lui prêtait et entraîné sur un chemin jonché de fleurs. Comment contredire par son attitude les dispositions qui lui valaient de pareils éloges? Comment renoncer au Concordat, sans provoquer une déception, sans accuser un échec?

Bonaparte cependant, à qui Bernier devait en référer, gardait toujours le silence. Le 19, au lendemain de la cérémonie des Carmes, Spina attendait encore « la réponse précise » promise par le curé de

(1) *Bulletin de Police* du 29 nivôse. Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 3702.

Saint-Laud pour la soirée du 15 (1). Il en conclut que le gouvernement français maintenait ses exigences et, en conséquence, rédigea une note qui résumait avec fermeté ses observations orales. Sans trop discuter la rédaction « définitive quant à la substance » qu'on lui proposait, l'archevêque de Corinthe se retranchait, pour refuser sa signature, derrière l'insuffisance de ses pouvoirs ; il annonçait son intention d'expédier le projet à Rome par courrier. Le Pape lui-même prononcerait. C'était donc, malgré les protestations conciliantes qui terminaient le document, une fin catégorique de non recevoir.

« Il faut rendre cette justice à Bernier qu'en transmettant le message, il ne négligea aucun effort pour prévenir un éclat (2). » Non seulement, il garantit à Talleyrand la bonne volonté, la franchise, la confiance de Spina, mais il essaie de sauver la face par une distinction très subtile qu'il prête à l'archevêque de Corinthe et qu'il soutient, en faisant mine de la discuter. Spina ne refuse pas sa signature ; mais, s'il l'appose, ce n'est pas pour accepter au nom de sa cour la convention, c'est uniquement pour certifier à Sa Sainteté que telles sont les conditions indispensables du rétablissement de la religion catholique en France. « Il m'a protesté, ajoutait le curé de Saint-Laud, que cette formule de signature était celle dont il était convenu avec Sa Sainteté, et qu'elle remplirait, quant au succès, le but du gouvernement, tout aussi bien que si cette formule était celle que vous désirez. Il m'a ajouté que telles avaient été, en 1515, les strictes instructions données aux cardinaux d'Ancône et de Sancti-Quarto pour la préparation du Concordat, et que Rome, en pareil cas, n'en donnait jamais d'autres, pour qu'aucun de ses agents ne pût anticiper sur la décision pontificale. » Et comme Bernier objectait que « cette différence, dans la signature, était substantielle ; qu'elle contribuerait à ralentir les opérations, et pourrait mécontenter le gouvernement, qui aurait lieu de croire que Sa Sainteté ne voulait pas lever les obstacles, avec assez de franchise et de célérité », Spina avait répondu par l'engagement suivant : « Je ne demande pas que le gouvernement se lie par une signature officielle, pendant que je ne le ferai pas moi-même. Le traité sera envoyé par nous deux, comme projet. Je le certifierai, comme vous et dans les meilleurs termes. Nous presserons Sa Sainteté de répondre au Premier Consul. Je garantis qu'elle le fera tout de suite, et que si, comme je le désire, elle

(1) BOULAY, *Documents*, I, 286.

(2) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 97.



ratifie le projet de traité, elle m'adressera la bulle confirmative, et un bref qui m'autorisera à signer ce traité, non d'une manière provisoire, mais définitive, sans renvoi à Rome, pour que la publication s'en fasse, si on le veut, dès le lendemain de la signature (1). »

Il n'était pas difficile à Talleyrand d'établir qu'un pareil engagement ne signifiait absolument rien, et que cet échange de signatures sur un simple certificat se réduisait à un simulacre (2). Le ministre n'en prit pas la peine : « Soupçonneuse jusqu'à l'injure, discourtoise jusqu'à la brutalité (3), » sa réponse équivalait à une rupture. « Quand l'archevêque de Corinthe a été autorisé à venir en France, quand l'objet de sa mission a été annoncé au Premier Consul par le cardinal-évêque de Verceil, le gouvernement de la République était loin de prévoir que le caractère de M. l'archevêque de Corinthe se réduirait à celui d'un simple témoin, et que le résultat de son agence serait d'informer Sa Sainteté des sentiments du gouvernement de la République. Si Mgr Spina persistait dans de telles dispositions, le gouvernement serait fondé à penser que le but du gouvernement pontifical n'a été que de lui tendre un piège, d'éloigner la guerre de ses États, et d'endormir la France dans une fausse sécurité. Dans ce cas, le refus de l'agent de Sa Sainteté, dont vous me faites part, nous avertirait encore à temps du véritable motif de sa mission, et vous seriez aussitôt autorisé à l'informer que sa présence ici deviendrait désormais inutile (4). »

Mais si, par calcul, le Premier Consul laissait Talleyrand brouiller les fils laborieusement tressés par Bernier, il n'entendait pas que son ministre les cassât ; il ne lui déplaisait nullement que la négociation rencontrât des difficultés et suscitât une opposition qu'il exploiterait ensuite, pour réduire au minimum ses concessions et rehausser son mérite ; mais quand le jeu devenait risqué, il l'arrêtait net, rappelant en arrière après leur avoir laissé toute latitude, ceux qui s'étaient avancés trop loin.

Il désavoue donc une seconde fois son ministre. En son nom, Bernier avise Spina « de sa condescendance », autorise l'envoi d'un courrier, ajoute même l'assurance positive que la souveraineté temporelle du Pape serait respectée et que les troupes françaises, même si elles devaient repousser les Napolitains ne passeraient pas par Rome.

(1) BOULAY, *Documents*, I, 295-296.

(2) ID., *Histoire de la Négociation du Concordat*, 264.

(3) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 57.

(4) BOULAY, *Documents*, I, 297.

Bonaparte demandait seulement que le Saint-Siège fit diligence et que le courrier, hâtant sa marche, rapportât au plus tôt la réponse pontificale (1).

L'archevêque de Corinthe se met donc en devoir de réunir toutes les pièces qu'il va expédier à sa cour ; jusqu'ici, pour correspondre avec elle, il n'avait disposé que de moyens de fortune plus ou moins sûrs, utilisant les bons offices de diplomates étrangers, confiant même ses dépêches à la poste française qui oubliait régulièrement de les remettre à destination. Il pouvait enfin communiquer en toute liberté, non seulement son avis et ses impressions, mais encore les projets successifs de Concordat et les notes échangées avec Bernier. De son côté, le curé de Saint-Laud prépare pour les joindre au dossier de Spina, une longue note sur le projet de traité, un projet de bulle où il reprend la rédaction de décembre, « allégée d'images et d'ornements, sauf des louanges immodérées de Bonaparte (2), » enfin une lettre personnelle au Pape.

Ce n'était pas la première fois que le curé de Saint-Laud s'adressait à Pie VII pour lui recommander son ouvrage. Dès le début des négociations, avant même l'arrivée de Spina, il avait, par des voies indirectes, essayé une action personnelle sur le Souverain Pontife pour faciliter le Concordat.

Le 7 décembre 1800, deux prêtres français, Astier et Beulé, partaient pour Rome, munis d'un passeport que Bernier leur avait obtenu de Talleyrand ; originaires, le premier du diocèse de Gap, le second du diocèse de Chartres, ils appartenaient en réalité à la société du Sacré-Cœur de Jésus, fondée par le P. de la Clorivière pour rétablir sous un autre nom la Compagnie de Jésus, et s'en allaient solliciter du Pape l'approbation de leur Congrégation. Avaient-ils confié à Bernier, dont les relations avec le P. de la Clorivière restent assez mystérieuses, l'objet exact de leur voyage ou bien, selon la version officielle qui s'accréditerait dans les milieux diplomatiques, lui avaient-ils laissé croire que leur mission se réduisait « à demander pour quelques particuliers des grâces spirituelles (3) » ? Il est difficile de le dire. Quoi qu'il en soit, le curé de

(1) BOULAY, *Documents*, I, 316.

(2) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 274.

(3) Ghislieri à Colloredo, 22 déc. 1800. BOULAY, *Documents*, I, 249. Les deux religieux assurèrent à Consalvi qu'ils n'avaient aucune commission du gouvernement français et qu'ils venaient seulement pour les affaires religieuses de quelques particuliers. Consalvi à Spina, 27 déc. 1801. *Ibid.*, 252.

Saint-Laud s'employa activement à faciliter leur départ et leur fit donner par le ministre des Relations extérieures les autorisations requises.

Pareille complaisance n'était pas de sa part désintéressée. L'occasion lui paraissant bonne pour entamer avec Pie VII en dehors de son entourage des négociations directes, Astier et Beulé furent chargés de remettre au Souverain Pontife des lettres émanant du curé de Saint-Laud ; ils exposeraient en outre la situation religieuse de la République, et feraient comprendre dans quelles conditions, au prix de quels sacrifices et avec quel avantage, l'accord pouvait se réaliser. L'ambassadeur d'Espagne, Labrador, qui avait servi d'intermédiaire entre la France et le Saint-Siège pour amorcer les premières tractations religieuses, leur remettrait un passeport pour le retour.

Les deux ecclésiastiques s'acquittèrent de leur mission sans aucun succès ; ils réussirent sans doute à voir le Pape secrètement, mais celui-ci éluda leurs avances et laissa entendre qu'il fallait laisser à ceux qui en étaient officiellement chargés le soin de cette négociation. On peut d'ailleurs se demander si Astier et Beulé (1), tout en remettant ponctuellement les lettres de Bernier, répondirent à son attente et s'ils plaidèrent vraiment la cause confiée à leurs soins. Il semblerait au contraire, si l'on en juge par un mémoire sur « l'état actuel de la France », rédigé par eux, qu'ils trompèrent sa confiance en desservant sa personne et en combattant ses projets. Astier et Beulé étaient aussi royalistes que leur supérieur le P. de la Clorivière, plus tard compromis dans les complots de Cadoudal ; comme le P. de la Clorivière aussi, ils préconisaient l'intransigeance ; de là leur hostilité vis-à-vis du Conseil ecclésiastique de Paris qui autorise la promesse, rend les décisions trop larges, impose sur les objets majeurs le silence, fait peser ses menaces d'interdit sur les ecclésiastiques qui discutent ses décisions ; ils semblent même lui attribuer le projet de Bonaparte relatif aux démissions épiscopales, et c'est à leurs yeux une raison péremptoire pour le condamner absolument, car « on a tout lieu de croire, écrivent-ils, que si les démissions étaient exigées, tous les diocèses ne devinssent comme celui de Paris ». Quant au curé de Saint-Laud, rallié aux principes de M. Émery et de ses collègues, comme aux principes du gouvernement, des preuves acquises « le rendent

(1) M. LANGLOIS, *Avant le Concordat. Une double mission secrète*. ASTIER et BEULÉ, *Revue des Etudes historiques*, LXXXVIII, 175 et sq.

suspect et on croit pouvoir assurer, écrivent les deux religieux, que Bernier est trompeur ou trompé (1) ».

Pour une fois, celui-ci avait bien mal choisi ses auxiliaires. Dans les milieux romains travaillés par Maury et par les royalistes, indisposés par de mauvais souvenirs, inquiets des entreprises françaises en matière temporelle et spirituelle, l'intervention d'Astier et de Beulé ne fit qu'accentuer les défiances et nuire au Concordat.

Le curé de Saint-Laud serait-il plus heureux en adressant au Pape une lettre et un rapport officiels, qu'en essayant avec lui des tractations secrètes?

Faire accepter de Pie VII ce quatrième projet de concordat paraissait une entreprise hasardeuse et Bernier ne pouvait avoir d'illusion sur l'efficacité de sa tentative, sachant mieux que personne quelle invincible opposition certains articles devaient rencontrer. Il essaie cependant de défendre le point de vue de son gouvernement, car ses fonctions le demandent et, d'autre part, faute de produire un résultat immédiat, ses arguments du moins prépareraient la cour romaine à consentir plus tard le maximum de sacrifices, compatibles avec « l'essence de la religion ».

Sans doute, le curé de Saint-Laud le reconnaît équivalentement, le projet que Bonaparte propose ne réalise pas les conditions idéales d'un Concordat; mais, tel qu'il est, il se trouve, écrit-il, tellement lié « aux circonstances actuelles, que le gouvernement... reste convaincu qu'il ne doit ni ne peut adopter autre chose, sans compromettre le salut de la France et celui de la religion (2) ».

Jamais en effet, « aucune Révolution dans le monde n'a eu les mêmes principes, les mêmes excès, ni les mêmes suites que la Révolution française. Aussi nul ouvrage n'est-il plus difficile que celui de rétablir en France, à la suite de cette même Révolution, la religion catholique et sa morale austère.

L'Église a vu des hérésies et des schismes s'élever; deux ou trois pontifes se sont simultanément disputé la chaire de Pierre et le premier des titres; mais, dans aucun temps, l'Église n'avait vu ce monstrueux assemblage de corruption et d'impiété, de libertinage et d'incrédulité, cette exagération mutuelle de passions, de prétentions et de principes qui, pendant quelques années a désolé la France.

(1) *Etat actuel de la France attesté par M. d'Astier et Beulé.* Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I A.

(2) BOULAY, *Documents*, I, 304.



On ne guérit d'aussi grands maux que par des remèdes forts et vigoureux ; vouloir s'asservir à la stricte observation des formes ordinaires, ce serait manquer son but. Quand le mal que l'on veut extirper, sort de la classe commune, il est permis, il est même quelquefois indispensable de recourir, pour le détruire, à des moyens dont l'application a été jusqu'alors sans exemple. C'est ainsi que, pour éteindre le schisme et l'hérésie des Donatians, saint Augustin et ses collègues dans l'épiscopat offraient la démission de leurs sièges ; que le concile de Constance prescrivait aux trois pontifes qui se disputaient la tiare, l'abdication de leurs droits respectifs ; et que les successeurs de Martin V consentaient à traiter, avec des égards marqués, l'antipape Félix V et le chanoine Nugnos, quoique élu Pape seulement par deux cardinaux, dans le château de Paniscola (1) ».

Mais si le rétablissement de la religion dans des conditions aussi exceptionnelles réclame des mesures exceptionnelles, il exige aussi de la patience et du temps. « L'ouvrage acquerra d'autant plus de solidité, écrivait Bernier, qu'on aura mis plus de précaution dans sa confection, et de prudence dans la manière de l'énoncer. « On se rappellera toujours avec peine, que les travaux du cardinal Polus, en Angleterre, ne manquèrent d'un succès durable que parce qu'on voulut d'abord trop entreprendre, agir trop tôt et trop vivement. On fera tout en France avec le temps ; mais il n'appartient qu'à Dieu, d'affaïsser d'un côté les passions soulevées, et de donner de l'autre à la vérité tout l'éclat qu'elle mérite. C'est plus que jamais, le cas de dire avec saint Augustin : *Veritas filia temporis, non auctoritatis* (2). »

Enfin, étant donné que le salut de la religion dépend essentiellement de l'unité, « tout moyen qui tend à la rétablir, pourvu qu'il ne blesse pas l'essence de la religion, doit être avidement saisi ; il est du devoir de tout chrétien de l'employer, dût-il en être victime, parce que rien n'est si grand, si noble et si méritoire, que de s'immoler soi-même pour la réunion et le bonheur de tous (3). »

Toutes ces raisons générales invitaient donc le Pape à se plier, comme le gouvernement lui-même aux nécessités des circonstances ; il devait se résigner à ce que le Concordat reconnût seulement le catholicisme comme religion de la majorité, imposer la démission

(1) BOULAY, *Documents*, 305.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 307.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 305.

de tous les évêques, accepter l'aliénation des biens ecclésiastiques, la réduction des diocèses, la promesse de fidélité, ouvrir aux prêtres mariés « la porte salutaire de la communion catholique », admettre enfin dans cette communion tous les constitutionnels qui en feraient la demande, en déclarant « adhérer purement et simplement à l'acte ou traité d'union ». Plus tard, quand la religion aurait étendu son empire sur les âmes, consolidé son influence, modéré les passions et enchaîné les cœurs, il deviendrait « non seulement possible, mais nécessaire, de faire pour elle ce que les circonstances actuelles et l'exaspération de certains esprits ne permettent pas d'exécuter pour le moment ». En attendant, il fallait se borner « à jeter l'ancre, à fixer le vaisseau de l'Eglise après tant d'orages » ; bientôt des vents propices le conduiraient au port (1).

Pour rédiger ce mémoire, Bernier fit diligence et, dès le 26 janvier, son travail se trouvait terminé, l'envoi du courrier pontifical étant fixé au 28. Or, le 28, tandis que Livio Palmoni prenait ses dernières dispositions, Talleyrand pria l'archevêque de Corinthe de suspendre son départ, car le gouvernement français désirait lui confier des dépêches pour l'Italie et celles-ci ne seraient prêtes que sous trois jours.

En réalité, les trois jours dureraient un mois et il faudrait attendre le 26 février pour que le courrier pontifical prît le chemin de Rome. Quant aux dépêches, dont le ministre des Relations extérieures attendait la rédaction, elles n'étaient autre chose qu'un cinquième projet de Concordat. Une fois de plus, on revenait en arrière pour tout recommencer.

#### IV

C'était en effet chez le Premier Consul une pratique courante de ne jamais conclure une affaire importante sans l'avoir personnellement étudiée et de se réserver en dernière heure la décision suprême. Les négociations une fois engagées à Verceil, il avait laissé à Talleyrand et à Bernier le soin de les conduire, se bornant pour ce travail préparatoire à quelques directives générales et à de brèves interventions. Mais quand le moment arriva d'expédier à Rome le projet définitif,

(1) BOULAY, *Documents*, I, 304-316.

il voulut tout voir par lui-même et prendre connaissance des dossiers. De son examen, retardé jusqu'au début de février par les conférences de Lunéville et ses préparatifs contre les Anglais, sortit une nouvelle rédaction. « Ce texte, où se révélait la brève concision du maître, ne contenait pas plus de quatorze articles. Sur les chapitres et les séminaires, sur les fondations, sur les réductions des évêchés, nulle disposition, comme si Bonaparte eût jugé que ces objets n'étaient pas matière à traité, mais qu'il lui appartenait d'y pourvoir, suivant sa volonté souveraine. De la religion dominante, de la religion du gouvernement, de l'annulation des actes contraires au libre exercice du culte, il n'était plus fait mention. Deux choses importaient surtout au Premier Consul : remanier entièrement l'épiscopat, puis assurer la sécurité des acquéreurs de biens nationaux. Sur ce double objet, les exigences se précisaient en des articles de la plus impérieuse netteté. La seule concession réelle était la suppression de l'article du quatrième projet qui déclarait réunis à l'Église, par le fait seul de l'adhésion au Concordat, les membres du clergé constitutionnel (1). »

La bulle rédigée par Bernier subit à son tour la critique du Premier Consul. Toutefois, au lieu de la refondre, comme il avait fait pour le projet de Concordat, à coup de plume rapides, il se contente de rayer quelques expressions impropres, d'inscrire la mention « trop chargée » en marge d'un développement excessif sur les maux de la France et la gloire de son sauveur (2), de notifier enfin au ministre des Relations extérieures que la bulle lui paraît « avoir besoin d'être bien retouchée (3) ».

Enfin, Bonaparte décide d'envoyer immédiatement à Rome un représentant muni d'« un double plein pouvoir, un pour le spirituel, l'autre pour le temporel » et son choix s'arrête sur le citoyen Cacault. Cacault défendrait la convention ; il la signerait sur place avec « un individu désigné par le Pape » et la ratification « serait échangée à Paris vingt-quatre heures après l'arrivée du courrier ». Il n'y avait « pas un instant à perdre », si l'on voulait que le Concordat avec Rome et la paix avec Vienne se concluent en même temps (4).

Il semble bien que le Premier Consul ait rédigé son projet de convention et corrigé la bulle pontificale en dehors de Talleyrand et de

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 100.

(2) BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 285.

(3) *Id.*, *Ibid.*, I, 350.

(4) *Id.*, *Ibid.*, I, 350-351.

Bernier. Le curé de Saint-Laud eut-il même connaissance de cette cinquième rédaction avant le jour où il se trouve chargé de la communiquer à Spina? Aucun document n'autorise à l'affirmer. Son attitude pendant ce mois d'attente, lui vaut d'ailleurs tous les éloges de l'archevêque de Corinthe. Si, le 9 février, tout en reconnaissant l'excellence de ses intentions et la rectitude de son jugement, celui-ci exprime quelques réserves sur l'excessive docilité avec laquelle il sert son gouvernement (1), le 25, le ton change. « Par amour de la vérité, » Spina assure Consalvi, que ce « digne et docte ecclésiastique » se montre très dévoué à la religion et au Saint-Siège, que ses sentiments sont loyaux, qu'il mérite toute la considération du Pape et du secrétaire d'État (2), bref, il rend de lui le meilleur témoignage; et c'est justice, car, pendant ces semaines d'incertitude et d'extrême inquiétude, il a trouvé près du curé de Saint-Laud le plus précieux et le plus sûr appui.

C'est que, depuis le jour où Talleyrand a différé le départ du courrier Livio, l'archevêque de Corinthe vit dans l'angoisse et l'agitation. Cet ajournement, à mesure qu'il se prolonge, lui paraît de plus en plus surprenant. Le Premier Consul et son ministre n'avaient-ils pas demandé, avec l'expédition immédiate du projet, une transmission et une réponse aussi rapides que possible? Et voici qu'on ne parlait plus de rien. Coup sur coup, il apprend par Consalvi que ses neuf premières dépêches ne sont pas arrivées à destination, par le *Moniteur* que Murat, établi en plein cœur des États pontificaux, se dispose à chasser les Napolitains de Rome (3), par les milieux politiques qu'un courrier de cabinet vient de quitter la capitale à destination de l'Italie. Toutes ces nouvelles vraies ou fausses, son esprit inquiet les recueille, les rapproche, les interprète, les grossit; il croit découvrir un plan machiavélique où se combinent les effets de surprise et les menaces, pour enlever par la ruse et au besoin par la force le consentement de Pie VII; de ce plan, son imagination surexcitée découvre et rapproche tous les fils; l'envoi d'un messenger français s'explique par l'expédition clandestine du Concordat, les infidélités de la poste, les délais imposés à Livio, par l'ignorance systématique où l'on veut maintenir le Pape relativement aux pourparlers de

(1) BOULAY, *Documents*, 373.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 413.

(3) « Credo pure che meritero tutta la compassione, se si saprà che in tutti questi giorni sono stato agitattissimo », écrit-il le 13 février. BOULAY, *Documents*, I, 377.



Paris ; quant à l'expédition de Murat, officiellement dirigée contre les Napolitains, elle devient à ses yeux, une pression militaire exercée sur le Saint-Siège lui-même (1).

Pour déjouer cette machination, Spina ne voit qu'un moyen : prévenir le Souverain Pontife en lui envoyant, avec les pièces de la négociation, un avertissement motivé. Mais quelle voie emprunter pour faire parvenir à destination lettres et dossiers ? A défaut de la poste française dont il connaît maintenant la discrétion et la ponctualité, l'archevêque de Corinthe s'adresse successivement au ministre d'Espagne, puis au prince Giustiani, les suppliant de mettre à sa disposition un de leurs courriers. Tous deux accueillent favorablement sa demande, mais Talleyrand qui se méfie les éconduit l'un après l'autre et, sous différents prétextes, refuse à leur messenger les passeports nécessaires. Spina déçu, recourt donc en dernière analyse à Bernier. Sous prétexte d'obtenir des explications sur le gouvernement civil d'Ancône, qui devait être laissé aux agents pontificaux, l'archevêque de Corinthe lui rappelle donc, le 10 février, qu'il attend avec impatience, pour envoyer Livio Palmoni, les dépêches annoncées le 28 janvier par le ministre des Relations extérieures (2). Bernier qui partage cette impatience intervient tout de suite auprès de Talleyrand et joint ses instances personnelles à la note du représentant pontifical, « offrant de sa part l'assurance la plus positive des efforts qu'il fera pour porter Sa Sainteté à l'acceptation de l'union proposée, dès qu'il lui sera accordé d'en faire part au chef de l'Église (3) ». Mais Talleyrand ne répond ni au négociateur romain, ni au curé de Saint-Laud ; sur la question d'Ancône, sur l'expédition de son courrier, Spina resta dans la plus complète incertitude ; ce nouveau détour a été essayé vainement. Une seconde tentative entreprise le 14 par Bernier n'obtient pas plus de succès (4) ; le ministre continue à se dérober et l'archevêque de Corinthe à se morfondre.

A cette date cependant, Spina réussit à faire passer en Italie, par l'ambassadeur d'Espagne, les dépêches d'abord destinées à Livio ; une royauté ayant été instituée en Toscane à la suite du traité de

(1) BOULAY, *Documents*, I, 368.

(2) *Id.*, *Ibid.*, I, 372 et 375.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 375.

(4) *Ibid.*, 378. A cette date, Bernier envoie à Talleyrand le texte des prières publiques que l'Église doit faire pour le Premier Consul. Il profite pour joindre un billet de Spina, montrant « comme il est pressé » et pour rappeler « la réponse à faire en deux mots relative au gouvernement civil d'Ancône ».

Lunéville, M. de Muzquiz devait avertir le duc de Parme que ce nouveau trône échéait à son fils et le ministre des Relations extérieures ne put refuser les passeports. Les projets de Concordat, les lettres et mémoires annexes furent donc remis à ce messager que Talleyrand cette fois n'osa retenir. Le représentant du Saint-Siège trouvait enfin pour renseigner sa cour une voie absolument sûre.

Mais cette voie serait-elle assez rapide? Il se le demande avec angoisse. Le courrier français, qu'il croit porteur d'un Concordat clandestin, gardant huit jours d'avance sur le courrier espagnol, le prélat tremble que ses avis n'arrivent trop tard et que le Pape, victime de cette machination diabolique dont la hantise le poursuit, ne laisse surprendre son acceptation. Aussi l'archevêque de Corinthe sonde-t-il discrètement le curé de Saint-Laud qu'il suppose dans la confidence; en lui avouant ses craintes, il cherche à se faire sinon rassurer, du moins éclairer sur les calculs de la France. Bernier manifesta le plus grand étonnement d'une pareille ouverture et son affirmation fut très nette; le projet de Concordat était resté dans le cabinet du ministre des Relations extérieures, sans même pouvoir en sortir (1). Toutefois, malgré le ton catégorique de cette réponse, malgré ses apparences de sincérité, un doute subsiste dans l'esprit de Spina; poursuivi de plus en plus par l'obsession d'un Concordat clandestin, il hésite à croire et continue à s'inquiéter. D'autant que, sur l'opération de Murat, il n'a pu obtenir aucune déclaration précise. Le 12 février, en effet, un mot de la princesse Santa-Croce était venu, selon sa propre parole, accroître à l'extrême son agitation (2); ayant appris du ministre de la Guerre que l'armée française se trouvait sous les murs de Rome et qu'un de ses détachements occupait le château Saint-Ange, la princesse avisa de suite le représentant du Saint-Siège de cet événement sensationnel. Celui-ci, épouvanté, court aussitôt chez Bernier pour savoir à quoi s'en tenir et Bernier, malgré l'insuccès de ses dernières démarches, accepte d'interroger, Talleyrand. Mais la réponse du ministre demeure très vague; tout se borne, assure-t-il, à l'évacuation de Rome et du château Saint-Ange par les Napolitains; le Pape, ajoute-t-il, n'a rien à craindre des Français. Quant à fournir sur cet objet une déclaration écrite, il s'y dérobe avec une désinvolture nonchalante et légèrement iro-

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 298.

(2) Id., *Documents*, I, 377. « La mia agitazione, écrit Spina à Consalvi le 13 février, crebe enco ieri a dismisura, nel ricevere un biglietto dalla principessa Santa-Croce... »

nique ; Spina ne reçoit ni démenti catégorique, ni confirmation positive et son agitation redouble avec sa perplexité (1).

Les jours passent. De plus en plus impatient, le représentant du Saint-Siège essaie de joindre personnellement le ministre ; peut-être sera-t-il plus heureux en plaidant lui-même sa cause que ne fut, à deux reprises, son intermédiaire Bernier ? Mais Talleyrand est aussi invisible que silencieux. A la demande d'audience que lui passe le curé de Saint-Laud, il répond que les préparatifs des fêtes en l'honneur de la paix réclament pour l'instant tous ses soins et qu'il ne peut recevoir avant quelques jours l'archevêque de Corinthe. Spina éconduit se décide alors à tenter auprès du Premier Consul une démarche directe. « Très empressé depuis quelque temps à prodiguer au prélat les témoignages de bonne volonté (2), » Bernier se charge de cette intervention et les déclarations qu'il rapporte de son entretien avec le chef de l'État sont des plus rassurantes : Bonaparte rendra au Saint-Siège toutes les légations et sera pour l'Église un nouveau Charlemagne. Il demande seulement que Pie VII lui accorde sa confiance et fasse droit à sa requête pour la démission des évêques émigrés. Quant à la promesse de fidélité, une lettre de Maury qui annonce sa condamnation par le Pape, gêne la tentative esquissée par Bernier pour rendre sa formule plus acceptable et son application moins rigide ; il faut même que le représentant de Rome fournisse sur ce point des explications, et réponde à un questionnaire en règle que lui présente, au nom du gouvernement, le curé de Saint-Laud (3).

Cependant, malgré les bonnes paroles de Bonaparte, les appréhensions de Spina n'étaient point vaines, car le 21 février, Bernier embarrassé et contraint lui apportait, avec une note de Talleyrand, le projet de convention que transmettrait Livio. Loin de mentionner qu'il s'agissait d'une rédaction nouvelle et d'un cinquième texte, le billet ministériel présentait ce projet comme accepté et même « remis » par le représentant du Saint-Siège ; il demandait en outre que l'archevêque de Corinthe donnât à ces « articles convenus » son approbation écrite (4). Quelle fut la réaction de Spina lorsqu'il découvrit cette substitution de textes ? Il est difficile de le savoir, car les dépêches où il relate cette entrevue se montrent aussi réservées que sobres de détails ; de toute évidence, il estompe et atténue ; ce n'est

(1) BOULAY, *Documents*, I, 377-378.

(2) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 300.

(3) *Id.*, *Documents*, 379-381.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 407.

pas le moment d'indisposer la cour romaine en soulignant la supercherie de Talleyrand et la complicité de Bernier (1). Éleva-t-il la protestation que méritaient pareils procédés? Essayait-il une discussion pour écarter des stipulations inadmissibles? Il ne le semble pas. Il ne semble pas davantage que le curé de Saint-Laud ait eu besoin de faire, comme il l'avait promis à Talleyrand, « l'impossible pour que tout aille au gré du gouvernement (2) » et de son ministre. Le cinquième projet, dans son ensemble, prêtait aux mêmes critiques que le quatrième; ces critiques épuisées ne seraient pas entendues. D'ailleurs, le représentant du Saint-Siège se retrouvait le 22 février dans une situation analogue à celle du 19 janvier. « Les circonstances... paraissaient une répétition de celles du mois précédent; la surprise essayée sur lui était la même; l'injonction de tout approuver les yeux fermés n'était guère différente. Il y avait au moins, quant à présent, la menace d'être expulsé en cas de refus; il y avait en plus une supercherie dédaigneuse lui attribuant avec désinvolture une part active dans un projet dont il ne soupçonnait pas même l'existence (3). » Pour le cinquième projet, aussi irrecevable que le quatrième, il n'avait qu'à reprendre, dans des conditions presque identiques, la même attitude: se retrancher derrière l'insuffisance de ses pouvoirs et remettre à Rome le soin de prononcer.

Mais pour être autorisé à recourir à Rome par l'expédition d'un courrier, Spina devait au préalable approuver par écrit « les articles convenus ». C'est en vain qu'il essaie de se soustraire à cette exigence de Talleyrand; celui-ci lui fait savoir que Livio ne recevrait ses passeports qu'une fois cette formalité accomplie. Il fallut se résigner. Spina cherche donc, comme le 19 janvier précédent, une formule qui donne satisfaction au ministre sans comporter aucun engagement effectif; comme le 19 janvier, avec l'aide de Bernier, il réussit à la trouver et à la faire accepter. L'adhésion réclamée devenait une assurance officielle que le représentant du Saint-Siège ferait tous ses efforts auprès du Pape « pour que tous les vœux du gouvernement soient parfaitement accomplis, et pour que la tranquillité de la religion ainsi que la bonne harmonie entre les deux États soient, de cette manière, de plus en plus rétablies (4) ». Une fois de plus, Talleyrand était payé de mots, cette promesse du prélat demeurant « aussi illu-

(1) BOULAY, *Documents*, II, 52-57.

(2) *Id.*, *Ibid.*, I, 407.

(3) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 307.

(4) *Id.*, *Documents*, I, 408.



soire et aussi stérile que le simulacre de signature offert pour le projet précédent (1) ». Le ministre se montra peu satisfait de cette réponse flottante, mais Bernier lui représenta qu'on avait suffisamment ennuyé l'archevêque et qu'il ne fallait pas espérer davantage de sa condescendance. Talleyrand savait que Bonaparte ne soutiendrait pas ses exigences ; il se résigna donc à délivrer les passeports du courrier Livio (2) ; il accorda même à Spina l'audience que celui-ci sollicitait depuis le 18, pour obtenir le retour au Saint-Siège des légations pontificales.

Tandis que les affaires temporelles se traitaient au ministère des Relations extérieures entre Spina et Talleyrand, aux Tuileries, Bernier abordait directement avec le Premier Consul les affaires spirituelles, pour reprendre, dans la mesure du possible, le terrain perdu. S'il avait accepté de se faire en apparence, complice d'une supercherie, en soumettant à Spina un cinquième projet substitué au texte convenu, en réalité, il avait dans la circonstance apporté à l'archevêque le plus précieux appui et rendu inopérante la manœuvre déloyale à laquelle officiellement il coopérait. Grâce à ses conseils, grâce à son entremise, le représentant du Saint-Siège avait pu éluder une approbation formelle du texte proposé et obtenir néanmoins les passeports de Livio.

Ce premier succès cependant ne suffit pas au curé de Saint-Laud ; avant le départ du courrier, il intervient encore auprès de Bonaparte pour apporter au cinquième projet de Concordat les modifications désirables. Le Premier Consul n'avait-il pas reconnu que son texte était « susceptible de quelques corrections de style (3) » ? Sous couleur de retoucher la forme, le curé de Saint-Laud suggère donc quelques changements importants. C'est ainsi que l'article 2 du titre I<sup>er</sup>, relatif aux démissions épiscopales, se trouve adouci. La première rédaction : « Les titulaires actuels, à quelque titre que ce soit, des évêchés français, seront invités par Sa Sainteté à se démettre. Les sièges de ceux qui se refuseraient à cette mesure, que commande le bien de l'Église, seront déclarés vacants par l'autorité du chef suprême de l'Église, » prend une allure moins impérative et moins tranchante pour devenir sur les indications de Bernier : « Sa Sainteté déclare qu'elle ne reconnaîtra pour titulaire des archevêchés et évêchés conservés en vertu

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 309.

(2) *Id.*, *Documents*, II, 54.

(3) *Id.*, *Ibid.*, I, 350.

de la circonscription nouvelle, que ceux qui lui seront désignés par le Premier Consul, à l'exclusion de tous les autres, quel que soit leur titre. » Sans doute, l'exigence restait la même et au fond rien n'était changé « car, pour arriver à ce résultat, le Pape restait soumis à la même nécessité d'exhorter les évêques à se démettre et à destituer les récalcitrants ; mais ces moyens évidemment inévitables, n'étant plus expressément stipulés, le Pape gardait en apparence l'initiative d'y recourir ; par là, cet usage suprême de son autorité devait sembler libre et spontané (1) ». Sur la place à reconnaître à la religion dans l'État, sur la formule du serment de fidélité devenu « serment de soumission aux lois », le curé de Saint-Laud fit également accepter ses observations sans trop de difficulté, semble-t-il, car le Premier Consul voyait les choses de haut, s'attachait surtout à l'ensemble, sans apporter beaucoup d'intérêt aux questions de détail ni aux querelles de mots. Enfin, relativement aux acquéreurs de biens ecclésiastiques et aux agissements des patriotes dans les États romains, Bernier rapportait au nom de Bonaparte des déclarations très apaisantes. Aussi la note concluait-elle par des protestations de satisfaction, d'attachement, de respect et par l'assurance formelle que le catholicisme serait honoré et respecté ; anticipant même sur l'avenir, elle envisageait déjà pour une date plus ou moins éloignée, la venue de Pie VII en France, où Sa Sainteté jouirait « pendant quelques jours, du délicieux spectacle de la religion triomphante et raffermie (2) ».

A ce « biglietto di ufficio (3) », le curé de Saint-Laud ajouta, très confidentiellement et sous sa propre responsabilité (4), un projet secret de Convention, rédigé par lui, où il introduisait dans le texte proposé par la France toutes les variantes susceptibles d'être admises par le gouvernement. En donnant la forme précise d'un contre-projet « de sa façon » aux retouches « qu'il s'était fait à peu près autoriser à indiquer (5) », Bernier interprétait de façon bien large les intentions du Premier Consul, à supposer même qu'il ne les trahît point positivement. Par contre, il rendait à Rome le plus précieux service ; renseigné de bonne source sur les amendements qu'il pouvait demander et obtenir, puisque, selon la remarque de Spina, Ber-

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 312.

(2) *Id.*, *Documents*, I, 410.

(3) *Id.*, *Ibid.*, II, 61.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 58 à 60.

(5) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 330.

nier, confident des pensées officielles, connaissait les vrais sentiments de Bonaparte (1), le Saint-Siège jouerait à coup sûr ; il saurait où résister, où progresser, où fléchir avec toutes les chances de succès.

Parcille initiative supposait une certaine audace ; mais l'audace ne manquait pas au curé de Saint-Laud et, quels que fussent les risques d'une indiscretion toujours possible, il ne craignit pas de les courir, tant il brûlait de réussir. Spina d'ailleurs prit les mesures nécessaires pour éviter une publication intempestive, dont il redoutait pour lui-même les conséquences funestes ; il fut entendu que si Consalvi se trouvait dans l'obligation de communiquer le contre-projet confidentiel, il le donnerait simplement comme susceptible d'être admis par la France, sans découvrir à aucun prix son véritable auteur (2) ; le secrétaire d'État garderait, avec la plus grande circonspection, vis-à-vis même de ses collègues les cardinaux, cette sage réserve, dussent les amendements du curé de Saint-Laud, par suite de leur anonymat, perdre beaucoup de leur crédit.

Avec ses notes officielles et secrètes, Bernier remit également à Spina deux lettres pour le Pape, relatives l'une à la statue de Lorette, l'autre à la négociation, et deux autres lettres pour les cardinaux Antonelli et Gerdil dont il voulait se ménager l'influence dans la congrégation chargée du Concordat. L'archevêque de Corinthe joignit le tout à son propre courrier et, dans la nuit du 26 au 27 février, Livio Palmoni partait enfin soumettre à Rome toutes les pièces du procès et chercher la décision.

La première phase des pourparlers se terminait ainsi dans des conditions relativement favorables et, après tant de péripéties, on pouvait se féliciter de ce qu'un revirement suprême autorisât quelque espoir. Toutefois, on se trouvait encore très loin de la solution définitive. L'horizon qui s'éclaire un instant ne tardera pas à s'assombrir ; les oppositions se réveilleront pour une suprême tentative ; avant d'aboutir, il faudra déjouer bien des manœuvres, doubler bien des caps. Auprès de Consalvi comme auprès de Spina, Bernier poursuivra donc sa mission laborieuse, et son rôle, loin de diminuer, n'en deviendra que plus décisif.

(1) BOULAY, *Documents*, II, 61.

(2) *Id.*, *Ibid.*, II, 61.

## CHAPITRE VI

### LES NÉGOCIATIONS CONCORDATAIRES.

#### BERNIER ET CONSALVI. — LA SIGNATURE DU CONCORDAT

- I. Examen du cinquième projet de Concordat par le Saint-Siège. — La petite et la grande congrégation. — Intervention de Cacault. — Bernier essaie de faire prendre patience au gouvernement.
- II. L'ultimatum. — Cacault annonce que Rome veut modifier le projet. — Bernier essaie vainement de réparer les effets malencontreux de cette dépêche. — Par ordre du Premier Consul, il adresse une lettre comminatoire à Consalvi. — L'ultimatum.
- III. Le sixième projet. — Arrivée à Paris du contre-projet romain. — Bernier le communique directement à Bonaparte avec un rapport favorable. — Talleyrand le déclare inacceptable. — Bernier veut, avant l'arrivée de Consalvi, obtenir l'adhésion de Spina à un sixième projet. — Refus de Spina.
- IV. Le septième projet. — Première entrevue entre Bernier et Consalvi. — L'audience solennelle. — Bernier recueille les observations du cardinal sur le sixième projet. — Il remet à Consalvi le septième projet et approuve le contre-projet du cardinal que le gouvernement repousse. — Deuxième contre-projet rédigé par Consalvi et Bernier. — Concessions de Consalvi. — L'accord paraît réalisé.
- V. Le texte définitif. — Bernier avise Consalvi que le gouvernement présentera à sa signature un projet autre que le projet convenu. — Protestations du cardinal. — Dernières discussions entre les plénipotentiaires romains et français. — La signature.
- VI. Le Concordat et la Vendée.

Consalvi et Antonelli n'avaient pas été mal impressionnés par le quatrième projet, transmis à Rome par le courrier de Parme (1). En revanche, le cinquième provoqua une déception douloureuse. Ce fut d'abord de la surprise quand, le 10 mars, on trouva cette rédaction nouvelle dans le courrier de Livio ; puis, à la surprise succéda « une très amère désolation (2) », quand le texte fut rapproché des textes

(1) BOULAY, *Documents*, II, 34.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 139.



précédents ; ce dernier projet, en effet, était de tous le plus défavorable et les efforts de Spina semblaient n'avoir abouti qu'à un recul. Aussi le secrétaire d'État céda-t-il à un premier mouvement de profonde tristesse et de découragement.

Toutefois, il reprit confiance, quand lui furent connues les corrections proposées en grand secret par le curé de Saint-Laud. « On essaierait, écrivait-il le 14 mars à Spina, de mettre sur pied un contre-projet, largement inspiré des suggestions de Bernier, complété par quelques amendements. En se hâtant, il n'était pas téméraire d'espérer gain de cause auprès du Premier Consul (1). »

## I

Rome essaya donc de se hâter. Dès le 12 mars, la petite congrégation, chargée des travaux préparatoires, se réunit et les trois cardinaux qui la constituent, Antonelli, Gerdil, Carandini, se mettent au travail ; Di Pietro, patriarche de Jérusalem, sera leur secrétaire. Cependant, Antonelli s'obstinant à réclamer que le gouvernement déclarât le catholicisme religion d'État, retarda jusqu'au 22 août la conclusion et la rédaction du rapport. Il fut alors décidé que Di Pietro présenterait à la grande congrégation des douze cardinaux trois projets : le cinquième projet du gouvernement français, le projet inspiré des suggestions de Bernier, un autre projet de Di Pietro, strictement conforme aux maximes romaines (2). Ces trois projets portaient la signature des trois cardinaux. Mais, pour le projet inspiré de Bernier, on le présenterait « comme une sorte de résumé de ce que le gouvernement avait admis antérieurement et par suite pourrait admettre de nouveau (3) », car il eût été imprudent de découvrir son véritable auteur.

La réunion de la grande congrégation se fit attendre quinze jours ; c'était la semaine sainte chargée de longs offices, puis les grandes fêtes pascales. Le 7 avril, on se mit à l'œuvre avec tant d'ardeur qu'on put se séparer le 21, après une séance de nuit ; Livio partirait

(1) BOULAY, *Documents*, II, 139-140.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 164-167.

(3) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 345.

soit le 25, soit le 30. Malheureusement, l'intervention de Cacault brouilla fâcheusement les affaires.

La bonne volonté était grande chez Cacault, aussi grande que son zèle et son désir d'aboutir. Mais il manquait de cette expérience des choses religieuses et des milieux romains, qui lui assureront dans l'avenir une action opportune et heureuse. Il voulut donc connaître les délibérations cardinalices et Consalvi dut se prêter à des confidences. Toutefois, prétextant que les formules définitives n'étaient point encore arrêtées, le secrétaire d'État se borna à lire le contre-projet, la bulle, les lettres de Pie VII au Premier Consul, sans communiquer les documents au représentant de la France. Il lui demanda ensuite que l'échange de leurs observations mutuelles restât secret, aussi longtemps que les documents ne seraient point fixés dans leur teneur dernière.

Cette communication, qu'il était impossible à Consalvi de refuser, entraîna d'abord d'interminables délais. Aussi sincère qu'incompétent, Cacault accumulait les critiques, repoussait tout amendement, se cramponnait au cinquième projet qu'il voulait maintenir intégralement. Renseigné par le curé de Saint-Laud sur les concessions qu'accepterait Bonaparte, Consalvi savait mieux que le négociateur français à quoi s'en tenir sur les dispositions exactes du Premier Consul. Mais comment le convaincre de l'inanité de ses objections, sans découvrir l'obligeant et très précieux Bernier? Aux cardinaux, on avait pu taire l'origine et la portée du contre-projet et même le faire passer pour l'œuvre de Di Pietro; mais à l'égard de celui qui se prétendait l'interprète fidèle de la pensée de Bonaparte, et, à ce titre, déclarait le contre-projet irrecevable, cette même réserve devenait infiniment nuisible. Elle interdisait l'emploi des meilleurs arguments de résistance; elle forçait à reprendre la lutte pour des points qui, semblant acquis, n'auraient pas dû être plus longtemps contestés. On gaspilla ainsi un temps précieux, et le courrier ne fut prêt que le 13 mai. Paris avait attendu près de deux mois la réponse de Rome (1).

Aussi l'impatience croissait-elle chez les partisans comme chez les adversaires du Concordat. Plus que personne Bonaparte s'exaspérait; pareil retard lui paraissait inconcevable et il en tirait des conclusions défavorables, que les malveillants transformaient en pires interprétations. Quant à Bernier, dans l'universelle agitation, il s'imposait

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 360.

de rester calme et travaillait à tempérer la fièvre des esprits. Autour de lui, dans les milieux officiels, il prodigue les conseils de sagesse et s'évertue à les faire pénétrer jusqu'à Bonaparte lui-même. Le 16 germinal (6 avril), il fait remarquer à Talleyrand que « le voyage du courrier a été plus long que nous ne l'avions imaginé », qu'il est arrivé à Rome seulement le 10 mars après-midi, que le conseil des cardinaux, nécessaire pour l'acceptation du projet d'union, a été nommé tout de suite. « Il est composé de ce que Rome a de plus éclairé et de plus tolérant, savoir : le cardinal Consalvi, secrétaire d'État le cardinal Carandini, son oncle, très expéditif, le cardinal Gerdil, savant émule de Bossuet, et le cardinal Antonelli, d'une habileté peu commune dans ces sortes d'affaires. Ces deux derniers cardinaux m'ont aussi écrit ; leurs lettres ne respirent que le contentement et la joie. Le vieux cardinal Antonelli me dit même qu'il va faire, dans l'effusion de son cœur, comme le vieillard Siméon, et dire son *Nunc dimittis*... Je supprime ces deux lettres comme inutiles, et contenant des éloges non mérités pour moi. » Enfin, rien ne sera connu par personne avant la conclusion de leurs travaux. Que ceux-ci se prolongent quelque temps, la chose est d'autant plus inévitable que « les cardinaux ont tenu leurs secrétaires complètement à l'écart » et que « toutes leurs lettres sont écrites par eux ». Ces nouvelles d'ailleurs étant déjà vieilles de trois semaines, « nous pouvons, nous devons, concluait-il, recevoir au premier moment l'expédition complète (1). » Trois jours après, pour plus de sûreté il s'adresse directement à Bonaparte, se défiant sans doute des dispositions de Talleyrand, sur lesquelles il ne peut guère s'illusionner. « Le ministre des Relations extérieures, écrit-il le 19 germinal (9 avril), vous aura fait part du contenu des premières dépêches reçues de Rome, sous la date du 14 mars ; elles présagent le succès et promettent célérité. J'attends d'un moment à l'autre l'heureuse nouvelle de la ratification. Tous s'y préparent dans nos contrées (2). »

Le 2 floréal suivant (22 avril), sous prétexte d'adresser à Talleyrand une lettre de Consalvi relative aux objets d'art, le curé de Saint-Laud annonçait une fois de plus l'arrivée du courrier romain et justifiait le retard. Le travail de la première congrégation qui devait finir le samedi de la Passion s'était prolongé jusque la veille des Rameaux, « l'exactitude de la version latine » ayant nécessité un

(1) BOULAY, *Documents*, II, 343.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 350-351.

long examen. Le départ du Pape pour le Vatican, les cérémonies de la semaine sainte, avaient ensuite interrompu le travail ; mais, dès le 8 avril, le consistoire s'était tenu « au palais du Quirinal sans opposer aucune difficulté ». « Voilà donc, ajoutait Bernier, la cause jugée, un peu lentement peut-être, mais assez solennellement pour lier Rome et prouver à l'Europe la libre adhésion du Souverain Pontife. » Il ne restait plus qu'à rédiger les brefs pour les Consuls et pour Talleyrand lui-même, et le courrier arriverait entre le 26 et le 30 avril. « Voilà donc, concluait le curé de Saint-Laud, une époque fixe et non éloignée qui satisfait ma juste impatience et me présage un succès heureux. Que je serai content quand je pourrai dire : « Il est venu (1) ! »

Les faits malheureusement ne répondaient guère à ces belles assurances. Avril se passe, mai arrive, et l'on attend toujours. Tandis que Talleyrand et d'Hauterive en profitent pour activer leurs intrigues, que Fouché redouble envers les prêtres ses tracasseries policières, Spina s'inquiète jusqu'à l'angoisse et réclame par pitié l'envoi de Livio. « *Per carità*, écrit-il le 28 avril, *venga Livio* (2) ! » Pour Bernier, qui sent monter autour de lui le mécontentement officiel, il croit opportun de changer sa manœuvre. S'il continue de calmer les impatiences, s'il excuse encore les lenteurs romaines, s'il affecte toujours l'optimisme et la sérénité, c'est derrière les affirmations de Consalvi qu'il se retranche cette fois, se bornant à citer les dépêches du secrétaire d'État, sans prendre à son compte ni ses justifications ni ses promesses ; le ton, par endroits, se fait pincé et presque menaçant. « Le cardinal Consalvi, écrit-il le 12 floréal (2 mai), promet... que le courrier partira le 25 avril pour tout délai... ; je regarderai tout délai ultérieur comme cause légitime de suspicion, que mon cœur éloigne comme le vôtre, et qui me répugne aussi bien qu'à vous, vu le caractère du Pape actuel (3). » Évidemment, cette lettre, comme les précédentes, était surtout destinée au Premier Consul, auquel le ministre était prié « instamment » de communiquer « ces nouveaux détails, » plutôt qu'à Talleyrand lui-même et Bernier s'assure, à nouveau, que les renseignements ont été fidèlement transmis ; trois jours après, le 15 floréal (5 mai), sous prétexte d'avertir Bonaparte que Joyau, d'Assas et un nouvel assassin nommé Sans-

(1) BOULAY, *Documents*, II, 361.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 373.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 376.



Pitié étaient arrivés à Paris, mais que la personne chargée d'épier les conspirateurs n'avait pu les revoir, il glisse, comme en passant, quelques phrases brèves et très détachées sur la question qui le préoccupe. « J'attends toujours, écrit-il, et d'un instant à l'autre, le courrier de Rome. J'ai instruit le ministre des Relations extérieures de ce que je savais sur cet objet. Il vous en aura sans doute fait part. J'espère tout et crois fermement que vos vues seront remplies (1). »

Un courrier arriva en effet de Rome, mais il était envoyé par Cacault.

## II

Le courrier apportait une dépêche du 6 floréal an X (26 avril 1805). En attendant que la grande congrégation des douze cardinaux eût terminé son travail, sans beaucoup de discernement, l'envoyé français rapportait pêle-mêle quelques explications verbales qu'il avait reçues de Consalvi sur le projet de Concordat. Il était question d'apporter aux propositions du Premier Consul, acceptées au fond et dans leur substance, des changements de forme et d'expression. On parlait aussi de procéder par bulle à la réorganisation religieuse de la France et de conclure seulement un Concordat secret. Sur le nombre et la portée des variantes romaines, Cacault restait dans le vague et signalait seulement « par exemple », les articles relatifs aux aliénations des biens ecclésiastiques, à la profession du catholicisme par le chef de l'État, aux listes que le Premier Consul établirait pour la destitution des évêques indésirables. Sur la teneur des formules nouvelles, même imprécision. De là une impression flottante, qui laissait croire à des retouches multiples, importantes, et que renforçait encore le paragraphe suivant. « Je ne puis vous donner qu'une légère idée des changements que vous trouverez dans la rédaction des deux actes. Je m'oppose à ce qu'il en soit fait aucun ; mais ne pouvant l'obtenir entièrement, j'ai tâché d'éloigner ce qui pourrait gêner l'affaire (2). »

Cette dépêche maladroite faillit justement tout gêner, car Talley-

(1) BOULAY, *Documents*, II, 383.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 246-249.

rand et ses amis étaient trop heureux de saisir une occasion si favorable pour réaliser leurs desseins. Bernier par contre fut consterné. Une première fois déjà, le 27 avril, il était intervenu pour réparer, dans la mesure du possible, l'erreur commise par Cacault qui retardait par des discussions interminables le retour du Concordat. Sous couleur de faire la leçon à Rome, il avait, par un courrier extraordinaire, signifié dans les termes les plus forts que la convention religieuse arrêtée à Paris ne devait plus être débattue à Rome, mais acceptée, que Cacault devait seulement presser le consentement et le renvoi sans prendre sur lui d'entrer dans une discussion désormais superflue (1). Sa dépêche déplorait l'ingérence de l'envoyé français autant que les atermoiements du Saint-Siège. Cacault comprit donc son erreur et, tout désabusé de sa théologie toute fraîche, cessa ses argumentations. Quant à Consalvi, rassuré sur les sentiments intimes du curé de Saint-Laud par les avis confidentiels qu'il venait de recevoir, il ne prit pas au tragique la sévérité d'un langage qui lui parut « exagéré à dessein et par ordre ». (2) Cette lettre, qui désavouait équivalement le représentant de la France, lui permit fort à propos de couper court à une discussion aussi inutile qu'embarrassante ; elle remédiait un peu tard, mais mieux valait tard que jamais, aux inconvénients d'une communication qu'il n'avait pu refuser.

Il était plus difficile d'effacer la mauvaise impression produite dans les milieux officiels par la dépêche en date du 6 floréal (26 avril), qui parvint à Paris dans les premiers jours de mai. Bernier s'y emploie cependant auprès du ministre des Relations extérieures, dans une lettre du 20 floréal (10 mai), où il essaie de décharger Rome en accusant l'inexpérience de Cacault. D'une part, les lettres de ce dernier « ne ressemblent en rien » aux lettres reçues de Rome, à la même date, par Mgr Spina ; dans le courrier expédié par le Saint-Siège à l'archevêque de Corinthe, il n'est « ni question de listes d'exclusion, ni de variations, au moins dans la substance que l'on annonce parfaitement admise, ni de répugnances pour l'union que l'on désire par-dessus tout ». D'autre part, les déclarations prêtées à Cacault relativement à la religion du Consul, « qui ne ferait pas un acte de catholicisme », et à la protection du culte qui ne serait pas plus assurée après l'adoption du projet qu'avant, « est aussi fausse qu'impolitique » ; aucun des consuls, Bernier le tient de leur bouche, « ne répugnera à la pro-

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 404.

(2) Id., *Ibid.*, 376.

fession extérieure du catholicisme ». « Ces variantes, conclut le curé de Saint-Laud, ont dû résulter du défaut de s'entendre ; et il était impossible que cela n'arrivât pas. Le citoyen Cacault disait lui-même avant son départ à Mgr Spina « qu'il n'entendait rien aux affaires de l'Église ». Je l'en crois sur parole. » Suivaient les expressions de confiance habituelles et l'habituelle prière de « faire part de ces détails au Premier Consul, dans le cas où vous jugerez convenable de lui communiquer la lettre du citoyen Cacault ». (1)

Si Bernier espérait par des explications arrêter les manœuvres du ministre et détourner sur un bouc émissaire les foudres du Premier Consul, son illusion ne dura guère, car le surlendemain 12 mai, il recevait l'avis de conduire le représentant du Saint-Siège à la Malmaison où l'audience fut des plus orageuses.

Bonaparte se plaignait en termes très vifs des retards du Saint-Siège et des changements apportés à son projet de Concordat, puis il ordonna à l'archevêque de Corinthe d'expédier immédiatement un courrier, pour informer Pie VII de ses intentions. Si le Saint-Père répondait à ses désirs, il aurait pour lui toute la déférence possible ; mais, dans le cas contraire, un « culte quelconque » serait rétabli indépendamment de Rome, la Pragmatique Sanction rentrerait en vigueur et le peuple, satisfait de retrouver ses cloches et ses processions, cesserait de regarder vers le Pape (2).

Tandis que Spina, encore ému de cette scène, en référéait à sa cour, et que Talleyrand, en termes hautains et méprisants pour le Saint-Siège, interdisait à Cacault la moindre concession sur le texte proposé, Bernier, par ordre, s'adressait à Consalvi pour lui exprimer l'irritation du Premier Consul, formuler à nouveau ses exigences, transmettre ses menaces.

Après des retards aussi « inconcevables », tout délai ultérieur serait imputé personnellement au secrétaire d'État et passerait pour une rupture ouverte ; en conséquence, les États du Saint-Siège seraient immédiatement occupés, « à titre de conquête », par les troupes françaises. Toute rédaction nouvelle « serait rejetée, comme ne pouvant s'accorder avec l'état actuel de la France et les vues du gouvernement ». Si désireux qu'il fût de rétablir de préférence le catholicisme « dans lequel il était né et voulait mourir », le Premier Consul avait déclaré « que si ces vues ne pouvaient convenir au Saint-Siège ou s'il

(1) BOULAY, *Documents*, II, 388-339.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 394-395.

en résultait de nouveaux délais, il finirait, quoique à regret, par prendre un parti quelconque en matière de religion, et travaillerait à le faire adopter dans tous les endroits où la France étendrait son empire et sa domination ». Après ces sommations brutales, qu'il rapportait entre guillemets, comme reproduisant les paroles même de Bonaparte, le curé de Saint-Laud ajoutait ses propres réflexions, avec un dosage savant de tristesse et de confiance, « de regrets et de reproches, d'onction et de menace, d'intimidation et de respect (1) ». S'il lui avait été pénible d'entendre pareille déclaration, s'il coûtait à son cœur de la transmettre au secrétaire d'État, celle-ci du moins avait été adoucie « par l'assurance, que nous a donnée le Consul, qu'il était convaincu de nos efforts mutuels pour le bien de la religion, et par l'espoir que nous concevons encore qu'un heureux succès viendra enfin les couronner ». Une réponse s'imposait sans aucune espèce d'ajournement, car, de puissance à puissance, sur des objets majeurs, les délais sont « impolitiques et toujours désastreux. » Or, il s'agissait de rétablir la religion en France, de la conserver en Italie, de la protéger en Allemagne, de soulager et d'accroître les États pontificaux, objets majeurs entre tous. Sans doute, Consalvi était très occupé par l'administration de ces États ; Bernier le sait et plaint « la destinée cruelle d'un homme élevé à un poste aussi périlleux. Mais tout doit passer après l'affaire du Concordat », plus importante qu'aucune de celles qui sont maintenant déferées au Saint-Siège, » et Bernier précisait : « Il faut avant de gouverner, écrivait-il, assurer la jouissance possible du pays que l'on veut administrer ; or, la possession incommutable des États de Sa Sainteté dépend absolument de la réunion de la France avec elle. Il faut donc, avant tout, assurer ce point délicat, sans lequel, je le répète, le reste ne sera rien (2). »

Après avoir rédigé cette lettre, Bernier en adressa copie à Talleyrand, avec le billet suivant qui se passe de commentaire. « Je vous envoie copie de ma lettre. Vous pouvez la montrer au Premier Consul. Je serai charmé qu'il voie dans la sincérité de mes expressions la pureté de mon zèle, et combien je désire fixer un terme aux anxiétés que nous éprouvons. J'espère qu'enfin le cardinal Consalvi, abjurant sa prétendue finesse ou sa paresse, nous enverra sans délai et tout bonnement ce que nous demandons ; sinon le Consul avisera au

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution*, V, 129.

(2) BOULAY, *Documents*, II, 401-404. Boulay fait remarquer que la copie conservée aux Arch. Aff. Étr. Rome 930 présente des variantes de style assez nombreuses avec le texte original conservé aux Archives Vaticanes.



moyen de sauver la religion par d'autres mesures. Mais, je le répète, j'ai tout lieu de croire que Rome ne balancera pas (1). »

Le même jour, pour être certain que la communication avait été faite à Bonaparte, le curé de Saint-Laud avertissait celui-ci que Talleyrand avait reçu copie de sa lettre, avec prière de la lui montrer. « Je me suis appliqué, en l'écrivant, à faire d'un côté sentir avec force les terribles suites d'un refus, et de l'autre les avantages d'une prompte acceptation. Il faudra donc que, malgré sa finesse prétendue, qui n'est en soi que fausse politique, maladresse ou paresse, le cardinal s'explique ; et alors vous saurez mettre un terme à nos anxiétés.

« M. Spina a écrit avec beaucoup d'humeur ; il est vivement molesté, et je crois qu'il pardonnera difficilement au cardinal Consalvi de l'avoir amusé par des promesses, qui jusqu'ici sont restées sans effet. Il est affreux que le Premier Siègre laisse tout en suspens sur la seule chose qui puisse et doive l'occuper (2) ! »

En même temps qu'il donne à son gouvernement cette preuve de fidélité, qu'il dessert Consalvi et met Spina lui-même en opposition avec le secrétaire d'État, Bernier prend ses garanties du côté de Rome ; il explique donc à l'archevêque de Corinthe « qu'il écrit par ordre, qu'il l'a fait avec le plus grand déplaisir, que cette lettre officielle devant passer sous les yeux du ministre, il n'avait pu la rédiger en d'autres termes (3) ». Spina en convint ; toujours reconnaissant au curé de Saint-Laud de ses bons offices, le représentant du Saint-Siège ne semble pas avoir suspecté ni sa loyauté, ni sa bonne foi. Sans doute lui apparaissait-il que, dans sa situation et pour le bien même de l'affaire, Bernier ne pouvait se permettre une attitude ni un langage différents.

Peu s'en fallait d'ailleurs qu'il ne partageât sur les retards « inconcevables » de Rome le mécontentement de Bernier ; jour par jour, heure par heure, il attendait avec une impatience et une inquiétude croissantes l'arrivée du courrier, le réclamait à chaque lettre et soupirait sans cesse après lui. « Il est quatre heures après-midi, écrivait-il encore le 14 mai, et Livio n'est pas encore là (4). » Quant aux changements demandés par Rome et aux négociations avec Cacault, il lui avait été pénible de les connaître par le gouvernement français et,

(1) BOULAY, *Documents*, II, 404.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 404-405.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 405.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 407.

de toute évidence, l'archevêque de Corinthe demeurait piqué du silence de sa cour. Enfin, témoin de la « guerre horrible » que faisaient au Concordat ses ennemis de tout bord, alors que Rome perdait un temps si précieux et laissait passer les occasions favorables, il redoutait une crise sinon une catastrophe.

De fait, la crise approchait. Le courrier était bien parti le 13 mai ; mais à Paris, on ignorait qu'il se fût mis en route. Pour comble de malheur, le gouvernement recevait le 16 mai, huit jours seulement avant l'arrivée de Livio, une nouvelle dépêche de Cacault aussi malencontreuse que la précédente. Non seulement Cacault énumérait, sans plus de compétence ni de discernement, les variantes entre le projet français et le texte pontifical, mais une phrase malheureuse sur l'article du divorce, qui « offre de grandes difficultés », laissait supposer que le Pape exigerait l'abrogation de certaines lois françaises. Enfin, en écrivant que ses objections avaient obligé la grande congrégation à recommencer son travail, que les termes des articles n'étaient pas décidés définitivement, qu'il faudrait encore du temps pour les rédiger en latin, qu'il souffrait plus encore que le gouvernement d'une « telle lenteur impossible à vaincre », il poussa à bout les impatiences (1). Le gouvernement se décida donc à transformer en ultimatum ses lettres comminatoires du 12 mai. Le 19, Talleyrand expédia à Cacault l'ordre de quitter Rome si, dans les cinq jours, la bulle et le Concordat n'étaient pas envoyés ou si, l'envoi étant déjà fait, le Saint-Siège ne renonçait pas à ses amendements. Le même soir, Bernier « avec douleur » annonçait à Spina cette décision ; sans se permettre « aucune réflexion sur ces tristes circonstances », il se contentait d'exprimer des vœux pour que « l'inconcevable silence » de Consalvi « qui ne nous a pas même mis dans le cas de le défendre, puisque nous n'avons rien su par lui et tout par le citoyen Cacault... ne nuise ni à la religion, ni à la France, ni à sa personne, ni au Saint-Siège (2) ».

En même temps, il notifiait au secrétaire d'État les ordres expédiés par le ministre des Relations extérieures au représentant de la France, l'adjuvant d'envoyer « sans délai cette bulle, ce Concordat si longtemps désiré ». Sa dépêche comportait un double commentaire ; le premier, dû à Bernier lui-même, excusait auprès de Talleyrand une modération qui pourrait paraître excessive. « Je vous

(1) BOULAY, *Documents*, II, 255-258.

(2) *Id.*, *Ibid.*, II, 415-416.

adresse copie de ma lettre au secrétaire d'État, lui écrivait-il le 30 floréal (20 mai). La vôtre était foudroyante. J'ai joint à la forte impression qu'elle doit produire, l'accent de la persuasion dans la mienne. Puissent-ils être effrayés par l'une et touchés par l'autre, de manière à nous envoyer de suite ce que nous désirons ! Je vous prie de communiquer ma lettre au Premier Consul, si vous le jugez convenable, et de compter toujours sur l'activité de mon zèle (1). » Le second commentaire, dû à Spina et manifestement inspiré par les explications du curé de Saint-Laud, excusait sa nécessaire rigueur. « Bernier vous salue, mande-t-il le 21 mai à Consalvi. Voyez dans sa lettre une personne qui écrit d'office et qui doit transmettre ce qu'on la charge d'écrire (2). » Contradictoires en apparence, ces deux commentaires s'accordent en fait à établir que le curé de Saint-Laud, condamnant au fond de son cœur la politique anticoncordataire de son ministre, ne s'y associait officiellement que pour en pallier les effets. Une résistance de front s'avérant impossible, il ne voyait d'autre moyen que de neutraliser par sa collaboration les mesures auxquelles il devait se prêter.

Aussi, loin de s'offusquer de cette lettre comminatoire, Spina et Consalvi sauront-ils au contraire beaucoup de gré au curé de Saint-Laud qui, dans toutes les circonstances critiques, leur prête en sous-main, et non sans risques, un concours des plus précieux. Tandis qu'ils réservent pour la malveillance perfide de Talleyrand et les maladresses bien intentionnées de Cacault (3) leurs sévérités, ils se plaisent à reconnaître l'un et l'autre la bonne volonté agissante de Bernier. Un bref pontifical réclamé à plusieurs reprises par l'archevêque de Corinthe va d'ailleurs lui apporter, avec les encouragements les plus flatteurs, l'expression de la gratitude romaine.

### III

Le 24 mai, quatre jours après le départ de l'ultimatum français, Livio Palmoni arrivait enfin à Paris. Spina commençait à décacheter son courrier, quand le curé de Saint-Laud se présenta pour lui ap-

(1) BOULAY, *Documents*, II, 424.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 430.

(3) « Quanto male non ha fatto, benchè senza cattiva intentione M. Cacault ! » écrivait, le 30 mai, Consalvi à Spina. BOULAY, *Documents*, II, 463.

porter soi-disant de bonnes nouvelles ; Cacault avait écrit de Rome ; l'envoi de la bulle et du projet étaient imminents ; ils donnaient l'un et l'autre entière satisfaction. En réalité, immédiatement averti de la réception des dépêches, Bernier cherchait une entrée et venait aux informations. L'archevêque de Corinthe le devina sans peine, mais, pour le moment, déclina toute communication ; il lui fallait au préalable procéder à un dépouillement sommaire et prendre connaissance suffisante des pièces principales ; que le curé de Saint-Laud repasse le soir, on pourrait alors lui donner un premier aperçu des réponses pontificales. Le représentant du Saint-Siège se borna donc à lui remettre ce qui le concernait personnellement, un bref du Pape et des lettres de Consalvi (1).

Il y avait dans ces documents de quoi tromper sa légitime impatience de savoir. Le bref de Pie VII en particulier célébrait de la façon la plus élogieuse tous ses efforts pour maintenir l'unité, et rendre plus acceptable après la Révolution la situation de l'Église de France ; de longues et amples périphrases désignaient suffisamment, sans qu'il fût expressément nommé, le Concordat, et le Souverain Pontife allait jusqu'à écrire « *Ut igitur nihil est, in hoc negotio, quod nos non debeamus officiis tuis, ita nihil, quod ab eisdem non polliceamur nobis ad perfectionem operis quod a te tanto studio est susceptum* (2) », comme si, jusqu'alors, tout avait été fait par Bernier, comme si l'achèvement de l'œuvre dépendait principalement de son concours. Rome comptait sur lui pour prouver au gouvernement l'impossibilité absolue de concessions plus amples et lui promettait une reconnaissance impérissable, s'il réussissait par ses exhortations à convaincre les dépositaires du pouvoir.

Après avoir savouré toute l'après-midi pareils éloges, le curé de Saint-Laud arriva le soir chez Spina, encore plus pénétré de sa haute mission, encore plus résolu à réaliser les espérances que le Saint-Siège mettait en lui. L'archevêque de Corinthe avait eu le temps de comparer les trois rédactions du contre-projet romain et de se prononcer pour la meilleure, celle qui était marquée d'un seul point (3) ;

(1) BOULAY, *Documents*, III, 19.

(2) *Id.*, *Ibid.*, II, 310-313.

(3) Rome avait envoyé trois contre-projets que Spina devait distinguer à des signes imperceptibles pour tout autre que lui ; ces signes consistaient en un, deux ou trois points sur la première page. Le projet à un point était le meilleur et devait être présenté au gouvernement, les deux autres restant entre les mains de Spina pour lui ménager des moyens progressifs de concessions.



sans faire mention des autres, il la présenta donc à Bernier, comme le dernier mot de sa cour, en ajoutant que ses pouvoirs l'autorisaient seulement à substituer aux termes proposés quelques synonymes ; quant à la substance, il ne fallait espérer aucun changement. Bernier se montra, pour son compte, satisfait de tout ce travail. Restait à obtenir l'approbation du gouvernement (1).

Il s'agissait pour cela de faire passer les propositions romaines sous les yeux de Bonaparte en tout premier lieu et de les lui présenter sous un jour favorable, avant que Talleyrand prît connaissance du projet et indisposât contre lui le chef du gouvernement.

Or, régulièrement, cette communication relevait du ministre auquel le curé de Saint-Laud devait remettre les pièces émanant du Saint-Siège. Mais Bernier « réussit à merveille (2) » à éliminer cet intermédiaire obligatoire et dangereux. Par un heureux hasard, quand il se rendit au ministère le lendemain, 25 mai, Talleyrand se trouvait à la Malmaison ; c'était la Pentecôte ; par un autre hasard non moins heureux, celui-ci venait de quitter le cabinet du Premier Consul quand le curé de Saint-Laud y entra.

Tout se passa alors pour le mieux. Une lettre modérée où Cacault annonçait le succès appréciable de ses efforts et justifiait les retards de Rome par des préoccupations uniquement religieuses, l'arrivée sensationnelle de Livio, parti de Rome le jour même où Paris envoyait son ultimatum, avaient produit une sensible détente. Les bonnes paroles de Bernier, l'adresse avec laquelle il présenta le contre-projet romain firent le reste. Cette rédaction lui donnant gain de cause sur les deux articles auxquels il tenait essentiellement, le renouvellement de l'épiscopat et l'aliénation des biens ecclésiastiques, le Premier Consul n'éleva de difficultés que sur trois points secondaires : l'abrogation de certaines lois contraires au dogme, car cette mesure n'était pas en son pouvoir et dépendait du Corps législatif, l'expression « d'évêques légitimes », offensante pour les constitutionnels, les fondations en immeubles qui ressuscitaient la mainmorte. Sauf ces objections, il parut acquiescer pour le fond à toutes les demandes et chargea Bernier de rédiger, sur la bulle et le projet, un rapport officiel.

Ce rapport ne pouvait être que favorable. Spina en avait donné

(1) BOULAY, *Documents*, III, 19.

(2) Le mot est de Spina. BOULAY, *Documents*, III, 20.

l'assurance à Consalvi (1) et ses prévisions se réalisèrent. Après avoir affirmé que le contre-projet romain lui semblait, pour le fond, absolument le même que le projet approuvé par Talleyrand, que tout se réduisait à des changements de rédaction plus ou moins clairs, plus ou moins précis, mais qui constamment renfermaient le même sens sous une forme différente, le curé de Saint-Laud conseillait d'accorder à la cour de Rome « les expressions et les phrases qui conviennent à son style ordinaire, pourvu qu'elles ne blessent pas la dignité du gouvernement et qu'elles rendent avec exactitude ce que nous désirons ». Cette condescendance verbale coûtait peu et, grâce à cette satisfaction insignifiante, le consentement du Saint-Siège paraissait plus libre et plus spontané. Sans supprimer « les expressions qui paraissent contenter le Pontife », Bernier s'était donc borné à retrancher « les phrases insignifiantes ou équivoques qui ne pouvaient s'accorder avec... l'état actuel du gouvernement ». Suivait, article par article, l'examen du projet apporté par Livio, avec les corrections proposées ; ces corrections « toutes conciliantes étaient plus rapprochées du texte romain que les variantes dont il avait autrefois fait confidence à Spina » (2).

Mais Talleyrand veillait. Dès la réception des dépêches qu'il signalait comme « très volumineuses », il avait laissé entendre que les changements apportés par Rome étaient « considérables » (3). Son rapport qu'il substitue à celui de Bernier, pour en prendre exactement le contre-pied, s'applique donc à faire ressortir les dispositions nouvelles, pour montrer qu'elles sont absolument inadmissibles, surtout celles qui ont trait à la religion du gouvernement, aux biens nationaux, à l'abrogation de certaines lois contraires au dogme. Le ministre repoussait en même temps certaines corrections de Bernier, les déclarant insuffisantes « pour remplir l'objet du gouvernement. » Mais, plus que ces critiques de détail, la conclusion révélait « le véritable sens et l'intention perfide du rapport (4) ». Il fallait attendre que l'ultimatum eût inspiré à la cour de Rome « des sentiments plus conformes à sa position, ... exprimer à l'agent du Saint-Siège un mécontentement marqué sur l'insuffisance et le vague des articles de la convention modifiée, » s'en tenir au texte exigé, sauf à s'en-

(1) BOULAY, *Documents*, III, 20.

(2) ID., *Histoire de la Négociation du Concordat*, 426.

(3) ID., *Documents*, III, 14.

(4) ID., *Histoire de la Négociation du Concordat*, 427.

tendre, au retour du courrier, sur quelques changements d'expression (1).

Quelques jours après, le 4 juin, le ministre des Relations extérieures adressait à Bernier, pour la communiquer à Spina, une lettre dure et méprisante, où il parlait des « vaines arguties » de la cour romaine, de ses « argumentations frivoles », de son « aveugle politique » aussi opposée à ses intérêts « qu'à ses devoirs les plus sacrés », « des conseillers perfides » du Souverain Pontife ; il priait le curé de Saint-Laud « de faire connaître à M. l'archevêque de Corinthe les impressions que le Premier Consul a reçues de la dernière démarche de sa cour et de lui dire que cette impression ne peut être tempérée que par la perspective d'une adhésion entière, prochaine et définitive au plan qui avait été approuvé et consenti par lui » (2).

Cette nouvelle offensive de Talleyrand s'accompagnait une fois de plus de mesures policières et de circulaires interdisant le culte extérieur. Pour avoir fait en chaire allusion à la mort de Louis XVI, l'abbé Fournier était enfermé à Bicêtre, comme atteint de « démente séditeuse ». M. Émery lui-même, après une longue perquisition, se voyait arrêté quelques heures. D'autre part, Grégoire et les Réunis préparaient bruyamment leur prochain concile. Spina avait pourtant demandé que, dans l'intérêt de la paix religieuse, celui-ci fût interdit, et provoqué à cet effet une démarche de Bernier auprès du Premier Consul. Mais le ministre des Relations extérieures et celui de la Police favorisaient ouvertement ces assises de l'Église constitutionnelle et, par politique, afin de ménager l'opposition et d'impressionner Rome, Bonaparte tolérait leurs agissements.

L'arrivée inattendue d'un nouveau messenger romain fit dans ces conjonctures l'effet d'un nouveau coup de théâtre. On apprenait par lui que l'ultimatum n'avait pas produit à Rome le résultat escompté, que le Pape résistait avec fermeté aux exigences françaises, que si Cacault avait, selon les ordres reçus, quitté Rome, il était parti dans la même voiture que Consalvi, qu'enfin le secrétaire d'État en personne était en route pour Paris et qu'il apportait lui-même la réponse du Saint-Siège.

Le Premier Consul qui, à aucun moment, n'avait envisagé une rupture effective, se montra extrêmement flatté de cette démarche

(1) BOULAY, *Documents*, III, 24-28.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 47-48.

insolite. En même temps, des lettres de Cacault, de Murat, fort élogieuses à l'adresse du cardinal, dissipèrent dans son esprit les préventions entretenues à dessein contre le premier ministre de Pie VII. Une fois de plus, la situation se retournant, les calculs et manœuvres de Talleyrand se trouvaient déjoués.

Une fois de plus aussi, Bernier s'empressa pour utiliser de suite un revirement si heureux. Il représenta donc au Premier Consul quel avantage il y aurait à devancer Consalvi, « dont les intentions et peut-être les exigences n'étaient pas encore connues, de profiter de l'état d'esprit actuel de Spina, qui avait attribué ses dernières avanies à l'ignorance où, jusqu'à l'arrivée de Livio, il avait été volontairement tenu sur le travail accompli à Rome par la congrégation des cardinaux (1) ». Peut-être aussi, après avoir fait la conquête de l'archevêque, le curé de Saint-Laud craignait-il de perdre avec l'arrivée du secrétaire d'État le meilleur de son influence sur les négociateurs romains? Il essaya donc de brusquer les affaires et d'obtenir que le représentant du Saint-Siège, faisant un dernier usage de ses pouvoirs, signât un sixième projet, qu'il avait combiné, le 27 mai, sur l'ordre de Bonaparte.

Mais Talleyrand réintroduit dans ce projet les dispositions principales de la rédaction précédente. Quant à l'archevêque de Corinthe, il se déroba à tout engagement. Après avoir entamé une discussion sur le premier article, qui conditionnait tous les autres et qu'il déclarait irrecevable sous la forme qu'on lui proposait, il invoqua, pour éluder toute conclusion, l'arrivée prochaine de Consalvi. Pourvu de plus de lumières, muni d'instructions et de pouvoirs plus étendus, le cardinal pourrait « contribuer à un arrangement plus facile (2) ». Il fallait donc attendre le secrétaire d'État. Tout dépit qu'il fût de son échec, Bernier avouait cependant au ministre des Relations extérieures que c'était le seul parti à prendre. « Quelque singulier qu'il soit, ajoutait-il, il faut en profiter puisque l'archevêque hésite. Dès son arrivée le cardinal s'expliquera et je suis convaincu qu'il signera sans difficulté. » Pour lui, « ces vaines subtilités » et ces « chicanes aussi vaines que fastidieuses » ne l'arrêteraient pas ; il en assurait le ministre et priait celui-ci de le répéter au Premier Consul. « Je suis Français, concluait-il, et non Romain. Mon pays jouira de

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 430.

(2) *Id.*, *Documents*, III, 62-67.



sa religion, ou Rome sera convaincue à la face de l'Europe de ne l'avoir pas voulu (1). »

#### IV

Consalvi arriva à Paris le 20 juin, à une heure très avancée. Immédiatement, à 10 heures et demie du soir, Bernier avertit Talleyrand et, au nom du cardinal, demande quand et dans quel costume le secrétaire d'État pourrait se présenter chez le Premier Consul et chez le ministre des Relations extérieures. Le lendemain matin « de fort bonne heure (2) », le curé de Saint-Laud apportait à l'Hôtel de Rome, avec ses hommages personnels, la réponse du gouvernement : Bonaparte recevrait Son Éminence aux Tuileries, le soir même ; celle-ci devait paraître « dans le costume le plus cardinal possible ». Naturellement, Bernier saisit cette occasion pour entretenir le ministre de Pie VII et pour sonder ses dispositions.

Ces dispositions se trouvaient bien défavorables. Extrêmement fatigué de son voyage hâtif, conscient de l'immense responsabilité qui pesait sur ses épaules, inquiet d'être si mal en cour, dépaycé dans un milieu éloigné de Rome de toutes les façons, Consalvi n'avait point trouvé auprès de Spina le réconfort dont il aurait eu grand besoin ; loin de lui rendre confiance, tout ce que lui rapporta l'archevêque, à sa descente de voiture, aboutit à le décourager ; il apprit ainsi les nouveaux efforts de l'opposition anticoncordataire, les entreprises des constitutionnels, les mesures antireligieuses de Fouché, l'hostilité croissante de Talleyrand ; il apprit surtout l'existence d'un sixième projet, substantiellement inconciliable avec le projet romain, et la pression exercée par Bernier pour brusquer l'acceptation de Spina. Comment surmonter tant d'obstacles ? Comment surtout persuader au gouvernement que sa dernière rédaction était irrecevable, puisque le curé de Saint-Laud, sur lequel on aurait pu compter, paraissait la soutenir ? Le cardinal concluait donc que les négociations se trouvaient en bien mauvaise posture et, avec une angoisse extrême, prévoyait à bref délai leur fin (3).

(1) BOULAY, *Documents*, III, 67-68.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 104.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 108-110.

Chez Bernier au contraire, aussi bien vis-à-vis de Rome que vis-à-vis de son gouvernement, l'optimisme était toujours de règle, car il constituait un des artifices de sa diplomatie apaisante et médiatrice. Une fois de plus, il prêcha la confiance, garantit les dispositions du Premier Consul, répétant combien celui-ci était flatté de la démarche du cardinal et désireux de s'entendre avec Rome. Puisque le Saint-Siège et le gouvernement se trouvaient d'accord sur le fond, nul doute qu'on ne surmontât, au prix de quelques sacrifices, les difficultés de forme. Ces sacrifices d'ailleurs, le cardinal se montra disposé pour son compte à les consentir ; pourvu qu'on sauvât la substance, il pousserait à ses limites extrêmes l'esprit de conciliation ; toutefois, au delà de certaines limites, il ne fallait plus rien espérer.

Le même soir, le curé de Saint-Laud venait prendre à l'hôtel de Rome Consalvi et Spina, pour les conduire à l'audience solennelle du Premier Consul. Tandis que le ministre des Relations extérieures, d'un pas claudicant et d'un air détaché, introduisait le cardinal auprès de Bonaparte, le curé de Saint-Laud et l'archevêque de Corinthe restaient dans la salle des ambassadeurs. Au bout de trois quarts d'heure, Consalvi les rejoignit, à la fois séduit et préoccupé, Bonaparte ayant montré autant de résolution que de bonne grâce ; un nouveau texte de Concordat serait présenté au secrétaire d'État ; celui-ci devrait l'accepter dans les cinq jours, sans pouvoir en référer au Saint-Siège, car il fallait en finir ; en cas de refus, on établirait en France une religion nationale.

Avant la rédaction et la remise de ce projet qui serait le septième, le curé de Saint-Laud recueillit et consigna les observations du cardinal sur le sixième que Spina avait refusé de souscrire. Ces observations portaient sur la protection du dogme et de la discipline, l'abolition des lois révolutionnaires contraires à la religion, la publicité du culte, la profession du catholicisme par le gouvernement, le libellé des articles relatifs à la démission des évêques et à la réduction des prêtres à la communion laïque. Après avoir discuté tous ces points avec Consalvi, Bernier résuma toute cette conférence dans un rapport officiel où il s'ingéniait, « une fois de plus, à atténuer et à diminuer l'intérêt pratique que ces divergences pouvaient présenter pour le gouvernement » (1). « Nous sommes, écrivait-il à Talleyrand, de l'aveu des deux partis, d'accord sur le fond, terminons au plus vite

(1) BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 435.

les disputes de forme (1). » Sur certaines expressions, reconnaissait le curé de Saint-Laud, il y avait lieu de contenter « le Pape actuel qui me paraît, écrit-il, Français de cœur, comme il est d'origine ». Par exemple, on pourrait ajouter à l'article concernant la religion de la majorité ces mots : « Son culte sera libre. Tout acte du gouvernement contraire à ces dispositions est annulé ; » car Rome attache « infiniment de prix à cette addition. Elle est la plus raisonnable que j'aie pu obtenir après beaucoup de discussions ; elle n'excède en rien les pouvoirs du gouvernement ». On pouvait également, pour la démission des évêques, « en faisant la chose, adoucir les moyens et les expressions, dire peu et faire beaucoup, afin de ne pas provoquer des résistances et des discussions sur le droit de déclarer des évêchés vacants, qui paraît attribué à Sa Sainteté dans cet article. » On pouvait enfin compléter l'article sur la réduction des prêtres à la communion laïque par ces mots « suivant les règles de l'Église » et, comme cet article intéressait particulièrement l'ancien évêque d'Autun, Bernier multiplie sur ce point les explications. « C'était, écrit-il, la rédaction que nous avions d'abord proposée le ministre et moi. M. Spina ne l'admit pas d'abord ; il y revient maintenant. Je ne vois pas d'inconvénient à le prendre au mot. L'article sera plus fort puisqu'il indiquera la conformité de ce que font le gouvernement et le Saint-Siège avec les règles de l'Église. » Sur d'autres formules, relatives à la profession de catholicisme des consuls, aux nominations ecclésiastiques, aux séminaires et chapitres, Bernier se prononçait moins nettement et se contentait de transmettre les désirs du cardinal. Sur d'autres enfin, la protection du dogme et de la discipline, l'abrogation des lois contraires à la religion, il faisait état de son refus. « Je lui ai dit nettement que le gouvernement ne déclarerait point, comme il le désire, qu'il protégerait la pureté du dogme (cela regarde l'Église et les théologiens), ni celle de la discipline, qui, à raison de nos libertés, était différente en bien des points de celle que suivait Rome. J'ai ajouté que le Consul consentirait encore moins à prendre l'engagement d'abolir des lois ; qu'une telle proposition faite au gouvernement tendait visiblement à faire manquer l'opération en y mêlant pour condition une inconstitutionnalité (2). » Car, si le curé de Saint-Laud conjurait le ministre d'accorder au Pape les satisfactions de forme compatibles avec les libertés gallicanes et

(1) BOULAY, *Documents*, III, 117.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 118.

l'esprit national, il se chargeait pour son compte « d'élaguer avec fermeté toutes les discussions vécilleuses » que les agents du Saint-Siège pourraient élever » ; il se déclarait prêt à exécuter les ordres du ministre, « avec le zèle et la vigueur d'un bon Français qui ne connaît que ses devoirs, Dieu et sa patrie » (1).

Malgré toute l'habileté de Bernier, Talleyrand ne se laissa pas convaincre, Consalvi s'en aperçut du premier coup d'œil, lorsque Bernier lui apporta, dans l'après-midi du 27 juin, le septième projet de convention. Le délai de cinq jours, qui lui avait été notifié par Bonaparte pour l'examen et la signature de ce projet, expirait le lendemain et, le soir, il devait prendre part à un dîner chez le ministre des Affaires étrangères. Tout se combinait donc pour enlever au cardinal toute liberté de réfléchir et le contraindre à une solution hâtive. Au cours de la réception, de la part de Talleyrand, le curé de Saint-Laud l'avertit que le gouvernement s'était appliqué autant qu'il l'avait pu à répondre aux désirs du Pape, mais que ni le Premier Consul ni lui n'admettraient plus ni délai, ni changement : il faudrait donc que le Secrétaire d'État donnât le lendemain sa réponse définitive ; aucune contradiction d'aucune sorte ne serait tolérée. A cette mise en demeure, Consalvi répliqua, avec beaucoup de calme, qu'une lecture rapide lui avait suffi pour constater combien le texte de cette rédaction était inadmissible, puisque, malgré la modification des termes, elle présentait les mêmes difficultés que les précédentes et, comme elles, différerait substantiellement du projet romain ; ses pouvoirs ne lui permettaient pas de l'accepter. Cependant, pour qu'on ne puisse lui reprocher la précipitation de son jugement, le cardinal resterait sur pied toute la nuit pour un examen approfondi (2).

De fait, une fois rentré à son hôtel, Consalvi réunit dans sa chambre Spina et Caselli ; bien vite, ils renoncèrent tous trois à corriger la rédaction française ; au lieu de la critiquer point par point pour la déclaration irrecevable, ils suivirent le conseil, glissé par Bernier à l'oreille du cardinal, et décidèrent la rédaction d'un contre-projet. Ce travail dura jusque quatre heures du matin. A quatre heures du matin, tandis que ses deux conseillers allaient prendre un peu de repos, Consalvi demeuré seul rédigea un long mémoire où il précisait ce qu'il pouvait concéder ou ce qu'il devait absolument et à tout prix refuser. Abandonnant toutes les demandes relatives à la religion

(1) BOULAY *Documents* III, 117-121.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 144.



dominante, à la démission des évêques, à la protection du dogme dans sa pureté et de la discipline catholique, le cardinal « concentrait sur quatre points toutes ses résistances. Il insistait pour qu'une phrase glissée dans le traité marquât la profession de foi catholique du gouvernement. — Il réclamait la publicité du culte. — Il demandait que la clause relative aux ecclésiastiques mariés ou abdicataires fût supprimée ou modifiée. — Enfin, la formule du serment éveillait aussi la sollicitude du négociateur pontifical ; les lois de l'époque antérieure, en grande partie maintenues, contenaient de nombreuses dispositions que la doctrine catholique réprouvait ; pour calmer tous les scrupules, il importait que l'engagement imposé aux ecclésiastiques de tout ordre fût une promesse, non de soumission aux lois, mais simplement de fidélité et d'obéissance au gouvernement » (1).

Grâce à ce labeur nocturne, tout se trouva prêt lorsque Bernier vint, dans la matinée, chercher l'acceptation du cardinal. En fait d'acceptation, on lui présenta, sans provoquer chez lui ni protestation ni surprise, un contre-projet. Il prit connaissance de ce contre-projet, du mémoire adjoint, les déclara, l'un et l'autre, raisonnables et promit de faire tous ses efforts pour que ce nouveau texte fût admis, tel quel, sans aucun changement.

Trois jours se passèrent sans que Consalvi, partagé entre la crainte et l'espoir, reçût aucune réponse. Cependant, la nouvelle se répandit que Talleyrand venait de partir pour les eaux de Bourbon-l'Archambault et, tout de suite, on interpréta ce voyage subit dans un sens favorable au Concordat ; on conclut que le plus grand ennemi de la réconciliation avec Rome renonçait à une opposition inutile, que cette cure diplomatique couvrait une retraite sinon une défaite, que l'accord se trouvait réalisé. Bien que le présage fût heureux, les choses toutefois n'étaient pas si proches de leur terme et il faudrait encore, avant de conclure, surmonter bien des obstacles, car en quittant Paris, le ministre avait décoché une dernière flèche, dans une note hautaine et venimeuse, où « l'esprit conciliant et juste du chef de l'Église » était mis en contraste avec « l'esprit de chicane et de tracasserie » de ses agents. Il repoussait absolument un projet « qui, assurait-il, fait rétrograder la négociation vers l'époque de ses premières difficultés ». Le projet du gouvernement français ne blessant en rien les droits de l'Église, « je suis d'avis, concluait Talleyrand, que le Premier Consul le présente une dernière fois comme l'ultima-

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 208.

tum du gouvernement de la République (1). » De plus, en son absence, il laissait au ministère, en la personne de Caillard et surtout d'Hauterive, des interprètes fidèles de sa pensée, qui continueraient son œuvre et poursuivraient la résistance, en conformité avec ses vues.

Si Consalvi avait fondé sur son départ de trop grandes espérances, sa déception dut être pénible quand, le 1<sup>er</sup> juin, à l'improviste, Bernier se présenta à l'hôtel de Rome et lui notifia que son contre-projet était repoussé ; le gouvernement maintenait son dernier texte ; il s'agissait d'une réponse définitive ; si cette réponse était une fin de non-recevoir, tout serait perdu. Le curé de Saint-Laud argumenta, pria, supplia, essayant même de prouver que ce Concordat était acceptable et que, moyennant quelques synonymes, on pourrait satisfaire les deux parties. Mais le cardinal fut inébranlable ; il ne s'agissait pas seulement d'une question de forme, mais de divergences fondamentales, d'omissions substantielles, de dispositions contraires aux lois essentielles de l'Église ; pareilles exigences dépassaient ses pouvoirs. Soucieux de ne rien briser, Bernier promit alors un mémoire sur la question ; ce mémoire, le Secrétaire d'État le recevrait à son retour de la Malmaison, où, sous prétexte d'une présentation à Joséphine, il rencontrerait le Premier Consul (2).

De fait, le lendemain de cette audience où, avec enjouement et fermeté, Bonaparte renouvela ses conditions, le curé de Saint-Laud revenait chez le cardinal. Mais il n'apportait pas la note promise. Par contre, il confia à Consalvi que, depuis le départ de Talleyrand, l'affaire lui était remise entièrement, qu'il avait plus de latitude pour rendre compte aux trois consuls, qu'il pouvait donc espérer plus de facilités. En même temps, il proposa pour le jour suivant une conférence orale ; le projet du gouvernement subirait un nouvel examen ; on constaterait alors qu'il n'altérerait point la substance et ensemble on combinerait quelques petites modifications (3).

Sur cette conférence qui se tint dans la matinée du 3, nous ne possédons aucun détail. Mais si nous ignorons ce qu'y furent l'attitude et le langage du curé de Saint-Laud, nous savons par une dépêche de Consalvi à Doria que les conclusions furent satisfaisantes. « Il semble, écrit le cardinal, que nous sommes d'accord sur quelques-

(1) BOULAY, *Documents*, III, 140-141.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 154.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 157.

unes des bases substantielles ; il est probable que le gouvernement pourra admettre le nouveau projet. » Mais, averti par une douloureuse expérience, il ajoutait aussitôt : « Il ne faut pas tenir la chose comme sûre ; car cent autres fois les apparences ont été plus belles et tout à fini très mal (1). »

Pourtant, un progrès avait été réalisé puisque, au lieu de l'acceptation pure et simple que Talleyrand prétendait imposer, Bonaparte autorisait une nouvelle étude avec Bernier, puisque de cette étude était sortie une deuxième rédaction du contre-projet de Consalvi (2), « où tous les artifices de rédaction avaient été essayés ou mis en œuvre (3), » pour diminuer ou pallier les désaccords, puisque Bernier se flattait de faire adopter ce texte nouveau. La profession de catholicisme par les Consuls et le gouvernement était introduite dans le préambule sous forme d'éloge ; la suggestion d'ailleurs venait de Bonaparte lui-même. « Sa Sainteté reconnaît... que c'est de l'établissement du culte catholique en France et de la profession particulière qu'en fait le gouvernement actuel, que cette même religion a retiré et retire encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat. » De même, la profession particulière de catholicisme par le Premier Consul, sans être explicitement formulée, se trouvait contenue dans un dernier article qui prévoyait le cas « où quelqu'un de ses successeurs ne serait pas catholique. » La démission des évêques, acceptée depuis longtemps, s'exprimait en termes adoucis sous la forme de sacrifices à consentir pour le bien de la paix et de l'unité ; on ne parlait plus d'évêchés « vacants », mais « des évêchés de la circonscription nouvelle » à pourvoir. Si l'on réservait au gouvernement le soin d'en régler les formes, le principe des fondations était reconnu. Sur un seul point, l'exercice libre et public du culte, Consalvi avait exigé une formule directe et précise.

Satisfait de ce travail commun, Bernier avait promis de le soutenir devant son gouvernement et, malgré les craintes du cardinal, se montrait presque sûr d'y réussir.

Effectivement, les jours suivants, Consalvi lui-même en convenait, dans une lettre à Doria (4), les négociations prenaient bonne tournure et l'on commençait à envisager une conclusion heureuse et rapide quand, le 7 juillet, le curé de Saint-Laud revint tout assombri

(1) BOULAY, *Documents*, III, 158.

(2) *Id.*, *Ibid.*, VI, 73-76.

(3) *Id.*, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 444.

(4) *Id.*, *Documents*, III, 175.

à l'hôtel de Rome. La veille, le Premier Consul avait élevé contre la seconde version du contre-projet de Consalvi de nouvelles difficultés qui portaient sur trois points : la profession de catholicisme par le gouvernement, la publicité du culte, la formule du serment. Bernier annonçait pour le lendemain une note à ce sujet ; cette note, le secrétaire d'État devrait l'accepter intégralement et sans aucune modification. Le lendemain le curé de Saint-Laud apporta donc sur ces trois articles une rédaction dictée par Bonaparte lui-même. Se refusant à engager toutes les autorités constituées, tous les corps de l'État, ses collègues et ses successeurs, celui-ci restreignait « au Premier Consul actuel », la profession de catholicisme ; il limitait en outre la publicité du culte aux seules églises reconnues par le gouvernement ; enfin, à la formule de serment proposée par le Pape, il substituait l'ancien serment de fidélité que prêtaient au roi les évêques d'ancien régime, en l'adaptant à la situation nouvelle.

Pendant les journées des 8, 9, 10 juillet, entre Consalvi et Bernier la discussion se concentre sur ces trois articles ; tous deux s'évertuent à rechercher nuances et synonymes. Le cardinal, qui tient à ce que soit mentionnée la profession de catholicisme par le gouvernement, « pour ôter tout doute que le mot gouvernement puisse être étendu à plusieurs classes de personnes, » propose d'employer cette expression : « le gouvernement en la personne des Consuls (1) ». Cette profession de catholicisme serait donc limitée aux trois Consuls et cependant elle engagerait le gouvernement, puisque « au titre IV de la Constitution, il est établi que sous le mot « gouvernement » on n'entend que les trois Consuls de la République ». Quant à la publicité du culte, comprenant que, dans les circonstances actuelles, Bonaparte désire « de ne pas donner sitôt et pour tous les lieux une étendue infinie à l'exercice des cérémonies religieuses hors de l'enceinte des églises », Consalvi propose un bref élogieux où le Pape se prêterait, d'accord avec le Premier Consul, à des règlements temporaires. Enfin, pour le serment, le cardinal demande que l'on maintienne la formule proposée par le gouvernement lui-même et adoptée par Rome ; après la signature des accords, il prierait le Pape d'y substituer l'ancienne formule avec les changements adoptés par le gouvernement (2).

Mais Cambacérès et Lebrun, à qui Bonaparte soumet ces dernières propositions, ne veulent pas entendre parler d'une publicité de culte

(1) BOULAY, *Documents*, VI, 86.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 87-88.



indéfinie et le Premier Consul lui-même n'admet pas davantage l'expédient du bref pontifical. « Comme chef d'un gouvernement qui par la voix du peuple succédait à l'ancien, il ne pouvait, observe Bernier, ni ne devait faire dépendre d'un bref émané de la puissance spirituelle les droits que la police temporelle pouvait exercer et dont les monarques français avaient usé dans tous les temps. » Il acceptait cependant que le premier article garantît l'exercice public du culte, à condition d'ajouter la précision suivante, « en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaire de faire. » Quant à l'ancienne formule de serment, les trois Consuls tenaient absolument à ce qu'elle fût adoptée par le Pape avec « de légers changements, suites inévitables, expliquait Bernier, de la Révolution et de l'abolition des droits féodaux, qui sous ce rapport sont purement temporels. Or, cette exigence, observait le curé de Saint-Laud, était des plus admissibles, puisque, loin d'innover, on reprenait tout simplement une tradition et il ajoutait : « Quand le gouvernement consent à se réduire à la forme d'un serment reconnu légitime avant lui, qui pourrait l'attaquer (1)? »

A cette communication, Bernier ajouta de vive voix un commentaire qui ne pouvait, assure le cardinal, se formuler décemment par écrit ; la fureur du Premier Consul s'élevait à un point que l'on ne pouvait imaginer ; l'un de ses collègues (sans doute Cambacérès) entretenait et même excitait sa colère ; Bonaparte en était venu à déclarer qu'il ne recevrait plus aucune note, qu'il voulait dans les vingt-quatre heures un simple oui ou un simple non, aussi bien sur l'article concernant la publicité du culte que sur la formule du serment, et qu'une réponse négative serait regardée comme une rupture formelle des négociations (2).

Devant une mise en demeure aussi brutale, Consalvi, Spina, Caselli se décidèrent, par une concession suprême, à lever sur ces deux points les seules difficultés qui restaient à résoudre. En raison de la déclaration officielle faite par Bernier « du véritable objet que se propose le gouvernement et du sens qu'il donne aux paroles à ajouter à celles-ci : « Son culte sera public, » il accepta pour la publicité du culte, le texte proposé par le curé de Saint-Laud ; il ne s'agissait pas en effet « d'une restriction générale et perpétuelle », mais seulement de se conformer aux règlements de police rendus provisoi-

(1) BOULAY, *Documents*, VI, 89-90.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 226-227.

rement nécessaires par « les circonstances actuelles ». Quant à l'ancienne formule de serment, qui, pour la substance, concordait avec la formule admise par Rome, Consalvi ne pensait pas que le Pape la désapprouvât. En conséquence, pour ne pas retarder davantage la conclusion des accords, il consentit à l'accepter (1).

Le même jour, Bernier faisait savoir au Premier Consul que tous ses vœux étaient satisfaits. « Vous désiriez, lui écrit-il..., que le cardinal admît pour réserves, dans le premier article, l'obligation de se conformer aux mesures de police. Cette clause fut admise. On a coupé la phrase en deux pour faire tomber plus directement sur le mot « public » la clause restrictive des mesures de police. On a ajouté « vu les circonstances », parce que les circonstances sont tout à la fois et le motif de la clause et la base des règlements qui seront pris dans les différents temps... Vous désiriez l'ancien serment des évêques ; il est textuellement admis. » Quant aux prêtres mariés ou abdiqués, toutes les mesures souhaitées par le gouvernement seraient prises. Mais comme ce cas de conscience ne pouvait être matière d'un contrat, le Saint-Siège le réglerait par un bref concerté avec le Premier Consul. Bernier avait à ce sujet une promesse formelle de la part du Saint-Siège ; aucun des prêtres, dont il s'agissait, n'aurait lieu de se plaindre, tous seraient tranquilles sans s'avilir. « Vous en serez vous-même le juge, ajoutait Bernier. Que veut-on de plus (2)? »

Ainsi donc, avec les dernières concessions de Consalvi, l'accord se trouvait réalisé et la nouvelle convention ne satisfaisait pas seulement les désirs du Premier Consul ; comme le prouvait un long mémoire du curé de Saint-Laud, elle sauvegardait en outre les libertés de l'Église gallicane « prises de nos meilleurs auteurs » (3). Dans ces conditions, rien ne s'opposait à une conclusion immédiate, et Bernier pressait d'en finir. « Daignez donc, général, écrivait-il, expédier les pouvoirs nécessaires à cet effet. Il suffira que ce soit une lettre ou le moindre arrêté de votre part, étant notoirement connu d'eux pour avoir été l'agent du gouvernement en cette partie. Il faut unir ce nouveau bienfait à ceux que la France va célébrer le 14 juillet. Vous n'aurez jamais pris une mesure plus efficace pour les intérêts du gouvernement, et plus capable de lui attacher de plus

(1) BOULAY, *Documents*, V, 91-93.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III 184-187.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 187 et sq.

en plus les contrées de l'Ouest et le cœur des catholiques français (1). »

C'est que, après avoir négocié le Concordat, le curé de Saint-Laud comptait bien le signer personnellement. Rome d'ailleurs n'avait-elle pas exprimé ce désir, en observant combien serait déplacée sur cette convention religieuse la griffe d'un évêque apostat (2)? Lettre et mémoire furent envoyés à la Malmaison par Bernier dans la matinée du 11. Le soir, celui-ci repassa à l'hôtel d'Angleterre ; il n'avait, déclara-t-il à Consalvi, reçu aucune réponse ; mais on l'appelait à la Secrétairerie d'État ; d'autre part, il savait que le Premier Consul avait envoyé, pour l'expédition des pouvoirs en vue de la signature, les ordres nécessaires. C'étaient pour le cardinal de bonnes nouvelles ; mais, comme le curé de Saint-Laud ne spécifiait point si la modification relative à la publicité du culte se trouvait admise, il lui resta une certaine inquiétude. Cette inquiétude n'était que trop fondée.

## V

Le lendemain 12 juillet, une double déception attendait Bernier au ministère des Relations extérieures où il était convoqué pour onze heures du soir, afin de recevoir ampliation de ses pouvoirs. Il apprit alors, qu'au lieu d'être le signataire unique de la convention, comme il le rêvait, il ne viendrait qu'en troisième lieu, sous l'autorité et la présidence de Joseph Bonaparte. Cette déconvenue simplement personnelle s'aggravait d'une surprise autrement grave, qui compromettrait une fois de plus le Concordat lui-même ; le gouvernement avait rédigé un nouveau projet et ce texte serait proposé à la signature du cardinal, au lieu du texte convenu avec le curé de Saint-Laud. Les efforts de Cambacérès, une dernière tentative des opposants, avaient réveillé chez Bonaparte des préventions assoupies et provoqué ce revirement suprême. Serait-ce donc, au moment d'aborder au port, l'échec définitif ?

Bernier quitta le ministère à une heure du matin. Le lendemain vers huit heures, par un billet très bref, il avisa Consalvi de la désignation officielle des plénipotentiaires français. « Je retourne, ajou-

(1) BOULAY, *Documents*, III, 187.

(2) ID., *Histoire de la Négociation du Concordat*, 379.

tait-il, à neuf heures et demie chez Caillard ; de là chez Joseph, puis chez vous (1). » Aucune mention du nouveau projet, soit qu'il n'eût pas encore communication de ce nouveau texte (2), soit qu'il attendît pour en parler l'assentiment de Joseph, « dont il devait désormais prendre et suivre la direction » (3), soit qu'il espérât y introduire des modifications acceptables, au cours de la conférence qu'il tiendrait avec Crétet et le frère du Premier Consul.

Cette conférence avait justement pour objet l'examen comparatif de la rédaction acceptée par Consalvi et Bernier, et de la rédaction corrigée par le Premier Consul. Parfaitement au courant de cette négociation, écrivait Maret à Caillard, le curé de Saint-Laud fournirait aux deux plénipotentiaires français, avant leur rencontre avec les plénipotentiaires romains, tous les éclaircissements voulus ; la simple comparaison des deux textes leur ferait d'ailleurs connaître « les motifs des changements que le gouvernement a été forcé d'adopter » (4).

Les motifs de ces changements n'étaient autres que de mieux assurer, aux dépens de la puissance spirituelle, les droits, l'indépendance et les pouvoirs de l'État ; de là les dispositions suivantes : aucune profession de foi du gouvernement, ni des Consuls, aucune restriction à la police du culte, aucune réserve tirée du temps ou des circonstances ; obligation pour le Pape de conférer immédiatement l'institution canonique aux évêques nommés par le gouvernement ; obligation pour les évêques de soumettre à celui-ci les nominations des curés ; obligation d'instituer les fondations en rentes ; pour les biens ecclésiastiques, reconnaissance par le Saint-Siège, non seulement des aliénations passées, mais aussi des aliénations futures ; nulle mention des séminaires ni des chapitres ; insertion dans le traité des mesures relatives aux ecclésiastiques abdicataires ou mariés. Tous ces amendements ne pouvaient que paraître normaux et légitimes à Joseph et à Crétet ; aussi imbus d'esprit légiste qu'ignorants en matière religieuse, ils ne soupçonnaient point les principes

(1) BOULAY, *Documents*, VI, 93.

(2) Il est en effet impossible de savoir à quelle heure ce nouveau projet fut porté au ministère. Est-ce le 12 au soir, ou le 13 au matin ? La seule chose certaine est qu'il y parvint tardivement, avec toutes ses ratures, et que la mise au net ne précéda que de peu de temps la conférence tenue chez Joseph. Voir à ce sujet : BOULAY, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 455.

(3) *Ibid.*, 455.

(4) BOULAY, *Documents*, III, 199.



théologiques auxquels ils allaient se heurter ; ni l'un, ni l'autre ne s'attendaient à rencontrer chez les représentants du Saint-Siège une résistance sérieuse ; dans leur esprit, il s'agissait moins d'établir un accord que de le signer. Dans quelle mesure Bernier s'employa-t-il à les éclairer ? Essayait-il de leur faire comprendre le point de vue romain, le caractère inadmissible de la rédaction consulaire, les réelles difficultés de leur mission ? Il est impossible de le dire, les trois plénipotentiaires n'ayant laissé de leur entretien, qui fut long, ni procès-verbal, ni compte rendu. Nous savons que le curé de Saint-Laud obtint de ses collègues le retrait d'un article relatif aux nominations curiales, subordonnées à l'approbation préalable du gouvernement. Quant à les instruire vraiment de la négociation confiée à leurs soins, s'il a tenté de le faire, la suite des événements prouvera qu'il n'y a point réussi.

Tandis que se prolongeait cette conférence, Consalvi attendait Bernier qui lui avait promis sa visite en sortant de chez Joseph. La matinée se passe et il ne vient pas. L'après-midi s'avance sans qu'il paraisse davantage. Enfin, à cinq heures, on apporte de sa part, avec le texte du Concordat que le cardinal devrait signer, un billet aussi court que significatif. « Je vous prévien, écrivait le curé de Saint-Laud, que la conférence aura lieu chez le citoyen Joseph Bonaparte, ce soir à huit heures. J'irai vous prendre à sept. Voici ce qu'on vous proposera d'abord ; lisez-le bien, examinez tout, ne désespérez de rien. Je viens d'avoir une longue conférence avec Joseph et Crétet. Vous avez affaire à des hommes justes et raisonnables. Tout finira bien ce soir (1). »

C'était, à la fois, notifier au secrétaire d'État le nouveau projet, mettre en éveil sa vigilance, le prémunir contre le découragement. Douloureusement surpris de retrouver, dans cette rédaction inattendue et sous une forme encore plus inacceptable, des dispositions qu'il avait travaillé, vingt jours durant, à écarter, indigné de cette manœuvre qui substituait en dernière heure à un texte convenu une rédaction substantiellement différente, Consalvi répliqua au curé de Saint-Laud par une lettre des plus vives. Non content d'élever une énergique protestation, le secrétaire d'État déclarait qu'après avoir si longtemps étudié et discuté les termes de l'accord, il était superflu de chercher une formule meilleure ; ses pouvoirs ne lui permettant aucun changement, il réclamerait donc l'exécution de ce

(1) BOULAY, *Documents*, VI, 94.

qui avait été admis au nom de son gouvernement par l'abbé Bernier.

Cette réponse vigoureuse n'empêcha pas le curé de Saint-Laud de se présenter à l'heure dite chez le cardinal pour le conduire chez Joseph, avec Spina et Caselli. Il fut très mal reçu. En vain essaie-t-il par de bonnes paroles d'apaiser et de rassurer les plénipotentiaires romains ; en vain répète-t-il que le frère du Premier Consul et Crétet se trouvent dans les meilleures dispositions ; on lui fit comprendre, sans ambages ni détours, qu'il perdait son éloquence et son temps ; loin de comporter une justification, un procédé aussi incorrect méritait qu'on le qualifiât dans les termes les plus sévères ; quant aux belles promesses, Rome savait par expérience quel compte elle en pouvait tenir ; le Saint-Siège ne se laisserait pas leurrer une fois de plus. Que répondre à ces reproches ? Bernier ne pouvait, dans sa pénible situation, que se retrancher derrière la volonté formelle de Bonaparte. Ce n'était pour lui que le commencement d'embarras bien cruels.

Après cette pénible explication, Consalvi, Spina, Caselli montèrent en voiture avec le curé de Saint-Laud, pour se rendre à l'hôtel Marbeuf où résidait, rue du Faubourg-Saint-Honoré, le frère du Premier Consul. L'accueil fut des plus charmants ; mais tout de suite, la situation se tendit. Le cardinal déclare en effet qu'il ne signera à aucun prix le projet proposé, en dernière heure, au nom du Premier Consul, car ce projet est absolument irrecevable et substantiellement contraire à ses instructions ; il ne signera en fait de convention que le texte arrêté entre Bernier et lui et accepté par le gouvernement. Ce fut pour Joseph et Crétet une véritable stupéfaction. Bernier, le matin, leur avait bien fait prévoir quelques difficultés avant l'accord définitif ; mais, pas plus que Maret et Caillard, ils ne voyaient entre les deux rédactions de différence essentielle (1). Ils ignoraient de plus que des engagements réciproques avaient été pris et comment les mettre en doute, puisque Consalvi produisait, avec ses propres notes, les notes officielles du curé de Saint-Laud, puisque celui-ci tout confus se voyait contraint de les avouer ? Ainsi donc, au lieu d'échanger simplement des signatures, après une mise au point de quelques détails, c'était la négociation entière qu'il fallait reprendre *ex integro*, « comme si l'on n'eût pas encore, écrit le secrétaire d'État, ni ici ni à Rome examiné l'affaire ».

La discussion dura vingt heures, sans interruption, sans repos, « sans

(1) BOULAY, *Documents*, III, 199.

dîner, en se bornant à faire une petite collation le matin, bien que... nous en eussions grande envie, » avoue dans sa relation du 16 juillet le secrétaire d'État. Mais, si pénible que fût dans ces conjonctures tragiques et dans cette « guerre terrible », la situation de Consalvi, celle de Bernier ne valait guère mieux. Gêné par l'incompétence de ses deux collègues, « deux personnes tout à fait neuves (1) », auxquelles « il fallait, chemin faisant, tout apprendre », il était lui-même « condamné, pour soutenir le nouveau projet, à combattre tout ce qu'il avait trois jours plus tôt jugé excellent » (2). Si habile qu'il fût, il ne pouvait que se déjuger, se contredire, prouver une fois de plus son obéissance servile aux ordres de sa cour, rendre douteuse sa bonne foi. En poussant ainsi « la docilité jusqu'au bout, écrit le cardinal Mathieu, en ne refusant pas de négocier dans ces conditions, il perdit l'occasion de se faire honneur à tout jamais et resta suspect à Consalvi, dont plus tard le mécontentement trompa et aigrit les souvenirs (3). »

En attendant que, dans ses Mémoires, il charge injustement le curé de Saint-Laud (4), dans la dépêche au cardinal Doria où il relate cette

(1) L'expression est de Consalvi. BOULAY, *Documents*, III, 230.

(2) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 220.

(3) Cardinal MATHIEU, *le Concordat de 1801*, 250.

(4) Dans ses *Mémoires*, écrits à Reims avec des sentiments qu'expliquent l'attitude de Napoléon à son égard et sans autres documents que ses souvenirs, Consalvi rapporte que le projet de Bonaparte ne lui fut révélé par Bernier, qu'au moment même d'y apposer sa signature. « J'allais prendre la plume. Quelle fut ma surprise, quand je vis l'abbé Bernier m'offrir la copie qu'il avait tirée de son rouleau comme pour me la faire signer sans examen, et qu'en y jetant les yeux, afin de m'assurer de son exactitude, je m'aperçus que ce traité ecclésiastique n'était pas celui dont les commissaires respectifs étaient convenus entre eux, dont il était convenu avec le Premier Consul lui-même, mais un tout autre ! La différence des premières lignes me fit examiner tout le reste avec le soin le plus scrupuleux, et je m'assurai que cet exemplaire, non seulement contenait le projet que le Pape avait refusé d'accepter sans ses corrections, et dont le refus avait été la cause de l'ordre intimé à l'agent français de quitter Rome, mais, en outre, qu'il le modifiait en plusieurs endroits, car on y avait inséré certains points déjà rejetés comme inadmissibles avant que ce projet eût été envoyé à Rome.

« Un procédé de cette nature, incroyable sans doute, mais réel, et que je ne me permets pas de caractériser — la chose d'ailleurs parle d'elle-même, — un semblable procédé me paralysa la main prête à signer. J'exprimai ma surprise, et déclarai nettement que je ne pouvais accepter cette rédaction à aucun prix. Le frère du Premier Consul ne parut pas moins étonné de m'entendre me prononcer ainsi. Il disait ne savoir que penser de tout ce qu'il voyait. Il ajouta tenir de la bouche du Premier Consul que tout était réglé, qu'il n'y avait plus qu'à

discussion suprême, Consalvi s'exprime sur son compte avec des réticences significatives. Tandis qu'il comble d'éloges ses collaborateurs Spina et Caselli, tandis qu'il écrit de Joseph : « Nous lui avons de grandes obligations, je déclare qu'avec un autre que lui tout était rompu irréparablement. Il n'est personne avec qui on puisse mieux

signer. Comme je persistais à déclarer que l'exemplaire contenait tout autre chose que le Concordat arrêté, il ne sut que répondre qu'il arrivait de la campagne, où il traitait des affaires d'Autriche avec le comte de Cobenzl ; qu'étant appelé précisément pour la cérémonie de la signature du traité, dont il ne savait rien pour le fonds, il était tout neuf, et ne se croyait choisi que pour légaliser des conventions admises de part et d'autre.

« Moi, je n'oserais pas, aujourd'hui, affirmer avec certitude s'il disait vrai ou faux. Je ne sus pas le reconnaître alors davantage ; mais j'ai toujours incliné, et j'incline encore à croire qu'il était dans une ignorance absolue tant il me parut éloigné de toute dissimulation dans ce qu'il fit durant cette interminable séance, et sans jamais se démentir. Comme l'autre personnage officiel, le conseiller d'État Cretet, en affirmait autant, et protestait ne rien savoir et ne pouvoir admettre ce que j'avais sur la diversité de rédaction, jusqu'à ce que je la leur eusse démontrée par la confrontation des deux copies, je ne pus m'empêcher de me retourner vivement vers l'abbé Bernier.

« Quoique j'aie toujours cherché, dans le cours de la négociation, à éviter tout ce qui aurait tendu à suspendre la marche des choses et à fournir prétexte à la colère et à la mauvaise humeur, je lui dis que nul mieux que lui ne pouvait attester la vérité de mes paroles ; que j'étais très étonné du silence étudié que je lui voyais garder sur ce point, et que je l'interpellais expressément pour qu'il nous fit part de ce qu'il savait si pertinemment.

« Ce fut alors que, d'un air confus et d'un ton embarrassé, il balbutia qu'il ne pouvait nier la vérité de mes paroles et la différence des Concordats qu'on proposait à signer ; mais que le Premier Consul l'avait ainsi ordonné, et lui avait affirmé qu'on est maître de changer tant qu'on n'a point signé. Ainsi, continua Bernier, il exige ces changements, parce que, toute réflexion faite, il n'est pas satisfait des stipulations arrêtées. »

*Mémoires du cardinal Consalvi*, publiés par J.-E. Drochon, 152-156. M. d'HAUS-SONVILLE dans ses études sur *l'Eglise romaine et le Concordat*, 31-32, fit, le premier, état de ces Mémoires alors peu connus ; il s'ensuivit une polémique des plus vives. En s'appuyant sur la dépêche de Consalvi à Doria, en date du 16 juillet 1801, le P. THEINER dans son livre *les Deux Concordats*, I, 232 et sq. défendit Bernier et réfuta les *Mémoires* de Consalvi dont il discutait même l'authenticité. Les pièces découvertes par le cardinal MATHIEU dans *l'Esame del Trattato di Convenzione tra la S. Sede e il Governo Francese sottoscritto dai Rispettivi Plenipotenziari a Parigi, il 15 Luglio 1801*, 246, en particulier le billet de Bernier en date du 13 juillet cité plus haut, ont permis de dirimer la controverse. Il est incontestablement établi par cette pièce que, le 13 juillet, trois heures avant la conférence chez Joseph, Bernier a non seulement prévenu le cardinal qu'on lui présenterait un projet différent du projet convenu, mais qu'il lui a en outre communiqué le texte de ce nouveau projet, en l'avertissant de le bien lire et d'examiner tout.



traiter qu'avec lui tant il a de sagesse, de modération, de bonnes intentions, » et de Crétet : « L'autre conseiller a aussi fait tout ce qu'il a cru pouvoir faire, » sur le curé de Saint-Laud, il se borne à cette simple ligne : « Je ne vous parlerai pas de l'abbé Bernier, sur lequel Votre Éminence, est déjà renseignée depuis longtemps (1). »

L'extrême embarras qui résultait pour Bernier de cette situation fausse rendit d'ailleurs, non moins que l'incompétence de ses deux collègues, des avantages précieux aux négociateurs romains. Pied à pied, à force de ténacité, de bonnes raisons, de souplesse, Consalvi, bien secondé par Spina et Caselli, gagne du terrain ; peu à peu, sur les points substantiels, publicité du culte, profession de foi des consuls, institution canonique des évêques, etc..., il obtint les concessions désirables.

L'accord se trouvait donc réalisé. On avait même recopié et traduit en latin le texte du Concordat, lorsque les plénipotentiaires français, pris de scrupules, se ravisèrent ; il leur parut qu'ils avaient dépassé leurs pouvoirs, puisque, chargés de faire adopter et signer le projet du gouvernement, ils y avaient introduit des changements considérables. Joseph courut donc chez son frère pour obtenir son assentiment. Ce fut une belle scène. Le Premier Consul en colère jeta dans le feu le texte qui lui était soumis, et déclara que son projet devait être souscrit intégralement par les représentants du Saint-Siège, faute de quoi ceux-ci repartiraient immédiatement pour Rome. Joseph signifia donc à Consalvi les volontés de son frère, puis deux heures durant, il insista encore pour vaincre la résistance du cardinal ; mais celui-ci demeura inébranlable. Comme l'heure approchait où se donnerait aux Tuileries, en l'honneur de la fête nationale du 14 juillet, un souper de gala, on se sépara sans conclure.

Avant et surtout après le souper, auquel prenait part le secrétaire d'État, la discussion reprit avec Bonaparte lui-même. L'adroite intervention de l'ambassadeur d'Autriche, M. de Cobenzl, permit heureusement une solution conciliante et le Premier Consul apaisé autorisa pour le lendemain une nouvelle conférence, la dernière. Le 15 à midi, les six plénipotentiaires se retrouvent donc chez Joseph et, douze heures durant, la lutte se concentre sur deux points : la publicité du culte et la nomination des curés. Pour la publicité du culte, le Premier Consul tenait à marquer en termes non équivoques son droit de contrôle et au besoin d'interdiction. Consalvi tenait au

(1) BOULAY, *Documents*, III, 234.

contraire à ce que ce droit fût limité par une réserve ; faute de pouvoir le restreindre quant au temps, aux « circonstances présentes », il se contenta de les restreindre quant à l'objet, « la tranquillité publique » ; les règlements et mesures de police ne devraient s'exercer que pour le maintien de l'ordre. De même pour la nomination des curés, à cette formule, « le choix des évêques ne pourra se porter que sur des pasteurs qui jouissent de la confiance du gouvernement, » on substitua le texte suivant : le choix des évêques « ne pourra porter que sur des personnes agréées du gouvernement ». Ainsi, au lieu de diriger les nominations faites par l'évêque, le gouvernement n'interviendrait que pour l'approuver. Enfin, à minuit tout était réglé. Alternativement et selon l'ordre des préséances, les délégués romains et français signèrent ; Consalvi, puis Joseph, Spina et Crétet, le P. Caselli, enfin, le dernier de tous, Bernier.

\*  
\* \*

Cette signature, apposée par le curé de Saint-Laud, le 15 juillet 1801, aux accords conclus avec Rome par le gouvernement de la France, c'était, a-t-on dit, la signature même de la Vendée (1).

Que les soulèvements de l'Ouest aient été « une des causes déterminantes du Concordat » (2), personne, en effet, ne le conteste, car à défaut de faits positifs, les déclarations formelles de Bonaparte suffiraient à l'établir (3). Hoche, le premier, avait compris que pour mettre fin à cette lutte intestine, il fallait rendre à ce pays ses prêtres et son Dieu, que jamais la pacification politique n'y serait effective sans la pacification religieuse, la première étant conditionnée par la seconde, nécessairement. Mais en 1795, la situation n'était pas mûre pour la réalisation d'un dessein qui devançait le temps et, malgré son génie, Hoche échoua ; il ne put vaincre ni les préventions du Directoire ni l'obstination méfiante des chefs insurgés. Maître du pouvoir, Bonaparte recueillit cette politique, mais, par la force

(1) L. CHASSIN, *les Pacifications de la Vendée* III, II, 728.

(2) *Id.*, *Ibid.*

(3) « Le Consulat, a-t-il écrit, pacifia la Vendée, parce que c'était le premier pas vers une réorganisation monarchique, et que le Premier Consul, protecteur des prêtres réfractaires lorsqu'il n'était encore que le vainqueur de l'Italie, donnait à cette population fanatique l'espoir de voir le rétablissement du culte. Le Concordat réalisa cet espoir. L'Empire éteignit les derniers restes de la Vendée. » *Commentaires de Napoléon I<sup>er</sup>*, IV, 79 et sq.

des choses, il fut amené à l'étendre, car il était trop soucieux de centralisation et d'unité pour restreindre à quelques provinces privilégiées un système de gouvernement. Le rétablissement du culte dans l'Ouest l'entraîna donc à régler pour toute la France la question religieuse et, comme la Vendée voulait rester en communion avec Rome, ce fut avec Rome qu'il s'aboucha pour conclure un accord général.

Ainsi, la guerre des géants revenait sur sa fin, après des détours multiples et confus, à son principe premier. Tandis qu'au point de vue militaire, elle avait abouti à des désastres et au point de vue politique à des déconvenues, au point de vue religieux, elle se terminait par une incontestable victoire. Les troupes insurgées se trouvaient les unes après les autres écrasées et détruites, le parti royaliste et l'Angleterre perdaient le fruit de leur concours intéressé, l'ambition des chefs se voyait déçue dans ses calculs ; mais les églises se rouvraient et sur tout le territoire de la République, le culte reprenait officiellement. En perdant la guerre, les géants vaincus gagnaient, au point de vue religieux, la paix.

En travaillant à conclure cette paix et en la signant au nom de son pays, Bernier revenait lui aussi au principe de toute son action et rentrait dans le rôle sacerdotal qui avait été, au début de sa carrière, celui du curé de Saint-Laud. Jeté dans l'opposition, puis dans la révolte ouverte par un refus de serment qui le privait de sa cure, de sa chaire, de ses droits et l'exposait aux plus grands périls, il avait, en combattant pour la liberté du culte, mêlé à son zèle bien des préoccupations humaines, bien des faiblesses, bien des calculs ; la politique était entrée dans sa religion, avec ses procédés et ses manœuvres les plus discutables ; par ambition personnelle, par amour de l'intrigue, par démanègeaison d'agir, il avait fait, de la cause qu'il servait, sa propre cause et rabaisé trop souvent à des questions de personnes les problèmes les plus graves et les plus hauts.

Puis, peu à peu, les circonstances aidant, la grande idée religieuse, qui l'avait uni aux efforts désespérés de son peuple fidèle à sa foi, s'était dégagée de cet ensemble douteux et confus. Abandonnant la cause monarchique et la guerre civile, il s'était mis alors à l'entière disposition de l'ordre nouveau pour réaliser, par la pacification des consciences, la pacification du pays.

Sans doute, cette conversion ne relève pas tout entière de la charité parfaite ; chez Bernier les préoccupations politiques ne voisinent jamais, comme chez Fénelon, avec le culte du « pur amour », et l'in-

térêt personnel ne perd jamais ses droits. Sans doute, l'attitude ondoyante qu'il adopte durant les négociations concordataires, obligea le Saint-Siège lui-même à tempérer de réserves sa reconnaissance et de critiques ses éloges les plus mérités. Il n'en est pas moins vrai qu'en réussissant avec une habileté, une ténacité, une puissance de travail, un dévouement exceptionnel, en dépit de tous les obstacles, dans la situation la plus fausse, un accord si difficile et si bienfaisant, il a répondu à l'attente de Bonaparte, comme à celle de l'Église et, réalisé, pour l'essentiel, les aspirations profondes des paysans vendéens.

•



## LIVRE II

# L'APPLICATION DU CONCORDAT

---

### AU LENDEMAIN DU CONCORDAT

#### LES PROBLÈMES A RÉSOUDRE

Aux premières ouvertures de Bonaparte que lui transmettait, avec un enthousiasme mêlé de beaucoup d'illusions, le cardinal Martiniana, Pie VII avait répondu avec calme et perspicacité : « Il ne peut échapper à la pénétration du Premier Consul quelles difficultés présente la chose par elle-même, ni celles que pourra présenter dans la suite l'idée de sa propre application (1). » La sagesse de ces prévisions ne se vérifia que trop. La conclusion du Concordat avait demandé treize mois de pourparlers et, indépendamment des contre-projets romains, neuf projets successifs. Sa mise en vigueur ne serait ni moins longue ni moins laborieuse, et une œuvre immense restait à accomplir qui connaîtrait les mêmes résistances partisans, les mêmes conflits doctrinaux.

Il s'agissait en effet d'une réorganisation totale de l'Église de France qui ferait table rase du passé ; à l'ancienne carte ecclésiastique, une autre serait substituée, pour répartir de façon plus rationnelle les diocèses et les paroisses ; aux anciens titulaires démis ou dépossédés, d'autres succéderaient dans les conditions prévues par les accords ; on obtiendrait de la sorte, aussi bien pour le premier ordre que pour le second, le renouvellement et l'amalgame du clergé. Mais, auparavant, il fallait obtenir la renonciation des évêques, réconcilier les constitutionnels susceptibles d'occuper les postes concorda-

(1) BOULAY, *Documents*, I, 27.

taires, rendre à la vie laïque les prêtres mariés. Les obstacles seraient nombreux ; ils viendraient des prélats d'ancien régime ; ils viendraient des assermentés vigoureusement soutenus par leurs protecteurs officiels ; ils viendraient des royalistes, des jacobins ; ils viendraient enfin du gouvernement lui-même.

A ces problèmes, d'autres s'ajouteraient que les négociateurs avaient éludés pour mieux aboutir. Les difficultés relatives à la publicité du culte demeuraient pendantes et, sur ce point, le flottement des formules préparait à la cour romaine bien des surprises. Par le biais des mesures de police, provisoirement nécessaires, on insérerait définitivement dans le Concordat les articles organiques et, sous prétexte de tranquillité publique, sans aucun souci des règles théologiques les plus élémentaires, le gouvernement régenterait, absolutions, mariages et sépultures.

Enfin, à mesure que s'étendrait la puissance napoléonienne, dans les pays conquis, en Belgique, en Italie, en Allemagne, des situations nouvelles se créeraient pour l'Église, et la politique concordataire passerait successivement la frontière des Alpes et celle du Rhin.

Aussi, pour régler sur place et sans recourir perpétuellement à Rome toutes ces questions, le Premier Consul avait-il demandé que Rome envoyât à Paris un légat apostolique, muni des plus larges pouvoirs. Il aurait ainsi, « par procuration le Pape à domicile » (1) ; les choses n'en iraient que plus vite et plus aisément, d'autant que Bonaparte avait proposé pour ces hautes fonctions le cardinal Caprara qui était très vieux, très bon, assez faible, et si indulgent pour les nouveautés françaises, que dans le Sacré Collège il passait pour jacobin.

Auprès de lui Bernier continuera donc la mission officielle dont le gouvernement l'avait chargé auprès de Spina et de Consalvi ; avec lui il s'attachera à résoudre les multiples et laborieux problèmes que posent et l'application du Concordat en France et l'extension hors de France de la politique concordataire. Sans cesse, entre la Direction des cultes, les Relations extérieures, les Tuileries et la légation, il assurera une liaison difficile. En même temps, avec Portalis, il présidera à la réorganisation religieuse du pays. Enfin, passant de l'administration et de la politique générales à l'administration diocésaine à Paris dont il devient auxiliaire, à Angers où l'appelle une mission officielle, à Orléans et à Blois qui relèvent de sa juridiction épisco-

(1) P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 237.

pale, il dirigera ou surveillera la mise en vigueur des accords conclus par ses soins.

Une nouvelle période de sa vie commence, qui ne sera ni moins active, ni moins mêlée, ni à certaines heures moins dramatique que la première. On l'y retrouvera tout entier avec une maîtrise accrue et une ambition plus impatiente encore ; il y rendra, avec des procédés de même nature, aussi bien à l'État qu'à l'Église de France et à la Papauté, les plus précieux services. Puis, après avoir un instant touché au faite des honneurs, il achèvera à quarante-quatre ans, dans une disgrâce complète, et un isolement douloureux, son existence agitée.

## CHAPITRE PREMIER

### BERNIER ET LA CIRCONSCRIPTION DES DIOCÈSES DE FRANCE

- I. Les trois premiers projets de Bernier. — Premier projet : d'après les divisions militaires : 10 archevêchés, 50 évêchés. — Second projet : d'après les divisions militaires : 10 archevêchés, 40 évêchés. — Troisième projet ; d'après les divisions judiciaires : 10 archevêchés, 40 évêchés. — Comment les préoccupations politiques ont déterminé la répartition des sièges.
- II. Le retard de la Bulle de circonscription. — Causes de ce retard. — Somme de Portalis. — Instances de Bernier.
- III. Le décret exécutoire du Légat. — Bernier supprime le paragraphe sur les taxes et fait remanier tous les décrets.
- IV. Le plan définitif. — Le Premier Consul augmente de dix le nombre de sièges. — Comment Bernier lui insinue cette décision. — L'archevêché de Tours. — Les évêchés du Comtat Venaissin.

Rien de plus irrégulier que la carte ecclésiastique de l'ancienne France ; elle était, tout comme les divisions administratives de ce temps, le résultat non d'une répartition logique et systématique, mais d'un développement historique qui, peu à peu, en avait dessiné les traits avec un caprice apparent. Les évêchés se trouvaient inégalement étendus, inégalement répartis, inégalement dotés. Les uns, pauvres et « crottés », ne comptaient que peu de paroisses (1) ; les autres, riches à l'excès d'ouailles et de revenus, comprenaient dans leurs limites des provinces presque entières. Tous étaient vénérables par leur origine, leur histoire, leurs traditions ; sur tous, des saints avaient laissé leur marque. Certaines cités dans leur décadence leur devaient le peu de grandeur qui leur restait ; ils y maintenaient cette

(1) Les plus déshérités tels que Saint-Pons, Orange, Saint-Paul-Trois-Châteaux, n'atteignaient pas le chiffre de cinquante paroisses. BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire de la Négociation du Concordat*, 186.



atmosphère de noblesse et de gravité qui entoure les vieilles cathédrales, si modestes soient-elles, et tout une société se groupait dans ces centres ecclésiastiques dont on a décrit mélancoliquement les charmes disparus (1).

Mais enfin, de l'aveu de tous, ces évêchés ne cadraient plus avec les besoins d'une époque si différente de celles qui les avaient fondés. On réclamait une meilleure distribution des sièges, comme on réclamait une refonte générale des cadres administratifs de l'État. On sait comment la Constituante comprit cette nécessité et pourquoi, ayant voulu y pourvoir de sa seule autorité, elle se heurta à l'opposition de Rome dont les droits religieux se trouvaient méconnus. La concordance des évêchés et des départements, œuvre unilatérale du gouvernement français, ne fut jamais admise par l'autorité pontificale.

Les négociateurs du Concordat recueillirent la pensée des Constituants et firent admettre par le Souverain Pontife le principe d'une nouvelle circonscription. Mais ils ne songèrent point à reprendre pour obtenir l'approbation du Saint-Siège, la carte ecclésiastique dressée en 1791. Outre que Rome eût paru se déjuger en consacrant sous le Consulat ce qu'elle avait condamné sous la Révolution, des raisons financières autant que politiques conseillaient avec une répartition moins libérale des sièges, une organisation plus économique. Réduire les évêchés de France, c'était diminuer les charges imposées à la nation par les traitements épiscopaux ; c'était ménager un accueil plus favorable à ces budgets supplémentaires ; c'était par conséquent faciliter l'acceptation du Concordat.

Il fallait donc trouver pour la nouvelle circonscription, décidée par le Concordat, un principe autre que la division par départements, qui eût été vraiment commode sans les charges pécuniaires qu'elle comportait. Il fallait, en second lieu, appliquer ce principe au territoire de la République accru par des conquêtes successives et réaliser une répartition des sièges aussi équilibrée que possible ; travail long et difficile que Bernier accepta d'assumer.

(1) Cardinal MATHIEU, *le Concordat de 1801*, 99-100.

## I

Trois projets successifs furent élaborés par lui, car la réduction du nombre des diocèses et de nouvelles acquisitions territoriales changèrent bientôt les données primitives ; par ailleurs, il fut amené à adopter dans son troisième projet un nouveau principe de division, très supérieur au premier.

Le problème était le suivant : prendre comme base le département de telle façon que le même département ne dépendît pas de deux évêques et que l'unité d'action entre les deux préfets, le préfet laïque et « le préfet du culte catholique (1) », si chère à Bonaparte fût sauvegardée. Mais comme le nombre des départements se trouvait très supérieur à celui des évêchés maintenus, il fallait en réunir plusieurs pour former un diocèse, tout en faisant cadrer le groupe ainsi constitué avec une division administrative plus étendue.

Bernier prit d'abord comme principe celui des divisions militaires. Le 3 décembre 1800, dans un rapport à Talleyrand (2), il expliquait pour quelles raisons il l'avait adopté. Il avait suivi, disait-il, « dans cette rédaction l'ordre des départements combiné avec celui des divisions militaires, de telle manière qu'aucun évêché ne dépendît de deux divisions militaires, afin que la différence des divisions diocésaines n'en fît jamais naître une dans l'administration civile et militaire. » Ainsi se trouverait consolidé « par le ressort même de la religion, tout ce que nos institutions temporelles peuvent avoir de parfait ». Une seule exception était faite pour le département de l'Eure, qu'on ne pouvait unir à la Seine-Inférieure sans former un diocèse de trop forte population.

En partant de ce principe et du premier projet de Concordat qui accordait douze archevêchés et cinquante évêchés, Bernier fixait les sièges métropolitains à Malines « de la ci-devant Belgique », Reims, Rouen, Paris, Sens, Besançon, Vienne, Lyon, Toulouse, Bordeaux,

(1) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 735.

« De mauvais plaisants disent que le titre d'évêque sera remplacé par celui de « préfet du culte catholique. » *Bulletin de Police*, 20 pluviôse an X.

(2) BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur la Négociation du Concordat*, I, 146-149.

Bourges et Tours, tandis qu'un tableau joint au rapport déterminait pour chaque métropole le nombre et la répartition des suffragants.

Ce plan, son auteur le reconnaissait, attribuait à certains diocèses une étendue excessive, et la disproportion des circonscriptions épiscopales était flagrante. Alors que Verdun comprenait cent quarante-sept cantons de la Meuse et des Ardennes, Sens cent trente cantons de l'Aube et de l'Yonne, Laon, cent vingt-trois cantons du Nord et de l'Aisne, Tours (Indre-et-Loire et Loir-et-Cher), Liège (Meuse inférieure et Ourthe), n'en comptaient que soixante-sept, Digne (Basse-Alpes et Alpes-Maritimes) soixante-cinq, Namur (Sambre-et-Meuse et Forêts) cinquante-trois. La Corse par contre était privilégiée, puisqu'elle gardait, pour ses deux départements, deux diocèses : Bastia (quarante-quatre cantons), Ajaccio (vingt-trois).

Bernier s'excusait de ces disproportions sur la nécessité de suivre les divisions militaires, sans dépasser le nombre d'évêchés fixé à soixante-deux ; il insinuait que, plus tard, lorsque la République serait « délivrée d'une guerre désastreuse », ou pourrait juger à propos d'ériger de nouveaux sièges dans les départements trop étendus ou trop peuplés (1). C'était le désir de Rome, c'était aussi le désir secret de Bernier. Mais comme il importait de ne pas trop accuser ses espérances, il se contentait d'assurer que Rome ne serait jamais « assez impolitique », pour refuser ces érections. De fait, la réduction apparaissait vraiment excessive, puisque les cent trente-cinq diocèses de l'ancienne France se trouvaient effectivement ramenés à cinquante-six, six sièges sur les soixante-deux étant réservés aux nouveaux territoires Genève et Belgique, tandis que les évêchés du Comtat Venaissin étaient purement et simplement supprimés.

Cependant, cette réduction sévère parut encore insuffisante. Lors du cinquième projet de Concordat qui ne déterminait pas, comme les quatre premiers, le nombre des sièges à établir, Talleyrand pria Bernier de se limiter désormais au chiffre de cinquante. Par ailleurs, la nouvelle circonscription devait s'étendre aux quatre départements réunis de la rive gauche du Rhin. Bernier dut donc recommencer son travail, en tenant compte de ces données nouvelles, qui ne simplifiaient en rien le problème, et, le 22 mars 1801, il adressait au ministre des Affaires extérieures son nouveau plan qu'il qualifiait de définitif.

Malgré la diminution des évêchés, il crut, explique-t-il dans son

(1) BOULAY, *Documents*, I, 146.

rapport, devoir conserver dix métropoles, s'autorisant de ce que l'Assemblée Constituante en jugeait neuf nécessaires ; or, « vu l'augmentation de territoires et de population que la France vient d'acquérir », dix l'étaient à plus forte raison aujourd'hui (1).

Le principe de cette circonscription restait celui de la précédente. On suit l'ordre des divisions militaires, mais cette fois avec quatre exceptions pour la Lys, la Loire-Inférieure, le Loir-et-Cher et la Charente, « parce que les localités l'exigeaient et que ces légers changements, loin de nuire aux divisions militaires ne servaient, au contraire, qu'à les arrondir (2). »

La disproportion des diocèses y était encore accentuée : dans le Midi surtout les évêchés se trouvaient particulièrement clairsemés, car il a fallu gagner des sièges, et on les a prélevés sur cette région où « la différence des opinions est plus marquée et le catholicisme moins dominant » (3).

Enfin, on y constatait davantage la prédominance des raisons politiques sur les raisons religieuses ou simplement géographiques, dans la détermination des sièges. Les villes « les plus portées pour la religion », sans doute, ont été privilégiées, mais Bernier avoue nettement qu'il a choisi de préférence « celles dont les évêchés sont vacants afin d'assurer de plus en plus et sans contradiction l'exécution parfaite des projets salutaires du gouvernement » (4). Il prévoyait, dès ce temps-là, les difficultés que rencontrerait la démission générale des évêques stipulée par le Concordat ; d'avance, il se ménageait le moyen d'obvier à certains refus, en supprimant les sièges des récalcitrants probables au profit de ceux que la mort des titulaires avait rendus disponibles. C'est ainsi que Soissons était substitué à Laon, Quimper à Vannes, Saintes à La Rochelle, Bayonne à Dax, Mirepoix à Carcassonne, Saint-Jean-de-Maurienne à Gap, Arles à Marseille.

Pour des raisons analogues, Bernier proposait dans les Pays Réunis de la rive gauche du Rhin l'emploi d'une méthode plus radicale encore ; elle consistait à ériger de nouveaux sièges, « pour éviter toutes querelles ou discussions avec les princes allemands titulaires actuels des archevêchés et évêchés supprimés dans ces départements » (5). La ville de Deux-Ponts devenait, de ce fait, une ville épiscopale.

(1) BOULAY, *Documents*, II, 117.

(2) *Id.*, *Ibid.*

(3) *Id.*, *Ibid.*

(4) *Id.*, *Ibid.*

(5) *Id.*, *Ibid.*



Quant aux métropoles, on ramènerait à Cambrai celle du Nord, fixée d'abord à Malines, ce qui replacerait sous la juridiction de deux archevêques français, Cambrai et Reims, toute la ci-devant Belgique, ainsi que les pays annexés.

Enfin, la situation intérieure de l'Ouest, indépendamment de raisons personnelles qu'il ne pouvait invoquer, paraissait à Bernier motiver le déplacement du siège archiépiscopal de Tours à Angers, « au moins provisoirement »... « parce que l'archevêque de cette métropole devait influencer sur l'Ouest pour y maintenir directement la paix, qu'Angers est plus central, plus voisin des départements ci-devant insurgés, plus énergique et mieux disposé que Tours qui n'a rien fait dans la Révolution que détruire et s'enrichir (2). » Bernier souhaitait en terminant que son plan obtînt l'approbation du ministre, car on attendait la ratification par le Pape, du Concordat envoyé à Rome.

Tel était le second projet de Bernier. Il semble être resté de longs mois dans les cartons de Talleyrand ; on ne voit nulle part qu'il ait été examiné à Paris, ni communiqué à Rome, non plus d'ailleurs que le premier. Tant que le succès des négociations engagées pour la conclusion du Concordat restait problématique, cette affaire pour importante qu'elle fût, paraissait très secondaire ; il fallait, avant d'étudier l'une des applications de cet accord, être certain de l'accord lui-même ; or, les négociations religieuses, outre les difficultés qui leur étaient propres, se trouvaient retardées par la guerre et par les pourparlers de paix.

L'étude de la question fut reprise dès la signature du Concordat. Le 24 juillet 1801, Bonaparte, pressé de publier la nouvelle organisation le 18 brumaire, réclame à Caillard, avec le projet de bulle, le projet de circonscription des diocèses (1). Le 27 du même mois, dès le lendemain de son retour à Paris, Talleyrand adresse la même demande à Joseph Bonaparte et à l'abbé Bernier.

Celui-ci demande vingt-quatre heures pour copier « le projet de bulle et l'état des diocèses ». Il lui fallait, pour tout régler, « la carte de division » ; cette carte, il était allé lui-même, immédiatement, la demander au géographe Chanlaire qui l'avait promise d'urgence « dans la nuit prochaine ». Une fois en possession de ce document, il

(1) BOULAY, *Documents*, II, 118.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 299.

terminerait « sans restriction, ni délai », le nouveau plan d'organisation ecclésiastique (1).

Les deux premiers projets avaient été en effet abandonnés. La commission chargée de les examiner, sous la présidence de Joseph Bonaparte, n'approuva point le principe des divisions militaires qui leur servait de base ; elle trouva préférable de suivre la division des tribunaux d'appel.

Dans un rapport du 1<sup>er</sup> août 1801, Bernier exposait à Talleyrand les raisons de ce changement. « On a jugé... que les divisions militaires étaient inégales, proportionnées aux temps, susceptibles d'une grande réforme et n'ayant rien de commun avec la distribution ecclésiastique. On a pensé qu'il valait mieux suivre la division des tribunaux d'appel, parce qu'elle était plus législative et plus parfaite que l'autre ; qu'elle était fondée sur les relations de commerce et la facilité des communications, et qu'enfin l'Église rentrant dans l'État, ce serait plutôt les tribunaux que les militaires qui prendraient connaissance des querelles élevées à son occasion (2). »

Pressé par le temps, Bernier se contentait d'énumérer les dix archevêchés adoptés, de faire ressortir la concordance des divisions métropolitaines et des divisions judiciaires, si parfaites qu'« aucun tribunal d'appel ne sera partagé d'une métropole à l'autre et que tout ce qui sera soumis à cette même métropole ressortira des mêmes tribunaux » ; de rappeler pourquoi il avait multiplié les évêchés « dans l'Ouest et la ci-devant Normandie », parce que, là surtout, « la religion doit agir avec plus de force pour réunir tous les esprits » ; de donner enfin les indications nécessaires pour la lecture de la carte jointe au rapport. Il pria le ministre de lui indiquer les changements qui lui paraîtraient indispensables, pour faire corriger celle-ci, en conséquence, avant qu'on l'expédiât à Rome.

Ce bref rapport et la carte hâtivement dressée n'étaient donc, dans l'esprit de Bernier, qu'un travail incomplet et provisoire ; il y manquait la liste des évêchés avec l'indication de leur territoire respectif. C'est seulement après avoir reçu les compléments nécessaires et subi les corrections du ministre, qu'il devait être proposé à l'approbation du Saint-Siège. Mais, soit précipitation, soit méprise due à une lecture superficielle, Talleyrand l'envoya à Consalvi par le courrier du 3 août, tel quel, sans même prendre le temps de le

(1) BOULAY, *Documents*, III 302.

(2) *Id.*, *Ibid.*, VI, 100.

faire recopier. A Rome, on aperçut bien vite ce qu'il présentait d'insuffisant, et dans une dépêche (1) à Spina, le 28 août suivant, le secrétaire d'État releva une erreur qui avait échappé à Paris ; le rapport annonçait cinquante évêchés, la carte n'en portait que quarante-neuf. Dans un mémoire du 9 septembre (2), Consalvi expliquait la chose par une bévue du géographe qui aurait oublié de tracer, autour d'une ville épiscopale, le cercle qui devait, suivant la convention, la signaler. Cela prouvait que lui-même n'y avait pas regardé de très près, car il était expliqué dans le rapport que l'arrondissement des évêchés « est désigné par des bandes de même couleur sur la carte qui le représente (3) », et le nombre des cercles simples ou doubles, qui entouraient les évêchés ou les métropoles, correspondait bien au nombre des arrondissements délimités par ces bandes. La vraie explication était toute autre : on avait omis d'ajouter à la carte la Corse, avec le siège d'Ajaccio. De plus, par l'effet d'une autre méprise, Florac avait été substitué à Mende par l'atelier de Chantlaire. Mais comme le rapport Bernier ne comportait, nous l'avons vu, ni l'énumération, ni les tableaux détaillés des simples évêchés, cette substitution n'avait pu être relevée. Ce n'est pas d'ailleurs la dernière erreur qui se glissera dans ce travail compliqué. Jusqu'à la fin, des omissions, des confusions échapperont à Bernier et à ses collaborateurs. Bonaparte lui-même, quand il se mêlera d'établir le projet définitif, ne fera pas exception.

Consalvi toutefois n'insiste pas sur cette erreur, mais il témoigne une pénible surprise de ce qu'un pareil mystère ait entouré la préparation et l'expédition du projet. On a laissé Spina dans la plus complète ignorance ; on a tout fait en dehors de lui, à son insu, si bien que le représentant du Saint-Siège ignorait le 15 août, à Paris, ce qu'à Rome on connaissait déjà. C'est avec regret que le secrétaire d'État constate le procédé. Bernier a manqué de confiance vis-à-vis de l'archevêque de Corinthe ; Consalvi ne se cache pas pour le dire. Peut-être soupçonne-t-il quelque calcul chez l'astucieux abbé à qui l'on prêtait, gratuitement pour cette fois, je ne sais quelle machination. Au reçu de ces observations auxquelles Spina avait joint les siennes (4), Bernier manifesta un étonnement, auquel la dissimula-

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 10. Ce fut Di Pietro qui signala cette erreur. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. XXV.

(2) BOULAY, *Documents*, IV, 32.

(3) *Id.*, *Ibid.*, VI, 101.

(4) *Id.*, *Ibid.*, III, 474.

tion n'avait aucune part, Spina lui-même le reconnaîtra dans une dépêche postérieure (1). Quant au ministre des Affaires extérieures, il répondit avec une certaine désinvolture que le rapport lui avait paru bien fait et n'exigeait aucun examen. En réalité, on avait soigneusement tenu Spina à l'écart de tous les plans de circonscription et, à défaut de l'autre mystère qu'on lui reprochait à tort, Bernier avait voulu au moins celui-là pour éviter, paraît-il, des protestations, des insistances en faveur de certains sièges, dont les titulaires auraient pu revendiquer le maintien par l'entremise du représentant pontifical. C'est seulement le 27 août, que le curé de Saint-Laud communiqua à Spina le plan et les cartes de la nouvelle circonscription. Spina apprit ainsi que le nombre des évêchés se trouvait réduit à cinquante; encore n'eut-il guère le temps d'examiner le projet, vu les nombreuses affaires traitées ce jour-là (2).

Le rapport Bernier était aux yeux de son auteur si incomplet, si peu destiné à l'examen du Saint-Siège, que, le 10 août, bien avant la réclamation de Consalvi et celle de Spina, il envoya à Talleyrand le tableau détaillé des évêchés qui devait le compléter; il promettait, avant trois jours, un mémoire destiné au Pape pour lui notifier cette distribution (3).

Les ratifications une fois échangées à Paris entre les plénipotentiaires du Pape et ceux du gouvernement français, le curé de Saint-Laud envoya à Consalvi le mémoire relatif à la nouvelle circonscription (4). Il pensait bien en effet, que le rapport de la commission, expédié sans explication aucune, avait dû paraître singulier, et « il convenait d'y joindre des détails ». Consalvi trouverait donc dans les pièces (5) accompagnant la note tous les renseignements nécessaires : un premier mémoire exposait les principes suivis dans cette circonscription, les raisons qui avaient dicté la répartition des diocèses, les divisions proposées; un second mémoire comparait « la division des évêchés avec celle des tribunaux d'appel qui leur a servi de base; » trois tableaux les complétaient : un tableau de la distribution des évêchés proposés, un tableau comparatif des évêchés et des tribunaux d'appel, un tableau comparatif des anciens évêchés et

(1) BOULAY, *Documents*, III, 524.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 473.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 460.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 500.

(5) *Id.*, *Ibid.*, III, 501-512.



des nouveaux, enfin une carte (1) dressée par le citoyen Chanlaire désignait « à l'œil », « de la manière la plus précise », les limites des métropoles et des départements par des bandes, et, par des teintes plates, l'étendue respective des différents évêchés (2).

Bernier priait Consalvi d'accélérer la rédaction de la bulle qui consacrerait son projet de circonscription ; il conseillait même, pour simplifier cette rédaction, d'exprimer l'arrondissement des nouveaux évêchés par leur correspondance avec les limites des départements qui les composaient ; on évitait ainsi le travail fort difficile qu'eût exigé la méthode traditionnelle suivie par Rome en pareil cas, et qui eût comporté, pour chaque diocèse, l'énumération complète des anciens évêchés ou parties d'anciens évêchés qui le constituaient. Il fallait, en effet, se hâter, car le Premier Consul voulait publier le même jour le Concordat, la bulle et la nouvelle organisation de l'Église gallicane. « Par ce moyen... la critique n'aura pu atteindre un ouvrage qui, loin de se montrer en parties séparées, offrira dans le même jour un tout réuni, un ensemble imposant et majestueux, heureux résultat du plus parfait accord entre deux autorités. C'est alors qu'en rouvrant ses temples, la France y pourra sans crainte rendre à l'Éternel ses actions de grâces, et compter à jamais sur la permanence d'un repos et la jouissance d'un bien qu'elle a si vivement désiré (3) ».

## II

A Rome, on avait tout autant que Bernier le désir de hâter cet « heureux moment » ; mais diverses causes vinrent retarder l'examen de la nouvelle circonscription et la rédaction de la bulle qui, canoniquement, la consacrerait. D'abord l'immense travail imposé à la cour romaine par la ratification du Concordat, la rédaction des bulles,

(1) Itinéraire de la République divisée en départements, comprenant l'ancien et le nouveau territoire de la France, indiquant les tribunaux d'appel, ceux de première instance, les préfectures et les sous-préfectures, par F. G. Chanlaire ; à Paris, au dépôt de géographie.

(2) La copie de toutes ces pièces fut cette fois communiquée à Spina qui ne les trouva pas des plus claires et se demandait comment Di Pietro s'en tirerait. BOULAY, *Documents*, IV, 106.

(3) BOULAY, *Documents*, III, 508.

des brefs, des instructions du légat Caprara, avait rejeté au second plan la nouvelle organisation ecclésiastique de la France.

Mais, outre ces raisons d'ordre pratique, une question de principe avait arrêté et arrêterait longtemps encore l'examen du plan de Bernier. On ne pouvait disposer des sièges épiscopaux avant d'avoir obtenu la démission des titulaires, et cette démission, beaucoup de ceux-ci ne s'empressaient pas de la donner ou même, ce qui était bien plus grave, la refusaient absolument. Tous d'ailleurs n'avaient pas été encore invités à se démettre ; nous verrons plus loin quel retard subit la transmission du bref *Tam multa* aux évêques français résidant en Allemagne. Quant aux évêques dépossédés de la rive gauche du Rhin, Consalvi écrivait à Spina (1) qu'il n'était point nécessaire de tellement se presser pour les prévenir du démembrement de leurs sièges ; on n'était pas sûr que le Concordat serait ratifié à Paris ; il fallait compter avec les revirements dont le Premier Consul avait donné plusieurs fois l'exemple, avec l'opposition politique qui pourrait tout arrêter, avec les menaces de Talleyrand qui avaient été entendues et senties (2). La prudence conseillait donc de ne pas trop s'avancer.

De plus, on ne trouvait pas dans le projet de Bernier toute la clarté désirable et des discordances se révélaient entre la carte, le rapport et le tableau des évêchés ; les limites des diocèses ne paraissaient pas indiquées avec la netteté suffisante. Or, dans une question qui intéressait la juridiction ordinaire des évêques et la juridiction déléguée des prêtres, conditionnait la validité des pouvoirs, exposait en matière administrative ou sacramentaire à des cas de nullité regrettables, il fallait procéder avec la plus minutieuse précision. On réclama donc à Bernier des renseignements complémentaires et les éclaircissements indispensables pour la rédaction de la bulle. Ces éclaircissements tardant, Consalvi se plaignait, le 13 octobre, à Cacault, d'être encore à les attendre.

Enfin, on considérait la division des diocèses comme une mesure secondaire et comme une simple conséquence du grand acte dont la ratification primait tout. Une fois le Concordat définitivement signé et publié, la situation de l'Église de France serait fixée, on pourrait alors prendre son temps pour organiser les églises particulières. Dans l'intervalle, des mesures provisoires permettraient d'attendre l'orga-

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 11.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 326.

nisation définitive, tel le projet proposé par Spina (1), qui consistait à pourvoir sans retard les sièges de l'ancienne circonscription dont les titulaires étaient morts, avec charge aux évêques ainsi nommés d'assurer l'administration des diocèses voisins. On gagnerait ainsi du temps ; des vacances se produiraient et les érections nouvelles se feraient progressivement, sans heurt. Le projet avait souri à Talleyrand ; il avait souri à Bernier, Spina du moins le croyait ; il escomptait même pareil succès auprès de Bonaparte. Cette illusion ne durerait pas.

On avait dû renoncer en effet à la date du 18 Brumaire pour proclamer le Concordat. Le Premier Consul en avait fait le sacrifice, non sans regret. Le jour était si bien indiqué pour consacrer par un « coup de théâtre » religieux, le coup d'État politique dont on célébrerait l'anniversaire. Puisqu'on n'avait pu, écrivait Maret à Portalis, « saisir cette époque remarquable pour la République »... on ne devait pas laisser « échapper une époque aussi solennelle »... que la fête de Noël. Ce jour-là, il fallait que « les sièges épiscopaux pussent être occupés » (2). Il était donc indispensable que la bulle de circonscription arrivât sans retard.

Une démarche de Portalis auprès de Caprara, une audience orageuse du légat à la Malmaison, furent suivies immédiatement, le 3 novembre, d'une note (3) émanée du conseiller d'État chargé des cultes. Avec des formes enveloppées, à la fois fermes et souples, où l'on retrouve plus la manière de Bernier que la solennité dogmatique de Portalis, elle équivalait à une véritable mise en demeure ; on exigeait que Rome envoyât la bulle sans attendre les démissions épiscopales. « Il importe... disait la note, que la bulle concernant la circonscription soit expédiée sans délai, et sans attendre des réponses dont le résultat, quel qu'il soit, ne peut jamais rien changer dans la détermination prise ni mettre obstacle à son exécution. Le moment actuel ne ressemble à aucun autre. Les égards pour les personnes ne doivent point entraver la marche essentielle des choses, et des formes, qui ne sont pas la religion, et qui sont étrangères à des circonstances aussi extraordinaires et aussi impérieuses que celles-ci, ne sauraient prévaloir sur la religion même. Le Premier Consul ne pourra nommer les titulaires que lorsqu'il y aura des titres bien reconnus et bien

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 61.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 268-269.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 280-283.

établis. » Ainsi s'exprimait la note de Portalis. La finale n'était pas moins nette : « Le soussigné ne doute pas que le retour du courrier, qui va être expédié, n'apporte la bulle concernant la circonscription (1). »

Caprara refuse de communiquer lui-même cette sommation à sa cour et fit sentir à Portalis qu'il appartenait aux Affaires étrangères de la transmettre par l'ambassade. Elle partit donc avec le courrier de Talleyrand. Bernier, pour renforcer son effet et adoucir en même temps le coup, y joignait une lettre à Consalvi où il déclarait « qu'après avoir rempli les devoirs que le gouvernement lui imposait, il devait satisfaire à celui de l'amitié respectueuse la plus inviolable ». Il apportait donc au secrétaire d'État « la vérité », en expliquant « les raisons les plus fortes, alléguées par le Premier Consul pour base de la détermination qu'il vient de prendre ». C'étaient, nettement et fortement résumées, les raisons même de la note. Mais pour que la lettre due à l'amitié ne parût pas, comme la note, un devoir imposé, Bernier passait sans transition à d'autres objets, plaintes contre les personnes qui desservent les oratoires de Paris, regrets de la conduite des évêques opposants, qui perdraient « gratuitement la gloire de tant d'années d'exil ». Il suppliait enfin Consalvi de tout peser dans sa sagesse et de lever « ces derniers obstacles comme les premiers, par une grande mesure (2) ». Telle était la lettre officielle confiée au courrier de Talleyrand. Une autre lettre, confidentielle celle-là, partait le lendemain 4 novembre par le courrier de Caprara. Sous couleur de répondre à la « gracieuse lettre » de Consalvi, Bernier le conjurait « de nouveau de faire une prompte et favorable réponse aux demandes du Premier Consul. Il faut, en général, ajoutait-il, plutôt tolérer un mouvement partiel que de s'exposer à risquer le tout ». Consalvi avait trop senti la vérité de ce principe pour n'en pas inspirer ses dernières décisions. La lettre finissait sur une note presque affectueuse : « Croyez, Éminence, que rien ne séparera jamais mon cœur du vôtre, et que dans tous les temps, dans toutes les circonstances, je serai, avec autant d'attachement que de zèle et de respect, tout à vous (3). »

Ce dégradé savant qui, de la note diplomatique presque comminatoire, aboutissait aux amicales supplications de la lettre confidentielle

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 282.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 288-289.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 290.



en passant par une lettre mi-officielle, mi-personnelle, est tout à fait dans la manière de Bernier ; il s'excuse d'exigences qu'il formule par ordre, presque contraint, sans les prendre à son compte, les appuie, encore qu'il les regrette, sous prétexte de ne pas tout perdre en voulant tout gagner, paraît enfin aussi peu solidaire que possible de son gouvernement. Ainsi comptait-il gagner et retenir la confiance de Rome au profit de ses négociations, sans oublier ses intérêts personnels qu'il perdait rarement de vue. Nous retrouverons sans cesse ce jeu, plus subtil et plus raffiné que loyal.

La note de Portalis et les lettres de Bernier arrivèrent à Rome le 18 novembre. Elles y causèrent une douloureuse surprise, car, outre cette mise en demeure relative à la bulle de circonscription, elles annonçaient que les évêques constitutionnels seraient promus à un certain nombre de sièges qu'il s'agissait d'établir. Les difficultés qu'on élevait contre la circonscription nouvelle tombèrent, de ce fait, au second plan. Rome, qui tenait essentiellement à empêcher de telles nominations, se donna du champ pour cette négociation laborieuse et céda complètement sur la question de la bulle ; on n'attendrait pas les démissions qui tardaient ; on passerait outre au refus des opposants. De suite, on rédigea le document pontifical qui supprimait les sièges de France et des pays annexés, pour ériger canoniquement à leur place dix archevêchés et quarante évêchés, ceux même, qu'avait désignés le troisième plan de Bernier. Le 13 décembre, la bulle parvenait à Paris.

### III

Cette bulle (1), étant données les circonstances et la nécessité de se hâter, se bornait à cette suppression et à cette érection de sièges ; elle n'entrait pas dans le détail de leur délimitation ni de leur organisation ; ce soin avait été laissé au légat, chargé de la faire appliquer et d'en publier le décret exécutoire.

Sur le champ, Caprara se mit à l'œuvre. Mais avant de rédiger son décret, il soumit à la direction des cultes une série de questions préliminaires, et, le 15 décembre, Bernier lui envoyait les réponses

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 307-311.

demandées (1). « Sur le mode de subsistance des évêques et leur logement, Bernier recommandait de ne rien marquer de précis, pour ne pas donner prétexte aux préventions des assemblées, trop disposées à croire que le Trésor ne devait point subvenir aux dépenses du clergé. Plusieurs questions semblaient assez oiseuses. Ainsi les patrons des églises, dont Caprara se proposait de parler, n'étaient-ils pas connus à l'avance? Le son des cloches n'était-il pas autorisé quand la tranquillité publique n'était pas menacée? Les objets nécessaires au culte ne paraissaient-ils pas suffisants? Lorsque ensuite le légat voulait se prononcer en faveur de l'obligation stricte qu'auraient les évêques d'organiser leurs chapitres et même leurs séminaires, Bernier insistait pour que cette organisation demeurât nettement facultative, selon les termes du Concordat. Puis le décret, selon lui, ne devait rien dire des monts-de-piété, qui, en France, sont du ressort de l'autorité civile. » En terminant, Bernier promettait au légat « des cartes exactes des départements français qui composent chaque évêché (2) ».

Caprara fut peu satisfait de ces réponses. Il entreprit cependant « de minuter son décret sous une forme qui se rapprochât davantage des règles (3) ». Mal lui en prit, car son travail passé au crible dut être presque complètement remanié.

Le premier article que Bernier lui fit modifier, fut celui des taxes à percevoir sur les évêques, pour l'expédition de leurs bulles. Ces taxes étaient très impopulaires et Caprara ne l'ignorait point. Connaissant l'opposition qu'elles avaient jadis rencontrée en France, il devinait quel parti les ennemis du Concordat en tireraient, et redoutait qu'il n'en résultât une campagne contre le Pape, accusé d'attirer, sous prétexte de faveurs spirituelles, les deniers de toute la chrétienté, et contre le gouvernement, coupable de rétablir pareils abus. Mais il restait la tradition, les droits de la Papauté, les nécessités plus urgentes que jamais du trésor pontifical, enfin ses instructions très nettes sur ce point. Son embarras fut extrême. Il se flatta de sortir d'affaire au moyen d'un paragraphe inséré dans le décret exécutorial, où il aborderait cette brûlante question « avec une délicatesse extrême (4) ». Toutefois, malgré cette extrême délicatesse, le paragraphe ne laissait pas de l'inquiéter ; il se rendait bien compte de l'opposition

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 454-456.

(2) *Id.*, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 92.

(3) *Id.*, *Documents*, IV, 456, note 1.

(4) *Id.*, *Ibid.*, IV, 475.

qu'il rencontrerait de la part du gouvernement ; il hésitait à le soumettre à Portalis. Partagé entre la crainte d'un incident et le désir d'obéir à ses instructions, il résolut de s'en ouvrir amicalement à Bernier et de lui confier ses perplexités. Bernier conseilla nettement la suppression. Sans compter les nouvelles plaintes auxquelles la mention des taxes donnerait naissance, on s'exposait à faire trancher la question par la négative et définitivement. La passer sous silence, c'était au contraire, au prix d'un sacrifice provisoire, réserver l'avenir ; plus tard, on pouvait du moins l'espérer, quand les circonstances seraient plus favorables, de nouveaux accords rétabliraient, selon l'ancien usage, les taxes qu'aucun acte du gouvernement n'aurait, de fait, abolies. Pour le moment, il valait mieux ne point faire usage de ce droit : c'était la meilleure façon d'assurer son maintien. Jusqu'ici il n'avait pas été abrogé ; il ne fallait pas l'exposer à subir ce sort, la moindre mention y suffirait.

Cette vague espérance n'ayant pas satisfait le légat, il se résolut, malgré le conseil de Bernier, à maintenir dans son acte exécutorial l'article primitif. Il adressa donc la minute intégrale de ce décret au curé de Saint-Laud qui devait le traduire en français ; il ajouta même un mémoire, où il exposait la justice du droit de taxe et l'obligation où il était de le revendiquer. Puis, le même jour, trop certain du peu de succès qu'obtiendraient les raisons alléguées, il essaya par une note (1) d'obtenir, pour le cas où il consentirait à supprimer la mention des taxes, un engagement écrit, par lequel Bernier garantirait que le silence du légat ne portait aucun préjudice aux droits pontificaux et que, de plein droit, le Pape pourrait, au moyen d'un décret consistorial, établir pour les nouveaux évêchés et archevêchés de France, des taxes proportionnées à leurs revenus.

Bernier se garda bien de prendre cet engagement écrit. Jadis, lors des négociations du Concordat, il n'avait pas même été autorisé à faire, sur ce point, la promesse verbale que demandait Consalvi ; ses instructions étaient formelles. Bien plus, on avait voulu insérer la suppression des taxes dans un article de la convention. La chose avait été écartée et le secrétaire d'État s'était contenté de ce succès relatif. Les circonstances n'étaient pas devenues plus favorables. Le silence était la meilleure façon de conserver un droit qui n'avait pas été abrogé et que l'avenir permettrait de remettre en vigueur :  
*« Juri stabilito plus nocebit imprudens loquela quam silentii opportu-*

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 476, note 2.

*nitas* (1), » déclarait Bernier dans sa réponse latine au mémoire du légat. Cette formule résumait toute son argumentation.

Le cardinal se rendit à ces raisons, supprima le paragraphe et ne souffla mot de la question litigieuse. L'avenir montra combien sage était le conseil donné par Bernier : le légat pour cette fois n'avait pas été leurré, car, les circonstances étant devenues plus favorables, Napoléon par un décret du 23 ventôse an XIII (2) rétablirait les droits de bulle, fixés pour les archevêques à cinq mille francs, pour les évêques à trois mille trois cent trente-trois francs ; il stipulerait même que ces taxes seraient payées par le Trésor.

Le décret exécutorial subit donc, du fait de Bernier, cette première amputation. Il devait plus tard en connaître d'autres. Après avoir sommeillé un mois dans les cartons, parce que, devant l'opposition des corps politiques, Bonaparte avait renoncé à la date de Noël pour la publication du Concordat, il fut soumis vers la fin de janvier 1802 à l'examen de Portalis. Il en sortit bien maltraité. Une note latine (3) du 28 janvier, succédant à des observations orales du conseiller d'État, indiquait au légat tous les changements nécessaires ; ils étaient nombreux. En tenir compte, c'était presque accepter, sauf pour le début, un remaniement complet.

Il fallait mentionner dans le premier alinéa, que tout avait été réglé d'accord avec le gouvernement et pour se conformer au Concordat ; préciser que, dans le cas où un siège porterait, outre son titre propre, le titre d'église supprimée, cela n'impliquait pas le maintien de celle-ci ; bien spécifier que les villes et villages n'étaient soumis à l'évêque que « *in ordine ad religionis officia* », et que les peines portées restaient purement spirituelles.

Il fallait supprimer la mention du Concile de Trente pour ne pas ranimer de vieilles querelles ; supprimer tout ce qui concerne la nomination des chanoines où suffit le droit commun, leur costume susceptible de provoquer des jalousies, les fondations à acquitter, puisque les biens d'Église restaient aliénés ; supprimer le paragraphe sur la circonscription des paroisses et la nomination des curés, ces pouvoirs n'ayant pas besoin d'être délégués à l'épiscopat gallican, qui les exerce *vi sedis* ; supprimer le paragraphe sur les monts-de-piété, qui relèvent en France de l'autorité civile ; supprimer en raison des

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 476, note 2.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 478, note 2.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 465-473.



nominations imminentes tout ce qui est relatif à la prorogation des pouvoirs de l'ancien épiscopat.

Il fallait, enfin, modifier tout ce qui avait trait à l'institution des chapitres dont le décret faisait une obligation, tandis que le Concordat se contentait de les autoriser, à leur participation au gouvernement de l'évêque, en qui réside la principale autorité; modifier enfin la rédaction proposée sur les revenus des évêques et des curés. Et, pour être bien certain que ces modifications seraient heureuses, la note de Portalis proposait le texte latin définitif.

Caprara se résigna à refondre son travail conformément aux désirs exprimés. Il y introduisit même intégralement les passages tout rédigés que lui proposait le conseiller d'État, sauf quelques changements apportés dans les choix des termes ou la structure des périodes, pour parfaire la latinité du conseiller ou plutôt celle de son rédacteur.

Aussi dans une seconde note (1) latine, envoyée cette fois en son nom, Bernier se déclara-t-il, le 30 janvier, satisfait des changements apportés et se borna-t-il à rectifier quelques mots. Il ajoutait à sa réponse la minute d'une note (2), dont son Éminence pourrait user pour adresser à Portalis le texte définitif du décret.

Dès ce temps, la plume experte du curé de Saint-Laud était à la disposition du légat, comme au service de son gouvernement; en latin et en français, elle rédigeait lettres et mémoires pour les deux partis successivement.

#### IV

Tout est donc réglé; la circonscription des diocèses se trouve fixée, adoptée par Rome, l'ancienne division ecclésiastique de France supprimée, la nouvelle érigée canoniquement. La bulle pontificale, le décret exécutoire de Caprara, les plans et cartes des diocèses attendent, tout prêts, dans une forme qui paraît définitive, le jour qui serait choisi par le Premier Consul pour la publication du Concordat.

Mais une décision prise par celui-ci, le 20 mars 1802, amena à

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 574.

(2) Caprara adopta ce projet de note auquel il ajouta le paragraphe final. BOULAY, *Documents*, IV, 580.

retoucher une dernière fois ce laborieux travail. Bonaparte voulait en effet, avant de rendre publique la nouvelle organisation de l'Église gallicane, tout voir, tout examiner par lui-même. Il se fit donc présenter le plan de circonscription dressé par Bernier, accepté par Portalis et approuvé par Rome. Un long examen n'était pas nécessaire pour en découvrir l'insuffisance. Des réserves discrètes de Rome, les observations beaucoup plus appuyées des membres du concile constitutionnel, avaient déjà signalé l'excessive réduction des sièges épiscopaux. Bernier lui-même avait convenu dans ses notes à Consalvi et à Spina, que certains diocèses étaient par trop étendus. On sent percer, sous les formes enveloppées de ses rapports à Talleyrand, un vrai désir de faire augmenter le nombre des sièges. Lorsqu'on le voit, dans son mémoire à Consalvi (1), souligner si nettement la disproportion de certains évêchés, indiquer les moyens d'y remédier, tout en observant qu'il lui a été impossible d'y recourir, limité comme il l'était par le chiffre fixé, cherchait-il à excuser auprès du secrétaire d'État l'imperfection de son travail? Ne voulait-il pas plutôt la faire ressortir aux yeux de son propre gouvernement? On peut se le demander. Il est en effet très frappant de comparer les changements apportés par le Premier Consul et les indications glissées par Bernier dans cette pièce officielle. On peut présumer, sans qu'aucun document le prouve, que le curé de Saint-Laud ne manqua point, dans ses entretiens avec Bonaparte, d'appuyer dans le même sens.

Ce qui ressortait en premier lieu de l'examen des cartes de Chaulaire, c'était, au centre, l'immense étendue du diocèse de Paris qui comprenait outre la Seine, trois départements, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, l'Eure-et-Loir. « Cette étendue ne doit pas effrayer, écrivait Bernier, le département de la Seine a une grande population mais peu d'étendue. Il ne comprend que Paris et son ancienne banlieue. Cette population d'ailleurs se renouvelle, s'agite, varie à l'infini et devient, comme celle de toutes les grandes villes, plus occupée de ses affaires et de son commerce que de tout autre chose (2). » Les autres départements étaient sans doute moins peuplés, mais ils s'étendaient des confins de la Normandie à ceux de la Champagne, ce qui était vraiment exagéré.

Bernier avait bien désiré partager en deux cet immense diocèse, « en réunissant à l'évêché de Chartres les départements de l'Eure-et-

(1) BOULAY, *Documents*, III, 502-505.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 502.

Loir et de Seine-et-Oise » ; mais c'eût été couper l'archevêque de Paris de la Seine-et-Marne, vu que le département de la Seine était enclavé dans celui de Seine-et-Oise, le renfermer dans le diocèse d'un de ses suffragants, l'obliger « de passer sur le territoire de l'évêque de Chartres pour visiter une partie de son diocèse ». Bernier n'indiquait qu'une solution : modifier la distribution des départements. Mais, pour cela, il fallait une loi. Il y avait une autre solution plus simple qu'il ne mentionnait pas, encore qu'elle fût sa solution de derrière la tête : augmenter le nombre des diocèses. Celle-là dépendait de la seule volonté du Premier Consul.

Un second archevêché, celui d'Aix, s'étendait dans le sud sur quatre départements « très peu peuplés, quoique un ou deux d'entre eux paraissent assez étendus, savoir : les Basses-Alpes, les Alpes-Maritimes, le Var et les Bouches-du-Rhône. Peut-être pourrait-on diviser dans la suite cet arrondissement en deux, en établissant un évêché à Digne pour les Basses-Alpes et les Alpes-Maritimes? Mais cette érection, ajoutait Bernier, ne peut être que l'ouvrage du temps, et ne s'accorde pas avec les vues actuelles, économiques et simples qu'adopte le gouvernement ».

Pour dissocier ces deux blocs, il eût fallu prélever deux sièges sur d'autres régions plus avantagées. Mais où les prendre? Dans le Midi, on les avait réduits plus qu'ailleurs ; dans le Centre et dans l'Est, ils n'étaient que suffisants ; le Nord se trouvait mieux pourvu, mais il était très peuplé. Restaient l'Ouest et la ci-devant Normandie. Comme Bonaparte ne voulait pas toucher à ces évêchés stratégiques dans une contrée qui préoccupait particulièrement le gouvernement, il fallait se résoudre à augmenter le nombre des sièges. La décision du Premier Consul fut rapidement prise. Il y aurait cinquante évêchés, et dix archevêchés et, non content de déterminer leur nombre, il dicta une note qui fixait leur répartition.

Paris serait divisé en trois et ne garderait que la Seine ; Versailles prendrait la Seine-et-Oise et l'Eure-et-Loir ; Meaux recueillerait la Seine-et-Marne, à laquelle on ajouterait la Marne, enlevée à Troyes, pour former un second évêché supplémentaire.

Par ailleurs, des préoccupations de politique extérieure et intérieure firent renforcer les sièges dans les pays annexés. On ajouterait Liège et Gand en Belgique, Mayence sur la rive gauche du Rhin, Chambéry en Savoie où le projet Bernier regrettait bien de ne pouvoir mettre d'évêque, enfin Nice, dans les Alpes-Maritimes, diminuerait d'autant l'immense archevêché d'Aix. Le reste des sièges se répartit

entre le Midi et le Centre, moins bien partagés que les autres régions de la France. On aurait ainsi les nouveaux diocèses de Cahors, Autun, Orléans, Digne.

Bonaparte décida en même temps de transporter à Nantes l'archevêché de Tours. C'était suivre Bernier, qui avait voulu le rapprocher de la Bretagne. Mais il refusa à Angers cet honneur, que le curé de Saint-Laud souhaitait pour son propre diocèse. Mende, rattaché à la province ecclésiastique d'Aix, passait dans la province métropolitaine de Lyon ; Bayonne devenait siège épiscopal au lieu de Pau, qui avait été proposé. Enfin, les sièges de Bourg et de Valence étaient supprimés, le premier cédaît la place à celui de Chambéry, le territoire du second était partagé entre Digne, qui recevait les Hautes-Alpes, et Grenoble qui héritait de la Drôme. La note de Bonaparte hâtivement dictée ne laissait subsister de ce fait que cinquante-neuf diocèses, puisque pour deux qui disparaissaient, elle n'en comportait que onze nouveaux.

Dès le lendemain 21 mars, Bernier faisait part à Caprara de cette décision, et demandait si son Éminence avait lieu « de se croire suffisamment autorisée par Sa Sainteté à cette augmentation du nombre des évêchés (1) ». Le cardinal était prié d'envoyer chez Portalis sa réponse, qu'on espérait satisfaisante et qui était pressée. Bernier joignait à cette lettre un tableau des nouveaux évêchés qu'il venait de dresser ; la précipitation avec laquelle il avait dû l'établir n'avait pas permis d'indiquer tous les patrons, mais il en complèterait la liste dès le lendemain. Cependant, il avait eu le temps de relever l'erreur commise la veille dans la note consulaire, sans déterminer toutefois si l'évêché de Chambéry remplacerait celui de Valence ou celui de Bourg. Un rapport ultérieur déciderait lequel des deux resterait supprimé. Caprara, comme de juste, répondit, sans hésiter et immédiatement, que les facultés extraordinaires dont il était revêtu l'autorisaient sûrement à augmenter le nombre des diocèses que la sagesse du Premier Consul ajoutait aux diocèses déjà établis (2).

Mais cette heureuse mesure obligeait à recommencer, au moins en partie, tout le travail de circonscription et à modifier dans le même sens la bulle du Pape et le décret exécutorial du légat. On s'y employa sans retard. Une carte de chaque diocèse avait été préparée par Chanlaire pour être jointe aux décrets d'érection rédigés par Caprara.

(1) BOULAY, *Documents*, V, 240-241.

(2) W., *Ibid.*, 241-242.



Bernier pria donc le géographe d'établir la carte des dix nouveaux évêchés et de recommencer celle des quinze diocèses, sur lesquels on les avait prélevés, celle aussi du diocèse de Lyon accru de l'Ain, hérité de Bourg. L'« État des avances et fournitures de cartes, faites de l'ordre de M. Bernier, évêque d'Orléans pour la division ecclésiastique de France par le citoyen Chanlaire (1) », permet de suivre ce travail, que Bernier avait été chargé de diriger et de recevoir, par les plénipotentiaires ses collègues (2). On y constate que la carte du diocèse de Nice a été oubliée, ce qui reproduit l'omission de Bernier, dans sa lettre du 21 mars à Caparara (3). Par contre, on a refait la carte d'Aix-la-Chapelle qui, précédemment composée de la Ruhr et du Rhin-Moselle, n'a pas été modifiée, tandis que celle de Namur, amputé de la Meuse-Inférieure et de l'Ourthe, n'est pas mentionnée dans le mémoire.

Toutes ces erreurs trahissent la hâte avec laquelle fut opéré ce remaniement de dernière heure. Émery, dans sa correspondance, déplorait qu'on eût mis tant de précipitation à bouleverser des sièges épiscopaux, si vénérables et si anciens. Le temps pressait et, chez les plénipotentiaires, les préoccupations politiques passaient avant le respect de l'histoire. La légation du moins s'appliqua à en sauver quelques-uns parmi les plus illustres. Le 21 mars 1802, dans une note à Bernier, Sala demandait que, par vénération pour le souvenir de saint François de Sales, on conservât le titre de Genève, quitte à fixer Chambéry la résidence de son évêque. Il insistait surtout pour que Tours, siège de saint Martin, demeurât archevêché ; car, si la place de l'évêque était au centre de son diocèse, il n'y avait pas grand inconvénient à ce que le métropolitain résidât aux extrémités de sa province ; on recourait si peu souvent à son autorité (4).

Cette transiation n'intéressait plus Bernier ; n'ayant pu l'obtenir en faveur d'Angers, sa patrie, dont il convoitait le siège, à défaut de Paris et de Rouen, il n'insista pas en faveur de Nantes. Il fit savoir à Caprara, dès le lendemain, qu'il pouvait conserver l'archevêché de Tours (5). Quant à Chambéry, il ne répondit pas directement ;

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 325. A.

(2) Chanlaire avait eu la délicatesse de ne point fixer les honoraires qui lui étaient dus « pour la direction et les soins particuliers donnés à ce travail » il laissa au gouvernement le soin de les déterminer.

(3) BOULAY, *Documents*, V, 240.

(4) ID., *Ibid.*, 247.

(5) ID., *Ibid.*, 248.

mais, en proposant comme patron de ce diocèse « ou saint Léger, patron de la principale paroisse de cette ville, ou saint François de Sales, le patron et le protecteur de la ci-devant Savoie (1), il laissait entendre que le titre de Genève ne serait pas maintenu. On avait par contre renoncé au projet relatif à Bourg, et Valence demeurait évêché.

Une question infiniment délicate restait à trancher, celle des sièges du Comtat Venaissin. Dès le 16 juillet 1801, dans une dépêche à Doria, Consalvi prévoyait la grande difficulté dans laquelle on allait tomber par suite de la nouvelle circonscription des diocèses. Y comprendre Avignon, c'était ratifier solennellement le traité de Tolentino et reconnaître la spoliation du Saint-Siège. Une protestation resterait inutile ; une simple réserve indisposerait le gouvernement : « C'est un grand fossé, ajoutait-il, je ne vois pas comment on le sautera (2). » Le 10 septembre suivant, Spina rendait compte d'une conférence qu'il avait eue avec Bernier à ce propos (3). Tous deux avaient convenu que c'était là un point bien sensible, qu'il n'était pas opportun de soulever cette question, ni celle du traité de Tolentino imposé par Bonaparte au gouvernement romain. L'union du Comtat à un autre diocèse paraissait préférable au maintien de l'évêché d'Avignon, parce qu'il valait mieux qu'un territoire pontifical fût uni à un autre diocèse, plutôt que d'y admettre des nominations faites par un gouvernement étranger. On pourrait trouver, pour la bulle de circonscription, une formule assez souple, pour ne pas reconnaître en Vaucluse un département français, sans laisser soupçonner, pour autant, une réserve quelconque.

Rome, arrivée au fait et aux prises, se trouva obligée de mentionner dans la bulle de circonscription la suppression des sièges du Comtat et de céder, sur ce point comme sur tant d'autres, à la volonté du gouvernement français. Mais le Saint-Siège s'autorisait d'une promesse de la Constituante pour espérer une compensation. Le Pape en écrivit le 24 octobre 1801, au Premier Consul (4) : il attendait cette compensation de sa générosité et de sa magnanimité, ainsi que le retour des légations au territoire pontifical. Spina, plus tard, fut envoyé à Amiens lors des négociations, qui se tenaient dans cette ville, pour présenter et soutenir la même demande, mais sans plus de succès.

(1) BOULAY, *Documents*, V, 250.

(2) *Id.*, *Ibid.*, III, 259-260.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 527.

(4) *Id.*, *Ibid.*, IV, 227.

Le 26 mars 1802, une note de Bernier à Caprara terminait définitivement cette affaire. Après de bonnes paroles sur l'impossibilité où il s'était trouvé, et dont il avait gémi, d'aller voir le légat, sur les nominations, qui « iront bien », sur les excellentes dispositions du Premier Consul, en quatre lignes, avec un air dégagé, comme pour une affaire insignifiante et qui allait de soi, il avertissait Caprara que Bonaparte désirait fixer à Avignon l'évêché prévu pour Nîmes. « Il comprendra, comme il est convenu, le Gard et le Vaucluse. La patronne d'Avignon est Notre-Dame des Doms. Je vous prie de faire ce petit changement (1). »

Ce « petit changement », motivé soi-disant par la présence à Nîmes de protestants nombreux, reconnaissait que la ville pontificale, siège d'un évêché à la nomination du Premier Consul, n'était plus qu'un simple évêché français. Il ne parut pas tellement insignifiant à Caprara qu'il n'éprouvât le besoin de se justifier dans un mémoire à Consalvi, et d'exposer les raisons pour lesquelles il avait cédé aux désirs du gouvernement ; il avait même pensé répondre en cela aux instances faites par Rome en faveur des évêchés du Comtat, « en raison des alluvions du Rhône qui, souvent, en hiver, empêchaient de recourir à un évêque hors de ce territoire (2). » Cet air d'ingénuité couvrait mal la défaite du bon cardinal, déconcerté par cet escamotage de Bernier (3).

Il ne restait plus qu'à modifier la bulle pontificale en ajoutant les rectifications voulues dans l'énumération des diocèses. Caprara s'y crut autorisé. On modifia dans le même sens les décrets pour l'érection des sièges, qui se trouvaient déjà rédigés par la légation.

(1) BOULAY, *Documents*, V, 251-252.

(2) ID., *Ibid.*, 476.

(3) En 1817, la bulle pontificale qui traçait les nouvelles circonscriptions ecclésiastiques du royaume de France réserve encore les droits du Saint-Siège sur Avignon et le Comtat Venaissin. Elle ne prétend pas y porter préjudice. Le Pape s'y promet « de l'équité du Roi très chrétien ou qu'il restituera ce pays au patrimoine du prince des apôtres ou du moins qu'il en donnera une juste compensation, « comme l'avait promis » le très illustre frère de Sa Majesté ». DURAND, *Jean Baptiste Périer*, 624.

La nomination de Périer, ancien constitutionnel, au siège d'Avignon avait été particulièrement sensible à la cour de Rome. « Il est à noter que tant à cette ville (Valence), consacrée par la mort de Pie VI, qu'à Avignon, ancien domaine du Saint-Siège, furent nommés des évêques constitutionnels. » *Notizia Intrusa*, fo 41, Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I.

\*  
\* \*

Ainsi se terminait la laborieuse organisation des diocèses de France à laquelle Bernier avait pris une part si importante. Auteur des trois premiers projets, il avait appliqué, dans le quatrième, les décisions prises par Bonaparte sur l'examen de son troisième plan. Ces décisions étaient trop conformes à ses propres vues et à ses propres désirs pour qu'on ne le soupçonnât pas de les avoir suggérées.

Cette œuvre si difficile à réaliser, dans le cadre étroit où il se trouvait d'abord resserré et qu'il avait réussi enfin à élargir, était de beaucoup moins complexe qu'une autre à laquelle il travaillait parallèlement, la nomination des nouveaux titulaires. Il avait pu tailler dans l'ancienne carte ecclésiastique de France, sans rencontrer trop de protestations. Restait à tailler dans les survivants de l'ancien épiscopat, pour y prendre les éléments d'une synthèse qu'on voulait pacificatrice ; opération autrement délicate. Toute la dextérité de Bernier, elle était pourtant bien grande, n'y suffira pas.



## CHAPITRE II

### BERNIER ET LES NOMINATIONS ÉPISCOPALES

- I. Bonaparte veut un épiscopat renouvelé et amalgamé. — Bernier et la feuille des bénéfices. — Bernier propose des nominations provisoires aux évêchés vacants. — Il dresse une liste de nominations définitives pour les sièges de la nouvelle circonscription. — Ses principes en matière de nominations épiscopales.
- II. Bernier et les démissions des anciens évêques. — Les évêques émigrés en Angleterre, en Espagne, en Allemagne. — Mission de M. de Pancemont. — Bernier journaliste. — Les constitutionnels.
- III. Bernier essaie d'exclure les constitutionnels du nouvel épiscopat. — Bernier et Portalis. — Le rapport d'Hauterive. — Volte-face de Bernier.
- IV. Bernier et les dossiers épiscopaux. — Son train de vie. — Ses vues sur Paris. — Opposition de Fouché, de Talleyrand, de l'opinion, du clergé parisien, de M. Émery. — Nomination de M. de Belloy. — Bernier, évêque d'Orléans. — Bernier, administrateur de Paris.

## I

Bonaparte ne se contentait pas de bouleverser la carte ecclésiastique de la France ; il voulait encore qu'à une organisation nouvelle correspondît un personnel nouveau. Une démission générale ferait donc descendre de leur siège tous les évêques sans distinction, et ceux qui le tenaient de l'élection populaire, et ceux qu'avait institués le Pape sur présentation du roi. Les deux églises perdraient ainsi tous leurs chefs. L'Église concordataire les remplacerait par les siens, qu'elle choisirait, dans tous les partis, selon le principe de l'amalgame cher au Premier Consul. Ainsi disparaîtrait, avec des oppositions politiques, le schisme religieux : ainsi renaîtrait, dans la discipline comme dans la foi, l'unité catholique, sous l'autorité d'un gouvernement réparateur.

Dès le 31 octobre 1800, avant même que les négociations concordataires soient engagées à Paris avec Spina, Bernier pose le pro-

blème des nominations épiscopales et, « dans le cas où le gouvernement voudrait « se charger » de pourvoir « les places vacantes dans le clergé de France, » propose une liste de candidats. Les intérêts religieux de l'Église exigeaient en effet de façon la plus impérieuse que les quarante-six titulaires défunts ou apostats fussent remplacés au plus tôt, la présence et l'autorité d'un chef s'avérant de plus en plus nécessaire dans le chaos croissant des diocèses sans pasteur, où les divisions se multiplient avec les sujets de controverse, où se développe, dans un clergé livré à lui-même, un certain esprit presbytérien. Mais les intérêts religieux de l'Église ne pouvaient que laisser fort insensible un Talleyrand ; de toute évidence, une proposition ainsi motivée ne serait point retenue. C'est donc par une autre voie que le curé de Saint-Laud essaie de l'introduire ; c'est par d'autres arguments qu'il s'efforce de la faire accepter ; au lieu d'apitoyer sur la situation des diocèses de France, le ministre des Relations extérieures indifférent à leur sort, il exploite contre l'ingérence du Saint-Siège ses préventions très vivaces, la foi gallicane ayant survécu chez l'ancien évêque d'Autun, ferme et chatouilleuse, à la foi chrétienne morte depuis longtemps. Dénoncer les périls courus par « nos libertés », prendre en main la défense de « nos droits », compromis par le système des administrateurs apostoliques, parut à Bernier le meilleur moyen d'obtenir les nominations désirables ; il n'hésita nullement à l'employer. « Il importe, écrit-il le 31 octobre 1800, au ministre des Relations extérieures, que le gouvernement prenne sur cet objet un parti prompt et décisif. Plus la décision sera retardée, plus Rome empiètera sur les libertés de la France. Déjà la première église (Lyon) a cédé ; elle renonce à gouverner le diocèse, ce sont les cardinaux qui nomment l'administrateur pendant la vacance même du Saint-Siège, l'abbé de Verdollin. Dernièrement encore, l'église de Clermont a nommé des administrateurs, le siège vacant, mais leur a ordonné de céder si le Saint-Père nommait un vicaire apostolique. Voilà donc les diocèses vacants de la France gouvernés directement par le Saint-Siège, et les chapitres des églises cathédrales privés de leurs droits ; ce qui est aussi contraire au droit commun qu'à l'intérêt du gouvernement. Il faut qu'il se hâte de terminer tout avec Rome, et de choisir, pour les sièges connus, des hommes dont il soit sûr et qui maintiennent par tous leurs efforts l'intégrité des principes, la pureté des mœurs, la paix et l'union de tous les Français (1). »

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents*, I, 111-112. Ces hommes sûrs, Bernier

Cette tentative de Bernier demeura sans effet. Aussi bien, la chose ne dépendait pas de la volonté du ministre, les vues du Premier Consul étant dès lors nettement arrêtées. Ces nominations urgentes ne pouvaient être que provisoires, puisqu'il fallait procéder à une nouvelle délimitation des diocèses. A quoi bon pourvoir des sièges susceptibles d'être supprimés dans quelques mois? Rien ne serait fait avant la mise en vigueur du Concordat.

Cependant, la liste dressée par Bernier, en octobre 1800, ne restera pas inutile. En décembre de la même année, il la reprendra et en formera, pour l'essentiel, le premier tableau des nominations, adressé au ministre des Relations extérieures, le 22 décembre 1800 (2).

Ce premier tableau ne semble pas avoir retenu l'attention; son utilité serait celle de ces ébauches lointaines où essaient de se fixer quelques lignes entr'aperçues dans un ensemble flottant; lié au premier projet de circonscription, il en partagea le sort. La chose est si vraie que, trois jours après avoir remis son deuxième plan de division des diocèses, le 25 mars suivant, Bernier adressait à Talleyrand un nouveau rapport sur les nominations épiscopales, « conformément au désir du Premier Consul. » Ce long document est écrit en entier de sa main. Comme on voulait, pour prévenir toute intrigue, que le secret fût gardé très rigoureux, il avait, pour cette fois, renoncé à la calligraphie de l'abbé Clavelot, son habituel secrétaire.

Ce rapport (3) comporte deux listes. La première offre le nom des anciens titulaires « qui, sages et prudents au milieu de la Révolution, se sont préservés de toute exagération, qui aiment leur troupeau, leur patrie, et n'opposeront jamais à la bienfaisance du gouvernement la répugnance pour ses lois et la résistance à ses volontés ». Bernier proposait donc quarante candidats, choisis d'après ces principes; trente-trois appartenaient à l'ancien épiscopat et sept à l'Église constitutionnelle.

On est assez étonné de rencontrer dans la première catégorie Coucy, évêque de la Rochelle, Flamarens, évêque de Périgueux,

croyait pouvoir les indiquer à Talleyrand. Il les avait choisis dans le clergé de quatre-vingt-un diocèses, pacifiques, « désireux de l'union, sans esprit de parti, de faction ou d'attachement à une autorité étrangère », favorables à la promesse de fidélité.

(2) BOULAY, *Documents*, 173.

(3) *Id.*, *Ibid.*, II, 120-125.

surtout Talleyrand de Reims et Asseline de Boulogne, conseillers de Louis XVIII, que « la sagesse de leur conduite, leur soumission et la modération de leurs principes, » ne recommandaient pas précisément à la bienveillance consulaire ; » « erreur étrange », dit Boulay de la Meurthe (1). Quant à la seconde catégorie, réduite à sept noms « faute de connaître les autres titulaires », on y voit figurer avec Montault et Panisset, déjà réconciliés, Leblanc-Beaulieu et Royer, donnés comme tolérants, Primat et Lecoz, chez qui la mesure ne dominait pas, enfin Grégoire, irréductible opposant au gouvernement nouveau.

La deuxième liste comprenait cent quarante-deux ecclésiastiques de second ordre, parmi lesquels vingt-six assermentés. Tous ces candidats ou presque avaient été choisis parmi les vicaires généraux des différents diocèses (2) ; et leur nom était suivi d'une appréciation rapide et souvent vague.

Non content de présenter des noms, Bernier proposait des conseils. Il fallait s'attacher surtout aux qualités moyennes. Outre que les talents supérieurs se révélaient rares, « ce n'est pas toujours ce qu'on demande. Rarement les talents sont sans ambition ; or il n'en faut pas pour calmer les esprits à la suite d'une longue révolution. Une bonne tête, un jugement sain, des vues charitables, un caractère doux et conciliant, voilà ce que demande la France dans le moment actuel (3). » Pour les anciens évêques, il serait politique et sage de les transférer à d'autres sièges. Enfin, dans la Belgique si divisée, seuls des hommes nouveaux, étrangers au pays, pourraient rallier les esprits.

Avec ses conseils, Bernier offrait ses services, soit pour réduire cette liste, « dont l'abondance console à la suite d'une longue révolution », et la réduire au nombre des diocèses, soit même pour désigner, suivant ses « faibles lumières », les sièges qu'il croyait propres à chacun. Enfin, il protestait de son impartialité. Il avait choisi les

(1) BOULAY, *Documents*, 123, note 1.

(2) Le mémoire présenté au pape par Astié et Beulé affirme comme chose certaine « que Bernier a demandé à tous les diocèses la liste des grands vicaires. Ne serait-ce pas, ajoute le mémoire, pour faire nommer aux évêchés les plus accommodants au système actuel ? On a de plus en plus des preuves acquises qui le rendent suspect et, en dernière analyse, on croit pouvoir assurer que Bernier est trompeur ou trompé ». *Etat actuel de la France*, attesté par M. ASTIÉ et BEULÉ, mars 1801 ; Arch. Vat., Ep. nap. Fr. I A.

(3) BOULAY, *Documents*, II, 124.



candidats « sur toutes les parties de la France et dans toutes les classes, « sans autre égard » qu'au mérite, à la modération, à la sagesse, aux qualités aimables qui conviennent aux ministres de Dieu. » « J'ai écarté, ajoutait-il, toutes préventions, j'étais, en traçant ces noms, tout à l'État et à l'Église, et rien à mes amis (1). »

Quel accueil reçut auprès du ministre ce mémoire de Bernier? Nous l'ignorons. Longtemps d'ailleurs l'affaire resta en souffrance. La marche laborieuse des négociations avec Rome laissa d'abord les choses en suspens, puis, après la signature du Concordat, il fallut reprendre sur de nouvelles bases la division des diocèses, attendre la bulle de circonscription, obtenir la démission des évêques; autant de délais. Bernier cependant ne perdait pas de vue ces nominations auxquelles il s'intéressait si fort; il multipliait ses informations, complétait, corrigeait listes et notes dont la mise au point s'imposait. Le public de son côté commençait à s'occuper des promotions prochaines, et le nom du curé de Saint-Laud n'était pas le dernier prononcé, ni pour le dernier siège de France. Faute d'indications officielles ou officieuses, Spina, soigneusement laissé à l'écart par Bernier, recueillait avidement ces bruits pour les transmettre à Rome. De son côté, Fouché dont les observateurs surveillaient étroitement l'ancien commissaire général des armées vendéennes, ne s'informait pas moins, pour composer, à l'usage du Premier Consul, des bulletins de police aussi habiles que tendancieux.

## II

Dans l'intervalle, un autre problème retenait l'attention de Bernier, celui des démissions épiscopales qu'il fallait obtenir. Résultat d'une mesure sans précédent, exigée par Bonaparte, acceptée par le Pape malgré les scrupules des canonistes romains, l'entreprise était délicate. Qu'elle échouât, même partiellement, le prestige de la France, celui de la papauté, s'en trouveraient amoindris du même coup.

Deux brefs datés du 15 août avaient été rédigés à Rome pour demander aux différents titulaires leur renonciation. Dans le premier

(1) BOULAY, *Documents*, II, 121.

*Tam Multa*, le Pape s'adressait à ses « vénérables frères, archevêques et évêques de France en communion avec le Saint-Siège » ; le second, *Post multos labores*, était destiné aux archevêques et évêques « qui, sans institution du Saint-Siège, occupent les sièges archiépiscopaux et épiscopaux de France ».

Vers le 20 septembre, l'archevêque de Corinthe commença à remettre le bref *Tam multa* aux anciens évêques résidant en France. Quel accueil recevrait la lettre pontificale ? Des titulaires présents, on pouvait l'escompter favorable. Mais au delà des frontières, quelle serait la réponse des absents ? Aussi Spina se tient-il aux écoutes, guette les courriers, « attend avec impatience la réponse aux lettres qu'il écrit (2) ; » Bernier n'est pas moins en éveil. Non content de centraliser les démissions et de les transmettre à son gouvernement, il suit avec le plus vif intérêt la marche laborieuse de l'affaire, intervient, soit directement, soit indirectement, s'efforce d'emporter les adhésions.

C'est à Talleyrand d'abord qu'il notifie les résultats, à mesure qu'ils lui parviennent. Les premières nouvelles sont bonnes. Dès le 21 septembre, trois évêques ont souscrit : Angers, Saint-Malo, Saint-Papoul, et leur exemple sera suivi incessamment de leurs collègues qui résident en France. Des autres, Bernier escompte « sans délai » des réponses « pleinement favorables ». Deux d'entre eux viennent d'ailleurs de mourir, Embrun et Perpignan, et le problème pour ces deux sièges s'en trouve supprimé (3). A ces premières démissions, s'ajoutent le 26, celles de Marseille, Senlis, Alais (4), le 11 octobre, celle de tous les constitutionnels, enfin celle de l'ancien évêque de Grenoble, du Lau d'Allemans. A cette date cependant, Talleyrand se trouvait dessaisi de l'affaire, puisque la Direction des cultes venait d'être organisée. Bernier néanmoins, se croit tenu de poursuivre ces communications car, « l'opération religieuse, écrit-il au ministre, est votre ouvrage (5). » Il n'ignorait pas cependant de quelle manière

(1) Ce bref revêtait deux formes : une forme directe, où le Pape les invitait lui-même à se démettre, une forme indirecte ou cette invitation leur était transmise par Spina. Spina choisit le bref indirect. Il l'adressa aux évêques constitutionnels avec une lettre d'envoi rédigée par Bernier. Le texte de cette lettre, proposé par Bernier et adopté par Spina, se trouve aux *Archives Vaticanes*. Ep. Nap. Fr. IX.

(2) *Papiers Emery*, Emery à Bausset, 23 sept. 1801. *Papiers Emery*, VI, f° 1142.

(3) Arch. Aff. Étr. Rome, 931, f° 396.

(4), *Ibid.*, 932 f° 5 et 6.

(5) BOULAY, *Documents*, IV, 151-152.

l'ancien évêque d'Autun avait travaillé et travaillait encore à « l'opération religieuse ». Mais ne fallait-il pas ménager la susceptibilité de ce personnage redoutable, très mécontent d'avoir perdu au profit de Portalis cette partie de ses attributions?

Les démissions enregistrées par Bernier seront donc adressées désormais à la Direction des cultes où, sans titre bien défini, le curé de Saint-Laud joue en fait le rôle d'assesseur ecclésiastique. Ce qui ne l'empêchera pas de communiquer directement les bonnes nouvelles au Premier Consul, d'autant qu'elles introduisent favorablement tout une série de recommandations et de requêtes (1).

Cependant, il apparut bientôt que la soumission rencontrée en France ne serait pas imitée dans les milieux de l'émigration. L'Angleterre commença la résistance, irréductible, malgré des formules respectueuses et dilatoires. Seuls, quatre évêques, Aix, Bordeaux, Lescar et Comminges avaient obéi. A tort ou à raison, Bernier s'attribuait le mérite de ces trois dernières démissions (2). Le succès en tout cas n'était pas éclatant.

Comment réduire les opposants? Le curé de Saint-Laud pensa qu'une nouvelle intervention de Rome pourrait les amener à composition. Le 6 octobre, il adressa donc à Consalvi une lettre pressante pour lui montrer quel appoint la résistance des évêques apportait aux ennemis du Concordat. « Il a des adversaires publics comme la défunte Église constitutionnelle; il en a d'autres cachés et qui sont beaucoup plus dangereux. Deux hommes (3) surtout, dont votre Éminence a appris à se défier à Paris, ne cessent par toutes sortes de moyens possibles de pousser le Premier Consul à toujours exiger et à ne jamais rien céder au Pape. On voudrait le faire peser violemment sur les décisions du Saint-Père, afin qu'il fût dit en émigration que le Pape n'a plus la liberté de ses appréciations et qu'ainsi les évêques ont raison de ne pas se prêter à ce qu'on leur demande. » On cherche à « semer des germes de malveillance ou de méfiance envers le Saint-Siège apostolique », à créer une opposition, à fomenter des divisions. « C'est là même, n'en doutons pas, le principal but. La révolution fait représenter dans les provinces catholiques les évêques, ses premières victimes, comme des hécatombes que le Pape traîne aux pieds du Premier Consul. Elle exalte leur résistance parce qu'elle espère en

(1) Arch. Nat. F<sup>10</sup> 2455.

(2) « Je me trouvai hier dans une maison où dîna Bernier. Il faisait observer que c'était son ouvrage. » Emery à Bausset, 6 oct. *Papiers Emery*, VI, f<sup>o</sup> 155.

(3) Sans doute Talleyrand et Fouché.

tirer un jour ou l'autre d'heureux résultats. » Cette « tactique » d'ailleurs n'a pas échappé au second consul, qui l'a signalée à Bernier et à Portalis ; à son tour, Bernier, croit devoir la révéler au secrétaire d'État de Sa Sainteté, en toute confiance, afin qu'il mette en garde les évêques d'Angleterre contre une pareille manœuvre. Leur résistance ferait le jeu de la Révolution que « nous cherchons à dominer, ou à affaiblir », car « elle est l'ennemie naturelle de l'Église ». « C'est à Londres qu'est le siège de l'opposition épiscopale. Votre Éminence peut seule en triompher. Ainsi, sans qu'ils s'en doutent, les évêques émigrés auront donné un terrible dessous à la Révolution. Que Votre Éminence daigne appuyer fortement sur cette idée fondamentale et ils apprécieront la situation intolérable que l'on veut faire à l'Église et à eux-mêmes (1). »

Cette idée fondamentale était bien de nature à frapper les opposants et, quoi qu'il en soit du plan machiavélique dénoncé par Bernier, une telle argumentation correspondait parfaitement à leur mentalité. Le secrétaire d'État prit-il à son compte cette argumentation *ad hominem*? Nous l'ignorons. Pouvait-on par ailleurs, si habile et si adaptée qu'elle parût, en attendre quelques effets auprès d'un parti organisé et si riche en esprits absolus?

Un autre centre d'opposition semblait devoir se constituer en Espagne où vivaient deux personnages des plus intransigeants, Thémines, évêque de Blois, et Coucy, évêque de la Rochelle. S'il n'était pas en relation avec le premier, Bernier connaissait fort bien le second, puisqu'il en avait reçu pendant la guerre de Vendée des pouvoirs de vicaire général. Mais, depuis les négociations concordataires, leur correspondance s'était ralentie. Coucy avait adressé vingt lettres au curé de Saint-Laud pour ne recevoir que deux réponses. Manifestement, Bernier se réservait, car ces deux réponses furent communiquées au roi. Le roi les trouva « fort extraordinaires (2) » et Maury n'en fut pas moins étonné, car « cet homme, écrivait-il, semble penser comme nous. » Cette illusion, Bernier l'entretiendra le plus longtemps possible, pour garder pied dans le camp royaliste, à toutes fins utiles.

Obtenir d'un homme comme Coucy qu'il composât, paraissait une entreprise risquée. « Il porte l'intolérance et l'esprit de domination bien loin, écrivait de lui, M. de Mercy, son voisin de Luçon, et

(1) Cité par CRÉTINEAU-JOLY, *Mémoires de Consalvi*, 146.

(2) *Correspondance diplomatique et Mémoires du cardinal Maury*, p. p. Mgr RICARD, II, 116.



son zèle a quelquefois passé les bornes (1). » Bernier essaie cependant de rallier cet irréductible et lui propose dans ce but l'un des sièges épiscopaux de la nouvelle organisation concordataire. Peine perdue, car Coucy, mieux renseigné sur l'évolution de son vicaire général, a découvert « des choses affligeantes pour ceux auxquels il s'était fait connaître sous des rapports bien différents ». Aussi parle-t-il désormais avec une pitié hautaine et méprisante du curé de Saint-Laud. C'est l'homme « qui offre médiation et protection pour les nouveautés » ; c'est « l'homme aux mesures (2) ». Les nouveautés, les mesures, deux choses également haïssables à M. de Coucy. Il a donc repoussé catégoriquement l'offre qui lui a été faite ; il n'acceptera aucun siège. « Mes liens une fois rompus, il m'est impossible, écrivait-il à son ami de Beauregard, d'en contracter d'autres (3), » déclaration solennelle qu'il s'empressera d'oublier quand, à la Restauration, le roi très chrétien le nommera archevêque de Reims. En attendant, l'évêque de la Rochelle perdra bientôt mémoire des excellents principes, qu'il exposait ce jour-là avec tant d'édification : « L'essentiel est la résolution constante d'être toujours enfants d'obéissance. C'est la sauvegarde contre tous les écueils de l'amour-propre, de l'intérêt personnel, des préjugés particuliers (4). »

Mais s'il refuse de s'unir à une nouvelle Église, Coucy n'écarte pas d'abord toute idée de soumission ; pendant quelque temps, ses dispositions, comme celles de Thémines, font même croire à une réponse favorable. Le 13 novembre, en effet, sur avis du nonce d'Espagne, le cardinal Caprara mande à Portalis qu'ils ont tous deux renoncé à leur siège, ainsi que l'archevêque d'Auch et l'évêque d'« Acqs » (5). Immédiatement, Bernier transmet au supérieur de Saint-Sulpice cette heureuse nouvelle et celui-ci se réjouit, tout en se demandant si « en Angleterre et dans quelques parties de l'Allemagne ils n'eussent pas été résistans ». « Ils ont, ajoute-t-il, poussé l'un et l'autre l'exagération (*sic*) et la prévention au plus haut point (6). » Sans leur isolement, auraient-ils donné leur démission ? M. Émery en doutait, en quoi il se montrait perspicace ; car Thémines et Coucy devinrent « résistans » lorsqu'ils apprirent ce qui se passait en Angleterre et

(1) Cité par DROCHON, *la Petite Eglise*, 22.

(2) Coucy à Beauregard, 14 oct. 1801. Arch. de Curzon.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*,

(5) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 2455.

(6) Emery à Bausset, 13 nov. 1801, *Papiers Emery*, VI, f<sup>o</sup> 174.

en Allemagne. La simple promesse de suivre la majorité de l'épiscopat ne pouvait d'ailleurs passer pour une démission en forme. Or, leur déclaration ne comportait pas autre chose que cette promesse, à laquelle une interprétation bienveillante avait donné un sens trop précis. L'évêque de la Rochelle se range donc sans peine à l'avis des opposants de Londres ; ne formaient-ils pas une majorité ? Avec son tempérament, avec ce nouvel appui, on ne pouvait guère escompter de sa part un revirement. Bernier néanmoins essaie à plusieurs reprises de ramener à des sentiments plus modérés « le bon évêque », dont il laisse même pressentir le prochain retour (1). Il unit ses instances à celles du nonce Casoni et renouvelle l'offre d'un évêché. Mais « il n'a rien gagné, qu'une réponse nette, simple, catégorique », écrit le 20 février 1802, l'irréductible prélat, indigné de cette « invitation pressante d'aller bâtir le nouvel édifice, avec toute assurance de sa protection ! » L'évêque de la Rochelle ne saurait agir « contre les lumières de sa conscience (2) ».

La tentative de Bernier pour convaincre les opposants d'Espagne se terminait donc par un échec. Serait-il plus heureux en Allemagne où s'étaient réfugiés beaucoup d'anciens évêques de France et parmi eux, Asseline, une lumière de l'Église gallicane, Talleyrand Périgord archevêque de Reims, intime conseiller du roi, Juigné enfin, qui tirait son prestige de son titre d'archevêque de Paris ? Or, en Allemagne, l'envoi du bref *Tam multa* avait subi d'« étranges » (3) retards, si favorables à l'organisation de la résistance, qu'on a pu les attribuer à un calcul. Sur les réclamations du gouvernement français, Caprara avait bien transmis dans ce pays, par les agents diplomatiques de la France, des copies authentiques de la lettre pontificale. Mais le temps perdu permit aux évêques isolés de se concerter entre eux, de consulter les opposants de Londres, de subir des pressions politiques, de recevoir, sinon de demander, les consignes de Mittau. Comment dès lors rétablir une situation compromise et neutraliser tant d'influences ?

De Paris, on imagina de dépêcher en Allemagne un envoyé secret qui visiterait toutes les résidences épiscopales pour inviter à la soumission. De qui vint l'idée ? De Talleyrand ? Il ne le semble pas, car le ministre des Affaires extérieures ne favorisait guère l'application

(1) Bernier à Brion, vicaire général de Poitiers, 1<sup>er</sup> fév. 1802. *Arch. de Curzon*.

(2) Coucy à M. de Beauregard, 20 fév. 1802. *Arch. de Curzon*.

(3) Le mot est de BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 54.

du Concordat, à supposer qu'en sous-main il ne travaillât point à l'entraver. De Bernier? C'est plus vraisemblable. En tout cas, si le curé de Saint-Laud n'eut pas l'initiative du projet, le choix du messager et le plan de la mission paraissent bien être son œuvre.

Le 7 novembre en effet, sous prétexte de se rendre dans sa famille, Pancemont, curé de Saint-Sulpice, partait pour l'Allemagne dans le plus grand mystère, avec des instructions précises et un volumineux courrier. C'est « un homme sûr », écrivait Bernier au ministre des Affaires extérieures. « Les lettres pour les évêques seront rendues à leur destination... je vous le garantis. Il verra l'archevêque de Reims. J'en ai sa parole ; et cette voie est la plus courte et la plus sûre que l'on puisse désirer (1). » Ces lettres, pour une part, étaient adressées par Talleyrand aux archevêques de Reims et de Bourges, aux évêques de Séz, Digne, Limoges, Boulogne, Soissons, Aire, Châlon-sur-Saône, Luçon et Dijon. Le reste avait été remis à Pancemont par Bernier pour dix autres évêques qu'il ne nomme pas.

Parmi les anciens titulaires résidant en Allemagne, on désirait atteindre avant tout, l'archevêque de Paris. « Le nonce et surtout M. Bernier, écrivait Émery le 4 octobre, sont très empressés de savoir quelles sont ses intentions. Cet empressement, ajoutait-il, tient peut-être aux vues qu'on a sur cet archevêché (2). » Il tenait aussi à l'importance que l'éclat de son siège donnerait à la détermination de Juigné. Or, pendant la Révolution, le curé de Saint-Sulpice avait rejoint ce prélat à Augsbourg ; il était donc tout particulièrement désigné pour agir sur ce personnage indécis « qui, tiraillé de deux côtés tantôt veut et tantôt ne veut pas (3) ».

L'archevêque acquiesça d'abord et, le lendemain même de son arrivée, Pancemont faisait part à Caprara de cette détermination. Deux lettres suivaient, l'une au Pape, et l'autre au légat, écrites par Juigné lui-même, d'ailleurs flottantes et ne parlant pas nettement de démission. « La démission réelle de M. l'archevêque de Paris a été un problème, mandait Émery à Bausset le 3 décembre... Mais M. Bernier à qui j'ai écrit, m'a assuré qu'il avait la démission entre les mains au moment où il me répondait. Cette démission a été rapportée par M. le curé de Saint-Sulpice qu'on avait envoyé à Augsbourg (4). » La lettre qui la notifiait était cependant rédigée, au

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 349, 350.

(2) Émery à Bausset. *Papiers Émery*, VI, f° 166.

(3) Émery à Fontanges. BOULAY, *Documents*, IV, 357.

(4) *Ibid.*, 439, note 1.

témoignage de Caprara lui-même « de façon bien singulière (1) ». Le légat toutefois se contenta de cette formule conditionnelle et répondit par des félicitations qui trahissent la main de Bernier. M. de Juigné cependant laissait démentir par une gazette sa prétendue démission et, le 24 décembre, Bacher mandait encore à Talleyrand qu'il persévérerait dans son refus (2). Le 24 janvier, après toutes ces tergiversations, l'archevêque se décidait enfin à envoyer au Pape une renonciation formelle.

Le reste du courrier fut consciencieusement distribué par Pance-mont qui joignait souvent, soit oralement, soit par lettres, ses propres instances, au scandale des opposants, indignés de ce qu'un simple curé donnât « des leçons à des évêques (3) ». Malgré ces efforts, la moisson ne fut pas abondante : Cambrai et Saint-Dié en novembre, Toul, Dijon, Châlons en décembre, Langres et Paris, péniblement, en janvier, envoyèrent successivement leur démission. Bourges la fit attendre jusqu'en mars, Pamiers jusqu'en avril, Soissons en mai arriva bon dernier.

A l'influence personnelle, à l'action diplomatique, Bernier voulut ajouter l'influence de la presse en utilisant le journal officiel. Dès les premières démissions, le 26 septembre, il adresse à Talleyrand une « notice » qui sera insérée dans *le Moniteur* du 29. On y trouve des citations empruntées aux lettres des démissionnaires à l'usage des hésitants. Tout est combiné habilement pour leur donner du poids. De Belloy figure en tête. « C'est leur doyen d'âge..., vieillard de quatre-vingt-douze ans, fait pour donner l'exemple à ses collègues ; » on n'oublie pas de mentionner les titres de l'évêque de Senlis, « ci-devant premier aumônier de Louis XVI » ; on relève chez les autres l'esprit de paix, de déférence, de soumission qui les anime ; enfin ce qui ne manque pas de piquant, on rappelle le grand exemple de désintéressement donné par les évêques de la Constituante. N'avaient-ils pas, dès le 3 mai 1791, remis leurs démissions entre les mains du Pape « afin que rien, disaient-ils, ne puisse plus s'opposer à toutes les voies que Votre Sainteté pourrait prendre dans sa sagesse, pour rétablir la paix dans le sein de l'Église gallicane »?... « Cette lettre, ajoute l'article, était signée de trente évêques dont plusieurs sont aujourd'hui à Londres. Il paraîtrait plus que singulier, qu'ils délibérassent main-

(1) BOULAY, *Documents*, IV, 439.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 512.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 509 et Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. III.



tenant sur une démission, non seulement offerte mais donnée depuis dix ans. » « Il est bon, écrivait Bernier au ministre en lui envoyant cette notice, de rapprocher aux yeux du public ce qu'ils offraient en 1791 de ce qu'on leur demande aujourd'hui (1). » Le 12 octobre, à la liste des constitutionnels démissionnaires, s'ajoutait « l'extrait fidèle d'une lettre de M. du Lau d'Allemans, évêque de Grenoble, bonne à publier pour les exagérés de ce pays-là (2) ». Malheureusement, cette lettre, sortie de la plume bien intentionnée d'un chanoine, n'avait rien d'authentique ; l'évêque ne pensait nullement à se soumettre et *le Moniteur* fut bien inspiré en écartant cette insertion. Le 9 novembre, Bernier transmet encore à Portalis cinq renonciations. « Je crois, observe-t-il, qu'il est urgent de les faire connaître ; cinq de plus à la tête desquels sont un cardinal, prince de l'Empire et un vertueux archevêque feront en Allemagne vive impression ». Suivent des citations « qui ne peuvent produire qu'un très bon effet (3) ». Signalons enfin, pour terminer, un article relatif à la démission de Juigné qu'une gazette d'Allemagne avait, nous l'avons vu, mise en route. Mais la rédaction lui préféra une lettre adressée par l'archevêque en personne au nonce Mgr Genga (4). Rien ne valait ce démenti officiel qui émanait de l'intéressé lui-même, fût-ce la mise au point de Bernier.

A mesure que les semaines s'écoulaient, les adhésions se totalisent et des statistiques s'établissent qu'on espère améliorer de jour en jour ; mais la disproportion entre le nombre des prélats et celui des démissions se réduit très lentement. Le 28 novembre, Portalis mande au Premier Consul qu'outre les dix démissions transmises ce jour-là, d'autres s'annoncent prochaines « qui nous assureront la majorité (5) ». Cette majorité, on ne l'obtiendra que le 22 décembre et en annonçant à Bonaparte cette bonne nouvelle, le conseiller d'État pousse un soupir de soulagement (6). Une statistique, établie par Bernier vers la fin du même mois, atteindra le chiffre de cinquante-deux démissionnaires pour quatre-vingt-dix-sept évêques, soit seulement, une majorité de sept (7) ; encore fallait-il y comprendre neuf titulaires des

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents*, IV, 108-111.

(2) BOULAY, *Documents*, IV, 151.

(3) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 2455.

(4) BOULAY, *Documents*, V, 140, note 1.

(5) Id. *Ibid.*, IV, 415.

(6) Id. *Ibid.*, 512.

(7) A. N. F<sup>19</sup>, 2455,

Pays Réunis sans lesquels la balance eût été renversée. Les résultats n'étaient ni brillants ni rapides, mais du moins pouvait-on se flatter d'avoir échappé à un grave échec. Par bonheur, le nombre des démissionnaires augmentera heureusement dans les mois qui vont suivre, mais la proportion des opposants restera considérable ; si les statistiques proposées par les différents historiens présentent des totaux divergents, toutes accusent la force et l'étendue de la résistance (1)

La démission des constitutionnels, par contre, ne souffrit aucune difficulté. Si le concile, sur ce point, avait manifesté quelque désaccord (2), si la formule de réponse au Pape exigea quelques négociations, aucun évêque ne repoussa l'invitation pontificale appuyée par le gouvernement. Bernier n'eut pas à intervenir. Le moment n'est pas encore arrivé où il aura maille à partir avec cette Église qu'il disait « défunte » (3), mais qui restait vivace. Il la retrouvera bientôt et cette rencontre marquera le déclin d'une fortune qui commençait à l'enivrer.

### III

Que devenait pendant ce temps le dossier des candidatures épiscopales ? Dès sa nomination aux Cultes, le conseiller d'État Portalis semble avoir voulu presser la désignation des nouveaux titulaires. On escomptait alors publier le 18 brumaire, avec le Concordat, toute l'organisation nouvelle, les deux choses étant liées dans l'esprit du Premier Consul. Pour se trouver prêt à cette date, il fallait donc se hâter. De fait, on ne perdit pas de temps, Bernier moins que personne, car le 11 octobre, soit trois jours seulement après la prise de possession de Portalis, nous voyons figurer sur une « liste de deman-

(1) On trouve dans l'ouvrage de C. LATREILLE, *l'Opposition religieuse au Concordat*, 212-214, les chiffres suivants donnés par différents auteurs ; Drochon : 45 démissionnaires, 36 opposants ; P. Dudon, 46 démissionnaires, 36 opposants ; Petit et Boulay de la Meurthe : 58 démissionnaires, 37 opposants ; Latreille : 55 démissionnaires, 38 opposants.

Les deux premiers tiennent seulement compte des anciens évêques de France, les derniers font entrer dans leur statistique les évêques des pays annexés.

(2) *Les conciles nationaux de l'Eglise constitutionnelle en 1797 et 1801*, d'après les lettres inédites de François Detorcy, publiées par E. Jovy. Société des Sciences et des Arts de Vitry-le-François, XVIII, 321.

(3) Bernier à Consalvi. Cité par CRÉTINEAU-JOLY, *Mémoires de Consalvi*, 146.

deurs » le citoyen Pancemont, curé de Saint-Sulpice, qui vient solliciter pour son « respectable ami », le curé de Saint-Laud, l'archevêché de Paris (1). Mais ce travail fut encore suspendu par le retard de la circonscription. La bulle arrivée, le conseiller d'État reprit les dossiers que Bernier avait déjà constitués, puis remis au point, en tenant compte des renseignements et des recommandations nouvelles. A Rome, cette collaboration de Bernier n'est pas ignorée et Consalvi écrit à l'influent abbé, afin qu'il assure aux bons candidats tout son appui. La réponse est des plus rassurantes. Comptez sur « tous mes efforts pour ce que vous me demandez, dans votre lettre. Tout va au mieux sur ce point et beaucoup mieux qu'on ne l'espérait. Vous aurez de bons choix ; vous serez content... Assurez Sa Sainteté que tels sont les désirs du gouvernement. Elle peut être assurée que je ferai tout ce qui est en moi pour les fortifier dans le sens qu'elle se propose pour le bien de l'Église (2). » Tout va en effet pour le mieux, car Bernier connaît l'orientation de plus en plus nette prise par le conseiller d'État, celle même que désirait le curé de Saint-Laud et, qu'insensiblement, il essayait d'imprimer : Portalis ne ferait aucune place aux évêques constitutionnels dans la nouvelle organisation de l'Église gallicane (3).

C'est que l'ancien commissaire général des armées vendéennes n'aimait pas les constitutionnels ; ceux-ci d'ailleurs le lui rendaient largement. Dans l'évolution savante qui l'avait fait passer des carrières de Bretagne aux antichambres ministérielles, de l'insurrection armée à la pacification, des conseils royalistes au service d'un gouvernement qualifié encore de républicain, son attitude à leur égard demeurait jusque-là constante. Entre eux et lui, il y avait sur la légitimité de leurs pouvoirs, la validité de leur juridiction, sur l'autorité du Pape et la nécessité de sa délégation, opposition doctrinale. Le curé insermenté de Saint-Laud tenait à la théologie romaine ; à ses yeux l'église constitutionnelle était une église schismatique et les jureurs, des intrus. Le Vendéen qui avait lutté pour les bons prêtres, et pour la liberté du culte réfractaire, survivait dans cette situation nouvelle. Sur ce point tout au moins, il restait fidèle à son passé. Après s'être battu pour cette cause, c'est encore et

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 1902.

(2) BOULAY, *Documents*, IV, 551.

(3) DEBIDOUR, *Histoire des Rapports de l'Eglise et de l'Etat en France de 1789 à 1870*, 218. « Portalis, comme Bernier, n'était pas d'avis que le Premier Consul admit des constitutionnels dans le nouvel épiscopat. »

toujours elle que, parmi tant de changements, il prétendait servir.

A ces divergences doctrinales, ses rapports avec les « évêques réunis » pendant les négociations concordataires avaient ajouté des froissements. Jaloux de son influence, Bernier ne supportait pas que le Premier Consul recourût parfois aux lumières de Grégoire. Grégoire de son côté, pressenti autrefois par Rome (1), puis par Bonaparte, pour rétablir l'unité religieuse, pardonnait difficilement au curé de Saint-Laud, dont la souplesse avait réussi, là où son intransigeance s'était brisée ; le premier accusait le second d'entraver les pourparlers par des menées souterraines, avec le concours de Talleyrand et de Fouché. Son élection au Sénat serait bientôt significative à cet égard.

Cette opposition, Bernier essaya pourtant de la désarmer ; à plusieurs reprises il tenta un rapprochement avec les chefs de l'Église constitutionnelle. En 1800, il cherche à s'introduire chez l'évêque du Loir-et-Cher, mais celui-ci refuse de le recevoir (2). En 1801, si l'on en croit les rapports de police, il négocie avec « le trop confiant Grégoire » et avec Royer. « Il veut former un concile pour réunir ce qu'il appelle les deux Églises et terminer toutes les querelles. » Mais, ajoute le Bulletin de police, beaucoup de prêtres se méfient de cet homme « dont tous les partis semblent redouter l'astuce et la finesse » (3). Si quelques constitutionnels, dans l'espoir de retrouver un siège, viennent lui faire visite au grand scandale de l'évêque de Blois, il ne réussit pas à pénétrer dans le parti. Comme il aimait avoir un pied dans tous les camps, et qu'il y réussissait presque toujours, son échec ne pouvait que lui être sensible. La façon hautaine et méprisante dont il se trouvait éconduit, les propos tenus sur son passé, les accusations colportées avec passion contre son honneur, ajoutaient à cette fin de non-recevoir autant de blessures qui ne se fermeraient pas.

Pour toutes ces raisons, Bernier désirait ne pas introduire dans l'épiscopat nouveau les tenants de l'Église constitutionnelle. A la rigueur, il eût admis des ecclésiastiques de second ordre, d'attitude et de personnalité moins accusées ; mais seuls, parmi les évêques, Panisset, officiellement rétracté et Montault, ramené par Émery, avaient figuré sur sa première liste. En présentant la seconde, il s'excuse de ne pouvoir désigner un plus grand nombre de jureurs,

(1) A. GAZIER, *Histoire religieuse de la Révolution française*, IV, 127, note 2.

(2) ID. *Ibid.*, 159.

(3) AULARD, *Paris sous le Concordat*, II, 209.



faute de les connaître, et laisse suffisamment percer, sous l'expression prudente de ses regrets, sa manière de voir et son opposition ; les consignes reçues de Bonaparte et de Talleyrand sont exécutées d'une façon aussi restreinte que possible, et Bernier ne sait rien de ces hommes, que le ministre des Affaires extérieures a quelques raisons de ne pas ignorer (1).

Pas plus que le curé de Saint-Laud, Portalis ne leur était favorable ; à supposer que le premier ne les ait pas desservis, le second n'était incliné vers eux ni par tournure d'esprit, ni par tempérament. Ce méridional en effet n'a d'autre passion que celle de la paix ; nourri de maximes gallicanes, disciple fidèle et sentencieux des légistes royaux, il est néanmoins l'homme des accommodements qu'il poursuit avec persévérance, tout en invoquant ses principes avec solennité. Il veut le bien, car il est bon ; son âme a gardé dans l'universel scepticisme le sens religieux, survie en lui de la mystique Provence dont il reste le fils. Il est pour l'État un serviteur consciencieux et fidèle que les commis de l'ancien régime n'eussent pas renié. Mais l'Église ne bénéficiera pas moins de sa bienveillance quand elle devra traiter avec le pouvoir. En dépit de certaines incompréhensions, il désire sincèrement lui être utile et même la servir ; la justice veut qu'elle lui soit reconnaissante pour le bien réalisé et pour le mal empêché, car loin de protéger les ardentes préventions de ses contemporains, cet homme libéral avait peine à les concevoir ; les hostilités auxquelles se heurte son œuvre de rénovation l'étonnent jusqu'à le peiner et, sous la rondeur et la bonhomie de certaines lettres écrites au ministre de la Police pour désarmer son opposition systématique, on sent percer une note de tristesse, où se trahit comme une souffrance de certaines étroitesse et de certaines préventions ; les raideurs et les amertumes de certaines âmes le dépassent ; il est l'ennemi de toute rancune et de toute exagération. Aussi Bernier gagne-t-il sa confiance par la sérénité de ses jugements, la modération de ses vues, l'impartialité qu'il affecte à l'égard des partis. Il en fait son conseiller, son confident, au besoin même son secrétaire ; il lui ouvre sa maison, l'accueille presque chaque vendredi à sa table frugale. Par ailleurs, en prenant comme canoniste le propre neveu de Portalis, le jeune abbé d'Astros, le curé de Saint-Laud resserrait encore l'amitié de ces relations si cordiales, et accroissait son crédit dans un sens peu favorable aux constitutionnels.

(1) BOULAY, *Documents*, II, 120.

Aussi la liste des nominations proposées au Premier Consul comporte-t-elle seulement deux évêques jureurs, tandis que, dans le clergé de second ordre, on ne relève aucun prêtre assermenté. Ces deux évêques, Montault et Charrier de la Roche, s'étaient d'ailleurs rétractés et n'appartenaient plus au clergé insermenté que pour mémoire. Un rapport joint à cette liste motive cette parcimonie. A peine vingt évêques constitutionnels ont-ils été élus selon les formes légales ; les autres le furent par des voies sourdes et des élections arbitraires ; les renseignements recueillis sur chacun d'eux montrent bien qu'ils ne méritent ni la confiance du public, ni celle du gouvernement. Sans doute, trois ou quatre ont de l'instruction et des mœurs et peuvent être utiles, mais ils auront beaucoup à faire pour vaincre la répugnance du peuple et prendre racine dans l'opinion. Enfin, les préfets, presque à l'unanimité, dénoncent comme un danger leur nomination (1). Un autre rapport du même mois, 2 février 1802, sur l'esprit public (2), s'appliquait à montrer que l'opinion est moins favorable aux constitutionnels qu'aux assermentés et que, « partout où ils se trouvent en rivalité, ces derniers obtiennent sur eux une préférence très marquée (3). »

Mais Talleyrand veillait, et d'Hauterive avec lui. Tandis que le ministre présente des observations sur le dernier rapport, montre qu'il se réduit à des vues partielles et attribue par une généralisation injuste, à une classe entière, les erreurs de quelques-uns (4), le second, avec une concision hautaine et impitoyable, s'en prend à la liste des propositions présentée par le conseiller d'État ; car les renseignements qui accompagnent ces noms sont insuffisants, peu « probatifs » ou « diffamatoires ». « On dit de M. de Cely qu'il a soixante-treize ans et qu'il est bon évêque, de M. de Clermont-Tonnerre qu'il a cinquante-deux ans et qu'il est parent du Souverain Pontife... Un autre est recommandé par le citoyen Colomb, employé, un autre par Pradol, ex-législateur... Un autre est neveu d'un aide de camp du général Mortier : « Il aime, dit cet aide de camp, Dieu, Bonaparte et le prochain... Du reste il est inconnu. » Ce qui est plus grave, les indications de blâme sont motivées par une légèreté qui semble peu excusable. « Un citoyen Grandchamps est extrêmement recommandé par son préfet. L'éloge du préfet se trouve réfuté par cette seule phrase :

(1) BOULAY, *Documents*, V, 200-208.

(2) *Id. Ibid.*, 163-175.

(3) *Id. Ibid.*, 167.

(4) *Id. Ibid.*, 173-175.

« On le dit simplement un sujet ordinaire. » La note d'un autre (1) expose qu'il n'a guère l'esprit de son état et qu'on le dit grand joueur. La plupart des indications sont appuyées sur des on-dit. » Toutes ces critiques atteignent non seulement Portalis, mais avec lui Bernier, à supposer qu'elles ne visent pas directement le curé de Saint-Laud, car les notes incriminées ont été fournies par lui au conseiller d'État qui, souvent, les a textuellement reproduites. Le ton donné à certaines d'entre elles, la façon négligente ou apparemment peu sérieuse dont elles sont rédigées, équivalait au rejet des candidatures impossibles. Mais d'Hauterive affecte de les prendre à la lettre ; il s'en autorise pour discréditer le travail du conseiller d'État.

« Les notes sur les évêques constitutionnels, conclut-il, ont presque toutes été diffamatoires. Sentant le rabâchage antirévolutionnaire, elles sont évidemment faites dans le dessein de justifier le (ton) dénonciateur du rapport, et les exclusions des hommes de ce parti des listes d'élection. Je n'en connais personnellement aucun ; mais ce qu'on dit généralement de quelques évêques, des citoyens Périer, Saurine, etc., me persuade que le jugement qu'on a porté d'eux n'est pas exempt de fanatisme (2). »

Cependant, depuis longtemps Bonaparte avait arrêté ses idées et sa résolution d'admettre des constitutionnels dans la nouvelle organisation ecclésiastique. Ni Bernier, ni Portalis, ni les réclamations pontificales ne gagneront sur sa ténacité. Jusqu'alors, il s'était contenté de choisir d'Hauterive pour surveiller les projets du conseiller d'État, sans s'occuper personnellement des nominations épiscopales. Mais, quand le moment de publier le Concordat fut proche, il voulut examiner par lui-même les divisions de la France en diocèses et les listes épiscopales, ne s'en rapportant qu'à lui seul pour les décisions à prendre. Le 1<sup>er</sup> mars, s'étant fait apporter les dossiers, il fixe, d'une note rapidement dictée, quelle sera la proportion respective des

(1) Il s'agit de Bourlier, vicaire général de Reims. Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 1902. Bourlier, ancien élève des Robertins, professeur de théologie à Rouen, avait été choisi pour diriger les études théologiques de l'abbé Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, alors élève de Saint-Sulpice. Son élève, devenu coadjuteur de Reims, l'avait fait nommer chanoine, puis vicaire général de ce diocèse. Resté en relations étroites avec la famille de Talleyrand, Bourlier se trouvait protégé par le ministre des Relations extérieures. Il dut à la protection de celui-ci le siège d'Évreux, le 9 avril 1802. Le prince de Bénévent prononcera son éloge à la Chambre des Pairs en 1821.

(2) BOULAY, *Documents*, V, 209-210.

anciens évêques et des évêques constitutionnels dont il indique les noms, puis, le 20 mars, quand il eut porté de cinquante à soixante le nombre des diocèses, il réclame des Cultes, pour le 23, un état de cent feuillets, dont chacun porterait « le nom d'un des candidats à un évêché, avec des notes sur son pays, ses parents, ses occupations jusqu'à ce moment » (1), son caractère et ses opinions.

Portalès et ses bureaux se mirent au travail et avec eux, naturellement, Bernier. Jauffret, bien placé pour le savoir, nous rapporte que le curé de Saint-Laud rédigea lui-même sa propre fiche (2); à défaut de ce témoignage le libellé de celle-ci l'indiquerait assez clairement : « Étienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie Bernier. Il est né dans la partie du ci-devant Anjou maintenant unie à la Mayenne, de la famille du médecin Bernier, connu par ses voyages au Mongol et ses ouvrages de médecine. Il a été successivement professeur de philosophie et de théologie à l'université d'Angers, puis vicaire général de La Rochelle. Il fut conduit dans la Vendée par les insurgés trois mois après le soulèvement. Il a contribué par ses efforts à sauver trois fois ce pays malheureux et à faire accorder la vie, en se jetant aux pieds des chefs, le 18 octobre 1793, à 5 700 prisonniers des armées de la République, détenus à Saint-Florent-sur-Loire, qu'une partie des insurgés voulait immoler après la mort de Bonchamps. Il laisse le Premier Consul, qui l'a désigné dans sa note, juge des autres titres qu'il peut avoir à son estime. Il est âgé de trente-neuf ans et fils unique. »

(1) BOULAY, *Documents*, V, 239-240.

Ce qui nous reste aux Archives nationales de ces dossiers épiscopaux est assez confus. A l'état de cent feuillets demandés par le Premier Consul (AF IV, 1044), d'autres feuillets sont venus s'ajouter lors des nominations postérieures. Dans la série F<sup>19</sup> 1902, on trouve des listes supplémentaires établies ou complétées par Bernier. La plus curieuse par les notes données aux candidats est intitulée « Liste supplémentaire des Prêtres méritants qui peuvent être promus à l'épiscopat ». Elle est entièrement de Bernier. Salamon est ainsi présenté : « Ancien administrateur du diocèse de Rouen. Les services qu'il a rendus à ce diocèse sont consignés dans une note qu'il vient de me remettre. » Les fiches individuelles d'AF IV, 1044, portent des notes de Cambacérès, Lebrun, Fouché, Portalès. On constate en particulier que la fiche de l'abbé Cambacérès a été complètement modifiée. Au texte primitif nettement défavorable, « quoiqu'on n'ait rien à lui reprocher pour les mœurs, il n'aurait pas la confiance des habitants de Montpellier », a été substitué le texte suivant : « Vicaire général de l'évêque d'Alais, homme irréprochable et qui a obtenu la confiance de tous ses coopérateurs dans le ministère ecclésiastique ; il est instruit. »

(2) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les Affaires ecclésiastiques de France*, I, 41.



Bernier est encore, si l'on en croit Jauffret, l'auteur des notes sur Le Coz, Primat, Saurine, ce qui indique chez lui revirement complet d'attitude à l'égard des constitutionnels. Le Premier Consul ayant décidé contre les désirs de Bernier, celui-ci, avec une docilité parfaite, s'emploiera désormais à faire accepter par Rome des nominations exactement contraires aux assurances qu'il avait lui-même données. Une « Liste supplémentaire des prêtres méritans qui peuvent être promus à l'épiscopat », dressée par ses soins au moment où les affectations principales se trouvaient déjà arrêtées, accuse encore davantage son évolution à cet égard. Trente-deux sujets sont proposés. Avec de Broglie et La Tour d'Auvergne, dont les noms feraient très bien et « prouveraient que le gouvernement rallie les familles comme les opinions », nous le voyons appuyer la candidature de Colmer et de Roux des considérations suivantes : « Colmer, prêtre et prédicateur excellent à Strasbourg... Sa nomination pourrait adoucir et rendre plus agréable celle du citoyen Saurine. » « Roux, vicaire général d'Avignon ; il est estimé et vénéré dans la ville. Peut-être serait-il politique de le nommer pour acquérir de la confiance au citoyen Périer et lever les obstacles qu'oppose l'ancienne habitude ; il est d'ailleurs digne de l'épiscopat par ses mérites (1). »

On demeure un peu surpris de l'aisance, de la rapidité, de la désinvolture, avec lesquelles Bernier opéra pareil changement de front. Devenu partisan de la nomination des constitutionnels, autant qu'il y avait été précédemment opposé, il rédige à l'usage de son gouvernement des notes en leur faveur et, d'autre part, travaillera le légat, pour lui arracher l'institution canonique des assermentés ainsi promus. On n'a pas manqué de lui reprocher cette volte-face. Le cardinal Mathieu a pu écrire que, « dans deux ou trois circonstances, l'honnête homme aurait dû se cabrer et refuser le service », ne pas descendre « du rôle de collaborateur respecté » à celui de « domestique à tout faire » (2). On voudrait atténuer ce jugement d'un historien qui n'est point suspect de sévérité. C'est que le curé de Saint-Laud désirait ardemment réussir ; il le désirait pour l'Église ; il ne le désirait pas moins pour lui-même. Son avenir et sa fortune solidaires du Concordat en suivraient les vicissitudes ; tout ce qui entraverait la réussite de celui-ci, entraverait sa propre ascension ; au contraire, tout ce qui assurerait une marche aisée aux affaires religieuses lui

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 1902.

(2) Cardinal MATHIEU, *le Concordat de 1801*, 54.

assurait en même temps les hautes dignités ecclésiastiques qu'il ambitionnait ouvertement.

Les profits matériels qu'il doit déjà à sa situation nouvelle ne lui suffisent pas, sans qu'il les dédaigne pour autant. Bonaparte en effet se montre généreux envers ceux qui le servent, et les fonds secrets de Talleyrand sont faits pour quelque chose. Rome, de son côté, lui adresse après la signature du Concordat les présents traditionnels ; des reliques abondamment, car, suivant le mot de Cacault, Rome est beaucoup plus riche en corps saints qu'en argent et en or, et Bernier n'est pas de ceux pour qui cette matière n'a plus de valeur en France ; il en réclame tout une liste et Spina appuie sa requête auprès de Consalvi : « Sanctifiez cet homme, ajoute-t-il, pour qu'il soit sincère, pour qu'il n'aspire pas si fort à plaire à son gouvernement et il sera excellent (1). » On ajoute comme cadeau non point un calice, comme l'eût désiré l'archevêque de Corinthe, mais une tabatière ornée de diamants, semblable à celle dont le conseiller Crétet avait été lui-même gratifié. Bonaparte plus positif fait remettre de l'argent au curé de Saint-Laud : vingt-quatre mille francs, imputés sur les crédits des missions fortuites, lui sont versés par les Affaires extérieures.

Aussi peut-il se permettre de mener le train d'un personnage. Le moment est déjà loin, où il débarquait du coche de Vendée avec sa vieille servante et son chien, pour prendre pension dans un modeste hôtel, avec les allures fuyantes d'un homme longtemps traqué, et cet air mal assuré que donnent les missions secrètes et peu définies. Il a un carrosse, de l'argenterie, et donne à dîner au légat. « Vous voyez, écrit Émery à Bausset en lui communiquant ces détails, qu'il commence à prendre figure parmi les mille et une politiques qui couvent (2). » Il a même fait faire son portrait en se réservant d'indiquer sous peu quel costume il désirait (3) ; c'est du moins ce que rapporte la police. Tout le monde s'accorde à lui accorder une grande influence dans les promotions prochaines (4), avec une place de premier rang.

De fait, les vues de Bernier s'étaient portées sur l'archevêché de Paris, ni plus ni moins, le premier siège de France ne lui paraissant pas inférieur à son mérite. Nous avons vu comment Pancemont l'avait sollicité pour lui, le 11 octobre 1801. Non content de figurer

(1) BOULAY, *Documents*, III, 529.

(2) Émery à Bausset, 8 oct. 1801, *Papiers Emery*, VI, f° 159.

(3) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 481.

(4) *Id.*, *Ibid.*, 494.

sur cette « Liste des demandeurs », le curé de Saint-Sulpice avait en outre adressé une pétition au Premier Consul, pour lui recommander directement cette candidature (1). Depuis longtemps, elle était dans l'air. Spina lui-même en parlait à Consalvi dans une dépêche du 28 juillet 1801, d'ailleurs sans enthousiasme (2).

Mais d'autres influences s'exercent, défavorables ou hostiles. Portalis, qui n'oublie pas le Midi ni surtout la Provence, passe pour patronner l'archevêque de Boisgelin en raison de leurs relations personnelles (3). De Boisgelin est instruit, homme d'esprit ; le gouvernement le trouverait facile ; c'est de plus un rallié marquant. Talleyrand, toujours fidèle à l'Église constitutionnelle pour laquelle il réclame le siège archiépiscopal de Paris, propose Primat. Primat est également le candidat de Fouché ; d'abord, parce que Primat est un confrère de l'oratoire, et surtout parce que le ministre de la Police tient essentiellement à écarter Bernier, qui lui paraît trop fort pour ne pas être redoutable (4).

C'est que, depuis longtemps, le curé de Saint-Laud est en relations avec la police. Après l'avoir longtemps dépitée lors des soulèvements de la Vendée, il avait fait sa paix avec elle, et si bien, que des rapports favorables avaient été rédigés sur son activité pacificatrice, ses négociations avec le nonce, la mission dont l'avait chargé le Premier Consul (5). Toutefois, cette paix restait, de part et d'autre, méfiante. Bernier, qui utilisait son crédit en faveur de l'amnistie des chouans, du retour des émigrés, des prêtres déportés, marchait sur les brisées du ministre ; Fouché accordait bien les mesures de clémence que Bernier, avait obtenues du Premier Consul, mais de mauvaise grâce ; il admettait difficilement qu'on s'ingérât dans ses affaires, car il était ombrageux, jaloux de son autorité, menait, en marge et parfois contre la politique du gouvernement, son jeu personnel. « J'ai ordre de ne vous rien refuser, disait-il à Bernier qui lui demandait une carte de sûreté pour l'évêque de Saint-Malo ; mais vous ne voyez pas les conséquences de votre demande. Elle tend à faire rentrer en France tous les évêques et ils n'y seront pas plutôt que vous serez le premier à vous en repentir (6). » Aussi opposait-il à leur retour tous les obs-

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 1902.

(2) BOULAY, *Documents*, III, 309.

(3) Émery à Bausset, 24 oct. 1801, F 166, *Papiers Emery*, VI. f<sup>o</sup> 166.

(4) BOULAY, *Documents*, III, 526.

(5) Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 6231.

(6) *Correspondance diplomatique et Mémoires du cardinal Maury*, II, 73.

tacles et toute la mauvaise volonté possibles. Bernier, de son côté, pour obtenir les démissions faisait miroiter aux yeux des exilés la perspective d'une radiation et, une fois leur démission acquise, les pressait de revenir au plus tôt. Sans doute, il déconseille tout éclat ; il faut rentrer sans bruit ; mais il sait quelle signification le pays donnera à une présence nécessairement très remarquée, quel profit la politique du Premier Consul en pourra retirer ; enfin, il ne lui déplaît pas d'étaler son crédit, de couvrir les anciens évêques de son efficace protection, de se faire parmi eux, par cette distribution de grâces, des débiteurs. « Quoique je n'aie pas l'honneur d'être connu de vous, écrit-il le 23 décembre 1801 à Fontanges, archevêque de Toulouse, j'ambitionne le plaisir de pouvoir accélérer le terme de votre exil... Quittez, Monseigneur, le séjour de Palma. Partez le plus promptement possible. Revenez par Perpignan. Le préfet des Pyrénées-Orientales facilitera votre retour, d'après les instructions qu'il a reçues. Mais surtout, Monseigneur, ne différez pas ; les moments sont précieux. Et quand il s'agit de terminer un long exil, qui pourrait hésiter (1)? » La Tour du Pin Montauban, archevêque d'Auch, reçoit une lettre analogue (2). On peut présumer que ces invitations engageantes ne se bornèrent pas à ces deux prélats, que beaucoup d'autres correspondants furent l'objet de semblables ouvertures. De là une lutte sourde entre le ministre de la Police et Bernier.

Fouché se consolait par des mesures vexatoires qui gênaient pour les exilés la joie du retour, leur imposait des quarantaines à Bruxelles, les arrêtait au besoin après un repas qu'ils avaient pris chez un des consuls, mais, pour le fond, contraint de céder, il ne pardonnait pas au curé de Saint-Laud de lui imposer par son influence, des mesures si contraires à ses propres vues. Aussi travaille-t-il constamment à le discréditer dans l'esprit de Bonaparte. Ses observateurs le surveillent étroitement. Des bulletins de police très nombreux, très développés, constamment tendancieux, souvent hostiles, s'appliquent à le compromettre et à le discréditer. Bernier a partie liée avec les émigrés ; le clergé et l'opinion lui sont également hostiles. Il est en relation avec Lanoue, un affidé de la cour de Mittau (3), avec les prêtres des Carmes qui ne travaillent qu'à opérer la contre-révolution (4), avec Pancemont qui passe non moins que lui « pour protéger ouvertement

(1) P. DUDON, *Autour des démissions épiscopales de l'an X*. Études, CI, 255.

(2) ID., *Ibid.*, 256.

(3) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 200.

(4) ID., *Ibid.*, II, 309.



les émigrés », avec des chouans ; ses audiences publiques à cet égard sont significatives ; on y voit figurer La Ferrière, de Ségur, La Trémoille, de Tolozan, de Virien, les parents de Bourmont, Suzannet, d'Andigné ; sans doute, il est question d'affaires religieuses puisqu'on aperçoit Spina, mais aussi de grâces à solliciter pour les chouans captifs, les émigrés, les prisonniers du Temple ; on y parle de la Vendée, et même de Georges. Heureusement, Bernier se montre d'une prudence extrême et ses visiteurs gardent la même réserve ; bientôt même le curé de Saint-Laud, qui a eu l'éveil, suspend ses audiences et l'observateur devra se contenter de signaler leur interruption (1).

Ses sermons ne sont pas moins épiés ; la police de Fouché ne compte-t-elle pas, outre Desmarets, des agents fort compétents en éloquence sacrée ? Mais ces spécialistes, si défavorables à Royer, « un fanatique qui a déraisonné pendant plus d'une heure à Notre-Dame », et au pauvre Fournier que son ardeur oratoire fera prendre pour un aliéné et conduire à Bicêtre, ne trouvent rien à reprendre dans les discours de Bernier. Au contraire, il parle en termes heureux du gouvernement et de la paix religieuse, et le policier de service se plaît à rendre hommage à son loyalisme et à son talent. Seul, un sermon prononcé à Saint-Louis-en-l'Île n'a nullement soutenu sa réputation ; il n'y avait ni plan ni style, « toutefois il n'a rien renfermé de contraire au gouvernement » (2).

Malgré cette éloquence incontestable Bernier ne réalise pas l'unanimité sur son nom. Le clergé constitutionnel redoute sa partialité ; le curé de Saint-Laud protège trop les insermentés ; avec l'évêque de Saint-Papoul, il est un des patriarches de cette Église (3) ; son influence empêchera les jureurs d'obtenir des places dans la nouvelle organisation ; toutes les faveurs iront aux réfractaires qui se flattent ouvertement de sa protection, et cette crainte est d'autant plus vive que, d'après la rumeur publique, sa nomination à Tours serait rapportée ; il deviendrait coadjuteur de Paris et confesseur des membres du gouvernement. De quel crédit ne va-t-il pas disposer et au profit de quelle cause ? Cet homme, dont l'influence est si redoutée, paraît tellement sujet à caution qu'on fait courir le bruit de son arrestation, et ce bruit trouve immédiatement créance. L'impression faite par cette rumeur n'est pas moins significative : « Cette nouvelle a jeté

(1) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 224, 254, 269, 278.

(2) ID., *Ibid.*, 321.

(3) ID., *Ibid.*, 264.

l'alarme parmi les émigrés et chez ceux qui n'avaient obtenu leur surveillance que par son canal (1). »

Bernier, malgré toute sa dextérité, ne désarmera jamais cette opposition de Fouché, qui eût suffi à lui barrer la route tant elle était active, sournoise, alarmée. M. de Talleyrand fit-il chorus avec son collègue de la police? Il est assez difficile de le dire. Si, à la fin, en 1805 lors des affaires d'Allemagne, les deux diplomates paraissent avoir travaillé dans le même sens, ils commencèrent par travailler en sens contraire lors de la négociation du Concordat, et c'est une histoire curieuse que celle de cette collaboration officielle recouvrant de part et d'autre de sourdes et continuelles menées. Quand le plénipotentiaire avait laborieusement tressé quelques fils, le ministre, sans qu'il y parût, avec un art souverain et une hauteur dédaigneuse, s'appliquait à les dénouer. Avec une égale sérénité, une égale obstination, et une égale maîtrise, le premier, avec les bribes de son précédent travail, recommençait à élaborer des articles de convention, graduait savamment les termes, s'appliquait, par des artifices de rédaction, à sauver ce qu'il appelait la substance. Tour à tour l'impatience, les préjugés, les brutalités même du Premier Consul, puis sa volonté arrêtée d'aboutir à un accord, les jacobins, les royalistes, les chouans, l'opposition des politiques et des philosophes, les haines religieuses, les désirs profonds du pays, leur fournissaient des enjeux qu'une même habileté leur faisait recueillir et manier. Ils avaient, l'un et l'autre cette manière adroite d'insinuer, qui glisse les conseils, introduit les avis, suggère les solutions. Ils étaient l'un et l'autre pareillement redoutables ; pour miner un homme, détruire une influence, ruiner une argumentation, un mot, un trait, méprisant, impassible, leur suffit. Sans qu'ils paraissent y toucher, tout se dissout entre leurs mains.

Cette lutte sourde se prolongea longtemps. A la fin, il fut évident que la négociation aboutirait. Talleyrand était assez intelligent pour le pressentir, assez nonchalant pour s'y résigner. Il ne semble pas qu'il ait tenu rigueur à Bernier de son succès. Un Talleyrand n'a jamais le dessous, car l'application des traités lui réserve toujours des possibilités de revanche ; les conventions une fois signées, il lui reste la ressource d'en paralyser les effets et ce jeu ne lui déplait nullement. D'ailleurs, le curé de Saint-Laud ménage adroitement les susceptibilités de son ministre ; la flatterie ne lui répugne pas,

(1) Arch. Nat. F<sup>7</sup>, 3830.

une flatterie qui ne se contente plus d'insinuations, mais qui force la note pour mieux plaire. Il sait le langage qui convient pour traiter avec lui de matières religieuses et l'emploie au besoin ; par l'allure de certaines lettres on peut deviner le ton de ses entretiens, et les jugements qu'il porte sur Rome, la façon cavalière dont il les formule, ne détonneraient ni dans la bouche, ni sur les lèvres de Talleyrand. Si, dans certaines circonstances, il parle et écrit comme un Père de l'Église, ce n'est pas dans le cabinet de l'ancien évêque d'Autun où le style des Pères de l'Église est oublié depuis longtemps. Volontiers, il y affecterait plutôt une indépendance peu respectueuse, et, comme on disait alors, « un esprit libre de préjugés. »

Enfin, le ministre des Relations extérieures est trop bon juge pour ne point faire grand cas d'un diplomate aussi habile. Son intelligence exceptionnelle, sa dextérité dans les négociations les plus ardues, sa puissance de travail, l'étendue de ses informations, l'art consommé avec lequel il rédige ses notes, l'aisance de son style clair, distingué, réticent dans ses promesses, modéré dans ses exigences, souple jusque dans ses sommations, autant de qualités de premier ordre et que le ministre appréciait. Quant aux faiblesses de l'homme, elles n'étaient pas de celles dont s'inquiète un Talleyrand, mais de celles qu'il sait exploiter.

L'organisation du service des Cultes, en octobre 1801, transformait-elle en hostilité ouverte ces dispositions douteuses ? Le ministre des Relations extérieures s'unit-il à Fouché pour écarter de Paris l'influence redoutable du curé de Saint-Laud ? On l'a prétendu. Il est certain que Fouché vit du plus mauvais œil la création d'un organisme, par lequel il se trouvait dépossédé de la police des cultes, objet particulier de sa sollicitude. La mesure lui fut d'autant plus sensible qu'elle équivalait à un désaveu formel de son hostilité systématique, et que les catholiques la saluèrent comme une libération. Il ne la pardonna pas à Portalis, encore moins à Bernier, son assesseur, qu'il soupçonnait d'avoir patronné la nouvelle institution avec l'espoir de la diriger. De fait, le bruit courut que le curé de Saint-Laud deviendrait ministre des Affaires ecclésiastiques et Caprara, mis au courant, crut devoir avertir sa cour. Le légat envisage cette perspective sans enthousiasme, comme un bien relatif, sinon comme un moindre mal ; parmi tant d'incompréhensions et de malveillance, il s'estime encore heureux, écrit-il, d'avoir affaire à un Bernier (1). Bernier ne fut pas nommé ministre des Affaires

(1) BOULAY, *Documents*, III, 527.

ecclésiastiques ; mais, quoiqu'il en soit des vues intéressées qu'on lui prête en la circonstance, il n'en rendit pas moins à l'Église de France un très grand service, dans la mesure où il contribua au dessaisissement de Fouché.

Du côté de celui-ci, il n'avait pas grand'chose à perdre, encore moins à espérer ; mais du côté de Talleyrand, sa situation indécise, instable, pouvait se modifier dans un sens défavorable. Le ministre des Relations extérieures se trouve sans doute moins touché par l'organisation des cultes que son collègue de la police ; car la suppression d'un adjectif dans le projet d'arrêté consulaire lui conserve la correspondance « extérieure », relative aux affaires religieuses (1) ; tout ce qui concerne l'organisation et la correspondance intérieure échappe par contre à sa compétence, pour relever du conseiller d'État Portalis. On continue bien quelque temps à lui notifier les démissions des évêques ; on utilise ses services pour distribuer la bulle *Tam multa* en Allemagne, et pour y agir sur les hésitants ; mais les nominations lui sont enlevées. C'était, il faut l'avouer une situation extraordinaire que celle de cet homme, appelé par ses fonctions officielles à reconstituer l'épiscopat de France, après l'avoir déserté, déshonoré, trahi. Cette situation ne paraissait nullement le gêner, mais les convenances autant qu'une politique sage exigeaient qu'elle cessât. Talleyrand fut très froissé. Moins indifférent qu'on ne le croit aux raisons qui motivent cette mesure, il se voit en outre privé d'une influence directe, dont il espérait bien se servir au profit de ses anciens collègues les révérendissimes évêques de l'Église constitutionnelle. Or, voici que Portalis, aidé de Bernier, s'évertue à les écarter des promotions nouvelles et, si le ministre des Relations extérieures réussit à les imposer, leur nombre demeurera très inférieur à ses propositions officielles comme à ses désirs secrets.

Pour toutes ces raisons, à supposer qu'il n'ait pas combattu la candidature du curé de Saint-Laud, Talleyrand ne pouvait s'y montrer favorable. D'ailleurs, pour interdire Paris aux ambitions de celui-ci, le ministre de la Police suffisait amplement et, avec lui, l'opinion publique, car même l'opinion catholique, était ici avec Fouché contre les entreprises de Bernier.

C'est un fait, on n'aimait pas Bernier et l'estime dont il jouissait se tempérerait, c'est le moins qu'on puisse dire, de réserves presque

(1) Le projet d'arrêté portait pour l'article III, 40 : « entretenir toute correspondance intérieure ou extérieure au sujet de la matière des cultes. »



unanimes. Cet homme donnait une impression de malaise et d'insécurité. « Court, trapu, l'œil louche, le visage rouge et plein, le poil épais et crépu, » tel nous l'a dépeint dans ses Mémoires le général Thiébault. Nulle finesse dans les traits, nulle distinction dans le maintien, nulle expression dans la physionomie, mais des apparences rudes, une démarche lourde, des allures fuyantes, des airs mystérieux. A première vue, il déplaisait, il inquiétait. Mais voici qu'il parle ; ses yeux se découvrent, son regard brille, sa figure ronde et pâteuse s'anime et vit, la parole coule abondante, précise, nuancée, suave, chaude, de ses lèvres épaisses ; tout son être se transforme en s'illuminant. On oublie son physique disgracieux et « repoussant », la défiance se dissipe, l'homme est transfiguré, l'auditeur sous le charme, on est malgré soi entraîné et séduit. En dépit de l'impression première, en dépit des souvenirs qu'il évoque, on s'abandonne « aux touchantes inspirations de l'être le plus candide, le plus étranger à toutes les passions humaines et à tous les intérêts de la vie (1) ». Telle la fée des contes, l'intelligence merveilleuse de Bernier a réalisé cet enchantement.

De là cette impression mêlée qu'on éprouve à son contact. A ses contemporains il apparaissait déconcertant ; à distance, il reste une énigme. Successivement, il inquiète et rassure, rebute et attire, excite l'admiration et le mépris ; on le prend à trahir, l'instant d'après, on s'aperçoit qu'il sert. Ondoyant et autoritaire, aussi dévoré d'ambition que dévoué aux causes qu'il embrasse, obséquieux et dominateur, rude de manières avec des délicatesses exquises, politicien sans scrupule et évêque accompli, exemplaire dans sa paroisse comme dans son diocèse et décrié de mœurs lors de ses campagnes de Vendée, il déconcerte toutes les affirmations, se dérobe à tout jugement catégorique et définitif. Lorsqu'on met en relief un des aspects de cette physionomie curieuse, on risque de méconnaître les autres, qui le complètent et le rectifient en le contrariant ; lorsqu'on étudie l'une des périodes de cette vie, on ne risque pas moins d'oublier les précédentes et les suivantes, où semble se révéler un homme tout différent. C'est un jeu continu d'ombres et de lumières, avec des perspectives en perpétuel mouvement qu'il est difficile, sinon impossible de fixer.

Pour comprendre Bernier, afin de le juger équitablement, il ne suffit pas d'échapper aux passions ardentes de ses contemporains ;

(1) *Mémoires du général Thiébault*, II, 347.

il faut encore un sens averti des complexités humaines et des conditions historiques dans lesquelles il a vécu. Le contradictoire et le successif, que les moralistes discernent dans l'apparente unité de nos âmes, s'accuse avec le grossissement des crises sociales au lieu de se fondre, comme il arrive généralement à la faveur de circonstances ordinaires, dans une moyenne plus ou moins honnête. Sans la Révolution, Bernier restait bon curé de sa ville épiscopale, brillant professeur ; il continuait à édifier ses paroissiens par sa régularité, son zèle, ses vertus pastorales, son éloquence, à étonner ses élèves par sa science et sa prodigieuse mémoire ; on aurait ignoré de quoi il était capable ; peut-être, l'eût-il ignoré le premier ? Et, pour recueillir le souvenir aussi effacé qu'honorable de cette illustration locale, on ne rencontrerait dans une Académie de province que de rares érudits. La Révolution le tira de sa chaire et de sa cure ; elle le lança dans les entreprises et les aventures. Le Bernier de Saint-Laud devint ainsi le Bernier de l'histoire.

Or, ces entreprises et ces aventures lui vaudront, dans tous les camps, non seulement des inimitiés, mais des haines. Les royalistes ne lui pardonnent pas plus que les jacobins la guerre de Vendée. Les premiers lui reprochent d'avoir fait fusiller le chef chouan Marigny, livré Stofflet, désuni les généraux, trahi la cause du roi et celle même de l'Église, les seconds d'avoir commandé des massacres, de les avoir présidés, d'y avoir participé le poignard à la main. Royalistes et jacobins l'accusent en outre d'avoir, à l'arrière, dans les châteaux où il recevait une hospitalité galante, mené joyeusement la guerre, expédiant les nobles trop gêneurs au feu, et assez en bonne place pour être certain qu'ils n'en reviendraient pas. Enfin, la haute situation qu'il occupait dans les armées vendéennes lui aurait permis des malversations, des concussions, des tripotages, sans compter les grosses sommes dont les généraux bleus achetaient sa trahison. Il faut évidemment faire la part des calomnies, des haines, des passions politiques acharnées contre Bernier, et cette part doit être assez large ; mais il reste, malgré la contradiction des témoignages, des coïncidences étranges, des apparences troublantes et une certaine unanimité sur le fond. Jusqu'à la fin de sa carrière, Bernier sera poursuivi par ces accusations déshonorantes, elles empoisonneront sa vie ; on les redira jusque sur sa tombe, et toujours ses ennemis de tout bord s'en feront une arme pour le perdre dans l'esprit de Bonaparte et de Caprara. En attendant qu'elles aboutissent à une complète disgrâce, elles pèseront fortement dans la balance

quand il s'agira d'interdire le siège de Paris à un candidat aussi disuté.

Combattu par les partis politiques et par les ministres, vilipendé par les jacobins, les royalistes, les constitutionnels, Bernier trouvait-il du moins dans la capitale quelque faveur auprès du clergé réfractaire? La paroisse Saint-Sulpice, réfugiée dans l'église des Carmes, l'avait sans doute adopté. Aux Carmes, il officie et, dans les grandes circonstances, prêche; des relations amicales l'unissent à Pancemont que le Premier Consul estimait et aimait, à ses vicaires; l'un de ces derniers, l'abbé Clavelot, lui a servi de secrétaire pendant la négociation du Concordat; devenu évêque d'Orléans, il l'attachera à sa personne, lui donnera toute sa confiance, en fera son commensal, son vicaire général et son chapelain. Mais le séminaire reste indisposé contre le curé de Saint-Laud. Le supérieur, M. Émery, le directeur, M. Duclaux, le connaissent depuis longtemps, depuis Angers, et le connaissent à fond, ce qui n'est pas le cas des « Messieurs de la paroisse », auxquels certains aspects du personnage semblent avoir échappé. Émery n'aime pas Bernier et le juge sans bienveillance, sinon avec une certaine sévérité. A ses yeux, c'est un ambitieux, un intrigant. Rien de plus significatif à cet égard que sa correspondance, où l'on relève sur lui quantité d'allusions et de traits caractéristiques; la pensée profonde du supérieur y apparaît suffisamment, sous les formes réticentes dont elle s'enveloppe; nulle part on ne trouve une marque d'estime ou d'approbation, partout des réserves, parfois un certain agacement d'une activité si remuante, et, pour parler des « politiques de campagne » (1), une note de raillerie dédaigneuse, qui traduit avec les griefs du Parisien, les critiques inspirées par l'esprit sulpicien le plus authentique. Chez un tel homme, qui possède à ce point le sens des choses ecclésiastiques et des choses humaines, une pareille attitude donne à réfléchir. Entre Émery et Bernier, il y eut sans doute rivalité d'influence et cette rivalité doit entrer en ligne de compte, pour réduire à sa valeur exacte le jugement porté par le premier sur le second, mais il y eut surtout une opposition de principes. Sur les rapports du prêtre et des choses politiques, leurs vues n'étaient point les mêmes. Tous deux prêchaient la modération et les solutions conciliantes. Tous deux estimaient opportun de reconnaître César et d'intervenir auprès de lui en faveur de Dieu; tous deux intervenaient efficacement. Mais l'un

(1) Émery à Bausset, 13 févr. 1803, *Papiers Emery*, VI, f° 235.

d'eux, Émery, restait soigneusement en dehors, s'enveloppait de silence, d'effacement; loin de s'imposer ou même de s'offrir, il agissait discrètement, à son heure; sa force était très grande, aussi grande que son prestige, car il la devait à son indépendance, à son absolu désintéressement, à sa haute valeur morale. Aucun parti n'a réussi à l'accaparer; étranger aux préjugés comme aux passions politiques, il tient compte des situations de fait, respecte, fût-il révolutionnaire, le gouvernement établi dans ce que son autorité présente de respectable, travaille, non d'après ce qui fut ou d'après ce qui sera, mais d'après ce qui est; le passé disparu, l'avenir hypothétique ne comptent pas à ses yeux attachés au seul présent, car son esprit positif ne se nourrit pas de souvenirs ni de chimères. Du présent toutefois, la superstition ne l'aveugle point, l'indépendance de son jugement s'exerce également sur lui. Il n'en condamne pas tout; il n'en approuve pas tout; il en utilise ce qui est utilisable, désire y trouver des choses acceptables aussi nombreuses que possible; mais là où il faut le censurer, il le censure, lui résister, il lui résiste, sans fracas, avec beaucoup de formes et un souci constant de ne pas donner à ses refus des allures blessantes ou dures. Jamais sa fermeté ne se dément; on le vit sous la Révolution, on le verra encore sous l'Empire. Sa personne ne compte pas, mais seule la cause de l'Eglise dont il est le serviteur. Pour lui, il n'attend rien, car il a fait des dignités ecclésiastiques le sacrifice définitif et absolu. Il veut être prêtre, rien que cela et dans tous les sens du mot, renonce aux récompenses humaines, s'interdit toute incursion sur le terrain proprement politique, compte avant tout sur le rayonnement des valeurs morales spirituelles. C'est dire en quoi il s'oppose à Bernier.

Cette attitude, toute de sagesse et de désintéressement, lui vaut une immense autorité. Très écouté du conseil archiépiscopal de Paris, il possède aussi la confiance de nombreux évêques, celle du clergé insermenté, celle des constitutionnels réconciliés grâce à la largeur, à la modération de ses directives. Grégoire lui-même l'estime et se trouve en relations courtoises avec lui. Bientôt, il aura l'oreille de Fesch et Bonaparte recourra à ses lumières. Seuls, les exagérés lui reprocheront comme une trahison d'avoir permis le serment de liberté et conseillé la promesse.

Une telle puissance qui ne devait rien à la politique et reposait entièrement sur un prestige d'ordre moral, sans équivalent, gêna, dit-on, Bernier. Il en prit ombrage et songea, par une promotion honorable à l'éloigner suffisamment de Paris, pour n'avoir plus à



compter avec elle. La note suivante, relevée dans le dossier des candidatures épiscopales, paraît assez significative de cette belle intention. « Émery. Il a de vastes connaissances, un caractère ferme et résolu ; il conviendrait pour cette dernière raison dans la place et dans le lieu où ce genre de caractère sera le plus nécessaire, c'est-à-dire à Arras ; il y fera par son zèle respecter son autorité, malgré les efforts de son prédécesseur s'il osait résister (1). » De si fortes qualités trouveraient bien mieux leur emploi hors de Paris, pour le bien des âmes, la tranquillité du gouvernement, la commodité de Bernier.

Arras échut de fait à Émery ; mais Émery décline cet honneur ; il doit avant tout reconstituer le séminaire, la Compagnie, donner à ses élèves cet exemple de désintéressement. Il s'en explique au Premier Consul par une lettre aussi respectueuse que fortement motivée (2). Une autre lettre suit, sur un autre ton, adressée cette fois à Bernier même, à qui le supérieur doit, avec cette nomination épiscopale, la situation difficile où le met la nécessité d'un refus. La réponse de l'évêque nommé d'Orléans est assez piquée ; il se défend contre des « reproches » qu'il ne mérite point, car c'est de reproches qu'il s'agit ; puis, non content d'insister en faveur d'une acceptation, à laquelle « aucun motif fondé ne s'oppose », il devient pressant, menaçant. « Pesez les suites d'un refus. Je ne suis ni trop crédule, ni susceptible de l'impression de la peur, et cependant je vous déclare que je redoute des suites pour le bien de la chose, la vôtre et celui de votre congrégation. Prévenez-les par une acceptation qu'aucun des motifs que vous alléguerez n'excuse. J'attends votre réponse avant dix heures demain, je dois la rendre à cette époque. Daignez me la faire tenir à temps et aussi bonne que je la désire (3). » Émery ne s'inquiéta nullement de ces menaces. « Bernier, écrivait-il le 3 janvier 1801, est connu depuis longtemps pour donner ses pensées pour celles des autres et ses décisions pour celles de Rome (4). » Il jugea que l'évêque avait pris sur lui cette sommation et répondit par une lettre, aussi ferme que savoureuse, à cet ultimatum. Sous les raisons d'ordre général qu'allègue le supérieur, percent sans peine des arguments *ad hominem* qui, dans l'occurrence, ne manquent pas de piquant. Le refus d'un évêché ne saurait être un scandale ni un crime « aux yeux d'un ecclésiastique aussi instruit », ni « aux yeux

(1) Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 1902.

(2) Émery au Premier Consul, *Papiers Emery*, I, f<sup>os</sup> 221-223.

(3) Bernier à Émery, 13 avril 1802. *Ibid.*, I, f<sup>o</sup> 225.

(4) Émery à Bausset, 3 janv. 1801. *Ibid.*, VI, f<sup>o</sup> 86.

du Premier Consul que ce refus honore, puisqu'il prouve qu'il a jeté les yeux, pour remplir les places, sur des sujets qui ne les avaient pas brigüées. » Pour lui, il ne craint rien. Quant à la Compagnie, si, par impossible, elle devait subir les conséquences d'une détermination toute personnelle, il ne lui resterait, nouveau Jonas, qu'à « se jeter à la mer ou, pour parler sans figures, à remettre (son) autorité entre les mains d'un autre et vivre dans une retraite éloignée, ce qui depuis longtemps est l'objet de tous mes vœux » (1). Mais en attendant, Émery ne quittait pas la place ; ce qui ne faisait nullement l'affaire de Bernier.

Ainsi donc, de tous côtés, sa candidature rencontrait des obstacles et, pour le moment, Paris demeurait interdit à son ambition. Mais il n'a que trente-neuf ans et l'avenir lui reste ouvert. Il affecte donc l'indifférence et se rabat à défaut de Rouen, réservé à l'abbé Cambacérès, sur Tours (2). Son dessein est alors de se rapprocher de l'Ouest. « Je ferai pour cet objet tous mes efforts », écrit-il, le 4 janvier 1802, à son ami, le général Girardon, qui lui parlait d'une charge à Rome (3). » Il fit en effet tous ses efforts pour qu'on transférât à Angers, l'archevêché de Tours, sur lequel il avait jeté son dévolu. Faute d'y réussir, il essaie du moins d'obtenir, pour son ami Pance-mont, le siège d'Angers, comme le prouve cette recommandation ajoutée, de sa propre main, au dossier du curé de Saint-Sulpice : « Je le désire pour évêque à ma patrie (4) ». Ainsi, il garderait la haute main sur cette région qu'il avait jadis soulevée, puis apaisée ; son influence continuerait à s'y exercer, son action à s'y faire sentir, au profit du gouvernement, comme à son profit personnel. Ce plan parut d'abord aboutir. Portalis, dans son rapport du 20 février 1802, proposait Bernier, comme archevêque de Tours, et Pancemont, comme évêque d'Angers (5). Mais Bonaparte bouleversa le projet en transférant à Nantes la métropole de l'Ouest.

Bernier deviendrait-il donc archevêque de Nantes ? Aucun document à cette date ne lui assigne ce siège. Le 16 mars, une seule chose est arrêtée dans l'esprit du Premier Consul : le curé de Saint-Laud sera archevêque, ainsi que Boisgelin, car, Boisgelin et lui, il les met « hors de ligne comme ayant dans les circonstances rendu de grands

(1) Émery à Bernier. *Papiers Emery*, I, f° 226.

(2) BOULAY, *Documents*, III, 526.

(3) *L'Anjou historique*, XXII, 98.

(4) Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 1902.

(5) BOULAY, *Documents*, V, 206.

services au système ». Sur ce point, sa résolution est « invariable » (1). Quant à la métropole réservée à ce bon serviteur, le choix de Bonaparte n'est pas encore fixé. Bernier d'ailleurs ne semble pas avoir postulé ni même désiré Nantes. Ses regards continuaient à se tourner vers Paris. Sans doute, il lui fallait pour le moment renoncer au premier diocèse de France, en raison des oppositions rencontrées. Mais l'avenir restait ouvert qu'on pouvait ménager au prix d'un effacement provisoire et, par d'heureuses combinaisons, préparer.

Pour Paris, Portalis avait proposé son ami de Boisgelin. Mais le parti royaliste, qui ne pardonne pas à l'archevêque d'Aix son ralliement, mène contre sa candidature une campagne ardente. On exhume une traduction des *Héroïdes* d'Ovide, due à la plume de ce prélat, au temps de sa mondanité ; on fait grand scandale avec ce péché littéraire de sa jeunesse. Les constitutionnels ne sont pas les derniers à dénoncer pareille indignité, car ils revendiquent ouvertement le siège de Paris pour un des leurs. On jugea difficile dans ces conditions une nomination dont se fût accommodé le frivole dix-huitième siècle. Portalis lui-même n'avait-il pas dû écrire de son candidat : « Il est homme d'esprit, mais peut-être trop aimable pour plaire à la nation dévote » (2). Fouché trouvait sa théologie insuffisante (3). Enfin, au témoignage de M. Émery, il a eu contre lui « bien des gens ». « Ils le redoutent, écrit le Supérieur de Saint-Sulpice, pour une raison facile à deviner (4) » : on craignait qu'il n'acquît de l'influence politique et ne portât ombrage à M. de Talleyrand (5).

D'autre part, on ne voulait pas d'un constitutionnel et le ministre des Relations extérieures ne réussit pas à le faire nommer Primat, malgré toute son insistance. Outre que la chose eût été fort mal prise à Rome, et probablement même à Paris où les insermentés gagnaient continuellement du terrain, le gouvernement pouvait craindre chez un évêque de cette église une raideur doctrinale et politique dont il ne se fût pas accommodé.

Le choix se porta donc sur M. de Belloy. M. de Belloy était le doyen d'âge des deux évêchés, puisqu'il atteignait quatre-vingt douze ans et personne ne pouvait lui contester ce titre, vénérable

(1) BOULAY, *Documents*, V, 234.

(2) ID., *Ibid.*, V, 206.

(3) Arch. Nat., AF IV, 1044.

(4) Émery à Bausset, *Papiers Emery*, VI, f° 189.

(5) LAVAQUERY, *le Cardinal de Boisgelin*, 301.

entre tous. « Pacifique, un des premiers démissionnaires. Restera fidèle. Grand âge. Deux attaques d'apoplexie. » Telles sont les références données par une note de la police (1). Elles ne présentaient rien d'inquiétant ni pour le gouvernement, qui pouvait compter sur les vertus accommodantes du vieil archevêque, ni pour les politiques, toujours inquiets d'une ingérence ou même d'une influence. Par ailleurs, les notes des Cultes le donnaient comme « bon évêque, estimé dans son diocèse, jouissant encore de sa raison et d'une santé au-dessus de son âge » (2). Enfin, la solution restait une solution provisoire, car, normalement, on ne pouvait tabler, avec ce vieillard, sur un long pontificat ; la nomination définitive, repoussée ainsi à une date ultérieure, deviendrait plus facile grâce à l'apaisement des esprits.

La combinaison était élégante ; mais elle faisait si bien l'affaire de Bernier que, généralement, on lui en attribua l'honneur, en raison des profits personnels qu'il en pouvait retirer. En attendant une succession qui ne tarderait guère, il faudrait un coadjuteur à cet évêque nonagénaire, faible, timide, et qu'on prétendait diminué, d'autant plus qu'il s'agissait d'un diocèse très peuplé et d'une totale réorganisation. Pour se préparer à devenir le successeur, Bernier serait d'abord le coadjuteur, mais sans le titre, car le titre pouvait porter ombrage et ressusciter une opposition qui compromettrait tout. « Annoncer d'abord tout ce qu'on désire, ce serait donner à l'affaire une tournure majeure (3), » ce dont il faut bien se garder. Tel est le principe qu'il applique dans sa diplomatie et plus encore lorsqu'il s'agit de sa propre carrière ; et voici la marche qu'il suit généralement « timide et lente », mais qui amène « au point qu'on désire » (4). Il se glisse dans une situation sans mandat bien défini, y prend de l'influence par son activité et son savoir-faire, y exerce une autorité de fait, puis, après coup, cherche à faire consacrer cette autorité par une reconnaissance de droit. Ainsi agit-il lors des guerres de Vendée ; à force d'offrir ses conseils et de rendre des services, il finit par prendre part aux délibérations des chefs, d'abord comme simple conseiller, sans aucun titre officiel, puis, peu à peu, il s'implante, s'impose, commissaire général avant la lettre, jusqu'au jour où une

(1) Arch. Nat., AF IV, 1044.

(2) *Ibid.*, F<sup>19</sup>, 1903.

(3) Arch. Af. Étr. Rome, 937, f<sup>os</sup> 364-65. Lettre du 14 mars 1804, relative à la nomination de Bernier comme légat à Ratisbonne.

(4) *Ibid.*



nomination en règle viendra lui reconnaître une fonction qu'en pratique, il s'est progressivement attribuée. Ainsi agit-il encore au service de Bonaparte, lors des négociations concordataires ; d'abord réduit au rôle d'intermédiaire sinon d'agent secret, il s'installe dans la diplomatie ecclésiastique et au ministère des Relations extérieures ; le rôle d'auxiliaire d'abord lui suffit ; il devient, dans les circonstances laborieuses, l'homme nécessaire, se plaît au rôle d'Éminence grise en attendant des fonctions officielles à Paris, sinon à Rome, où il y avait un héritage à recueillir, celui du cardinal de Bernis. Ainsi agit-il à la Direction des cultes ; on ne l'appelle ni M. le Directeur, ni M. le Conseiller, mais il s'y crée une situation si prépondérante qu'on parle de l'y nommer ministre des Affaires ecclésiastiques. Ainsi agira-t-il plus tard, vis-à-vis de Rome, pour se faire nommer légat à Ratisbonne ; avec cette différence cependant que cet homme, ailleurs insaisissable, laissera dans les dossiers de cette affaire une pièce écrite, où se trahit, avec ses intrigues, son habituelle tactique en pareil cas. Qu'il ait fait nommer Belloy pour se ménager, avec sa succession prochaine, le gouvernement immédiat et effectif du diocèse de Paris, aucune preuve matérielle ne l'établit. Mais, à la lumière des événements de Ratisbonne, un tel plan apparaît plus que vraisemblable et, malgré l'absence de tout document écrit, on peut affirmer que ses contemporains ne lui ont pas prêté gratuitement un pareil calcul.

Pour le moment, il doit se contenter d'Orléans en quoi il est, au témoignage d'Émery, « bien attrapé » (1). On le consola par de bonnes paroles ; on lui représenta que la proximité de Paris lui permettrait d'y venir souvent, « qu'il aiderait l'archevêque dont l'âge était très avancé à porter le poids de l'épiscopat. On lui donnera en même temps à entendre qu'il succéderait à ce prélat et qu'il serait fait cardinal, ce qui fut pour lui un double motif de consolation ». Jauffret, qui était bien placé pour nous rapporter ces détails, assure que ces bonnes paroles étaient de simples précautions diplomatiques, car le gouvernement craignait de s'aliéner « un homme qui aspirait aux premières dignités ecclésiastiques et dont l'influence pouvait avoir quelque danger » (2). S'il avait réellement voulu lui ménager ces perspectives, pourquoi ne l'avoir pas rappro-

(1) Émery à Bausset, 11 avril 1802. *Papiers Emery*, VI, f<sup>o</sup> 192.

(2) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les Affaires ecclésiastiques de France*, II, 84, note 1.

ché davantage de Paris, en le nommant à Versailles, comme Bernier, nous assure Émery, l'escomptait? On se le demanda. Ce n'en est pas moins « avec le consentement et à l'instigation du gouvernement français » que, le 28 avril 1802, le Légat donnait à l'évêque d'Orléans des pouvoirs d'administrateur apostolique pour le diocèse de Paris. Aux termes de ce décret, « en cas d'impuissance ou d'incapacité absolue, malheureusement trop à craindre de la part de l'archevêque de Paris (1), » Bernier devrait, au nom de l'archevêque et selon les besoins, gouverner ce siège et pourvoir entièrement à la ville et au diocèse. Ce n'en est pas moins « sur les instances du gouvernement » que de Belloy « a autorisé » le même Bernier « à l'assister dans les actes de sa compétence (2). » Nous verrons en effet que le diocèse de Paris lui dut sa première organisation.

Mais le vieil archevêque était moins fini qu'on ne le pensait généralement et la Direction des cultes en lui reconnaissant, avec l'usage de sa raison, une « santé au-dessus de son âge », n'avait pas cru porter sur son compte une appréciation aussi juste. Il n'entendit pas du tout laisser à d'autres le soin de gouverner à sa place ; ses vicaires généraux eux-mêmes « ne furent pour lui que des auxiliaires ; contrairement à la légende, c'est à lui presque seul que doit revenir la responsabilité et le mérite de son administration, » a écrit M. de Lanza de Laborie (3). M. de Belloy saisit la première occasion pour se libérer d'un collaborateur dont il était censé avoir sollicité le concours, mais dont il supportait difficilement les ingérences ; sans bruit, mais non sans adresse, il reprit en main la direction de son diocèse, dès que l'étoile de Bernier commença à pâlir. Son extraordinaire longévité déjoua le reste des calculs prêtés à l'évêque d'Orléans puisque, grâce à elle, de Belloy survécut au successeur qu'on lui

(1) Caprara à Consalvi, 8 mai 1802. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 1922. Ces pouvoirs sont des plus étendus : ils comportent la faculté « administrandi, laudati Archiepiscopi nomine, juxta casuum exigentiam, etiam integre præsidendi, regendi et administrandi Parisien, diæcesim ». Arch. Vat. Ep. Nap. Fr XVIII. B. D'après une note de Mgr Mazio, ces pouvoirs auraient été demandés au légat à l'insu et sans le consentement de l'archevêque dont une simple délégation accordée à Bernier eût suffi. Le légat fit remarquer l'irrégularité de cette mesure confiant à un tiers l'administration du diocèse, du vivant de l'archevêque. Mais on voulait, ajoute Mgr Mazio, pourvoir à son administration en cas de vacance. *Storia del Concordato*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr I. Le légat exigea le consentement de M. de Belloy, qui, naturellement, déféra au désir du gouvernement.

(2) *Ibid.*

(3) L. DE LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*. IV, 26.

avait d'abord destiné ; il eut même la souveraine élégance d'adresser au chapitre d'Orléans en deuil de son évêque, l'expression officielle de ses regrets (1).

La nomination de l'archevêque de Paris parut le 8 avril. Le lendemain celles de quarante évêques et archevêques suivirent. La hiérarchie catholique se trouvait donc reconstituée en France sur des bases toutes nouvelles, et à cette reconstitution, conséquence première du Concordat, Bernier avait pris une part prépondérante.

Une nouvelle tâche l'attend à Orléans et à Blois. Mais il n'est pas homme à se cantonner dans les limites d'un diocèse de province, ce diocèse dût-il comprendre deux départements, et la réorganisation religieuse de la France pose encore tant de problèmes, rencontre tant de difficultés, qu'à la Direction des cultes, comme à la Légation pontificale, on aura longtemps encore besoin de ses lumières. Orléans et Paris se partageront désormais sa résidence, son Église et l'Église de France ses travaux et ses soins ; il ne laissera pas, entre temps, de s'occuper de l'Église universelle. Autant de terrains sur lesquels il nous faut maintenant suivre cette prodigieuse activité.

(1) Arch. Ev. Orléans. *Registre du Chapitre I.*

## CHAPITRE III

### BERNIER ET LA RÉCONCILIATION DES ANCIENS ÉVÊQUES CONSTITUTIONNELS

- I. Le Légat avoue qu'il est mandaté par Rome pour réconcilier les anciens évêques constitutionnels nommés par le Premier Consul. — Il avoue également qu'il est mandaté pour leur donner l'institution canonique. — Comment Bernier lui arrache successivement ces deux aveux. — La réception officielle du cardinal ajournée.
- II. La réconciliation des anciens évêques constitutionnels. — Réception officielle du Légat. — Sacre de Bernier à Notre-Dame. — Le gouvernement s'oppose à toute rétractation. — Les évêques constitutionnels repoussent la formule exigée par Rome. — Le Légat, de son côté, repousse la formule de Bernier, agréée des constitutionnels et du gouvernement. — Il finit par l'accepter moyennant une rétractation verbale qui la complètera. — Bernier est chargé avec Pancemont d'obtenir et de recevoir cette rétractation.
- III. Démentis des constitutionnels. — Perplexités de la Légation. — L'allocution du Pape. — Embarras de Bernier. — Les constitutionnels ont-ils reçu leur décret d'absolution? L'ont-ils accepté avec les conditions qu'il comporte? — Dans quelle mesure Bernier a positivement trompé le Légat. — Dans quelle mesure le Légat s'est laissé tromper.

Avant de suivre la prodigieuse activité du nouvel évêque d'Orléans dans son diocèse, dans l'Église de France, dans l'Église d'Italie, dans l'Église d'Allemagne, un problème des plus délicats doit retenir notre attention. Il se pose au point culminant de sa vie, à un moment où toutes les ambitions lui paraissaient permises. Jusqu'alors, l'heureux négociateur du Concordat n'avait connu que des succès et voici que, en avril 1802, sa surprenante fortune, en attendant une disgrâce définitive, subit une première éclipse, sa responsabilité se trouve engagée gravement, sa parole et ses serments publiquement mis en doute. La confiance s'ébranle à la Légation, le gouvernement mécontent demande des explications et décerne équivalement un blâme, les constitutionnels protestent, les non-constitutionnels



s'indignent et, sur la mémoire de l'évêque d'Orléans, dès lors, une accusation planera, celle d'avoir, au prix d'un parjure, joué Caprara, pour lui extorquer l'institution canonique des « Révérendissimes évêques », soi-disant réconciliés par ses soins.

Dans la vie de Bernier, cette page reste l'une des moins nettes ; obscure en elle-même, rendue plus douteuse encore par des polémiques postérieures, elle se dérobe, malgré de nombreuses tentatives, à la lumière et il semble bien qu'avec les documents dont nous disposons actuellement, il faille renoncer à l'éclairer complètement.

Mais n'est-il pas possible grâce au contexte qui la prépare, grâce à certains détails secondaires fournis par des pièces nouvelles, de dégager davantage le rôle joué par Bernier dans cette affaire, et par là de circonscrire sa responsabilité?

## I

La décision de Bonaparte était, nous l'avons vu, définitive ; le nouvel épiscopat comprendrait des constitutionnels. On s'attendait bien à ce que le Pape s'émût de cette promotion ; on escomptait ses protestations. D'avance, on était résigné à les subir et bien résolu à n'en tenir aucun compte. Mais dans quelles conditions Rome consentirait-elle à réconcilier les assermentés et à leur donner l'institution canonique ? Tout ce qu'on en savait à Paris se réduisait aux renseignements généraux fournis par une note de Cacault, le 2 décembre précédent ; le Pape avait consenti à instituer des évêques constitutionnels, moyennant une rétractation sincère, et envoyé à ce sujet des instructions secrètes à Caprara. Quelle était la teneur de ces instructions ? On l'ignorait complètement. Les deux partenaires en effet s'appliquent soigneusement à cacher leur jeu. Le gouvernement français cherche longtemps à déconcerter la cour romaine par une alternance de promesses et de démentis successifs ; longtemps, on laisse croire que les constitutionnels seront tous exclus, puis, on fait savoir qu'il leur sera réservé des sièges, après quoi on rassure le Pape alarmé, Caprara trop confiant. D'un autre côté, si l'on connaît l'opposition des principes faite par Rome à leur nomination, rien n'a percé des dispositions prises pour un accommodement ; surtout, on ignore si Caprara se trouve mandaté pour régler l'affaire

sur place ou si la question doit se trancher à Rome même. La chose était d'importance, car on escomptait bien rencontrer auprès du vieux cardinal, faible et isolé, plus de complaisance, surtout si l'on arrivait soit à l'impressionner, soit à le surprendre, soit à le circonvenir. Il fallait obtenir qu'il se démasquât, puis qu'il cédât. Qui pouvait mieux y réussir que Bernier?

C'est donc flanqué de cet industrieux coadjuteur que Portalis entreprit à la Légation une série de démarches, dont la gradation savante aboutirait au résultat cherché. Le 16 mars, tous deux vont de compagnie trouver Caprara pour reconnaître ses premières positions. La conversation s'engage. La liste de nominations présentée par le conseiller d'État ne comporte pas d'évêques constitutionnels. Le Premier Consul a relevé la chose. « Je ne dis pas, a-t-il ajouté, que je veux en nommer; je ne promets pas de les écarter, mais je veux absolument savoir si, au cas où j'en nommerais, le Pape les frapperait d'une exclusive absolue. » Les deux messagers doivent obtenir du cardinal une déclaration formelle. Celui-ci remet sa réponse au lendemain.

« Pour terminer le schisme dont souffrait si cruellement l'Église de France, Sa Sainteté, mandait-il, quoique avec affliction, permettrait que le Consul nommât quelques constitutionnels; mais on devrait laisser au légat le soin et la liberté de les réconcilier, selon les instructions qu'il avait reçues. » Caprara faisait en outre des réserves sur les personnes. Malgré toutes ces réserves, il avait avoué ce qu'on voulait lui faire avouer : Rome l'avait mandaté pour la réconciliation des évêques « intrus » que le gouvernement nommerait aux nouveaux sièges de France (1).

Mais était-il mandaté pour leur conférer l'institution canonique ou bien devrait-on l'obtenir directement de l'autorité pontificale? Telle était la seconde position qu'il importait maintenant de reconnaître, avec d'autant plus de soin qu'elle livrait la clef même de toute la résistance. Il fallait manœuvrer de telle sorte que le légat fût contraint de la démasquer, comme il avait déjà démasqué la première. Bernier se chargea encore de cette seconde opération.

Le samedi 23 mars, il se rend donc chez le cardinal, sous prétexte de régler avec lui tout ce qui concernait sa réception officielle. Lorsque l'envoyé pontifical était arrivé à Paris, le 5 octobre précédent, en pleine nuit, l'heure ne permettait aucune des cérémonies

(1) BOULAY, *Documents*, V, 242-243.

accoutumées (1). Les retards qu'avait subis la ratification du Concordat, l'opposition des corps politiques, avaient ajouté délais à délais. Maintenant, on pouvait escompter un vote rapide de la loi sur les cultes, le moment approchait où le Concordat serait publié ; il fallait donc que le cardinal inaugurât officiellement ses fonctions. Or, un *Te Deum* devait être chanté le lendemain, 28 mars, pour célébrer la paix d'Amiens. N'était-ce pas une occasion idéale pour recevoir l'envoyé pontifical et fêter en même temps la paix religieuse ? Le Premier Consul invitait donc le légat à faire le lendemain son entrée solennelle à Notre-Dame. Il recevrait, le 1<sup>er</sup> avril, les autorités constituées ; le 5 avril, aurait lieu l'audience publique aux Tuileries. Pour tout le cérémonial on se conformerait aux précédents des anciennes légations.

Le cardinal aurait pu répondre que, jusqu'ici, ces précédents n'avaient guère été suivis, puisque l'usage voulait que l'envoyé pontifical fût présenté d'abord et le premier jour à l'audience du souverain. Mais, moins sensible que son cérémoniaire à ces interversions de protocole, il alla tout droit à la difficulté de principe. Dans quelles conditions se ferait la fonction et avec quel clergé, puisque l'église se trouvait entre les mains des constitutionnels ? Cette question ne pouvait prendre Bernier au dépourvu. Toutes les mesures opportunes, d'avance, se trouvaient prises. Le samedi, après-midi, on fermerait les portes de la cathédrale ; l'accès en serait interdit absolument ; ainsi serait exclu le clergé constitutionnel qui la desservait. Quant au clergé non-assermenté, on ne l'inviterait pas à la cérémonie. Les principes seraient donc saufs et les heurts évités. Rien par ailleurs de plus naturel. Puisque le Concordat n'était pas encore publié, ni l'Église de France organisée, on regarderait le légat comme entrant dans une cité dont la religion catholique ne se trouvait pas encore en possession ; Bernier le recevrait comme plénipotentiaire du gouvernement et comme « conciliateur des deux partis ». Il amènerait avec lui quelques ecclésiastiques pour assurer les chants nécessaires. Enfin, tout se passerait canoniquement, car le prévoyant abbé avait obtenu de M. de Juigné, l'archevêque légitime, seul qualifié pour recevoir dans sa cathédrale le légat pontifical, les autorisations écrites indispensables (2).

(1) Caprara était arrivé (ou on l'avait fait arriver) à une heure du matin. Pour l'entrée du Pape à Paris, lors du sacre, on emploiera un horaire analogue.

(2) *Storia Concord.* Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I.

Une semblable réception ne pouvait être que mesquine et ne concordait guère avec le cérémonial traditionnel; Mazio ne manqua pas de le faire remarquer (1). Mais on préféra sacrifier le protocole, plutôt que de communiquer dans une fonction liturgique avec les « intrus ». Il fut convenu que le légat se rendrait à Notre-Dame avec Mgr Erskine qui revenait de Londres, Mgr Sala, secrétaire de la légation, Mgr Mazio, les ecclésiastiques de sa suite, ses laquais en livrée de gala; il se servirait pour cela de ses trois voitures. Le cortège serait donc modeste. Irait-on jusqu'à renoncer au portecroix, monté sur une mule, qu'exigeait le cérémonial? La question fut discutée. Bernier fit comprendre sans peine que le prestige du légat ne gagnerait rien à cette « calvacata », dans le Paris de 1802, que même elle pourrait prêter à des incidents, provoquer des quolibets désagréables; le dernier carnaval n'était pas tellement loin où

(1) Sur la réception du légat et les discussions auxquelles elle donna lieu, on trouve des détails intéressants dans les *Osservazioni sul Ceremoniale* rédigées par Mgr Mazio. Boulay de la Meurthe en donne des extraits dans ses *Documents*, V, 439 et suiv. Avec tout le soin qu'apportent les cérémoniaires romains à ces relations susceptibles d'être invoquées comme précédents, Mazio note les moindres détails et souligne les infractions au cérémonial traditionnel.

En choisissant Mazio comme cérémoniaire, Caprara avait été mieux inspiré que ne prétend Consalvi toujours porté à sous-estimer le personnel de la légation parisienne. Né à Rome en 1769, Raphaël Mazio appartenait à une famille de hauts fonctionnaires pontificaux; son père était intendant de la monnaie. Nommé cérémoniaire pontifical par Pie VI, il devenait en 1801, sous Pie VII, secrétaire de la Congrégation des Cérémonies. Exilé à Bologne en 1809, il sera en 1814, envoyé au Congrès de Vienne, comme secrétaire aux lettres latines et chargé des affaires de Bavière, Piémont, Prusse, Savoie. Secrétaire de la Consistoriale en 1818, du conclave en 1823, créé cardinal par Pie VIII en 1830, il mourra en 1832.

Mazio avait rédigé un *Ceremoniale pro legato*. Bibliothèque du Vatican V. L. 10, 631, f<sup>o</sup> 379-497, ouvrage très documenté et très détaillé. Tout une partie traite spécialement de l'« Ingresso solenne di un Cardinale Legato nella Città e Chiese principale della sua Legazione ». Pour les précédents, Mazio invoque l'ouvrage d'HÉRICOURT, *les Lois ecclésiastiques*, chap. VII, le cérémonial suivi lors des légations du cardinal d'Amboise et du cardinal Chigi en 1664; il prend même la précaution d'apporter avec lui à Paris le Cérémonial du cardinal Chigi. Nul doute qu'il n'ait produit cet ouvrage, dont il est parlé dans le cérémonial pour la réception du légat, arrêté par le gouvernement français. (BOULAY, *Documents*, V, 439-444).

Raphaël Mazio saura montrer, le 16 avril, dans les discussions laborieuses relative à la réconciliation des constitutionnels, qu'il est autre chose qu'un spécialiste des rites et protocoles; il proposera alors la solution à laquelle se rangeront le légat, Bernier et tous les membres de la légation.



figuraient des masques en habits épiscopaux, voire cardinalices. On se rendit facilement à ses raisons.

Tout paraissait donc convenu lorsque le curé de Saint-Laud quitta le cardinal, et la Légation commença ses préparatifs pour la fonction du lendemain. Mais, le soir, à cinq heures, Bernier revenait, accompagné cette fois de Portalis (1). Caprara se trouvait à table ; il interrompt immédiatement son souper pour recevoir les deux visiteurs, assez peu rassuré sur cette démarche tardive. Portalis prend la parole. Le Premier Consul a décidé que les deux clergés assisteraient l'un et l'autre au *Te Deum* du lendemain, aussi bien le clergé constitutionnel que le clergé en communion avec Rome. Portalis est chargé de signifier au représentant du Saint-Siège cette décision. Le légat proteste, essaie de faire comprendre au conseiller l'impossibilité absolue d'une chose aussi contraire aux principes, expose longuement ses raisons. Celui-ci le laisse dire, puis, passant brusquement à d'autres sujets, lui pose à brûle-pourpoint tout une série de questions, sans lien apparent avec la négociation en cours ; enfin il reprend l'objet de sa mission, les deux clergés prendront part indistinctement à la cérémonie de Notre-Dame.

Il presse, il insiste, il supplie, il menace ; c'est le Concordat même qui est en cause, c'est la France abandonnée au schisme et à l'irrégion. Quelle responsabilité pour le légat s'il perdait pour si peu de chose une si grande affaire ! Mais Caprara demeure inébranlable ; jamais il ne cèdera sur ce point ; la question est une question de principe ; sa réponse est définitive.

La situation paraissait sans issue, mais en réalité, l'issue se trouvait toute prête ; d'avance, les négociateurs l'avaient ménagée pour en arriver à leurs fins et, pour sortir de cette impasse où l'on venait de l'acculer, le cardinal serait réduit à l'emprunter.

Car, subitement, le ton se radoucit. Portalis tout en déclarant qu'il n'a reçu aucun mandat pour arranger l'affaire, suggère au légat de donner tout au moins, à défaut, de son acceptation, une

(1) La version de cette entrevue telle qu'elle est rapportée dans la *Storia del Concordato* (Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I), ne diffère que par quelques détails de la dépêche officielle de Caprara du 4 avril. (BOULAY, *Documents*, V, p. 269-273.) D'après Caprara, Bernier serait venu le soir à 2 heures et non le matin comme le dit la *Storia*. La *Storia* attribue à l'intervention des deux consuls Cambacérès et Lebrun, cette décision d'inviter les constitutionnels. La dépêche de Caprara, moins nettement, affirme que c'était le « modo di videre del Primo Console come degli altri due ». (BOULAY, *Documents*, V, 271.)

réponse qui jette de l'eau sur le feu et permette d'entrer en composition. Caprara répond qu'il a horreur de la guerre, qu'il aime la paix, que si les principes restent saufs, il ne se refuse pas à un accommodement. On attendait ce mot.

Entre alors en scène Bernier. Demeuré jusque-là impassible et silencieux, il sort un papier de sa poche et se met à parler avec infiniment de calme et de modération. Le refus du cardinal ne le surprend pas, affirme-t-il; d'avance, il l'a prévu et fait prévoir au conseiller d'État Portalis; en conséquence, il a pris la précaution de préparer une réponse écrite que le légat pourrait signer. Cette réponse arrangerait tout, car elle correspondait aux sentiments des trois Consuls, sans contrevenir en rien aux devoirs du représentant pontifical. Si Bonaparte recevait un refus entouré d'expressions selon son cœur, on pouvait escompter un heureux arrangement de cette difficile affaire; ou bien il renoncerait à sa demande, ou bien on trouverait, pour le satisfaire, un autre moyen en rapport avec les circonstances. Si, au contraire, après la décision qu'il avait prise et la communication dont il avait chargé le conseiller d'État, on ne lui apportait aucune satisfaction, il faudrait craindre, avec sa colère, des conséquences bien funestes. Et Bernier tend au légat la note rédigée à son usage. Comme par hasard, cette note comportait tout une série de réponses aux « mille questions » (1) que Portalis avait posées à bâtons rompus au début de l'entretien. On avait même eu la précaution, pour lui donner plus grand air d'authenticité, d'y glisser des italianismes.

Le légat tout ému, parcourt la déclaration assez entortillée qu'on lui propose, corrige quelques expressions (2), puis, acculé à la rupture dont on le menace ou à une solution qui ne le rassure guère, il se tourne vers Bernier dont le calme lui impose : « Vous, Monsieur, qui êtes de sang-froid, vous qui ne vous trouvez pas dans un quart d'heure comme celui par lequel je passe, m'assurez-vous en conscience que cette déclaration ne contient rien qui soit contraire à nos maximes? Dans ce cas, pour éviter un inconvénient funeste, que tous deux vous me faites redouter, je ne m'oppose pas à la faire recopier et à la signer. » Naturellement, Bernier donna toutes les assurances demandées et le cardinal remit à Portalis la note apaisante, rédigée par la plume prévoyante du curé de Saint-Laud.

(1) BOULAY, *Documents*, V, 272.

(2) *Ib.* *Ibid.*, 271.

« On lui faisait reconnaître par écrit ce qu'il avait avoué non sans hésitation et réticence : que les évêques et prêtres constitutionnels ne sont pas dans le cas « de recevoir de nouveau les ordres sacrés » ; que « le Premier Consul pourra nommer parmi les évêques constitutionnels ceux que, dans sa sagesse, il jugera dignes ; qu'après la publication du Concordat et l'institution canonique donnée à ces évêques, il sera procédé par le légat à leur réunion, « de manière qu'il « ne puisse rester aucun germe de trouble ou d'occasion d'humiliation, parce qu'il faut réunir tous les partis. » Cette lettre accentuait ce qu'il était utile de préciser et, en parlant de l'institution canonique confiée au légat, mentionnait ce qui n'avait pas encore été dit. En outre, pour ce qui concernait le *Te Deum* de Notre-Dame le légat paraissait le rendre possible, en ne réclamant ni la purification de l'église ni le cortège d'aucun clergé... Le légat qui, les jours précédents, s'était reconnu chargé d'exécuter les conditions imposées par le Pape aux choix des constitutionnels, venait d'avouer au moins implicitement que son pouvoir d'instituer s'étendait jusqu'à eux (1). » En outre, « distraction, erreur ou ruse de Bernier à laquelle le légat dans son trouble ne prit pas garde, les termes litigieux de réconciliation et de rétractation ayant été omis, leur réunion suivrait leur institution canonique (2) ». Ainsi, sous prétexte d'une cérémonie que le Premier Consul avait commandée hâtivement le matin même, qu'on n'avait rien fait pour préparer (3), à laquelle on renonça avec une facilité étonnante, se continuait ce qu'on a pu appeler « l'investissement du légat » (4).

Le résultat cherché ayant été obtenu, la « bourrasque » (5) s'apaise rapidement. Avec sa note signée du cardinal, Bernier court de suite à la Malmaison. A onze heures, il rapporte à la Légation une réponse rassurante : la lettre de son Éminence a produit l'effet attendu : comme un *Te Deum* sans clergé manquerait de solennité, on attendrait pour cette cérémonie d'actions de grâces la ratification de la paix. Le Concordat serait alors publié, « le clergé reconnu et institué ». Les difficultés actuelles étant levées, de ce fait, un nombreux cortège d'ecclésiastiques pourrait accueillir le représentant du Saint-

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire du Rétablissement du Culte*, 170-171.

(2) L. MAHIEU, *Monseigneur Louis Belmas*, I, 128.

(3) Une lettre d'Émery à Bausset, 2 avril 1802, est significative à cet égard. BOULAY, *Documents*, V, 267, note 1.

(4) BOULAY, *Histoire du Rétablissement du Culte*, 170.

(5) ID., *Documents*, V, 269.

Siège. « Je suis bien aise, ajoutait le curé de Saint-Laud, que tout se soit ainsi terminé (1). » Il ne manqua pas d'ajouter oralement qu'on avait échappé ainsi à l'un des plus grands périls qu'on eût jamais rencontrés, depuis le début des négociations concordataires. Ainsi avait échoué la dernière tentative faite par des ennemis très puissants pour perpétuer le schisme et empêcher le rétablissement du culte (2).

Mais si la bourrasque avait pris fin, l'entourage du légat ne demeurerait qu'à demi rassuré. Des constitutionnels seraient proposés par le gouvernement pour l'épiscopat, la chose n'était que trop certaine. Le premier mouvement du cardinal fut de commencer un mémoire pour essayer une dernière fois une opposition de principe (3). Puis, inquiet de savoir si cette question de principe ne se compliquerait pas d'une question de personnes, car il était décidé à exclure nettement certains évêques constitutionnels, il sonde Bernier, essaie d'obtenir des renseignements sur les candidatures proposées au Premier Consul. Mais Bernier se dérobe. Le légat ferait mieux d'aborder lui-même franchement la question soit avec Portalis, soit avec Bonaparte et ce dernier parti serait de beaucoup le meilleur. Sous couleur de venir présenter ses félicitations pour la paix d'Amiens, Caprara pourrait formuler une demande d'audience et, dans cette audience, il s'assurerait des intentions du gouvernement. Le cardinal se rangea à cet avis. Sur-le-champ, le curé de Saint-Laud lui libelle le billet qui l'introduirait à la Malmaison (4).

La réponse revint immédiatement, favorable, et, le surlendemain, 30 mars, Caprara se rendait chez le Premier Consul, accompagné du conseiller d'État Portalis.

Le légat ne tarda pas à être fixé sur l'objet de sa visite, car aussitôt les compliments d'usage, le Premier Consul lui déclara nettement que sa résolution était prise, et que la promotion prochaine attribuerait aux évêques constitutionnels, deux archevêchés et huit évêchés. Impossible de le faire revenir sur cette décision, impossible même de faire réduire le nombre des sièges qui leur sont dévolus. Tous les efforts de Caprara y échouent. Il se résigne donc, puisque le Pape lui-même a cédé. « Mais, ajoute-t-il, je ne me départirai pas d'une ligne des instructions qui m'ont été données à ce sujet ; à aucun prix je

(1) BOULAY, *Documents*, V, 266.

(2) *Storia Concord.* Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I.

(3) *Ibid.*

(4) BOULAY, *Documents*, V, 268.



ne procéderai à aucun acte, si les conditions exigées par le Saint-Père des constitutionnels repentants ne sont pas réalisées jusqu'au dernier mot ; enfin, je serai scrupuleux au plus haut point sur leurs qualités, comme c'est mon devoir. » Cette déclaration posait le dernier problème à résoudre : la réconciliation des constitutionnels élus. Ce problème, le Premier Consul se garda bien de l'aborder ce jour-là : il se contenta d'une assurance vague. « Vous avez entendu ce que veut le légat, dit-il à Portalis. Vous en répondrez. » Et il passa à la question des articles organiques (1).

La tactique généralement suivie avec le représentant du Saint-Siège voulait en effet qu'on reculât jusqu'à la dernière extrémité la solution des affaires épineuses ; en dernière heure, une attaque brusquée déconcertait sa résistance. D'abord, elle lui interdisait tout recours à Rome. De plus, elle l'obligeait à décider très vite par lui-même, sous le coup d'une menace, effrayé des malheurs qu'entraînerait un refus, non moins inquiet des responsabilités qu'il assumait en acceptant. Les bons conseils, les manœuvres enveloppantes de Bernier faisaient le reste ; car, au moment désespéré apparaissait, tel le *Deus ex machina* de la tragédie antique, le curé de Saint-Laud ; il apportait une formule qui, par une sorte d'enchantement, conciliait tout. Alors, sous couleur de dénouer le drame, de sauver le Concordat, l'Église de France, voire le Pape lui-même, il arrache équivalement les concessions voulues au légat rasséréné. Tel est le scénario qui se reproduit à plusieurs reprises dans les négociations de cette période. Portalis, Caprara, Bernier, y tiennent, à peu de choses près, des rôles identiques ; le dénouement ne change pas davantage ; tout se termine par la retraite du légat et par une longue dépêche, où le cardinal rapporte sa défaite en termes si ingénus qu'on pourrait douter de sa perspicacité, si l'on ne connaissait sa finesse.

Bientôt les positions respectives des partenaires vont se modifier, lorsque Bernier dépité se retournera vers la Légation ; mais l'heure de ce revirement n'a pas encore sonné ; car, en cette audience du 30 mars, le Premier Consul vient de réclamer le chapeau de cardinal pour « son théologien », le curé de Saint-Laud, nommé évêque d'Orléans.

(1) BOULAY, *Documents*, 274-277.

## II

Après tant de délais et tant d'obstacles on approche en effet de la conclusion. Les événements se précipitent. Le Tribunat et le Corps législatif épurés sont désormais disposés à l'acceptation du Concordat. Le 8 avril, la nouvelle législation des cultes, connue sous le nom de loi du 18 germinal an X, est votée sans opposition. Le 8, paraît la nomination de M. de Belloy à l'archevêché de Paris. Le 9, Caprara est reçu officiellement aux Tuileries par les Consuls. Le 9 également, on publie tout une série de quarante-quatre nominations épiscopales. Le 11, dimanche des Rameaux, dans Notre-Dame hâtivement mise en état, et interdite la veille aux constitutionnels par Mazio, Pancemont et Bernier (1), se fête une triple solennité, la réception du cardinal légat, l'intronisation du nouvel archevêque, le sacre par le légat des trois évêques « privilégiés » (2), Cambacérès, archevêque de Rouen, Bernier, évêque d'Orléans, Pancemont, évêque de Vannes.

Mais le ciel printanier, où montent les sonneries des cloches depuis si longtemps muettes, ne tarde pas à se couvrir à nouveau de nuages. Avec la semaine sainte, commence pour le cardinal une semaine « peineuse », car le moment est venu d'établir les procès informatifs des nouveaux évêques de leur conférer l'institution canonique, ce qui suppose au préalable, pour huit d'entre eux, Le Coz, Primat, Saurine, Périer, Lacombe, Reymond, Belmas, Leblanc-Beaulieu, qui appartiennent encore à l'Eglise constitutionnelle, une rétractation formelle, les ordres de Rome étant catégoriques sur ce point.

Or, si Rome exigeait cette rétractation, le Premier Consul n'en

(1) Le samedi 10, par ordre du Premier Consul, sans prévenir l'évêque constitutionnel Royer, on s'empara des clefs de Notre-Dame. Ces clefs furent remises à Mazio et celui-ci avec Bernier et Pancemont, donna les ordres voulus pour interdire aux constitutionnels l'accès de la cathédrale. Ceux-ci protestèrent inutilement.

(2) BOULAY, *Histoire du Rétablissement du Culte en France*, 190.

On trouve aux Archives Nationales (AF iv, 1890), le procès informatif de Bernier, nommé à l'évêché d'Orléans. Les deux témoins qui viennent déposer sur sa science, sa piété, sa prudence, l'innocence de sa vie, l'intégrité de ses mœurs, sont Pancemont, évêque élu de Vannes, et J.-B. Bouché, vicaire de Saint-Sulpice.

voulait pas. « Se rétracter, avait-il déclaré depuis longtemps, c'est se déshonorer. » Les constitutionnels, par ailleurs, ne prétendaient pas qu'on les obligeât à abjurer un schisme dont ils ne se jugeaient pas coupables. N'étaient-ils pas restés, selon la formule de leurs mandements épiscopaux, « en communion très sincère avec l'Église romaine »? Leur seul crime avait été l'obéissance aux lois de leur pays, leur élection épiscopale conforme aux pratiques du christianisme primitif, l'occupation de sièges rendus vacants par l'émigration de leurs titulaires. Qui donc avait mérité le blâme ou ceux qui avaient déserté leurs ouailles ou ceux qui, en pleine persécution, maintinrent la foi et les pratiques religieuses? *Bonus pastor animam suam dat, mercenarius autem fugit*. Ce mot de l'Évangile, gravé sur la tombe de l'évêque des Ardennes, Philbert, à l'adresse de l'archevêque de Reims, Talleyrand-Périgord, résumait, avec leur argument le plus cher, les titres qu'ils croyaient avoir à la reconnaissance de l'Église. Loin d'avoir à renier leur passé, ils entendaient qu'on reconnût leurs mérites et leurs droits (1). Faut-il ajouter que cette thèse trouvait dans le gouvernement même de puissants défenseurs? Comment concilier les exigences romaines avec une résistance aussi fortement appuyée par l'opposition politique et par les milieux officiels.

Le jeudi saint 15 avril, vers dix heures, les évêques constitutionnels nommés se présentèrent à la légation pour demander leur institution canonique (2). Le cardinal les reçut avec bonté et, après quelques mots bienveillants, leur demanda de signer préalablement la lettre

(1) Une note de Bonaparte à Portalis, 7 juin 1802, montre nettement que les idées du Premier Consul étaient en concordance avec celle des constitutionnels sur ce point. Portalis devra rappeler à l'évêque de Nancy qui exige des rétractations « que si tous les prêtres constitutionnels eussent, comme ceux qui ont émigré, craint les échafauds de la Terreur pour se sauver en pays étranger, il ne fût pas resté en France de trace ni même de traditions de religion ; et cela est si vrai que beaucoup de prêtres constitutionnels et nommément Gobel, évêque de Paris, sont morts martyrs dans l'exercice de leurs fonctions, qu'enfin, pour avoir le droit d'aller rechercher ce qu'ont fait les prêtres constitutionnels dans les moments de trouble, il fallait y avoir été ». *Correspondance de Napoléon*, VII, 6121. Bonaparte allait même plus loin que les constitutionnels, car on ne voit pas que ces derniers aient invoqué à l'appui de leur thèse le martyre de Gobel.

(2) Le mémoire latin de Caprara sur la réconciliation des constitutionnels (BOULAY, *Documents*, V, 519) ne mentionne que Périer et Primat. La lettre de Lacombe à Binos (*Ibid.*, 533) parle de six évêques répartis en deux groupes, Le Coz, Saurine, Périer, Lacombe, Belmas et Leblanc-Beaulieu. Il n'y est pas question de Primat. Quant à Reymond, il n'assista ni à cette réunion, ni à la réunion tenue chez Portalis le jeudi.

exigée par le Pape. Tous s'y refusèrent et certains, comme Le Coz et Lacombe, en termes assez vifs. Comme le légat s'opposait formellement à la moindre modification des textes, les évêques sollicitèrent un délai pour réfléchir et se consulter.

Aussitôt, Lacombe, Belmas et Beaulieu se rendirent chez Portalis, pour l'instruire de ce qui s'était passé chez Caprara. Sans improuver positivement ce que Lacombe appelle les « prétentions » de celui-ci (1), le conseiller d'État promit d'« y apporter remède dans la journée » ; le gouvernement ne voulait pas entendre parler de rétractation, une pure et simple adhésion au Concordat étant suffisante. Pour régler au plus vite cette affaire, il fait appeler les autres constitutionnels élus ; il convoque en même temps Bernier, pour qu'il se rende chez le cardinal et lui dise que tout doit être fini avant le soir. Dans quel sens, cela s'entendait assez.

L'évêque d'Orléans accepte sans hésiter cette mission. A-t-il mesuré la difficulté réelle d'une pareille entreprise ? On peut se le demander. Il sait quelles sont les vues du gouvernement. Il connaît par ailleurs les principes des constitutionnels. Il connaît également les hommes qui les incarnent et qui les invoquent. Si l'on peut espérer chez plusieurs quelque souplesse, l'intransigeance passionnée des autres est notoire. Un ordre positif du gouvernement ferait-il même céder ces hommes qui se flattent d'une fidélité constante aux lois de la République ? Or le gouvernement les soutient. Le légat, de son côté, se retranche derrière des instructions formelles et la volonté nettement exprimée du Souverain Pontife. Cependant, l'évêque d'Orléans ne se décourage pas. Tant d'obstacles déjà surmontés lui ont donné de l'assurance. Une fois de plus, il sera l'arbitre des partis et son jeu savant de formules sauvera suffisamment la substance, obtiendra du plus fort, c'est-à-dire des constitutionnels soutenus par le gouvernement, une concession minime soigneusement enveloppée, moyennant quoi le plus faible, c'est-à-dire le légat, finira, comme précédemment, par céder. Il se met donc en devoir de rédiger une lettre latine, dans laquelle les constitutionnels, éclairant le Pape sur leurs sentiments, professaient l'abandon spontané de la Constitution civile du clergé et promettaient d'accepter le Concordat et de s'y conformer. En conséquence, ils demandaient que le Pape voulût bien les regarder comme des fils très obéissants de la sainte Église et qu'il accordât à leurs humbles prières l'institution canonique.

(1) Lettre de Lacombe à Binos, 4 juin 1802. BOULAY, *Documents*, V, 535.



Les constitutionnels acceptèrent cette formule mitigée, après en avoir discuté quelques termes. Pour qualifier l'obéissance promise au Saint-Siège, Bernier avait employé l'épithète *omnimodam* qu'il réduisit sur leurs observations à *plenam*; certains constitutionnels voulaient même la remplacer par *canonicam*, ce qui signifiait, dans leur esprit, conforme « aux quatre articles de nos libertés »; on s'arrêta à une formule plus vague et le mot *veram* fut adopté (1). Quant à la phrase *me constitutionem, ut aiunt, civilem cleri Gallicani ultro deserere*, Lacombe, le plus irréductible de tous, refusa de l'admettre. Il l'estimait inutile. « Puisque le Concordat abroge la Constitution civile du clergé, déclare-t-il, l'*ultro deserere* n'a plus de sens. » Il la trouvait en outre dangereuse; car, dans le parti adverse, on ne manquerait pas de l'interpréter comme une rétractation. Mais Portalis et Bernier insistèrent. « Le légat, disent-ils, exige formellement le texte intégral. » Lacombe se résigne donc. Mais il proteste que son abandon de la Constitution civile du clergé n'est qu'un abandon de fait, sans caractère doctrinal; qu'ayant respecté et aimé ses dispositions, il continuera toujours de les respecter et de les aimer; bien loin de se blâmer d'y avoir obéi, il regarde comme les meilleurs de sa vie, les plus dignes des récompenses éternelles, tous les actes qu'elle lui a prescrits (2). Cette attitude ne pouvait laisser aucun doute à Bernier sur la valeur canonique d'une pareille réconciliation et sur l'impossibilité d'obtenir davantage. Il n'insista pas et les évêques présents, Le Coz, Saurine, Périer, Primat, Belmas, Lacombe lui-même, écrivirent, chacun pour leur compte, la lettre combinée par l'évêque d'Orléans. Belmas la signa. Les autres évêques la signèrent-ils à leur tour? On ne sait pas.

Restait à faire agréer par le légat le texte accepté par les constitutionnels. Le soir même, à huit heures, l'évêque de Vannes remet donc à la Légation, au nom de Bernier, la déclaration signée par Belmas, une lettre de Portalis à Bernier et un mot de Bernier lui-même (3). Le billet de Portalis notifiait au citoyen évêque d'Orléans que le conseiller d'État avait eu plusieurs conférences avec les constitutionnels, qu'ensemble ils étaient convenus d'une formule, que cette formule contenait une renonciation des plus positives et qu'on ne pouvait rien exiger au delà, sans avilir la nation elle-même. » Cette

(1) Lettre de Reymond à Lemaître, vendredi saint 1802. BOULAY, *Documents*, V, 529.

(2) Lettre de Lacombe à Binos. *Ibid.*, 535-536.

(3) *Ibid.*, 489-490.

déclaration devait entièrement rassurer le Saint-Siège et le conseiller d'État était chargé de la faire accepter de Son Éminence, insistant pour que tout fût terminé pour le soir. En conséquence, Bernier conjurait le légat de prendre « en considération la lettre du conseiller d'État. » Puisque l'institution donnée par le cardinal n'était que provisoire, le cardinal pouvait fort bien, « par une indulgence provisoire », arranger une affaire difficile. Le Pape serait juge définitif. Car il fallait en finir, les esprits montés ne concédant rien de plus. En terminant, Bernier recommandait, « avec larmes à Son Éminence de sauver l'Église de France par la bonté. » Mais Caprara demeura insensible aux larmes de l'évêque d'Orléans, comme à ses prières. Une réponse immédiate lui apporta un refus très net ; elle le rappela, en même temps, à une notion plus juste de l'institution canonique pleine, entière et définitive (1).

Au reçu de cette réponse, Bernier court chez le cardinal ; il était dix heures du soir. Portalis le rejoint. Tour à tour, ils entreprennent de fléchir le pauvre légat, menacent, discutent, vont jusqu'à soutenir que la lettre de Belmas contient des déclarations plus fortes que la lettre exigée par Rome, et Caprara doit leur faire sentir, avec une ironie triste et douce, qu'on ne prouve plus rien en voulant trop prouver ; car, si le texte qu'ils proposent renchérit autant qu'ils le prétendent sur le texte pontifical, pourquoi se donner tant de mal ? Pourquoi ne pas accepter simplement la formule plus bénigne que le Pape exige absolument ? En vain Portalis, perdant toute mesure, se répand-il en diatribes contre l'orgueil, les prétentions, les mauvais procédés de la Cour romaine, avec une dureté de termes que le cardinal ne veut pas rapporter. Caprara soutient vaillamment l'assaut de ses redoutables adversaires et, chacun restant sur ses positions, on se sépare, à une heure tardive, sans avoir abouti (2).

Brisé par cette discussion, en proie à de cruelles inquiétudes, le pauvre légat ne dort guère. Qu'apporterait la journée du vendredi saint ? Il se le demandait dans son insomnie. Déjà, il se voyait expulsé de France et songeait à ses préparatifs de départ. Moralement et physiquement, il se trouvait dans les plus mauvaises conditions pour continuer la résistance.

Le lendemain, la négociation reprit. A onze heures, Bernier revient

(1) BOULAY, *Documents*, V, 490-491.

(2) *Id. Ibid.*, 499.

à la Légation (1). Il présente à l'abbé Ducci, secrétaire du légat la lettre agréée par les constitutionnels et par le gouvernement. Cette lettre il l'a corrigée. N'avaient-ils pas eu la témérité de vouloir s'y intituler « Évêques démissionnaires », comme s'ils avaient été pasteurs légitimes? Mais après ce changement, fait par lui, il fallait renoncer à en obtenir d'autres, si minimes fussent-ils. Jamais les constitutionnels ne les accepteraient, car ils se sentaient forts de l'appui des principaux personnages de la République. Portalis en personne les soutenait. Quant au Premier Consul, on avait réussi à le convaincre que, la Constitution civile étant le principe du schisme, l'abandonner, c'était par là abandonner le schisme; il attribuait à l'esprit de parti, à l'orgueil de Rome, à ses tours pendables, (*mozzorochiame*), à la volonté d'avilir toute la nation française, les exigences du Saint-Siège. Jamais il n'autoriserait la formule que le cardinal s'obstinait à maintenir. C'était reprendre tous les arguments exposés la veille et il faut bien l'avouer, en exposant cette situation, Bernier n'exagérait rien. Plus ouvert aux choses de France que le personnel de sa Légation et plus averti de l'opinion, Caprara reconnaîtra bientôt la force de ces raisons.

Dans ces conditions, pourquoi s'entêter à vouloir l'impossible? Pourquoi ne pas se contenter de la formule souscrite par Belmas? En termes étudiés, Bernier s'applique alors à établir que cette lettre contient, sous une forme adoucie et moins humiliante, tout ce que demande la lettre de Rome. A bien peser tous les mots, on y retrouve implicitement l'abjuration des erreurs professées par les cons-

(1) Nous avons, pour suivre les péripéties de cette séance, qui dura quatre longues heures, quatre documents :

1<sup>o</sup> La dépêche officielle envoyée par Caprara à Consalvi le 18 avril (BOULAY, *Documents*, V, 491-504); ce texte est le plus sobre de tous ;

2<sup>o</sup> Un mémoire en italien sur la réconciliation des évêques constitutionnels, Parigi... 1802, publié par Theiner, *Histoire des deux Concordats*, II, pièces justificatives, 187-191, n<sup>o</sup> XLV, dont la tendance évidente, écrit BOULAY (*Documents*, V, 527, note 3), est de justifier Caprara ;

3<sup>o</sup> Un mémoire latin, écrit dans l'été de 1802 (BOULAY, *Documents*, V, 518-527);

4<sup>o</sup> Une relation italienne, qui vient sinon de Mgr Mazio, du moins de l'entourage immédiat du légat. *Notizia di fatto sul punto degli Intrusi nelle Chiese di Francia*. (Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I). Ces deux derniers textes se suivent de très près; le second ajoute beaucoup de détails des plus intéressants. Dans ces deux derniers textes, l'attitude du légat apparaît beaucoup mieux que dans la dépêche officielle du 18 avril, où Caprara n'insiste pas (on comprend assez pourquoi), sur la façon dont Mazio a empêché une capitulation totale.

titutionnels, l'expression de leur soumission au Pontife romain, la promesse de leur obéissance, la demande d'institution canonique ; bref, elle satisfait équivalement à toutes les conditions mises par le Pape à leur réconciliation. Ainsi, on obtient l'essentiel et, de cet essentiel, malgré ses instructions, le cardinal peut et doit se contenter. S'il repousse la formule de Belmas, le Concordat ne sera pas publié, car déjà on a suspendu tous les préparatifs pour la cérémonie de Pâques ; le schisme sera maintenu, sans compter toutes les conséquences funestes qui en découleront pour la religion et pour l'Église. Tant de malheurs à conjurer, aussi bien dans l'ordre religieux que dans l'ordre temporel, autorisaient une interprétation plus large des instructions romaines. Bernier donc conjure Caprara de se rendre à ses raisons et, devenant pathétique, les yeux pleins de larmes, il le supplie de sauver la France, une fois de plus.

Mais le cardinal ne se rend pas. Secondé par Ducci, il discute l'interprétation de la lettre proposée par les constitutionnels, repousse la version que lui en propose Bernier, sans paraître soupçonner qu'un exégète aussi averti des significations profondes puisse être l'auteur même du texte discuté. Toujours il en revient à la consigne formelle, reçue de sa cour : pas d'institution canonique aux constitutionnels qui refuseraient de signer la lettre exigée par le Pape.

Pendant une heure et demie, les deux partis essaient mutuellement de se convaincre ; les arguments se croisent en se répétant. On n'aboutit à rien ; la réponse de Caprara reste toujours négative. Bernier en larmes va partir ; il transmettra à son gouvernement le refus du légat. Est-ce donc fini ? L'évêque d'Orléans prend congé, justement désolé de voir anéantie, au dernier moment, si près du but, toute son œuvre. Après de si longs, de si patients, de si laborieux hementements, après tant d'efforts pour se rapprocher et mutuellement se comprendre, à l'heure même où tout était à l'apaisement, allait-on échanger les paroles des ruptures définitives ? Caprara de son côté n'est pas moins troublé des responsabilités qu'il assume. A la dernière minute, quand l'irréparable va se consommer, il hésite, il retient Bernier ; une idée lui est venue. Il veut réunir en conseil tous les membres de sa Légation. Un espoir lui reste : peut-être, avec toutes leurs lumières, découvrirait-il une solution acceptable pour les deux parties ? En tout cas, sa lourde responsabilité se trouvera allégée d'autant, et cette délibération suprême reculera le moment critique où l'on se décide à briser.

Sala, Mazio, Rubbi, Vadorini, viennent donc rejoindre Bernier et



Ducci dans le cabinet du légat. A la demande de Vadorini, secrétaire particulier du cardinal, l'évêque d'Orléans reprend tout l'exposé de la question. Puis, Caprara consulte les assistants. Peut-on continuer à rejeter la formule proposée par les constitutionnels avec toutes les conséquences que comporte ce refus, ou bien *ex præsumpta voluntate Papæ* et en vertu de ses facultés générales d'arbitrer les cas imprévus et irréparables, le légat peut-il accepter la lettre souscrite par Belmas? La réponse fut unanime. Étant données les instructions précises que Rome avait envoyées sur ce point délicat, on ne pouvait présumer de la volonté du Pape, ni user des facultés générales portant sur les cas imprévus.

On passa ensuite à un nouvel examen du texte proposé. Rubbi en démontra à nouveau l'insuffisance. Quant à Sala, il réclama l'envoi d'un courrier. « Lorsqu'un ministre, dit-il, n'est pas autorisé à conclure, on doit lui laisser le temps voulu pour prendre les instructions de sa cour ; ainsi l'exigent les règles diplomatiques. » On y substituait des procédés militaires. Bernier ne le savait que trop. Il se contenta d'expliquer qu'on se trouvait dans une impossibilité absolue de recourir à Rome ; de toute nécessité, il fallait qu'une solution intervînt avant le dimanche de Pâques, où les évêques constitutionnels communiqueraient *in sacris* avec le légat. D'ailleurs, le conseiller d'État Portalis avait positivement refusé l'expédition d'un courrier. « Dans ces conditions, répartit Sala, je ne puis que me ranger à l'avis du secrétaire Rubbi. Son Éminence ne peut se contenter de la lettre proposée par Belmas. » Mazio, Ducci, Vadorini l'appuyèrent.

La situation redevenait tendue. L'évêque d'Orléans reprend son argumentation. Faut-il tout perdre pour un texte et sacrifier à cause de huit personnes toute l'Église de France? A nouveau, il prie, supplie, adjure le légat de la sauver. A nouveau, ses yeux se remplissent de larmes et ses craintes étaient assez fondées, la pacification religieuse et le Concordat son œuvre, lui tenaient trop à cœur pour qu'on puisse douter de sa sincérité. L'émotion gagna Caprara et toute la Légation. « L'esprit religieux, l'attachement au Saint-Siège, l'imminence des périls, arrachent des pleurs de nos yeux. » Ainsi s'exprime la relation italienne (1).

Bernier put croire à ce moment que la cause était gagnée. Son éloquence, ses larmes, la réelle gravité des raisons qu'il invoque, semblent avoir ébranlé le légat chez qui la fermeté première fait

(1) THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, pièces justificatives, 188.

place à une hésitation marquée. En effet, le cardinal exprime le désir de conférer à part, avec ses secrétaires et prie l'évêque d'Orléans de se retirer, quelques instants, pour attendre le résultat de ce dernier entretien. Une fois seul avec les siens, Caprara leur confie en pleurant ses angoisses. Ce qu'il connaît personnellement de la situation ne concorde que trop avec les dires de Bernier. Il sait quelles seraient les conséquences d'une rupture et parce qu'il le sait, il en est épouvanté, il ne peut se résigner à de tels malheurs. Il prendra donc tout sur lui. Même s'il avait la faculté de recourir à Rome, il n'en ferait rien. Mieux valait laisser le Pape hors de cause et se charger personnellement de cette pénible responsabilité. Il accepterait donc la lettre proposée, à laquelle on joindrait pour chacun des constitutionnels un décret d'absolution. Sur quoi, le légat fit rentrer Bernier pour lui apprendre que tout espoir n'est pas perdu.

Toutefois les membres de la Légation qui avaient écouté le cardinal en silence, voyant l'affaire complètement perdue, cherchent du moins à couvrir la retraite et à sauver ce qu'on pourrait encore sauver. Mazio demande la parole. Il faudrait, déclare-t-il, que les constitutionnels souscrivissent rigoureusement la lettre imposée par Rome. Mais, vu la gravité des circonstances, le cardinal peut omettre tout ce qui touche seulement les questions de forme, pourvu qu'il maintienne la substance, c'est-à-dire la confession des erreurs professées par les constitutionnels et la protestation de résipiscence. A cette substance, il devait absolument se tenir. Quant à la forme, elle pouvait se concevoir sans une déclaration écrite. Réconcilier des hérétiques par abjuration orale et secrète n'était pas une nouveauté dans l'Église. L'acte par lequel les « intrus » reconnaîtraient et regretteraient leurs erreurs, pouvait être distinct de la lettre au Pape proposée par le gouvernement et une abjuration verbale suppléerait aux insuffisances de celle-ci. Deux témoins désignés par le légat recevraient cette abjuration formelle du schisme ; ce seraient les deux témoins choisis pour déposer dans le procès informatif d'institution canonique ; ils affirmeraient, dans ce procès, la rétractation et l'abjuration des constitutionnels élus et cette déclaration légale, incorporée au procès informatif, compléterait la lettre officielle envoyée au Pape.

Cette solution inattendue plut au cardinal et Bernier l'agréa. Sur-le-champ, il se vit chargé d'obtenir avec Pancemont cette satisfaction verbale qu'il se fit fort de rapporter. Sur quoi, le cardinal leva cette laborieuse séance. Elle avait duré quatre heures.

Les secrétaires se mirent alors en devoir d'établir, pour chaque

évêque constitutionnel, un décret d'absolution des censures et irrégularités encourues. Trois conditions étaient mises à cette absolution : renonciation au siège usurpé sans institution canonique, soumission au jugement du Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France, promesse d'obéissance au Pape. Bernier remettrait à chaque évêque un exemplaire de ce décret, après avoir reçu son adhésion verbalement aux trois conditions requises. Par surcroît de précaution et pour posséder, outre les attestations des procès canoniques, une pièce officielle, on remit à Bernier un dernier décret, attestant que les cinq évêques constitutionnels nommés par le Premier Consul dans la première promotion, Primat, Beaulieu, Périer, Le Coz, Saurine avaient donné des signes de résipiscence. Il devait signer ce décret et le rapporter à la Légation.

Muni de tous ces actes, l'évêque d'Orléans se rend tout de suite chez Portalis, où les constitutionnels attendaient la réponse du légat et, le soir même, Mazio envoyé aux nouvelles apprenait de Bernier que tout s'était passé de façon satisfaisante. Un discours bien senti de Portalis, une exhortation de Bernier lui-même avaient emporté plus que l'adhésion des constitutionnels, puisqu'ils s'étaient jetés en pleurant au cou de ce dernier, heureux « organe de leur réconciliation ». Le mandataire du cardinal avait remis à chacun son décret d'absolution et Mazio rapportait à la Légation, dûment signée, la pièce certifiant la réconciliation de Primat, Beaulieu, Périer, Le Coz et Saurine.

Tout paraît donc arrangé et, après une journée aussi dramatique, Caprara peut se féliciter de ce dénouement assez satisfaisant, au lieu de la rupture redoutée et de l'abandon total un instant senti.

Rien n'empêche maintenant d'admettre à Notre-Dame les constitutionnels ainsi réconciliés. Ils prendront part à la grandiose cérémonie de Pâques, assisteront à la messe du légat, prêteront le serment de fidélité voulu par le nouveau Concordat, mêlés aux anciens évêques jadis nommés par le roi, aux évêques nouvellement promus par le Premier Consul, Cambacérès, Bernier, Pancemont. Ainsi se trouvera réalisée dans l'Église de France ressuscitée, la synthèse du passé et du présent.

## III

Malheureusement, des notes discordantes viennent bientôt troubler cette harmonie officielle. Des bruits contradictoires circulent. La Légation a bien fait savoir que les constitutionnels ont satisfait à ce qu'on leur demandait. Mais aucun acte authentique n'en fournit la preuve au public. Bernier, et avec lui le gouvernement, était bien d'avis de publier la lettre au Pape souscrite par les constitutionnels, mais le légat s'opposa à cette publication, par crainte de polémiques auxquelles l'interprétation de ce texte donnerait lieu ; surtout il ne voulait pas le séparer de l'abjuration secrète qui le complétait et lui donnait sa valeur de rétractation. On s'est donc contenté d'affirmer *in genere* qu'ils ont satisfait à ce qu'on leur demande. Les constitutionnels, par contre, répandent la version contraire ; ils affirment hautement avoir opposé aux exigences de Rome une fin de non-recevoir absolue. Leur attitude correspond avec leurs déclarations ; l'un d'eux n'a-t-il pas, le jour même de Pâques, célébré à Paris dans une église que desservent des assermentés ?

La Légation avertie s'inquiète et son inquiétude s'accroît, lorsqu'elle reçoit pour l'enquête canonique les dépositions des témoins. Bernier multiplie sans doute les affirmations rassurantes, que Caprara répète avec complaisance dans sa dépêche du 18. Les constitutionnels « ont été touchés de l'indulgence dont on use envers eux, ils ont confessé et détesté leurs erreurs, ils ont promis en pleurant et en l'embrassant étroitement de se conduire comme il convient à des évêques catholiques, ils l'ont remercié de la peine qu'il a prise pour leur réconciliation, ils ont reçu de bonne grâce et avec des signes de repentir le décret d'absolution du légat » (1). Malheureusement lorsque vient le tour de Pancemont, on s'aperçoit qu'une irrégularité grave a été commise. L'évêque de Vannes que le cardinal avait chargé comme second témoin de recevoir, avec son confrère d'Orléans, l'abjuration des constitutionnels, n'assistait pas à cette abjuration ; on ne l'avait pas convoqué faute de temps (2).

(1) BOULAY, *Documents*, V, 503.

(2) On attribua l'absence de Pancemont à un calcul de Bernier : il aurait



Pour garantir que les constitutionnels se sont soumis oralement aux conditions imposées et qu'ils ont reçu leur absolution avec les dispositions requises, il faut donc s'en rapporter à la seule parole de Bernier, car Pancemont en est réduit à reproduire sur la foi de celui-ci, toutes ses attestations. Dans sa dépêche du 18, le légat qui avait trop de choses à se faire pardonner, ne mentionne pas cette irrégularité qui pouvait donner prise à tous les soupçons. On se trouve devant un fait accompli ; par ailleurs il est bien difficile de mettre en doute la parole d'un évêque, qui dépose sous la foi du serment. Le cardinal et ses secrétaires n'insistent donc pas sur cette absence regrettable ; ils se contentent des raisons qui veulent l'expliquer, mais ils sont les uns et les autres, trop avertis et trop fins, pour ne pas se poser en silence un point d'interrogation (1).

Ce point d'interrogation, ils pouvaient espérer que le temps, le silence, finiraient par l'effacer. Mais s'ils nourrissent alors une telle espérance, les événements se chargeront bientôt de les décevoir. Les constitutionnels n'étaient point hommes à se taire. Le Pape lui-même ne tarderait pas à parler. Des lettres circulent. Dès le vendredi saint, le jour même de sa rétractation supposée, Reymond écrit à Lemaitre, l'un de ses « Coopérateurs », pour lui dire l'« heureux résultat de notre fermeté dans les principes ». Plus de rétractations à craindre pour les constitutionnels, plus de demandes d'absolution, plus de retours à l'unité. « Nous n'avons, affirme-t-il, rien fait de tout cela (2). »

voulu écarter un témoin gênant qui aurait empêché sa supercherie. Pancemont s'exprima dans ce sens à la Légation le 16 mai 1802, en arguant de la fermeté de ses principes. (*Notizia Intrusi*, f° 14. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I.)

Quand on tient compte de l'horaire, on comprend la hâte de Bernier. Entré à la Légation à 11 heures, il y passe quatre heures en discussion. Il faut le temps de rédiger les décrets, de prendre aussi quelque collation. Nous arrivons ainsi à quatre heures environ. Les évêques constitutionnels attendent chez Portalis, tout doit être fini pour le soir et il faut encore prévoir une discussion chez le conseiller d'État. On comprend donc que Bernier se soit rendu directement chez Portalis, mais rien ne l'empêchait de faire appeler Pancemont qui aurait fort bien pu le rejoindre à temps. Plus tard, Pancemont se plaignit hautement de n'avoir pas été convoqué. En réalité, Bernier lui rendit un immense service dans la mesure où il l'écarta, le soir du vendredi saint, pour assumer seul toute la responsabilité et, comme il l'a écrit, se sacrifier. On peut se demander pourquoi Pancemont attendit le 16 mai pour élever cette protestation et pourquoi, le jour de Pâques, en signant les enquêtes canoniques, il s'en rapporta, purement et simplement, à l'attestation de Bernier, sans faire la moindre difficulté.

(1) BOULAY, *Documents*, V, 508.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 529.

Cette lettre rassurante, comme bien l'on pense est abondamment répandue dans le diocèse de Grenoble ; elle est communiquée au légat, le 15, par Mgr d'Aviau. Le Coz, de son côté, dès le samedi saint, adresse à l'un de ses anciens fidèles de Rennes, nommé Codet, un démenti analogue. Codet, chose plus grave, communique ce démenti à la presse avec un commentaire des plus significatifs. Le Coz ne s'est pas rétracté. « Quiconque le connaît n'en croit rien (1). » Le *Citoyen français* du 5 mai, d'autres gazettes parisiennes, sans compter les *Annales de la Religion*, reproduisent cette lettre. D'autres correspondances, des affirmations orales répétées à plaisir dans les milieux constitutionnels comme dans les milieux royalistes hostiles au Concordat, accréditent cette version.

Pour rétablir ce qu'elle considérait comme la vérité, la Légation n'avait qu'un moyen, publier toutes les pièces qui prouvaient la rétractation formelle des évêques. De fait elle y songea, car son silence paraissait confirmer les démentis des intéressés ; une mise au point s'imposait. C'est du moins ce que les secrétaires de la Légation déclarèrent, le 16 mai, à Pancemont et au neveu de Portalis, l'abbé d'Astros. On serait obligé de produire tous les actes qui établissaient la réspiscence des constitutionnels, afin de justifier le représentant du Saint-Siège (2). Voulait-on seulement par cette menace faire pression sur Portalis ? Car on pensait bien que d'Astros ne manquerait pas de rapporter cet entretien, et le conseiller d'État avait trop intérêt à ce que l'affaire se classât, pour ne pas intimor aux constitutionnels la défense de rien publier ? On peut se le demander. En effet, le légat ne pouvait produire toutes les pièces sans se donner l'apparence de la mauvaise foi. N'avait-il pas été convenu avec Bernier que la rétractation verbale resterait secrète ? N'avait-on pas accepté officiellement comme suffisante la lettre au Pape proposée par Portalis ? On ne manquerait pas de dénoncer hautement ce que certains milieux appelaient la « friponnerie romaine » et le bon cardinal, toujours soucieux de paraître ingénu plutôt qu'habile, demeurerait extrêmement sensible à de pareilles imputations ; il ne les redoutait pas moins que la colère du Premier Consul.

Mais ce que Caprara se voyait contraint de taire, le Pape se chargea de le publier solennellement et de façon inattendue, dans son allocution consistoriale du 22 mai. Non content de déclarer que l'ins-

(1) BOULAY, *Documents*, V, 530.

(2) *Notizia Intrusi*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I,

titution canonique des constitutionnels avait été précédée de leur rétractation, il produisit et fit imprimer, à la suite de son discours, toutes les pièces qui prouvaient cette rétractation formelle. Dans ses dépêches où il exposait avec un extrême embarras la solution adoptée, le cardinal déjà très gêné de la grave entorse faite à ses instructions, avait parlé seulement d'abjuration explicite en présence de deux témoins ; il n'avait pas précisé, ce qui avait été convenu avec Bernier, que cette abjuration orale demeurerait secrète. L'allocation pontificale mit les constitutionnels en émoi ; les démentis se multiplièrent à nouveau. Le 4 juin, Lacombe écrivait sa fameuse lettre au prêtre Binos et Le Coz utilisait sa première lettre pastorale pour affirmer solennellement, qu'outre son serment « et l'abandon volontaire de la Constitution civile du clergé », il n'avait été assujéti à rien. « Tout ce qu'on voudrait supposer au delà, ajoutait-il, de quelque main, de quelque bouche qu'il vienne, est controuvé, est fabuleux, et indigne d'être cru par tout ami de la vérité et de la paix de l'Église (1). »

Mais le plus ennuyé fut Bernier. La déclaration pontificale, la publication des décrets d'absolution garantis par sa signature d'évêque, le mettaient dans une fâcheuse posture. Jusqu'ici, dans l'ignorance où l'on se trouvait des actes officiels, le rôle joué par lui dans cette affaire avait échappé aussi bien au public qu'au gouvernement ; seul, Portalis aurait pu en dire quelque chose, mais Portalis était trop intéressé à couvrir d'un voile les dessous de cette négociation. Officiellement les constitutionnels n'avaient souscrit autre chose que la lettre acceptée par le gouvernement et par eux. Les affirmations des évêques réconciliés concordaient avec cette version ; Bernier eût désiré, nous l'avons vu, qu'on publiât le texte de cette lettre. Le public peu sensible aux nuances théologiques y aurait vu un retour à l'unité ; la version officielle en eût été mieux accréditée, qui laissait dans l'ombre son intervention et tout lui permettait l'espoir que rien ne l'en ferait sortir, puisqu'il avait été convenu que la rétractation orale, enregistrée et certifiée, par lui resterait secrète. Or, voici que tout est révélé. Le gouvernement constate que l'évêque d'Orléans l'a trompé, puisque ayant été chargé d'écarter toute rétractation des constitutionnels, il avait paru s'acquitter heureusement de cette mission, alors qu'en réalité, il exigeait au nom du légat une abjuration et distribuait de sa part aux coupables, absolution des

(1) BOULAY, *Documents*, V, 530, note 2.

censures et irrégularités. Le légat, placé entre la déposition de Bernier attestée par serment dans le procès d'institution canonique et les dénégations des constitutionnels, se trouve donc bien perplexe? Bernier a déposé sous la foi du serment dans un procès canonique. Les constitutionnels, au moins pour un certain nombre, sont constants et unanimes dans leurs dénégations; ce qu'il sait de leur caractère, de leur ténacité, de leur attitude générale, montre bien qu'il n'a pas affaire à des convertis. Où est la vérité?

Caprara se le demande. On se l'est souvent demandé depuis. Car sur cette scène de réconciliation un mystère continue à planer. Que se passa-t-il exactement entre Bernier, Portalis et les évêques constitutionnels? « Aucun témoin n'a tenu à le dire entièrement (1). » Mais, à défaut de lumière complète, il semble possible, avec les documents connus (2) jusqu'à ce jour, de fixer un certain nombre de points.

On doit d'abord distinguer deux parties dans cet entretien. Bernier à son arrivée chez Portalis, trouve rassemblés Leblanc-Beaulieu, Belmas, Primat, Saurine, Le Coz, Périer, que vient bientôt rejoindre

(1) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 48.

(2) Ces pièces sont de plusieurs sortes. Les unes émanent de Bernier lui-même. Ce sont d'abord les décrets d'absolution qu'il affirme avoir remis le 16 avril à Primat, Le Blanc-Beaulieu, Perrier, Le Coz, Saurine, le 17 à Belmas, le 29 à Lacombe et Berdolet (Arch. Nat. AF iv, 1887); puis, ses dépositions extrêmement nuancées dans les procès informatifs du 22 avril et du 2 mai : un dégradé savant témoigne de leur résipiscence plus ou moins relative. Il faut ajouter la lettre fameuse à Talleyrand qui accompagne la note rédigée par l'évêque d'Orléans pour décider le Pape à sacrer l'Empereur. (Arch. Af. Etr. Rome, 936, f<sup>o</sup> 276-277.) Dans la nombreuse correspondance de Bernier, aucune lettre à notre connaissance ne parle de cette affaire.

D'autres pièces émanent des constitutionnels : lettre de Reymond à Lemaître (1<sup>er</sup> avril 1802), du citoyen Godet (29 avril 1802), comportant un extrait d'une lettre de Le Coz du 17 avril; lettre de Le Coz à Portalis (24 janvier 1803); lettre de Grégoire (30 mai); lettre de Lacombe au prêtre Binos (4 juin 1802); toutes ces lettres sont publiées par BOULAY, *Documents*, V, 528-538; lettre de Lacombe à Brault, évêque de Bayeux (22 mai 1802), (publié par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, pièces just., 183); lettre de Belmas à Grégoire (7 mai 1802), (L. MAHIEU, *Monseigneur L. Belmas*, I, 145-146); enfin les Mémoires de Le Coz (ROUSSEL, *Un évêque insermenté, Le Coz*, 431-432). D'autres émanent de la Légation. Ce sont : les dépêches de Caprara (publiées par BOULAY, *Documents*, V, 490-528), auxquelles il faut ajouter la lettre de Sala à Bernier (21 janvier 1805), (Arch. Nat. AF iv, 1894, cahier 50, f<sup>o</sup> 20-21) et les relations dont les Archives Vaticanes gardent les éléments épars : *Storia del Concordato, Notizia di fatto sul punto degli Intrusi nelle Chiese di Francia* (Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I).



Reymond (1). En présence du conseiller d'État, l'évêque d'Orléans les invite à signer tous la lettre au Pape dont ils avaient adopté le texte la veille. Le cardinal avait consenti à l'agréer ; tout au plus demandait-il la substitution de quelques termes aux termes proposés ; il fallait « y mettre *nominatus* au lieu de *electus* ; *admittere et admissurum, profiteri et professurum*, au lieu de *admissurum et professurum, canonicam institutionem* au lieu de *canonica institutionis munus*. Lacombe, qui nous rapporte ce détail, ajoute que ces modifications « sans conséquence » furent adoptées et rien n'indique qu'une discussion se soit élevée à leur sujet. Les huit constitutionnels se mettent donc en devoir de transcrire la lettre ainsi retouchée ; ils la signent et la remettent entre les mains de Bernier (2).

Restait maintenant à obtenir le plus difficile : la rétractation et l'abjuration secrètes, exigées par le légat pour compléter l'insuffisance du texte officiel. Comment Bernier s'y prit-il pour faire aux intéressés, au moment où ils se croyaient quittes, cette commission délicate ? Nous l'ignorons. On l'a accusé « de ne pas avoir remis aux anciens évêques constitutionnels les brefs d'absolution... » (3). Cette

(1) Reymond n'avait pas assisté aux entretiens de la veille.

(2) Lettre de Lacombe à Binos. BOULAY, *Documents*, V, 536.

(3) Lettre de Sala à Bernier, 21 janvier 1805. Arch. Nat. AF IV, 50<sup>e</sup> cahier. Cette lettre fut adressée par Sala à Bernier sur la demande de celui-ci pour le justifier.

1<sup>o</sup> Elle se limite à un fait : la remise des décrets d'absolution. Elle ne garantit pas qu'ils aient été acceptés avec les dispositions requises, comme Bernier l'a prétendu au légat le vendredi saint ;

2<sup>o</sup> Sur ce point limité, ce témoignage se restreint encore au cas de l'évêque de Soissons « en déclarant que M. l'évêque de Soissons, dans un voyage fait à Paris l'année dernière, dit à la Légation qu'il avait toujours conservé le bref reçu de votre main. ». Suit une phrase assez obscure invoquant « une preuve de la vérité du même fait de la part de M. l'archevêque de Toulouse » ;

3<sup>o</sup> Il faut tenir compte de la date tardive de cette lettre, écrite à une époque où Bernier avait reconquis les faveurs et la confiance de la Légation. En 1802, la Légation, sous le coup des événements récents, jugeait autrement l'attitude de Bernier et sa « mauvaise foi ». Les notes de la Légation, rédigées en italien et conservées aux Archives vaticanes (Ep. Nap. Fr. I), sont très significatives à cet égard.

Il semble bien que Sala ait senti lui-même l'insuffisance de sa lettre puisqu'il proposa, dans un billet qu'il y joignit, d'en rédiger une seconde, au cas où Bernier n'en serait point satisfait. Il apporterait les changements que l'évêque d'Orléans jugerait désirables. Le registre de Caprara ne porte pas trace d'une seconde rédaction. Bernier pouvait-il demander plus ?

accusation générale est injuste. Certains d'entre eux l'ont reçue (1), tout au moins Leblanc-Beaulieu. Pancemont prétendit qu'il s'était contenté de les remettre matériellement, « comme on jette une lettre à la poste » (2), ce qui n'est pas exact. Non seulement Bernier proposa une absolution (3) et une abjuration (4), mais il employa son éloquence à vaincre la résistance qu'il rencontra. Tout ému encore de la scène pathétique qui venait de se passer chez Caprara, il adjura les évêques de mettre un terme aux maux qui désolaient l'Église de France et de rétablir enfin l'unité. Il pleura. On pleura. Attendri lui-même par ces larmes « qui effaçaient l'indécence de sa proposition », Le Coz lui sauta au cou, « mêlant ses pleurs aux siens » (5). D'autres évêques l'imitèrent dans ses effusions, car ces hommes avaient trop souffert eux aussi des divisions religieuses, pour ne pas s'émouvoir au moment de les continuer ou de les éteindre ; sincèrement ils désiraient l'union ; ils la désiraient pour l'Église gallicane ; ils la désiraient aussi pour eux-mêmes.

Mais si quelques-uns, plus timides ou moins sûrs de leur bon droit, paraissaient disposés à se soumettre, la plupart, Le Coz va jusqu'à dire tous, se récrièrent devant les exigences du légat. Les controverses reprennent avec la distinction équivalente du « droit » et du « fait » si célèbre en d'autres temps. En fait, ils renoncent à la Constitution civile qui n'existe plus, mais ils n'entendent pas pour cela la condamner en droit. Si les insermentés, et Bernier questionné à ce sujet vient de donner une réponse des plus nettes, renoncent simplement à l'ancien Concordat de 1515, « contre lequel jadis le clergé, les universités, les parlements s'élevèrent avec tant de force » (6), sans le condamner pour autant, les constitutionnels observent vis-à-vis de la Constitution civile exactement la même attitude. « Nous avons renoncé depuis longtemps, déclare Le Coz, et nous renonçons encore aujourd'hui à la Constitution civile du clergé ; mais nous ne prétendons pas plus l'abjurer que vous-même ne prétendez abjurer l'ancien Concordat (7). »

(1) Sala à Bernier, 21 janvier 1805. Arch. Nat. AF IV, 1894, 50<sup>e</sup> cahier, f<sup>os</sup> 20-21.

(2) *Notizia Intrusi*, f<sup>o</sup> 14. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. I.

(3) *Journal de Le Coz*, ROUSSEL, *Un évêque insermenté*, Le Coz, 432.

(4) Le Coz à Portalis, 24 janvier 1803. BOULAY, *Documents*, V, 531.

(5) *Ibid.*

(6) BOULAY, *Documents*, V, 531.

(7) *Id.*, *Ibid.*

Bernier cependant essaie de placer ses décrets d'absolution. Leblanc Beaulieu reçoit le sien *reverenter*, ainsi que Primat et Belmas (1). Chez Périer le respect se nuance de « résignation ».

Restaient quatre évêques. Reymond, plus tard, se comportera de façon assez satisfaisante pour que Bernier puisse parler, dans son procès, d'absolution acceptée ; quant à la remise du décret, la formule flottante du témoin permet de poser un point d'interrogation : *Acceptasse absolutionem... ab ipso teste ei traditam in scriptis, jussu Emi Legati*. La date tardive de son absolution, 29 avril, la date tardive de son procès canonique, 2 mai, indiquent assez clairement que rien ne fut conclu le jour du vendredi saint.

Quant aux trois derniers, Le Coz, Saurine, Lacombe, il n'est même plus question d'absolution, à fortiori de décret reçu. Bernier se borne à affirmer du premier qu'il donna de « très grands signes de douleur » ; Le Coz se contenta de signes purs et simples, sans épithète ni superlatif ; pour Lacombe, Bernier ne parle plus de douleur, mais seulement de résipiscence ; s'il doit penser que Lacombe est converti du schisme, « c'est seulement « dans la mesure où un homme peut juger » (2).

Ce que Lacombe et Le Coz nous ont rapporté de façon très appuyée concorde donc, pour ce qui les concerne, avec les euphémismes de l'évêque d'Orléans. Ils ont refusé toute rétractation et Saurine avec eux.

(1) L. MAHIEU, dans son livre sur *Belmas* (I, 137), croit que Belmas fut ce jour-là réfractaire et ne se ravisa que le samedi, car son décret d'absolution n'est daté que du 17. Sauf pour Lacombe et Reymond, certainement réfractaires le 16 et réconciliés seulement le 29, il ne semble pas qu'on puisse tirer argument de la date des décrets d'absolution. Ceux de Le Coz et Saurine sont datés du 16 et certainement ils n'avaient pas reçu le décret des mains de Bernier ce jour-là. Le témoignage de Le Coz est explicite, cette attitude concorde trop avec son caractère pour qu'on puisse douter de sa parole. Saurine était homme à l'imiter. Enfin, dans le procès d'institution canonique, Bernier ne dit pas qu'ils ont reçu le décret.

(2) BOULAY, *Documents*, V, 503-510.

Si les décrets d'absolution de Le Coz et Saurine sont datés du 16, cela tient à ce que le légat, par surcroît de précaution, comme nous l'avons vu, avait, pour Primat, Leblanc-Beaulieu, Périer, Le Coz, Saurine, qui appartiennent tous cinq à la première promotion, outre les décrets individuels, remis un décret collectif que Bernier devait rapporter avec une attestation signée de sa main : *Alterum etiam ejusdem decreti exemplar datum Episcopo fuit quod nomina præ se ferebat quinque constitutionalium Episcoporum qui omnium primi nominati sunt a consule*. BOULAY, *Documents*, V, 524.

Belmas faisait, comme les trois autres, partie de la seconde promotion.

Mieux valait dans ces conditions ne pas leur remettre un texte dont ils auraient pu faire état. Lacombe n'avait-il pas déclaré hautement « qu'il en ferait plainte à qui de droit ; il le renverrait, bien et dûment conditionné à son auteur, avec une lettre propre à attester que, s'il est plein de respect pour le Saint-Siège Apostolique, il ne l'est pas également pour ceux qui, ayant sa confiance, prodiguent et risquent témérairement ses grâces » (1). « Pour la même raison, Le Coz ne reçut rien. La formule qui lui était destinée disparut ; on ne put la retrouver sur le bureau de Portalis et il présuma que Bernier l'avait reprise. Mais il n'en menaça pas moins de porter ses plaintes « plus loin », car il craignait « qu'on ne consignât cette infamie dans les registres du légat ». Il fallut, pour le calmer, la parole de Portalis et de Bernier ; on lui promit que cette pièce allait tomber dans un profond oubli et il renonça à ses protestations (2).

Que firent Leblanc-Beaulieu, Périer, Primat, Belmas du bref qui leur avait été remis ? Nous avons vu que le premier le conserva. D'autres le jetèrent au feu. Nous le savons par les affirmations concordantes de Lacombe et de Le Coz, encore que les deux témoins mettent la chose, l'un au singulier, l'autre au pluriel, ne donnent aucun nom, attribuent à ce geste une signification toute différente. Ont-ils voulu « faire justice » du décret comme le prétend Lacombe, ou plutôt l'un d'eux a-t-il pris à la lettre un mot rapporté par Le Coz : « On nous assure que c'est pure formalité, que nous pouvons si nous le voulons jeter au feu ce papier (1)? » Toujours est-il que l'archevêque de Besançon fit retirer du feu le bref en question en déclarant : « J'abhorre la formule ; je respecte la main qui l'a signée. Pour ce motif, je m'abstiens de le livrer aux flammes (3). »

Ainsi donc, trois refus certains, un très probable, trois ou quatre acceptations douteuses, et en tout cas plus ou moins matérielles et passives, du bref d'absolution, tel était le résultat obtenu. Bernier connaissait trop les constitutionnels pour espérer davantage.

Que répondre au légat ? Lui dire la vérité, c'était rendre impossible la participation des opposants à la cérémonie de Pâques et par là-même arrêter la publication du Concordat. Lui laisser croire que ses

(1) Lettre de Lacombe à Binos. BOULAY, *Documents*, V, 538.

(2) ROUSSEL, *Un évêque assermenté*, Le Coz. 132.

(3) Ce que Lacombe ajoute relativement à Portalis qui aurait jeté également au feu un bref d'absolution reçu du légat pour le relever de ses censures personnelles, infirme le témoignage de Lacombe. Voir BOULAY, *Documents*, V, 537, note 1.



instructions avaient été exécutées par ses mandataires restait le seul moyen de tout sauver. Bernier s'y résigna. La gravité extrême des circonstances, l'urgence d'une décision, l'impossibilité de trouver à une situation aussi bloquée un remède plus admissible, endormirent ses scrupules, sans compter les autres raisons que cet esprit subtil pouvait se donner pour se former la conscience dans une pareille conjoncture. Rome exigeait une rétractation. Tel était le fait essentiel, ou, pour reprendre la distinction si souvent invoquée par lui dans une formule célèbre : « la substance » ; elle avait spécifié dans des instructions précises les conditions d'un pardon. Mais des instructions données à distance demandent souvent à être interprétées sur place, en tenant compte de données particulières qui échappent de loin. Consalvi lui-même n'avait-il pas souvent avoué que les perspectives changeaient, suivant qu'on considérait les choses des rives du Tibre ou des bords de la Seine? Caprara dans la circonstance, mieux averti que ses chefs, n'avait-il pas interprété de façon singulièrement élargie les ordres de sa cour, pris sur lui toute la responsabilité pour dégager celle du Pape, et accepté purement et simplement le texte du gouvernement? A qui devait-on cette addition d'une abjuration orale et secrète, qui aboutissait à une impasse? A l'intervention d'un cérémoniaire. La responsabilité que le cardinal avait assumée pour décharger le Pape, Bernier l'assumerait à son tour pour décharger le légat et, pour les mêmes raisons, il interpréterait sa mission, il se sacrifierait.

Aussi bien les constitutionnels n'avaient-ils pas donné les satisfactions essentielles et les garanties équivalentes, par leur lettre qui sauvait la substance, par leur désir de réunion, par leur regret des divisions religieuses, par leurs larmes. Enfin de quoi s'agissait-il pour le moment? De rendre possible la cérémonie de Pâques, en leur permettant d'y figurer grâce à une réconciliation extérieure. Quand il faudrait leur conférer l'institution canonique et leur ouvrir des fonctions épiscopales, qui intéressaient la conscience autrement que la participation à une cérémonie, on chercherait une solution canonique. Le Concordat serait publié, l'organisation de l'Église de France commencée, le gouvernement ne pourrait revenir en arrière. Pour trouver cette solution vraiment canonique, pour la faire accepter, on jouirait d'une toute autre liberté de manœuvre ; il fallait désolidariser ces deux choses, malencontreusement liées, la publication du Concordat et l'institution canonique des constitutionnels ; sans quoi tout serait perdu en même temps.

De fait, si Bernier a nettement trompé le cardinal le samedi saint, en garantissant par sa signature que Leblanc-Beaulieu, Primat, Périer, Le Coz, Saurine s'étaient conformés à la teneur du décret et à ses conditions, qu'ils avaient reçu chacun le bref d'absolution avec la révérence et les signes de résipiscence voulus, s'il confirma oralement cette assurance globale, nous le verrons procéder différemment quand, sous la foi du serment, il déposera comme témoin dans le procès d'information canonique. Ce jour-là, sa conscience plus scrupuleuse se prodiguera en nuances et en dégradés, pour caractériser l'attitude différente des huit constitutionnels réconciliés par ses soins. Le cardinal était assez fin pour lire entre les lignes de cette déposition savante. Mais le cardinal préféra ne pas lire entre les lignes et, si l'absence involontaire ou calculée du second témoin désigné par lui, donna l'éveil à ses secrétaires, il parut accepter les bonnes ou mauvaises raisons qui voulaient l'expliquer à ses yeux. Il se laissa rassurer et accorda l'institution canonique. Si la *communicatio in sacris* de Pâques est imputable à l'évêque d'Orléans qui produisit un faux pour la rendre possible, l'institution canonique des évêques, réconciliés dans des conditions si douteuses, si peu rassurantes, reste donc, pour une bonne part, à la charge de Caprara.

Pour rester juste envers Bernier dont le cas est déjà assez grave, il semble bien qu'il faille distinguer soigneusement deux choses : le faux du samedi saint qui a positivement trompé le légat, la déposition du 22 mai qui lui a permis de se laisser tromper.

Si le premier dégage complètement la responsabilité du cardinal, il n'en est pas de même de la seconde, car un examen attentif eût montré facilement son insuffisance, exigé des précisions. Mais on n'y regarda pas de très près, à supposer qu'on n'ait pas mis une certaine complaisance à fermer les yeux. Reconnaître cette responsabilité du légat, c'est diminuer d'autant celle que Bernier a porté devant l'opinion, celle qu'il continue à porter devant l'histoire. Officiellement, il endossa tout. « Je m'étais sacrifié pour eux dans cette réunion (1), » écrira-t-il plus tard à Talleyrand, lorsque le voyage du Pape en France remettra sur le tapis la rétractation des évêques constitutionnels. Il aurait pu ajouter : « Je m'étais sacrifié aussi pour le légat. » Car s'il couvrit l'obstination des premiers, il ne couvrit pas moins la retraite du second : et de ce « sacri-

(1) Bernier à Talleyrand, 8 juill. 1804. Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f<sup>os</sup> 276-277.

fice », le cardinal bénéficia, comme eux, quoique différemment.

Sans doute l'emploi d'un aussi beau mot apparaît bien abusif pour désigner le rôle douteux, auquel Bernier se résigna sous la pression de circonstances exceptionnellement graves. En l'occurrence, d'autres ont parlé de « supercherie » (1) qui ne passent point pour des juges sévères. Il n'en est pas moins vrai que, pour assurer la publication du Concordat, l'évêque d'Orléans paya de son honneur, de son crédit, de son chapeau, ou pourrait même dire de sa vie, la réunion des constitutionnels. S'il a menti au légat, son mensonge demeure moins complet, moins caractéristique qu'on ne croit ; il ne l'a pas poussé jusqu'au parjure, et s'il a commis une faute, il l'a payée assez cher, pour qu'une répartition plus équitable des responsabilités vienne, partiellement au moins, alléger sa mémoire d'un poids qu'elle restait seule à porter.

(1) BOULAY, *Histoire du rétablissement du Culte en France*, 191.

## CHAPITRE IV

### L'ORGANISATION DU DIOCÈSE DE PARIS. — UNE MISSION POLITIQUE DANS L'OUEST. — L'ORGANISATION DU DIOCÈSE D'ANGERS.

- I. Bernier pontife à Notre-Dame de Paris. — La première pastorale de M. de Belloy. — La nouvelle circonscription des paroisses de Paris. — Les nominations. — Protestations des constitutionnels.
- II. Bernier à Saint-Laud d'Angers, au château du Lavoir. — Les élections pour le consulat à vie. — Relations de Bernier avec les autorités. — Le général Girardon. — Le préfet Pierre Montault. — L'installation de l'évêque Charles Montault.
- III. Réconciliation des prêtres constitutionnels. — Incidents de Saint-Sanson. Rapport de Bernier. — Destitution du préfet.
- IV. Bernier et le préfet Nardon. — Ses candidats. — Sa politique en Anjou. Une mission manquée.

Le Concordat est enfin publié, la majorité des sièges épiscopaux pourvue de titulaires, l'Église de France officiellement ressuscitée. Après tant de traverses, la mission de Bernier se termine par un succès, moins total qu'il ne l'eût voulu pour le bien de la religion, mais assez complet pour que le Pape lui en exprimât sa gratitude. Ni les circonstances, ni les hommes n'avaient permis d'obtenir davantage. Le patient, souple et tenace négociateur, connaissait mieux que personne les insuffisances et les faiblesses des accords conclus par ses soins ; il les regardait cependant comme un immense bienfait et Rome, tout en regrettant certaines clauses, certaines interprétations, certains procédés, lui en témoignait sa publique reconnaissance. Cette grande tâche finie, une autre l'attendait à Orléans et à Blois, assez vaste encore pour absorber une activité moins grande que la sienne, assez difficile pour illustrer à elle seule un évêcopat, assez urgente pour exiger une présence immédiate. Mais, contrairement aux vues ordinaires du gouvernement qui pressait les évêques de rejoindre au plus tôt leurs sièges, Bernier attendra deux



mois et demi pour prendre possession du sien. Paris le retiendra jusqu'au 6 mai, Angers jusqu'au début de juillet. Paris, Angers, les deux diocèses dont il avait successivement rêvé ! Il y commencera, et y surveillera les premières applications du Concordat ; il en contrôlera l'organisation naissante. Son propre diocèse ne passera qu'en troisième lieu.

## I

Paris eut les prémices de son ministère. Celui-ci débuta par une déconvenue ; ce n'était ni la première, ni la dernière que la capitale lui réservait. Nous savons en effet par M. Émery (1) que l'évêque d'Orléans désirait vivement inaugurer la chaire métropolitaine en y prononçant le discours de Pâques sur le rétablissement du culte. M. de Boisgelin lui fut préféré. L'orateur officiel du gouvernement consulaire avait été jadis l'orateur du dernier sacre royal. Aux yeux de Bonaparte, un pareil contraste valait toute l'éloquence du monde. On regretta cependant que l'aimable prélat, tout en se tirant avec tact d'une « commission délicate » (2), fût demeuré inférieur à la grandeur du sujet. Grégoire le trouva plat et ne manqua pas de le dire (3).

D'autres se contentèrent de le penser. Quelles furent les impressions de Bernier ? Nous l'ignorons. Mais il est certain que l'évêque d'Orléans eût trouvé sans peine des accents plus « bossuétiques » (4), que son incontestable talent de parole, son art aussi nuancé que vigoureux, eussent été à la hauteur de cette tâche difficile.

A défaut de la chaire métropolitaine, il inaugura du moins l'autel de Notre-Dame pour la reprise régulière du culte divin, car c'est lui qui pontifie le jour de Quasimodo dans la cathédrale de Paris. Présider la première fonction de ce premier dimanche concordataire ne pouvait qu'être fort agréable au négociateur de la paix religieuse. On pouvait y voir comme une reconnaissance des services rendus à l'Église et au gouvernement. On pouvait y voir aussi une sorte de prise de possession et comme un acompte sur un avenir entrevu.

(1) Émery à Bausset, 18 avril 1802, *Papiers Emery*. Registre VI, f° 195.

(2) *Ibid.*

(3) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 100.

(4) Le mot est de Bernier lui-même. Bernier à Girardon, 7 mars 1803. Lettres de Bernier à Girardon. *Andegaviana*, XXVII, 199.

La chose ne pouvait passer inaperçue. Elle fut relevée par les « observateurs » de Fouché, particulièrement attentifs à ce célébrant et dans ce lieu. Elle fut relevée par un « particulier » qui protesta, déclarant que, « s'il lui était permis de parler, on en entendrait de belles sur le compte de cet évêque » (1). Mais on imposa silence au trouble-fête qui dut se retirer.

Bernier n'était pas homme à se cantonner dans un rôle purement honorifique ; il ne se contente pas de suppléer l'archevêque nonagénaire dans les fonctions pontificales ; il lui prête sa plume, pour son premier mandement. M. de Belloy avait pourtant voulu s'acquitter lui-même de ce devoir ; car, sous des formes polies, héritage de sa race et de son temps, ce survivant du règne de Louis XIV, cachait la défiance ombrageuse des vieillards ; il entendait demeurer à la hauteur de sa tâche, et, le plus possible, maître chez lui. Au surplus, ne parlait-il pas la langue du grand siècle ? Il se mit donc en mesure de composer une pastorale, en rapport avec les temps nouveaux. Mal lui en prit, car sa pastorale soumise au Premier Consul fut passée au crible de cruelle façon. Fonds et forme tout était à reprendre. Le style n'était ni assez noble, ni assez correct pour Paris. Le Premier Consul devait être nommé « en termes plus élevés et surtout moins trivials... à la manière de Bossuet dans l'*Histoire universelle* et non à celle d'un discours improvisé dans une assemblée politique ». Il ne fallait pas tant parler de la paix, « la paix n'est après tout qu'un accessoire », mais d'un gouvernement fort et en termes tels que les citations latines et « le pathos évangélique » portassent sur des préceptes éternels, « qu'aucun honnête homme, quelle que soit son opinion ne saurait nier » (2). Portalis fut prié en conséquence de faire composer un autre mandement ; il s'adressa à Bernier et Bernier rédigea un texte nouveau qui répondit aux desiderata consulaires. L'archevêque n'eût que la peine de signer (3).

Le jeune suffragant ne prête pas seulement sa plume, ses idées et ses sentiments au prélat nonagénaire, il l'assiste aussi dans son administration ; et, de même qu'il s'est résigné à accepter sa prose, M. de

(1) AULARD, *Paris sous le Consulat*, III, 14.

(2) Bonaparte à Portalis, 3 flor. an XI (23 avril 1802). Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 2446.

(3) Le texte de ce mandement, conservé dans les papiers de Bernier, se trouve à la bibliothèque d'Orléans, ms 1532. Une note manuscrite ajoute au titre : « Lettre pastorale de M. l'archevêque de Paris », la mention suivante : « De M. Bernier. »

Belloy se résigne à subir provisoirement cette collaboration plus empressée qu'il ne voudrait.

Depuis longtemps déjà Bernier s'intéressait à l'organisation de ce diocèse qu'on lui avait, paraît-il, promis. « Dès la fin d'octobre 1801, il avait commencé un travail de statistique ; mais ne connaissant qu'imparfaitement les personnes et les lieux, il avait eu recours à l'expérience du curé de Saint-Sulpice (1). » Il se renseigne, sur les hommes comme sur les choses, pour préparer la nouvelle délimitation des paroisses, prévue par le Concordat, et le mouvement de personnel qu'elle devait entraîner ; tâche infiniment complexe, puisque, aux oppositions normales d'intérêts individuels et locaux, s'ajoutaient l'opposition aiguë des deux clergés et de leurs paroisses respectives. Car, si les insermentés se trouvent affaiblis par de nombreuses rétractations, s'ils ont perdu avec éclat Saint-Merry, Saint-Germain-l'Auxerrois où Corpet, l'ami de Royer, s'est solennellement réconcilié, si l'évêque de Paris voit son autorité sérieusement battue en brèche par les Réunis, l'Église constitutionnelle conserve encore six paroisses majeures dont Notre-Dame, Saint-Sulpice, Saint-Étienne du Mont, Saint-Médard ; des chefs intrépides, Grégoire, Clément parmi les évêques, Baillet parmi les prêtres la soutiennent avec la dernière vigueur.

Plus libre que pour les nominations épiscopales, Bernier s'appliqua à évincer les candidats constitutionnels ou à les affaiblir en amputant les territoires de leurs paroisses. Douze cures furent ainsi érigées, avec trente et une succursales. Comme pour la circonscription des diocèses, le géographe Chanlaire établit, sous sa direction, des cartes détaillées (2).

Ce travail fut publié le 25 avril 1802, au nom de l'archevêque ; mais le nom du véritable auteur était assez connu pour qu'on s'en prit à lui et à son collaborateur Pancemont. La nouvelle division des paroisses souleva en effet une grande émotion parmi les constitutionnels. On se répandit en plaintes et réclamations ; on reprocha à Bernier d'avoir découpé arbitrairement les paroisses, en s'inspirant moins de raisons locales que de préférences personnelles ; ses sympathies, comme ses antipathies, l'auraient emporté sur les inté-

(1) PISANI, *l'Eglise de Paris sous la Révolution*, IV, 321.

(2) Il y eut d'après la facture de Chanlaire, Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 325 A, deux projets successifs de division de paroisses, l'un « communiqué par M. Bernier », l'autre « d'après la division des justices de paix ».

rêts religieux des différents quartiers (1). Toutefois ces questions de géographie curiale soulèvent encore moins de protestations que la désignation des titulaires. De toute évidence, on s'est employé à écarter les assermentés. Le gouvernement exigeait bien qu'ils figurassent dans la proportion d'un tiers. En fait, un seul fut promu à Paris, Baillet; encore dut-il descendre de Saint-Étienne-du-Mont à Saint-Séverin. Les autres constitutionnels avaient depuis longtemps fait leur rétractation et n'appartenaient plus à l'église constitutionnelle que pour mémoire. Par contre, la communauté de Saint-Sulpice se trouva privilégiée et ses vicaires fournirent abondamment de curés les paroisses principales : M. de Pierre eut Saint-Sulpice; De Jerphanion, Saint-Germain-l'Auxerrois; de Voisins, Saint-Étienne-du-Mont; Dessaubaz, les Missions; Levis, au refus de de Keravenant, Saint-Germain-des-Prés; de Sambucy resta aux Carmes. Quels que soient les mérites incontestables de ces ecclésiastiques, on trouva que Bernier et Pancemont n'avaient pas suffisamment oublié leurs amis : de toute évidence, ils avaient réservé à leurs hommes les places principales; on ne manqua ni de le dire ni de l'imprimer. Des mémoires circulèrent sous le manteau; on s'y plaignait amèrement de ce que les constitutionnels fussent mis de côté et condamnés à l'inaction. La police confisque les mémoires (2). Mais ses bulletins tendancieux rapportent complaisamment les bruits hostiles à Bernier (3), à Pancemont, voire les mystifications dont ce dernier est l'objet (4). Le bruit se répand en effet « que l'archevêque a demandé un coadjuteur et que c'est le nouvel évêque d'Orléans qui est nommé à cette place ». Une pareille perspective ne pouvait agréer à Fouché; aussi le clergé est-il représenté comme hostile à cet arrangement, qui donnerait une trop grande influence

(1) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 173. « Un autre moyen pour harceler les assermentés qu'on n'avait pu écarter a été de mutiler leurs paroisses et de les réduire à une circonscription plus étroite, tel est le motif qui a resserré les bornes de la succursale Saint-Séverin à Paris. »

(2) D'AVENEL, *les Evêques et archevêques de Paris*, II, 166.

(3) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 18. Le clergé de Paris est donné comme hostile à la nomination de Bernier à la coadjutorerie de Paris. « Cet arrangement, dit-on, déplait beaucoup au clergé de Paris qui n'aime point l'abbé Bernier. Les prêtres disent tout haut que c'est un intrigant; ce qui les fâche davantage c'est qu'ils croient qu'il finira par avoir une très grande influence sur toutes les nominations aux places. » 27 avril 1802.

(4) On distribua des billets de mort de Pancemont tandis qu'il sacrait l'évêque de Clermont. *Ibid.*, 32 (2 mai).



à ce prélat « intrigant » et peu aimé. Bernier n'en reçut pas moins du légat, le surlendemain, 29 avril, les pouvoirs voulus pour administrer le diocèse de Paris ; et, sans porter officiellement le titre de coadjuteur, il se trouve bel et bien mandaté pour doubler M. de Belloy et même, le cas échéant, pour le remplacer. De ces pouvoirs si étendus et si extraordinaires, l'évêque d'Orléans ne fera guère usage, car, la semaine suivante, il quittait la capitale, laissant à Pancemont le soin de le suppléer auprès de la Légation, comme auprès de l'archevêque. Quand, après dix semaines, il reviendra, il aura perdu près de la nonciature et du gouvernement tant de crédit, l'opinion travaillée par ses ennemis lui sera si défavorable, que Belloy réussira à se passer de lui.

## II

Le départ de l'évêque d'Orléans, dans les premiers jours de mai, s'enveloppa de mystère. Quel était l'objet de son voyage ? On l'ignore. Caprara voudrait le croire religieux ; c'est du moins ce qu'il écrit à Consalvi (1), le 26 mai, sans paraître bien assuré de la chose, car Bernier ne dit rien, n'écrit à personne (2), et le bon cardinal, tenu dans une complète ignorance des faits, ne sait que penser de ce déplacement ; d'autant qu'il se prolonge des semaines, alors qu'au dire du prélat, il devait seulement durer quelques jours.

Il est certain que l'évêque d'Orléans désirait vivement revoir sa petite patrie où il avait laissé, avec tant de souvenirs, sa mère, des amis très ardents et des ennemis qui ne l'étaient pas moins. D'ailleurs, après le travail excessif des derniers mois, un sérieux repos s'imposait et l'accident de santé qu'il éprouva à cette époque le montre suffisamment (3). Il ne lui déplaisait pas enfin de reparaitre en Anjou, grandi par la dignité épiscopale, l'autorité de ses hautes fonctions, la gloire de ses succès diplomatiques. Le Concordat conclu

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 1923.

(2) Caprara à Bernier, 9 juin 1802. Le légat se plaint amèrement de son long silence ; trois lettres envoyées par la légation sont restées sans réponse. Arch. Nat. AF iv, 1891, 3<sup>e</sup> cahier, f<sup>o</sup> 79.

(3) « Je suis vivement affecté de l'indisposition que vous avez éprouvée, » lui écrit Caprara, le 9 juin 1892. Arch. Nat. AF iv, 1891, 3<sup>e</sup> cahier, f<sup>o</sup> 79.

par ses soins n'était-il pas la consécration de sa politique pacificatrice, comme de sa politique guerrière, l'apologie parfaite de son œuvre, la totale justification des attitudes successives que lui reprochaient ses détracteurs? Il revenait avec la faveur du Consul et les bénédictions du Pape. Que fallait-il de plus, pour raffermir son crédit, désarmer les oppositions, s'assurer une influence sans conteste?

Mais il est non moins certain que ces considérations personnelles n'expliquent pas entièrement ce long séjour de deux mois, et que le gouvernement, soucieux d'accélérer l'organisation des diocèses, d'assurer la résidence de ses évêques, n'eût pas octroyé pareil congé sans de sérieuses raisons d'ordre général.

Il semble pourtant que Bernier se soit donné d'abord, exclusivement, à ses paroissiens et à ses amis. Car, malgré la Révolution, le schisme, la guerre, l'éloignement, ses paroissiens de Saint-Laud lui demeuraient, dans l'ensemble, attachés. Tant de luttes et de souvenirs les unissaient! Comment oublier ce jeune curé de vingt-huit ans dont l'installation en mars 1790 concordait avec les premiers bouleversements révolutionnaires, son éloquence admirable, son zèle apostolique, son esprit d'organisation, sa bonté, les pétitions à l'Assemblée nationale qui réclamaient son maintien malgré son refus de prêter le serment, son obstination à soutenir ses droits contre le constitutionnel Besnard, les persécutions subies, l'exil, la paroisse reconquise à la tête des armées Vendéennes, ses fameux discours prononcés dans son église contre les acquéreurs des biens nationaux, enfin, la reconstitution de sa paroisse, fruit immédiat de la paix religieuse réalisée par ses soins?

C'est dans l'église des Récollets, héritière du titre de Saint-Laud, que l'évêque d'Orléans célébra, le dimanche 8 mai 1802, un office pontifical des plus solennels. A en croire le récit officiel des *Affiches d'Angers*, rien ne manqua à la majesté de cette cérémonie, ni la procession avec le dais (1), ni la présence du préfet, du général, des officiers, et des « hommes publics, qui a paru faire une douce sensation sur l'assemblée, » ni le discours épiscopal « rempli d'onction » et de sensibilité, » ni le *Domine Salvam*, ni le concours de l'armée (2).

(1) « Il descendit près de l'Académie dans la maison Fourmont. De Saint-Laud, on vint le chercher processionnellement avec le dais. Le peuple l'entourait et murmurait; il n'était pas aimé. » (Renseignements fournis à Godart Faultrier par une certaine dame Ferret, sous le second Empire et communiqués obligeamment par M. le chanoine Uzureau).

(2) F. UZUREAU, *M. l'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, 20.

Malheureusement, ce triomphe officiel fut troublé par des incidents regrettables ; des placards incendiaires furent affichés pendant la nuit contre le préfet, le général et l'évêque ; on essaya de soulever une émeute populaire ; pour venger leur mari, victime des Vendéens, des femmes voulaient assommer de pierres l'ancien aumônier des armées royales. Il fallut déployer la force publique et prendre des mesures de police, moyennant quoi tout se borna, sur le passage du cortège, à des murmures désobligeants. Les patriotes angevins, auteurs de ces manifestations ne pardonnaient pas à Bernier.

Mais si leur haine continuait à le poursuivre, ses paroissiens, dans l'ensemble, lui demeuraient attachés et ses amis lui conservaient toute leur confiance. Il retrouve à Neuvy-en-Mauges, Mme de la Paumelière et une cour d'admirateurs. Comme au temps de la guerre, il établit son quartier général au château du Lavoir, il voyage, il rayonne, non plus sous des noms d'emprunt et sous de mystérieux déguisements, mais avec tout l'appareil de l'épiscopat. Dans cette région où, jadis, ses émissaires répandaient pour le salut de la religion et du pays ses proclamations belliqueuses, il prêche maintenant, au nom de la même religion, le ralliement à un gouvernement qualifié encore de républicain ; il exalte ses bienfaits, il promet ses faveurs. Il fait mieux que de les promettre, il les distribue tout de suite, effectivement, car ses mains ne sont pas seulement chargées de bénédictions spirituelles : sa recommandation obtient des amnisties, procure des places dans l'administration, assure les faveurs du pouvoir. Quant à ses largesses, elles se répandent abondamment, grâce aux fonds secrets dont il dispose. Le zèle de ses agents obtient le reste. Aussi cette tournée apostolique dans la Vendée angevine connaît-elle un immense succès. Beauchamps parle d'un quasi triomphe (1) et le témoignage de Beauchamps n'est point suspect lorsqu'il rend hommage à Bernier. Quant aux conséquences politiques, elles dépassent tout ce qu'on avait pu espérer. La Vendée accepte le nouveau système : « Ce pays est à vous, écrivait l'évêque d'Orléans à Bonaparte. Toute nuance d'opinion y a disparu. Je suis certain qu'il va voter unanimement pour votre consulat à vie (2). » Comment en eût-il été autrement ? L'envoyé du gouvernement n'avait-il pas célébré Bonaparte « avec l'accent de la reconnaissance et de la vérité », et

(1) BEAUCHAMPS, *Histoire de la guerre de Vendée*, IV, 510-511.

(2) Bernier au Premier Consul, 16 mai 1802. Lettres de l'abbé Bernier, *l'Anjou historique*, XXII, 95.

touché « jusqu'aux larmes » (1) ces anciens insurgés, convertis par sa parole apostolique? De fait, on vota si bien que, le 11 juin, Portalis adresse à Bernier les plus chaudes félicitations pour le résultat dû à ses soins. « Le Premier Consul, conclut-il, est très content de votre conduite (2). »

Content, Bernier ne l'était pas moins, car la fortune à nouveau semble lui sourire ; il goûte les charmes du Lavoir, la faveur consulaire, la popularité ; après tant de jours agités, il connaît enfin des jours paisibles, pleins de promesses ; ce sont les heures ensoleillées d'un épiscopat à ses débuts.

D'autres se seraient endormis dans le succès ; d'autres auraient joui du présent simplement. Mais l'esprit de Bernier jamais ne s'endort ; toujours occupé de quelque combinaison politique où il trouverait sa part, il ne cesse d'agir et de veiller. Il ne lui suffit pas que sa position à Paris se trouve affermie par sa mission électorale, il s'applique, sur place, à se créer une situation et comme un parti. On sent chez lui le désir de se rendre assez fort pour en imposer au gouvernement, de telle sorte qu'on doive compter sur sa collaboration, craindre son abstention, redouter son hostilité sourde. Fouché, Talleyrand lui avaient appris, à supposer qu'il eût besoin de pareilles leçons, comment on devient nécessaire par les services qu'on rend et par les craintes qu'on inspire, comment, avec une position solide, on peut mener une politique personnelle en marge de la politique consulaire, sinon en opposition avec celle-ci. La Vendée qui avait commencé la fortune de l'évêque d'Orléans devait l'assurer jusqu'au bout. Il aimait qu'on la considérât comme un volcan en effervescence perpétuelle que, seul, il était capable d'apaiser. Le Premier Consul demeurait très sensible à la menace de l'Ouest. Bernier le sait aussi bien que Fouché et, comme Fouché, quoique différemment, il use de cette menace, pour servir ses desseins. Tenir le pays ci-devant insurgé, n'est-ce pas tenir Bonaparte lui-même? De là ses efforts pour monter, en attendant Paris, sur le siège d'Angers devenu métropole. De là ses efforts pour lier parti en Anjou avec un certain nombre de personnages officiels.

Sans doute, il compte parmi les anciens Vendéens des agents actifs, capables de le renseigner, d'assurer son influence. Par eux il travaille le pays, par eux il obtient sur les personnes, les villages,

(1) *Anjou historique*, XXII, 95.

(2) Arch. Loiret, V, 380.



les lieux, des renseignements qu'il transmettra à la police ou au gouvernement (1), par eux il pénètre dans les châteaux, les presbytères. Mais il veut plus, pour pouvoir davantage. C'est dans l'administration, dans les états-majors qu'il cherche à se glisser. Ses relations sont fort suivies avec Barré. Curieuses relations que celles de l'ancien commissaire général des armées vendéennes, devenu évêque d'Orléans, et de l'ancien commissaire général des guerres au quartier général républicain, devenu sous-préfet de Beaupréau. Après avoir collaboré dans des conditions romanesques à la pacification de la rive gauche de la Loire, ils continuent de concert à poursuivre le rapprochement des partis ; ils s'écrivent, se rencontrent et se consultent « sur les moyens d'assurer pour toujours la tranquillité du pays » (2).

Mais personne ne fut plus entièrement l'homme de Bernier que le général Girardon. Commandant la subdivision de Maine-et-Loire depuis le 5 décembre 1799, Girardon y exerçait en vertu de l'état de siège toute l'autorité, lorsque se conclut la paix de Montfaucon. En avril 1800, à son retour de Paris, le curé de Saint-Laud se mit en rapport avec lui, et entre eux, commença une correspondance active qui nous est en partie conservée, et présente le plus haut intérêt (3). Bernier, toujours en coquetterie avec les militaires, aurait voulu que les fonctions de préfet et de général fussent, à Angers, réunies dans les mêmes mains. Il avait proposé cette idée au Premier Consul et poussé la candidature d'Hédouville, en quoi il payait une dette de reconnaissance (4) et s'assurait un homme selon son cœur. Mais Hédouville refusa. Le citoyen Montault fut nommé à sa place. Il n'apparaît pas qu'il ait été le candidat du curé de Saint-Laud.

Le nouveau préfet ne tarda pas à entrer en conflit avec Girardon, car le général, habitué à exercer seul l'autorité, n'admettra jamais qu'un civil soit venu le supplanter. Une lutte de juridiction s'engage donc, bientôt compliquée d'un désaccord politique. Les deux hommes en effet, tout en voulant d'une volonté égale la pacification, n'y travaillent pas avec les mêmes vues. Girardon, avec l'armée, soutient les patriotes. Pierre Montault passe pour favoriser, au

(1) Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 5632.

(2) Bernier à Girardon, 17 juillet 1800. *Andegaviana*, XXVII, 193.

(3) Une partie de cette correspondance a été publiée par le chanoine UZUREAU, *Andegaviana*, XXVII, 190-202.

(4) C'est en effet Hédouville qui l'avait recommandé et envoyé à Bonaparte. « Bonaparte, Hédouville et Bernier », *Anjou historique*, XIV, 305-306.

moins par sa faiblesse, les ennemis de la République. La situation s'aggrave par la nomination de l'évêque. Pourtant, on eût pu croire habile cette mesure qui réunissait dans la même famille l'autorité civile et religieuse ; dans ce diocèse particulièrement agité, l'union des deux puissances, exercées par les deux frères habitant sous le même toit, paraissait idéale pour atteindre l'objet poursuivi. D'autant que Charles Montault, constitutionnel vraiment rétracté, ne pouvait que ramener par son exemple les membres de son ancienne église, tout en s'imposant au parti adverse par sa réelle vertu et l'humilité de sa pénitence.

Malheureusement, les résultats ne répondirent pas à la perfection théorique de ce plan. L'habileté diplomatique chez l'évêque d'Angers ne se trouvait pas à la hauteur de la piété. A son arrivée, il provoqua par une lettre qu'on trouva « trop forte » (1), une opposition qui ne demandait qu'à être provoquée. Les autorités judiciaires, malgré les ordres du gouvernement, refusèrent positivement de lui faire visite ; elles se trouvaient en fort mauvais termes avec le préfet et le prélat partagea fraternellement leur hostilité. Girardon ne pouvait que suivre cet exemple. Il ne s'en priva pas et ses officiers déclarèrent qu'ils n'assisteraient pas à l'installation, « à moins d'une réquisition formelle ». (2). Enfin, les constitutionnels, d'abord disposés à se soumettre, font corps avec cette opposition.

Dans une première conférence tenue avec l'évêque, le 1<sup>er</sup> juin, ils avaient consenti à signer la formule agréée par les constitutionnels de Paris ; sur quoi, « on leur donna rendez-vous le lendemain pour se trouver avec les autres prêtres chez l'évêque et s'embrasser mutuellement » (3). Mais, pendant la nuit, des patriotes et des théophilanthropes vinrent les trouver, « les firent boire et leur persuadèrent de chanter le lendemain la palinodie ». Ce qui eut lieu en effet, d'autant plus facilement que le bon prélat, chapitré par ses vicaires généraux, partisans d'une rétractation plus formelle, fournit prétexte à ce revirement. Avec la plus grande humilité, il déclara qu'il avait fait sa rétractation, demanda pardon à ses prêtres d'avoir persécuté l'Église, et les pria d'accorder la même grâce aux constitutionnels qui avaient abjuré leur erreur. Les constitutionnels protestèrent alors qu'ils s'étaient seulement réunis, qu'ils ne signeraient rien

(1) Bernier à Portalis, 4 juin 1802. Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 5692.

(2) Montault à Portalis, 9 juin 1802. F. UZUREAU, *les Premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, 35.

(3) Bernier à Portalis, 7 juin 1802. Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 5692.

contre leur conscience, qu'ils allaient d'ailleurs en appeler au gouvernement. Sur quoi, la nuit suivante, ils se réunirent chez l'ex-conventionnel Delaunay, président du tribunal criminel « qui paraît être, écrit Bernier, leur instigateur » ; ensemble, ils rédigèrent une lettre de plaintes à l'adresse du citoyen Fouché.

On était le 3 juin et, le 6, devait avoir lieu l'installation épiscopale que le gouvernement voulait pacifique et solennelle. Comment sortir de cette situation ? On pensa à Bernier. Le préfet, qui pourtant ne l'aimait point, lui écrit que sa présence est nécessaire à Angers ; l'évêque joint ses instances à celles de son frère ; le secrétaire de la préfecture et Girardon viennent le trouver à Rochefort-sur-Loire : ils le prient d'accourir et Bernier part de nuit, après avoir hâtivement prévenu Portalis. Il n'eut pas de peine à détacher des opposants le général qui, à son habitude, s'était avancé un peu vite. L'armée suivit son chef. Les malveillants, confondus par cette défection éclatante, « n'ont plus eu ni moyen, ni prétexte de ne pas assister à l'installation » (1)... Toutes les autorités constituées firent les visites protocolaires, puis, en corps et en costume, elles rehaussèrent de leur présence la cérémonie religieuse. L'évêque d'Orléans, qui s'y trouvait en belle place, eut sa juste part de compliments dans les harangues officielles. Une fois de plus, selon une formule qu'il aimait, il eut la consolation de voir les esprits réunis par ses soins.

De son aveu cependant, une ombre restait au tableau : l'attitude obstinée de quelques constitutionnels, soutenus par le ci-devant conventionnel Delaunay. Mais ils sont peu nombreux, leurs chefs manquent de prestige ; l'un d'eux « un ex-capucin nommé Bélier » ne dément pas son nom peu flatteur, « un autre nommé Dufour, » sait à peine lire. « Ce prétendu parti, ajoute Bernier, dans son rapport à Portalis n'a ... rien de redoutable ; il cessera par la force même des choses (2). » Tout se serait bien passé si l'évêque d'Orléans avait été présent plus tôt, c'est du moins ce qu'il assure, mais on a eu tort de blesser l'amour-propre des constitutionnels, qu'il faut « traiter avec douceur et seul à seul ». L'évêque d'Orléans a donc invité Charles Montault à user de cette méthode prudente. Mais Charles Montault subit la regrettable influence d'un « certain abbé Lenoir », qui est en partie cause de tout « par sa morgue et sa manière de traiter les

(1) Le préfet Montault à Portalis, 9 juin 1802. F. UZUREAU, *les Premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, 35.

(2) Bernier à Portalis, 9 juin 1802. Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 5692.

prêtres avec hauteur ». Lenoir devenu ainsi le bouc émissaire, se vit en conséquence mandé à Paris par Portalis. En vain écrit-il au ministre des Cultes pour se disculper. En vain, Bernier, dont la dénonciation avait entraîné cette mesure, intercède-t-il en sa faveur ; en vain, soucieux de rétablir la balance, réclame-t-il la même sanction pour un constitutionnel turbulent. Tout fut inutile ; le *veniat* ministériel dut être transmis à l'intéressé et le vicaire général indésirable vint se fixer à Paris. (1).

Cette affaire une fois réglée, Bernier regagne le château du Lavoir. Il n'en sort point, car c'est l'époque de la Fête-Dieu. L'évêque « ayant paru fort indécis sur les cérémonies de ce jour » qui appelaient la présence des autorités officielles, il ne veut y paraître sous aucun rapport. Son intention est de rentrer vers le 13 juin à Paris, car on le rappelle, sa présence étant devenue nécessaire (2). Il se dispose donc à partir, lorsque un contre-ordre le prie d'organiser au préalable son diocèse. De ce fait, son séjour en Anjou va se prolonger encore quelque temps. Ne doit-il pas préparer soigneusement son arrivée à Orléans et plus encore sa réception à Blois ? Il pourra ainsi sous la protection de la garde nationale, de la police et d'un piquet de dragons envoyé par son ami le général (3), présider le 24 juin, jour octave de la Fête-Dieu, une procession solennelle du Saint-Sacrement dans le quartier de Saint-Laud. Quelques jours après, Bernier quitte Angers pour se rendre à Orléans, où il arrive le 2 juillet.

### III

Ni à Orléans où l'appelle l'organisation de son diocèse, ni à Paris où l'attend une besogne immense, Bernier ne perdra de vue les affaires de son pays. Toute cette année 1802, il continue à s'en occuper activement, en liaison étroite avec son ami le général Girardon, en opposition de plus en plus nette avec l'évêque et le préfet. « Je ris, écrit-il à Girardon le 11 juillet, des efforts que l'on fait pour nous déprécier. Je me félicite de vous être associé. On travaillera en vain

(1) Portalis à Bernier, 29 juin 1802, 12 juillet 1802. Arch. Nat. F<sup>10</sup>+, 200, f<sup>os</sup> 12 et 22.

(2) Bernier à Girardon, 13 juin 1802. *Andegaviana*, XXVII, 194.

(3) F. UZUREAU, *M. l'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, 22.



et des événements peu éloignés ménageront une leçon assez forte pour qu'on revienne à d'autres principes (1)... » La prophétie ne se vérifia que trop et on voudrait pouvoir assurer que, pour faire pièce aux Montault, Girardon inspiré par son ami, ne travailla pas à la réaliser.

Il semble bien que les deux frères aient poussé un soupir de soulagement, lorsqu'ils apprirent le départ de celui qu'ils avaient un instant appelé comme sauveur. Sans doute, Charles exprima-t-il officiellement sa satisfaction à Portalis pour la façon parfaite dont Bernier « avait disposé les esprits en faveur de l'évêque et du gouvernement » (2); c'était convenable de le faire. Mais, s'il faut en croire le général, une fois libérés de cette collaboration gênante, les Montault insinuèrent qu'en réalité le prélat s'était entendu avec le commandant de la subdivision militaire « pour empêcher la réunion » (3). L'évêque s'empressa d'oublier les conseils reçus et, à défaut de Lenoir, tomba sous l'influence de Meilloc, qui « dérangerait tout, retourna l'évêque à son gré » (4). On ne tint aucun compte des demandes faites par Bernier avant son départ touchant l'organisation prochaine; on lui avait pourtant promis de s'y conformer. Il est évident qu'on supportait difficilement son ingérence et que l'administration diocésaine, comme l'administration préfectorale, ne ressentait pour sa personne qu'une sympathie fort tempérée. Sur deux points principalement, on s'écarta de ses avis : la réconciliation des constitutionnels; leur nomination aux cures et vicariats.

Charles Montault des Isles ne se résignait pas à suivre la méthode parisienne. Le texte autorisé par le légat lui parut aussi insuffisant que la formule usitée par Bernier pour la réconciliation des évêques. Il se mit donc en devoir de leur substituer de son crû, une déclaration en six points (5). Cette déclaration fut naturellement transmise aux Cultes par les intéressés. Elle eut le bonheur de déplaire également au gouvernement et au légat. Le premier la trouvait excessive, le second n'admit point le dernier paragraphe, relatif aux libertés

(1) Bernier à Girardon, 11 juil. 1802. *L'Anjou historique*, XXII, 95.

(2) Charles Montault à Portalis, 16 juin 1802. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 5633.

(3) Girardon à Bernier, 8 juil. 1802. Arch. Nat. F<sup>19</sup>, 326. « Ils ont en vérité pris des leçons du bon M. Tartuffe, ajoute Girardon. La loyauté et la franchise sont deux vertus qu'ils ne connaissent pas. »

(4) Bernier à Girardon, 17 oct. 1802. *L'Anjou historique*, XXII, 98.

(5) Le Concordat et les prêtres constitutionnels de Maine-et-Loire. *L'Anjou historique*, XIII, 634-635.

gallicanes et aux Quatre Articles de 1682. Le prélat se vit donc tancé, et par le ministre, et par Caprara. Une autre formule fut également déferée à Portalis par les habitants d'Allomes, celle que le vicaire général Meilloc avait exigée de leur desservant et qui se trouvait écrite de sa propre main. Au nom du gouvernement, Bernier demanda des explications à l'évêque et profita de l'occurrence pour le mettre en garde contre ce conseiller excessif. Mais Charles Montault, pour justifier son homme de confiance, répondit que cette formule se trouvait de deux ans antérieure à la publication du Concordat; il ajouta que, depuis, Meilloc n'en avait pas expédié d'autres (1).

La profession de foi élaborée par Montault fut signée le 13 août par les constitutionnels d'Angers; ils ne s'y résignèrent qu'après de pénibles discussions; il y eut même une scène grotesque, où l'on vit un ci-devant récollet profiter d'une réception épiscopale pour gratter son nom sur le registre des réconciliations. Tout entier à ses hôtes, le prélat ne s'aperçut de rien. Quand on découvrit la chose, il se montra fort vexé et l'on fit des gorges chaudes sur sa mésaventure. « Voilà bien un tour de moine, » concluait Girardon, dans une lettre piquante, où il racontait cet incident à son ami Bernier (2)...

Peu après, l'église Saint-Samson devint le théâtre d'autres scènes dont Bernier pourra écrire qu'« elles avilissent l'épiscopat » (3). Après avoir remis sa démission et les clefs de son église, le curé constitutionnel de Saint-Samson, Ferré, s'avisa, poussé par son confrère Dufour, de reprendre le gouvernement de sa paroisse. Il força donc les portes de Saint-Serge pour se réinstaller dans cette abbatale où le culte avait été transféré en 1791. A cette nouvelle, l'évêque d'Angers accourt, et, « se faisant commissaire de police » (4), appose les scellés sur les portes, sur la sacristie, fait cadenasser les entrées, non sans recevoir les quolibets des « poissardes » et des soldats. Une histoire de lutrin vient corser l'affaire. Le citoyen Garreau, ex-gendarme, et « très digne serpent sous le curé Ferré » (5), brise le cadenas épiscopal et emporte chez lui le pupitre du chœur. Le prélat assigne en justice et le serpent et tous ceux qui l'ont in-

(1) Charles Montault à Portalis, 16 fruct. X (3 sep. 1802). Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 5663.

(2) Girardon à Bernier 19 mess. X (8 juil. 1802). Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 326.

(3) Bernier à Portalis, 5 août 1802. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 5692.

(4) *Ibid.*

(5) Girardon à Bernier, 7 therm. X (26 juil. 1802). Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 326.

sulté ; il demande en outre à Girardon de blâmer ses soldats et de porter à l'ordre de l'armée ceux qui lui avaient donné le sobriquet injurieux de « Monte à l'assaut ». Naturellement, Girardon refuse. Quant au tribunal, fort hostile aux Montault et à la religion, il se divertit fort de ce procès, trop heureux de déconsidérer les deux frères qu'il détestait non moins que la religion. « Les avocats défendent les accusés gratuitement et « se promettent bien de plaider à l'aise sur le lutrin et sur l'évêque (1). »

Assailli de plaintes et de pétitions (2), Portalis demande à Bernier, qui se trouve à Orléans, « un rapport détaillé sur tout ce qui s'est passé et se passe à Angers par rapport à l'évêque » (3) et Bernier, naturellement, se renseigne à bonne source auprès de Girardon.

Le rapport dans ces conditions ne pouvait être que défavorable. Le pauvre évêque n'y est point ménagé, car « il n'est que trop vrai qu'il est au-dessous de sa place ». Il est de toute vérité que son caractère est petit, minutieux, propre aux détails d'une petite cure de campagne et non pas à ceux d'un évêché difficile. » Et, avec un secret plaisir que dissimulent mal la sérénité et l'indifférence apparentes du ton, Bernier insinue que ce choix, déplorable en soi, se trouvait particulièrement contre-indiqué pour Angers. « Il fallait y envoyer un évêque savant, éloquent et tout à fait étranger au pays... La première de ces qualités eût subjugué l'opinion, la seconde eût gagné les cœurs et la troisième eût écarté toutes les préventions ; aucune de ces qualités ne convient à M. Montault. Sa science est faible, son éloquence nulle, et le siège où il figura comme constitutionnel est à quelques lieues d'Angers (4). « Si l'on se rappelle que Bernier avait brigué pour lui ce diocèse et qu'à son défaut, il eût voulu y introduire son ami Pancemont, les termes de son rapport apparaîtront particulièrement savoureux.

Quant au préfet, c'est « un honnête et respectable homme, mais depuis la nomination de son frère, il a extrêmement perdu dans l'esprit public ». « J'en suis désolé, ajoute Bernier ; je l'aime et je l'estime. J'aime également son frère, l'évêque. J'ai tout fait pour l'obliger, mais je ne puis trahir la vérité, en disant qu'il est propre à une place que mille faits démontrent ne pas lui convenir. » Si encore il suivait les conseils des personnes autorisées ! Mais il n'en fait rien,

(1) Bernier à Portalis, 5 août 1802. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 5692.

(2) Portalis à Bernier, F<sup>19</sup>+, 200, f<sup>o</sup> 40, 13 therm. X (1<sup>er</sup> août 1802).

(3) Bernier à Girardon, 22 juil. 1802. *Andegaviana*, XXVI, 156.

(4) Bernier à Portalis, s. d. Arch. Nat., F<sup>19</sup>, 326.

ni pour la nomination de sujets propres à rallier les cœurs, ni pour la réunion des constitutionnels. Pourtant Bernier lui a donné des noms ; pourtant, certains constitutionnels, qui étaient lors des événements de l'Ouest ses ennemis et qui auraient dû en garder des préventions, demandaient que l'évêque d'Orléans fasse lui-même leur paix. « Je l'aurais consommée, assure-t-il au ministre, si j'eusse pu m'immiscer pour un seul instant, et pour cet objet seulement, dans le gouvernement du diocèse. » Malheureusement pour le diocèse et pour lui, Montault ne s'y est nullement prêté. Il a préféré les conseils de Lenoir et de Meilloc, et le rapporteur ne craint pas de donner l'explication de cette attitude : Montault « a vu avec toute la peine possible la réception brillante que l'on m'a faite, dans un pays où je n'ai cessé de prêcher en sa faveur (1)... »

Le gouvernement, particulièrement attentif à ce qui se passait dans cette région, se montra aussi inquiet que mécontent. Les rapports de Bernier, renforcés des lettres de Girardon, n'étaient pas de nature à l'apaiser. Un dernier incident le détermina à sévir. Lors des obsèques de Mme Montault, mère, les deux clergés se trouvèrent « confondus » dans la cathédrale pour assister au service funèbre. Le 7 septembre les *Affiches d'Angers* publièrent à cette occasion un entrefilet, édifiant et maladroit (2), sur l'exemple de charité chrétienne qu'ils avaient donné dans ces circonstances ; le journal célébrait « l'extinction de toutes les disputes et divisions religieuses « due » au zèle et à la prudence du prélat qui nous gouverne », il rappelait, à la louange « du parti le plus nombreux », avec quelle joie il avait vu « ceux du parti opposé venir se réunir à lui ». Les constitutionnels furent froissés de cet article ; leur mécontentement s'accrut lorsqu'ils apprirent qu'il venait de l'évêché. Ils se plaignirent. Sur les entrefaites, arriva aux Cultes une nouvelle lettre de Girardon relative aux tracasseries dont les acquéreurs de biens nationaux se voyaient l'objet à l'occasion des baptêmes et cérémonies religieuses. Girardon avait dû avertir lui-même l'évêque et « jouer le rôle de grand vicaire » (3). Portalis, excédé de ces récriminations continuelles, proposa au Premier Consul le changement du préfet, « parce que, écrivait-il, si l'évêque est bête et faible, il suffira que le préfet ne soit

(1) Bernier à Portalis, 5 août 1802. Arch. Nat., F<sup>10</sup>, 5692.

(2) F. UZUREAU, *les Premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, 52.

(3) Portalis au Premier Consul, 1<sup>er</sup> compl. X (18 sep. 1802). Arch. Nat., AF, IV, 1044.



ni l'un ni l'autre pour faire marcher l'évêque et tout contenir dans l'ordre légitime » (1).

Les deux frères furent donc mandés à Paris, l'un pour se faire chapitrer, l'autre pour recevoir notification de son changement. La coalition des autorités judiciaires d'Angers, des constitutionnels, de Girardon et de Bernier, avait eu raison du préfet de Maine-et-Loire. Il est assez curieux de constater que dans toute cette affaire, le ci-devant commissaire général des armées du roi avait pour alliés ce qui restait de jacobins et de patriotes influents, tandis que l'évêque d'Orléans y faisait cause commune avec les ennemis les plus notoires de la religion catholique.

#### IV

Dès que Nardon eut succédé au malheureux Pierre Montault des Isles, Bernier s'empresse de lui écrire une lettre aussi aimable qu'enveloppante où il lui prodigue encouragements, renseignements et conseils (2). Mais il n'est pas malaisé de découvrir le but de ces avances : écarter de l'évêque, Meilloc et Lenoir, le premier sous prétexte de favoritisme, le second à cause de sa raideur funeste contre les constitutionnels ; puis, pousser au poste d'archidiacre, un homme à sa dévotion, Tardif « le meilleur sujet du diocèse » qui jouit de la confiance publique. Bernier comptait bien, par Tardif, exercer une influence prépondérante aussi bien à la préfecture qu'à l'évêché.

Il poursuit le même dessein auprès de Charles Montault, venu à Paris pour recevoir les représentations de Portalis. Le bon prélat voulait profiter de ce séjour dans la capitale pour faire approuver l'organisation définitive de son diocèse ; ainsi on gagnerait un temps précieux, car les circonstances, aussi bien que le gouvernement et le préfet, conseillaient qu'on se hâtât. Or, Nardon, d'accord en cela avec Girardon, avait demandé qu'on eût recours à Bernier pour rectifier le projet, et Bernier avait accepté « la commission de confiance » (3) dont on l'avait chargé. Mais avant de présenter le projet

(1) Arch. Nat., AF iv, 1044.

(2) Bernier à Nardon, 28 sep. 1802. *L'Anjou historique*, XXII, 96.

(3) *Le Concordat et les prêtres constitutionnels de Maine-et-Loire. L'Anjou historique*, XIII, 640.

à la sanction du Premier Consul, l'évêque d'Orléans pose nettement ses conditions à Montault ; il exige Saint-Samson pour le constitutionnel Ferré, une cure pour le constitutionnel Marchand, les lettres de vicaire général pour Tardif. Le prélat refuse catégoriquement ces nominations, car « Meilloc, écrit Bernier, souffle ici comme à Angers » (1). Des deux côtés on en réfère au préfet. Le préfet soutient la candidature des deux curés ; quant à celle de Tardif, il se montra beaucoup moins chaud. Pourtant, Bernier l'avait abouché avec son favori (2). Pourtant, il avait envoyé Girardon à la rescousse. Pourtant, il avait chaudement recommandé cet excellent sujet qui remplacerait si avantageusement ce « M. Prieur que personne ne connaît et qui laisse passer l'orage pour venir jouir quand tout sera paisible » (3). Montault profita de la tiédeur préfectorale pour remplacer le troisième en cédant pour les deux premiers. Tardif ne fut pourvu que d'une stalle de chanoine, situation fort honorable sans doute, mais qui ne comportait de soi aucune influence. Cela ne faisait point l'affaire de son protecteur, mais cela faisait celle de l'évêque et probablement même celle du préfet (4).

Il semble que, dès la première heure, Nardon, instruit par l'expérience de son prédécesseur, se soit tenu en garde vis-à-vis de l'évêque d'Orléans. Ses rapports avec Girardon ne s'avéraient pas moins laborieux que ceux de Pierre Montault. Girardon ne se résigne toujours pas à subir la tutelle du pouvoir civil ; il prétend avoir refusé la préfecture qu'on ne lui a pas offerte, reste inconsolable d'avoir dû tirer le canon pour la réception d'un préfet. S'il perd l'habitude de gouverner, il se retranche dans une indépendance absolue. Dès novembre 1802, il a avec Nardon une explication assez vive, après laquelle leurs relations paraissent moins tendues, tout en restant des plus réservées. Nardon connaît son intimité avec Bernier, leur correspondance suivie ; il redoute, à juste titre, que leur coalition ne lui réserve un jour le sort de Pierre Montault.

L'évêque d'Orléans continuera en effet à considérer un peu l'Anjou comme une sorte de fief ; il surveille étroitement ce qui s'y

(1) Bernier à Girardon, 21 oct. 1802. *L'Anjou historique*, XXII, 96.

(2) Bernier à Tardif, 23 oct. *Ibid.*, 99.

(3) Bernier à Nardon, 21 oct. *Ibid.*, 99.

(4) Tardif était un insermenté, ami personnel de Bernier ; le talent oratoire ne lui manquait pas, mais sa théologie était douteuse et il n'avait pas l'étoffe d'un vicaire général.

passe, témoin ce curieux rapport (1) sur les communes de Vendée qui servent de refuge aux émissaires anglais, où il se transforme en agent de contre-espionnage, indique minutieusement les points de débarquement, les routes empruntées, caractérise l'attitude politique des curés, propose une ligne de conduite pour gagner le clergé ; il met en garde contre une invasion possible de l'Ouest en révélant à Talleyrand le plan jadis concerté entre l'Angleterre, le tsar, les chouans pour une descente des Russes sur les côtes de Bretagne (2). Non content de veiller aux intérêts de la Défense nationale, il accepte encore des missions politiques pour ne pas dire policières. C'est à lui que Portalis s'adresse pour obtenir des renseignements, non seulement sur des prêtres qui doivent faire oublier leur conduite passée (3), mais encore sur « un nommé Forestier » accusé de machinations actuelles (4), sur Préjean et sur Georges lui-même (5), « sur tout ce qui se passe dans le Maine-et-Loire et dans d'autres départements ci-devant insurgés » (6). Le Premier Consul désire que ces renseignements soient circonstanciés. « Il voudrait, par exemple, écrit Portalis, pouvoir connaître les noms de ceux qu'on soupçonne d'occasionner des troubles, leurs menées, leur nombre, et la classe à laquelle ils appartiennent ; il voudrait également connaître par leur nom ceux qui se conduisent bien. Enfin, il voudrait avoir, pour ainsi dire, jour par jour, le détail des événements et le portrait des personnes qui y figurent Il s'en rapporte avec confiance à votre sagesse et à votre zèle (7). » Bernier ne pouvait que faire diligence pour répondre à cette confiance du gouvernement et s'acquitter de cette mission. La manière dont il la remplit lui vaut des félicitations officielles. « Le Premier Consul, lui écrit Portalis le 16 décembre 1803, a vu avec plaisir les moyens que vous vous êtes ménagés pour vous procurer les rapports les plus circonstanciés de tout ce qui se passe (8). » Ces félicitations ne pouvaient que l'encourager dans une voie qui concordait avec ses desseins. Sa vigilance ne s'endort pas. Toujours aux aguets, toujours prêt à intervenir, il ne

(1) Arch. Nat., F<sup>10</sup>, 5692.

(2) Bernier à Talleyrand, 29 juil. 1804. *Andegaviana*, X, 345.

(3) Portalis à Bernier, 10 frim. XII (2 déc. 1803). Arch. Nat., F<sup>10</sup>+ 152, f<sup>o</sup> 841.

(4) *Ibid.*, 14 frim. XII (6 déc. 1803). *Ibid.*, f<sup>o</sup> 873.

(5) *Ibid.*, 7 pluv. XII (28 janv. 1804). *Ibid.*, f<sup>o</sup> 1019.

(6) *Ibid.*, 18 frim. XII (10 déc. 1803). Arch. Nat., F<sup>10</sup>+ 152, f<sup>o</sup> 874.

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.*, 24 frim. (16 déc. 1803). *Ibid.*, f<sup>o</sup> 893.

demande qu'à s'occuper des affaires de l'Ouest ; il n'attend que l'occasion pour reparaitre en Vendée, où Mme de la Paumelière et le général Girardon se disputent l'honneur de le recevoir.

On crut un moment, en 1803, qu'une nouvelle mission lui serait confiée, car si les habitants de Maine-et-Loire jouissaient de la paix, la paix, après une trêve passagère, régnait de moins en moins entre le préfet et le général ; ils continuaient à se disputer l'autorité, à envoyer l'un contre l'autre des rapports contradictoires. Le Premier Consul, pour en finir, résolut une enquête qu'il pensa d'abord confier à Bernier, « très mêlé à la police secrète du gouvernement » (1). Mais le projet s'ébruita. Nardon, justement inquiet, craignit que cette seconde mission n'eût le même résultat que la première. Il écrivit donc au général Gouvion, inspecteur général de la gendarmerie, une lettre sévère pour écarter l'enquête, sans objet, assure-t-il, et surtout l'enquêteur que tout disqualifie, aussi bien son impopularité que sa politique d'excitations. Son crédit vient d'une paix où il n'a pas eu la moindre part et dont il usurpa les honneurs comme les profits. « De là, ajoute Nardon, le principe de sa fortune ; de là son élévation et son crédit qu'il doit à la fausse opinion qu'on a de lui ; et pour prolonger cette erreur, il lui importe de faire naître journellement de nouvelles inquiétudes sur les départements de l'Ouest, et spécialement sur celui de Maine-et-Loire. Tel est le plan de conduite que l'évêque a constamment suivi depuis deux ans et dans lequel on le croit parfaitement secondé par le général Girardon qui, sans se cacher de cette correspondance, lui adresse sur notre situation des rapports mensongers (2). »

La crainte a-t-elle noirci aux yeux du préfet les desseins de Bernier ? C'est possible. Il est toutefois certain que, autoritaire et envahissant, il voulait imposer et ses hommes et ses vues ; ceux qu'il n'avait pas fait nommer, ceux qui ne le suivaient pas, devaient tout craindre de sa critique hautaine ou de ses manœuvres dissolvantes. S'il avait vraiment pacifié les camps, comme il le prétend, c'est en apparence seulement qu'en 1802 il avait brandi dans Angers le rameau d'olivier. On n'avait pas voulu de lui comme archevêque de cette ville ; on n'avait pas écouté ses conseils pour le choix de l'évêque ni pour celui du préfet. N'était-il pas naturel que le gouvernement en pût et avec lui ceux qu'il avait nommés ? N'était-ce pas la meilleure justi-

(1) *Le préfet de Maine-et-Loire et l'abbé Bernier. Andegaviana*, X, 392.

(2) Nardon au général Gouvion, 8 juin 1803. Arch. Nat., AF iv, 1053.



fication de ses vues? « Quand, après tous les soins que je me suis donné et toutes les démarches que j'ai faites, écrit-il à l'abbé Tardif, on ne veut pas se rendre à des conseils qui n'ont pour but que d'éviter le plus grand mal et de procurer le bien de la paix, je finis par me renfermer dans ma sphère et par ne plus me mêler d'affaires. C'est le cas où je me trouve en ce moment avec M. l'évêque d'Angers (1). » Il se comportait ainsi dans tous les cas analogues. Mais cette retraite demeurerait rarement négative, car il était dangereux de réussir à sa place, sans lui, à fortiori contre lui, et il ne se contentait pas de rentrer sous sa tente, laissant aux erreurs commises le soin de mûrir leurs fruits.

La lettre de Nardon au général Gouvion porta et Bernier fut écarté au profit du conseiller d'État, Regnault de Saint-Jean-d'Angély. L'évêque d'Orléans fit le beau joueur et s'amusa des épouvantes préfectorales. « C'est apparemment un poisson *d'avril*, écrit-il à Girardon, qu'on aura voulu donner en *juin* à celui dont vous parlez. Il paraît qu'il *craint les influences*. Autant vaudrait-il croire aux revenants. Qu'il soit donc parfaitement tranquille, je n'ai pas la moindre envie de l'aller visiter. » D'ailleurs, le prélat déclare gravement qu'une mission politique n'est point la fonction d'un évêque. Pour lui, il ne remplira jamais dans l'Ouest « d'autre mission que celle d'exhorter les habitants au maintien de la paix (2). »

Bernier ne reviendra plus en Anjou et, tandis que son crédit politique ne cessera de baisser, l'influence religieuse de Charles Montault ne cessera de croître. Par ses vertus pastorales, par son humilité, par sa bonté, le second laissera une réputation de sainteté, qui vaut bien la réputation d'habileté du premier.

(1) Bernier à Tardif, 23 oct. 1802. *Anjou historique*, XXII, 100.

(2) Bernier à Girardon, *Anjou historique*, XXVIII, 242.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## LIVRE PREMIER

### LES GUERRES ET LES PACIFICATIONS DE LA VENDÉE LE CONCORDAT

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LES ÉTUDES. — LE DOCTORAT. — LE CURÉ DE SAINT-LAUD

- I. La famille. — Les études. — Le doctorat en théologie et le gallicanisme de Bernier..... 1
- II. Le professeur de théologie et le curé de Saint-Laud. — Bernier et la Constitution civile. Il se prête à la nouvelle circonscription et propose pour sa paroisse un plan avantageux. — L'obligation du serment le jette dans l'opposition active. — Bernier et le curé constitutionnel de Saint-Laud. — Mesures prises par le département contre les réfractaires. — Protestations au roi. — Arrestations et déportations. — Bernier se réfugie à Orléans..... 5

#### CHAPITRE II

##### LA PREMIÈRE GUERRE DE VENDÉE

- I. Bernier et la Grande Armée (mai-décembre 1793). — Bernier s'introduit au Conseil supérieur de Châtillon. — Dans quelle mesure il favorisa la supercherie de l'évêque d'Agra. — Son influence croissante ; son rôle dans l'organisation du pays insurgé et des pays conquis ; les mesures rigoureuses qu'il inspire. — Le passage de la Loire et les prisonniers de Saint-Florent,

- La marche sur Granville. — Bernier essaie de passer à Jersey avec Talmont. — La retraite sur la Loire..... 15
- II. La reprise de la lutte (février-décembre 1794). — Évincé par Charette, accueilli par Stofflet, Bernier s'oppose à la nomination d'un généralissime et fait échouer la candidature de Charette. — Le plan fédératif de la Boulaye. — Destitution, condamnation, exécution de Marigny..... 29
- III. L'organisation administrative du Haut-Anjou et la division des chefs. — Rôle de Bernier dans cette organisation ; ses tentatives pour l'étendre à tout le pays insurgé et se faire décerner le titre de commissaire général. — L'assemblée de la Morozière. — Opposition croissante entre Bernier, Stofflet et Charette. — L'affaire du papier-monnaie. — Le conseil et l'arrêté de Beaurepaire. — La réplique de Bernier. — La rupture. — La politique de Bernier..... 36
- IV. La première pacification. — Charette conclut la paix à la Jaunaye. — Stofflet et Bernier se prononcent pour la guerre. — L'arrêté de Jallais et les proclamations belliqueuses du curé de Saint-Laud. — Bernier devient partisan de la paix et la négocie avec les républicains. — A-t-il vendu son concours aux représentants du peuple? — Le traité de Saint-Florent-le-Vieil. — La soumission de l'armée d'Anjou et du Haut-Poitou..... 46

### CHAPITRE III

#### LA SECONDE GUERRE DE VENDÉE

- I. L'application des traités de pacification (mai 1795-janvier 1796). — Les républicains et les royalistes s'accusent réciproquement de violer les accords. — Bernier en Haut-Anjou. — Tentatives de conciliation : la conférence de la Jaunaye et la mission de Béjarry à Paris. — Charette reprend la guerre (26 juin). — Politique pacifiste de Bernier ; ses interventions auprès de Charette, des Vendéens, de Stofflet, des républicains, de Hoche, du comte d'Artois. — Entrevue du May entre Hoche, Stofflet et Bernier (12 décembre) ; le rapport de Hoche, ses conditions. — Mémoire de Bernier au comte d'Artois. — Hoche s'aperçoit qu'on le joue, Stofflet craint pour sa sécurité, le comte d'Artois ordonne la reprise de la lutte..... 53
- II. La dernière campagne et la mort de Stofflet. — Le général vendéen réduit à l'impuissance. — Bernier le convoque à la Saugrenière pour une conférence. — La désignation de l'agent général des armées catholiques et royales ; désaccord entre Stofflet et Bernier. — Stofflet capturé à la Saugrenière par la colonne du commandant Loutil. — Stofflet a-t-il été trahi par Bernier?..... 68
- III. Bernier, agent général des armées catholiques et royales. — Il donne à d'Autichamp le commandement en chef de l'armée d'Anjou et se fait nommer agent général. — Pourquoi Bernier, au lieu de rejoindre son poste à Londres, se maintient en Vendée. — Tentative manquée de grève ecclésiastique. — La politique de Hoche et celle de Bernier. — L'attente d'une solution. — Le 18 Brumaire..... 73



## CHAPITRE IV

## LA PACIFICATION

- I. Bernier et les conséquences du coup d'État du 18 Brumaire. — Sa campagne pacifiste. — La conférence de Pouancé. — Cadoudal fait échouer le plan de Bernier. — Bernier s'offre au gouvernement. — Ses conférences avec le commissaire Barré. — Ses rapports avec le général Hédouville. — Bernier prévient l'effet des ordres et proclamations belliqueuses de Bonaparte. — La conférence et la paix de Montfaucon. — Bernier revendique pour lui les mérites de la pacification. — Protestations des chefs vendéens. — Bernier au quartier général d'Angers. — Hédouville l'envoie à Paris. . . . . 84
- II. Bernier à Paris. Reçu par Bonaparte, il continue ses efforts pour compléter la pacification de l'Ouest. — Bourmont et Frotté. — Bernier et l'organisation administrative de l'Ouest. — Les nominations et les radiations. — Bonaparte, Bernier et la question religieuse. . . . . 103
- III. Première mission en Anjou. — Bernier reprend possession de sa paroisse. — Ses félicitations au vainqueur de Marengo. — Ses relations avec les généraux Hédouville et Girardon. — Bernier rappelé à Paris. . . . . 115

## CHAPITRE V

## LES NÉGOCIATIONS CONCORDATAIRES. BERNIER ET SPINA

- I. Bernier est choisi par le Premier Consul pour négocier le Concordat avec le délégué du Saint-Siège, Spina. — Raison de ce choix. . . . . 121
- II. Les deux premiers projets. — Le premier contact entre Bernier et Spina. — Le premier projet rédigé par Bernier est remanié par Talleyrand dans un sens défavorable à Rome. — Revirement de Bernier. — Sa tactique pendant les négociations concordataires. . . . . 126
- III. Les troisième et quatrième projets. — Bernier, après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, profite des dispositions de Bonaparte pour présenter un quatrième projet. — Talleyrand, quand Fouché a fait la preuve que les royalistes sont responsables de l'attentat, substitue à ce troisième projet une quatrième rédaction. — Spina demande à en référer à Rome et refuse son acceptation. — Bernier intervient pour pallier ce refus. — Bonaparte autorise l'expédition d'un courrier à Rome. — Lettre et mémoire de Bernier pour le Pape. — Talleyrand retient le courrier pontifical. . . . . 134
- IV. Le cinquième projet. — Le Premier Consul revise le quatrième projet et en dicte un cinquième. — Angoisses et incertitudes de Spina. — Il envoie à Rome le quatrième projet par le courrier de Parme. — Bernier le rassure de la part du Premier Consul, puis sur l'ordre de Talleyrand soumet à son approbation le cinquième projet. — Spina se dérobe à une approbation formelle. — Intervention de Bernier auprès du Premier Consul ; il fait autoriser quelques modifications de forme et remet à Spina un projet confidentiel dont les amendements seraient acceptés par le

gouvernement. — Lettres de Bernier au Pape, à Antonelli, à Gardil. — La statue de Lorette. — Départ de Livio ..... 146

## CHAPITRE VI

LES NÉGOCIATIONS CONCORDATAIRES. — BERNIER ET CONSALVI. — LA SIGNATURE

- I. Examen du cinquième projet de Concordat par le Saint-Siège. — La petite et la grande congrégation. — Intervention de Cacault. — Bernier essaie de faire prendre patience au gouvernement..... 157
- II. L'ultimatum. — Cacault annonce que Rome veut modifier le projet. — Bernier essaie vainement de réparer les effets malencontreux de cette dépêche. — Par ordre du Premier Consul, il adresse une lettre comminatoire à Consalvi. — L'ultimatum..... 161
- III. Le sixième projet. — Arrivée à Paris du contre-projet romain. — Bernier le communique directement à Bonaparte avec un rapport favorable. — Talleyrand le déclare inacceptable. — Bernier veut, avant l'arrivée de Consalvi, obtenir l'adhésion de Spina à un sixième projet. — Refus de Spina. 167
- IV. Le septième projet. — Première entrevue entre Bernier et Consalvi. — L'audience solennelle. — Bernier recueille les observations du cardinal sur le sixième projet. — Il remet à Consalvi le septième projet et approuve le contre-projet du cardinal que le gouvernement repousse. — Deuxième contre-projet rédigé par Consalvi et Bernier. — Concessions de Consalvi. — L'accord paraît réalisé..... 173
- V. Le texte définitif. — Bernier avise Consalvi que le gouvernement présentera à sa signature un projet autre que le projet convenu. — Protestations du cardinal. — Dernières discussions entre les plénipotentiaires romains et français. — La signature..... 183
- VI. Le Concordat et la Vendée..... 190

## LIVRE II

### L'APPLICATION DU CONCORDAT

## CHAPITRE PREMIER

BERNIER ET LA CIRCONSCRIPTION DES DIOCÈSES DE FRANCE

- I. Les trois premiers projets de Bernier. — Premier projet : d'après les divisions militaires : 10 archevêchés, 50 évêchés. — Second projet : d'après les divisions militaires : 10 archevêchés, 40 évêchés. — Troisième projet ; d'après les divisions judiciaires : 10 archevêchés, 40 évêchés. — Comment les préoccupations politiques ont déterminé la répartition des sièges. 198

- II. Le retard de la Bulle de circonscription. — Causes de ce retard. — Somma-  
tion de Portalis. — Instances de Bernier..... 205
- III. Le décret exécutorial du Légat. — Bernier supprime le paragraphe sur les  
taxes et fait remanier tous les décrets..... 209
- IV. Le plan définitif. — Le Premier Consul augmente de dix le nombre de  
sièges. — Comment Bernier lui insinue cette décision. — L'archevêché de  
Tours. — Les évêchés du Comtat Venaissin..... 213

## CHAPITRE II

## BERNIER ET LES NOMINATIONS ÉPISCOPALES

- I. Bonaparte veut un épiscopat renouvelé et amalgamé. — Bernier et la feuille  
des bénéfices. — Bernier propose des nominations provisoires aux évêchés  
vacants. — Il dresse une liste de nominations définitives pour les sièges  
de la nouvelle circonscription. — Ses principes en matière de nominations  
épiscopales..... 221
- II. Bernier et les démissions des anciens évêques. — Les évêques émigrés en  
Angleterre, en Espagne, en Allemagne. — Mission de M. de Pancemont.  
— Bernier journaliste. — Les constitutionnels..... 225
- III. Bernier essaie d'exclure les constitutionnels du nouvel épiscopat. — Bernier  
et Portalis. — Le rapport d'Hauterive. — Volte-face de Bernier..... 234
- IV. Bernier et les dossiers épiscopaux. — Son train de vie. — Ses vues sur Paris.  
— Opposition de Fouché, de Talleyrand, de l'opinion, du clergé parisien,  
de M. Émery. — Nomination de M. de Belloy. — Bernier, évêque d'Or-  
léans. — Bernier, administrateur de Paris..... 239

## CHAPITRE III

## BERNIER ET LA RÉCONCILIATION DES ANCIENS ÉVÊQUES CONSTITUTIONNELS

- I. Le Légat avoue qu'il est mandaté par Rome pour réconcilier les anciens  
évêques constitutionnels nommés par le Premier Consul. — Il avoue égale-  
ment qu'il est mandaté pour leur donner l'institution canonique. — Com-  
ment Bernier lui arrache successivement ces deux aveux. — La réception  
officielle du cardinal ajournée..... 261
- II. La réconciliation des anciens évêques constitutionnels. — Réception offi-  
cielle du Légat. — Sacre de Bernier à Notre-Dame. — Le gouvernement  
s'oppose à toute rétractation. — Les évêques constitutionnels repoussent  
la formule exigée par Rome. — Le Légat, de son côté, repousse la formule  
de Bernier, agréée des constitutionnels et du gouvernement. — Il finit  
par l'accepter moyennant une rétractation verbale qui la complètera. —  
Bernier est chargé avec Pancemont d'obtenir et de recevoir cette rétrac-  
tation..... 270
- III. Démentis des constitutionnels. — Perplexités de la Légation. — L'allocu-  
tion du Pape. — Embarras de Bernier. — Les constitutionnels ont-ils  
reçu leur décret d'absolution? L'ont-ils accepté avec les conditions qu'il

comporte? Dans quelle mesure Bernier a positivement trompé le Légat. — Dans quelle mesure le Légat s'est laissé tromper..... 280

## CHAPITRE IV

### L'ORGANISATION DU DIOCÈSE DE PARIS. — UNE MISSION POLITIQUE DANS L'OUEST L'ORGANISATION DU DIOCÈSE D'ANGERS

- I. Bernier pontifie à Notre-Dame de Paris. — La première pastorale de M. de Belloy. — La nouvelle circonscription des paroisses de Paris. — Les nominations. — Protestations des constitutionnels..... 293
- II. Bernier à Saint-Laud d'Angers, au château du Lavoir. — Les élections pour le consulat à vie. — Relations de Bernier avec les autorités. — Le général Girardon. — Le préfet Pierre Montault. — L'installation de l'évêque Charles Montault..... 297
- III. Réconciliation des prêtres constitutionnels. — Incidents de Saint-Sanson. Rapport de Bernier. — Destitution du préfet..... 304
- IV. Bernier et le préfet Nardon. — Ses candidats. — Sa politique en Anjou. — Une mission manquée..... 309









